

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2019

N°192

SOMMAIRE
RAA
MAI 2019

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 23 mai 2019)</i>	<i>P. 2</i>
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 23 mai 2019)</i>	<i>P.292</i>
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES <i>(Mois de mai 2019)</i>	
1- ARRETES REGLEMENTAIRES	<i>P.616</i>
2- ARRETES INDIVIDUELS	<i>P.617</i>

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

CULTURE.....	P 8
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	P62
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	P 77
FINANCES.....	P81
HORS COMMISSION.....	P 93
LOGEMENT.....	P155
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	P209
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	P233
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE.....	P241
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	P245
RESSOURCES HUMAINES.....	P261
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	P266
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	P273
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	P284

PARTIE 1 SOMMAIRE

° DELIB	CULTURE	PAGE
M2019-272	Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives - Autorisation de signature	9
M2019-273	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association Arc en Ciel des Faubourgs pour l'organisation de l'édition 2019 du Festival des Fanfares - Autorisation de signature	12
M2019-274	Convention-cadre de partenariat « Culture-Justice » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ) de l'Hérault et le Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'Hérault - Autorisation de signature	15
M2019-275	Agora des Savoirs - Composition du Conseil scientifique - Désignation de nouveaux membres	18
M2019-276	Demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence 2019 - Approbation	21
M2019-277	Adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture - Approbation	24
M2019-278	Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	27
M2019-279	Convention de souscription avec la Fondation du Patrimoine pour la restauration des décors peints du grand foyer de l'Opéra Comédie - Autorisation de signature	31
M2019-280	Musée Fabre - Conventions de partenariat avec Télérama, Le Monde, Midi Libre, France Musique, France Bleu, Radio Clapas, Museum TV et Officiel Art dans le cadre de l'exposition "Vincent Bioulès, Chemins de traverse" - Autorisation de signature	34
M2019-281	Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup dans le cadre de l'exposition "Vincent Bioulès, Chemins de traverse" - Autorisation de signature	38
M2019-282	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'EPCC MoCo dans le cadre de la manifestation "100 artistes dans la ville" - Autorisation de signature	41
M2019-283	Musée Fabre - Avenant n°1 à la convention de partenariat entre l'Université Paul Valéry Montpellier et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le Département d'études italiennes - Autorisation de signature	44
M2019-284	Conservatoire à Rayonnement Régional - Demande de financement 2019 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Convention d'objectifs et de financement - Approbation	47
M2019-285	Sites archéologiques Lattara à Lattes, du Castellas à Murviel-lès-Montpellier et du siège épiscopal à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de partenariat pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2019 - Autorisation de signature	50
M2019-286	Convention de coopération pour la formalisation d'actions de coopération entre le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la compagnie de danse contemporaine Didier Théron - Autorisation de signature	53
M2019-287	Conventions de coopération avec les communes de Beaulieu et de Montferrier-sur-Lez pour la mise en place du dispositif "Passeport multimédia" - Autorisation de signature	56

N° DELIB	CULTURE (Suite)	PAGE
M2019-288	Convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques de la presse ancienne entre la médiathèque centrale Emile Zola et l'association Occitanie Livre et Lecture - Autorisation de signature	59
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGE
M2019-245	Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution de subvention INRA pour le projet TECHALIM + - Autorisation de signature	63
M2019-246	Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le Projet initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon (IBDLR) - Convention - Autorisation de signature	66
M2019-247	Cité intelligente - Appel à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Approbation de signature	70
M2019-248	Business Innovation Centre (BIC) - Actualisation du document type «convention d'évaluation» - Approbation	74
N°DELIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGE
M2019-244	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Réseau de Transport d'Électricité (RTE)	78
N°DELIB	FINANCES	PAGE
M2019-268	Attributions de compensation (AC) 2019 provisoires aux communes à la suite de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 8 février 2019	82
M2019-269	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE - Exercice 2019	87
M2019-270	Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018	90
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2019-235	Composition du Conseil de Métropole pour le mandat 2020-2026	94
M2019-236	Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative au projet du Contournement Ouest de Montpellier - Phase de Consultation Inter-Services - Avis	98
M2019-297	Schéma de mutualisation - Bilan 2018 - Approbation	106
M2019-298	Convention-type gestion de services numériques avec les communes membres et leurs Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) - Approbation - Autorisation de signature	111
M2019-299	Contrat de partenariat entre la chaîne de télévision MEZZO et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	114
M2019-300	Convention de partenariat entre la Société Éditrice du Monde et Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de la Comédie du Livre - Autorisation de signature	117
M2019-301	Prise en charge des frais de transports, d'hébergements, de restauration des membres du Conseil de Développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux - Approbation	120
M2019-302	Mission Rio de Janeiro - Participation à la Rencontre Régionale Amérique Latine du Pacte de Milan - Du 28 mai au 2 juin 2019 - Approbation	123
M2019-303	Actualisation des représentations du Conseil de Métropole au sein de divers organismes - Désignations	126

N°DELIB	HORS COMMISSION (Suite)	PAGE
M2019-304	Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	129
M2019-305	Adoption du procès-verbal de la séance du 18 avril 2019	153
N°DELIB	LOGEMENT	PAGE
M2019-254	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Avenant financier à la convention-cadre 2019 entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole du 21 décembre 2018 - Abondement complémentaire	156
M2019-255	Programme Local de l'Habitat 2019-2024 - 2ème arrêt du projet après avis des Communes	160
M2019-256	Construction de 67 logements sociaux à Montpellier et Clapiers - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	164
M2019-257	Réhabilitation de 313 logements sociaux - Résidence « Les Gémeaux », 265 rue des Albigeois à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	167
M2019-258	Réhabilitation de 46 logements, résidence « Val de Croze » rue Cheng Du à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	171
M2019-259	Réhabilitation de 29 logements, résidences « Georges Fabre » impasse de Chaldée à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	175
M2019-260	Construction de 36 logements sociaux - Résidence « Domaine de Courpouyran - tranche 2 », ancienne route de Lodève à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	179
M2019-261	Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Blue One » - 649 avenue des Platanes à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	183
M2019-262	Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Lero'via », avenue de Saint-Maur à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	187
M2019-263	Construction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 67 chambres - EHPAD Les Violettes, rue de la Taillade à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	191
M2019-264	Construction de 15 logements sociaux - Résidence « Castella », Rue Jean Vilar à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Délibération n°14879 du 27 septembre 2017 - Modification - Autorisation de signature	195
M2019-265	Construction de 36 logements sociaux - Résidence « Epure », chemin de la Roque à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signatur	198
M2019-266	Construction de 10 logements sociaux - Résidence « Le Clau de Gil », rue de la Croix Lavit à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	202
M2019-267	Copropriété Le Saint Clément - Modification de la délibération n°M2019-71 - Rectificatif de l'attributaire des subventions de la Métropole - Autorisation	206
N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGE
M2019-237	Commune de Baillargues - Modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	210

N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER (suite)	PAGE
M2019-238	Commune de Castelnau-le-Lez - Extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Bilan de la concertation préalable	213
M2019-239	Projet Urbain Partenarial (PUP) Cave oleicole - Les Moulins de Villevieille et Pignan - Commune de Pignan - Approbation convention de PUP - Autorisation de signature	217
M2019-240	Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Iris - Monsieur Olivier - Commune de Cournonsec - Approbation convention de PUP - Autorisation de signature	221
M2019-241	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Société Civile de Construction Vente (SCCV) Les Terrasses des Grèzes - Impasse des Grèzes - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature	225
M2019-242	ZAC Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Garantie d'un emprunt à la SERM - Autorisation de signature	229
N°DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-293	Convention avec l'éco-organisme Eco-DDS pour la collecte des déchets dangereux spécifiques non professionnels dans les points propreté de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	234
M2019-294	Contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST - Avenant n°2 - Autorisation de signature	237
N°DELIB	PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE	PAGE
M2019-253	Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault - Convention de partenariat en faveur de la protection territoriale - Autorisation de signature	242
N°DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGE
M2019-249	Mission d'Affaires et Institutionnelle à Fès (Maroc) du 11 au 16 juin 2019 - Autorisation et Financement de la mission	246
M2019-250	ZAC Cantaussel - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation	249
M2019-251	Commune de Montpellier - Opération d'aménagement Extension Hippocrate - Concession d'aménagement - Désignation de la SA3M comme titulaire de la concession d'aménagement - Approbation du traité de concession	252
M2019-252	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	256
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGE
M2019-271	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	262
N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGE
M2019-291	Contrat de délégation de service public (DSP) de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA - Avenant n°2 - Approbation	267
M2019-292	Contrat de délégation de service public (DSP) de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Avenant n° 2 - Approbation	270

N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGE
M2019-289	Coupe du Monde Féminine de Football 2019 - Mise en œuvre du site d'entraînement FIFA à Lavérune - Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lavérune - Approbation - Autorisation de signature	274
M2019-290	Associations et clubs sportifs - Attribution de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	277
N°DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGE
M2019-243	Ecolothèque - Convention d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	281
N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-295	Programmation 2019 - Travaux d'amélioration, de remplacement et de rénovation des réseaux d'éclairage public sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac - Approbation - Demande de subvention - Autorisation de signature	285
M2019-296	Convention de co-maîtrise d'ouvrage - Travaux de réaménagement de la place du Marché - Commune du Crès - Autorisation de signature - Approbation	289

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole soutient le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel ; ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux.

Montpellier Méditerranée Métropole entend aujourd'hui renouveler le programme partenarial pluriannuel initié en 2016 avec la Ville de Montpellier, les radios associatives et leurs organisations régionales représentatives (Assemblée Régionale des Radios Associatives et Collectif des Radios Libres d'Occitanie), afin de développer des productions, notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative.

Les conventions proposées définissent les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2019-2021.

Montpellier Méditerranée Métropole s'y engage à commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 €, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel :

- 15 625 € auprès des radios représentées par l'Assemblée Régionale des Radios Associatives (ARRA),
- 9 375 € auprès des radios représentées par le Collectif des Radios Libres d'Occitanie (CRLO).

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre un programme d'actions annuel consistant à produire et diffuser des documents radiophoniques (magazines, émissions spéciales, reportages, fictions ou série radiophoniques, ...) consacrés à la vie culturelle, sportive, touristique, environnementale et événementielle de la Ville et la Métropole. Ces programmes donneront notamment la parole à des habitants et acteurs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Perla DANAN.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86404-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conventions Radios associatives CRLO.docx
- Conventions_Radios_associatives_ARRA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association Arc en Ciel des Faubourgs pour l'organisation de l'édition 2019 du Festival des Fanfares - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La 24^{ème} édition du Festival des Fanfares, organisé par l'association Arc en Ciel des Faubourgs, se déroulera à Montpellier les 14 et 15 juin 2019.

Ce festival atypique accueille chaque année de 15 000 à 20 000 personnes et se déroule essentiellement dans les rues et sur les places des quartiers Beaux-Arts et Boutonnet, mais aussi dans d'autres quartiers de la Ville de Montpellier, en partenariat avec les associations locales.

Le Festival des Fanfares est l'un des plus importants festivals de ce type en France : plus de 20 fanfares (environ 400 musiciens), en provenance de toute la France, voire de l'étranger, y participent chaque année, et près de 200 bénévoles sont impliqués dans son organisation.

Ce festival s'inscrit résolument dans la démarche éco-manifestation que la Ville de Montpellier et la Métropole entendent développer sur ce type d'éco-événements.

La forme de cette manifestation, l'important public et les lieux investis, essentiellement l'espace public, nécessitant une coordination avec les services de la Ville de Montpellier et de la Métropole, il est aujourd'hui proposé de conclure avec l'association Arc en Ciel des Faubourgs une convention de partenariat qui définit les apports et engagements respectifs des partenaires pour l'édition 2019.

L'association Arc en Ciel des Faubourgs s'engage à :

- organiser l'édition 2019 du Festival des Fanfares dans le respect des arrêtés et de la réglementation relative à l'organisation d'une manifestation musicale de cette ampleur dans l'espace public, et en informer les habitants des quartiers accueillant la manifestation,
- assurer le règlement des frais de livraison du matériel par la Direction du Protocole (1 230 €), des frais de pose de quatre coffrets électriques (620 €) et de la prestation électrique sur le site de Grammont (104 €),
- mettre en avant dans sa communication et lors de la tenue du Festival, de façon visible, le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- mettre à disposition l'espace public nécessaire à la réalisation de la manifestation, ainsi que du matériel et du personnel municipal, valorisés à hauteur de 47 195 €,
- mettre à disposition le samedi soir et le dimanche matin le château de Grammont et son parc afin que l'association y organise son « *after* », moment important d'échanges entre organisateurs et fanfarons, qui n'est pas ouvert au public,
- verser à l'association Arc en Ciel des Faubourgs un complément de subvention de 6 000 €, portant ainsi à 20 000 € le montant de la subvention 2019 pour ce projet.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- assurer la collecte des déchets et le nettoyage de l'espace public, pour un montant valorisé à hauteur de 10 300 €,
- mettre en place des navettes de bus entre le domaine de Grammont et le quartier des Beaux-Arts, pour un montant de 1 300 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et l'association Arc en Ciel des Faubourgs relative à l'organisation du Festival des Fanfares ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85952-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Convention-cadre de partenariat ' Culture-Justice ' entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ) de l'Hérault et le Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'Hérault - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte une attention soutenue aux publics les plus éloignés de l'offre culturelle, dont font partie les mineurs sous protection judiciaire et les personnes en service public pénitentiaire, qui cumulent le plus souvent des difficultés familiales, scolaires, sociales et personnelles. Étant entendu que l'éducation artistique et culturelle concourt à l'épanouissement de la personnalité, ou à sa reconstruction, et à une meilleure estime de soi, elle permet en outre d'exprimer ses émotions autrement que par le passage à l'acte et participe à la démarche d'insertion en encourageant la socialisation, en recréant également un lien social, et en rétablissant la confiance envers les autres.

Les actions culturelles et artistiques pour les mineurs sous protection judiciaire sont inscrites dans les orientations de la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse depuis 2009, car elles portent une valeur éducative réelle, susceptible de faire renaitre désir et intérêt chez des jeunes en rupture avec la société, et concourent donc en ce sens à la prévention de la délinquance.

Dans le cadre du protocole « Culture-Justice » et de la convention régionale d'objectifs culture-justice 2018-2020 établie entre la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud, la DRAC s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès de ces publics spécifiques en facilitant et accompagnant les jumelages entre les grands équipements culturels et les services qui dépendent de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de l'Hérault (DTPJJ).

La DTPJJ, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'Hérault, la DRAC Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier conviennent d'associer leurs compétences, dans la limite de leurs moyens respectifs, afin d'impulser des projets territoriaux avec des acteurs culturels et de proximité pour favoriser l'accès des publics sous main de justice à l'offre culturelle.

Une convention-cadre de partenariat est proposée en ce sens, afin de permettre une approche globale et l'émergence de parcours culturels et artistiques en direction de ces publics spécifiques. Elle sera complétée, en fonction des projets proposés par les établissements culturels, par des conventions d'applications afin d'en faciliter la mise en œuvre.

Plusieurs axes d'interventions y sont identifiés :

- Favoriser l'accès aux équipements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, ainsi qu'aux actions de médiations proposées dans ce cadre ;
- Consolider le partenariat établi en 2018 sur la manifestation nationale Rencontres Scène Jeunesse organisée par la Direction Interrégionale Sud de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Ministère de la Culture ;
- Aider à la mise en place de mesures de réparations au sein d'équipements ou événements culturels de la Métropole ;
- Promouvoir des sessions de stages de découverte des métiers de la culture pour les mineurs en partenariat avec les lieux et festivals culturels gérés par la Métropole ;
- Accueillir des personnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du SPIP pour des actions de sensibilisation et de médiation aux activités culturelles et artistiques de la Métropole ;

Chacun des projets artistiques et culturels sera partagé par les cinq administrations.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, et jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention-cadre « Culture-Justice » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault et le Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84325-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat "Culture-Justice"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Joël VERA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Agora des Savoirs - Composition du Conseil scientifique - Désignation de nouveaux membres

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Agora des Savoirs a pour objectif de diffuser et partager les savoirs et les connaissances scientifiques auprès d'un public le plus large possible. Elle vise également à valoriser la recherche et l'enseignement des établissements scientifiques de la Ville.

Par délibération M2018-728 du 21 décembre 2018, l'Agora des Savoirs a été déclarée manifestation d'intérêt métropolitain ; par délibération M2019-48 du 31 janvier 2019, le Conseil a désigné Mme Anne-Yvonne Le Dain, personnalité qualifiée, membre et Présidente du conseil scientifique l'Agora des Savoirs ; par délibération M2019-77 du 21 février 2019, le Conseil a approuvé la charte de l'Agora des Savoirs et désigné 20 membres du conseil scientifique appelé à assurer la programmation annuelle de la manifestation.

L'article 2 de la charte de l'Agora des Savoirs prévoit expressément que le principe de parité sera respecté au sein du conseil scientifique.

Il est donc proposé la désignation de neuf nouvelles personnalités, portant ainsi le nombre de membres du conseil scientifique à 15 hommes et 15 femmes, la présidence étant assurée par Mme Anne-Yvonne Le Dain.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Mme Véronique Bellon-Maurel**, directrice de l'Institut Convergences Agriculture Numérique //DigitAg et du département Ecotechnologies de l'IRSTEA,
- **Mme Claire Billot**, cadre scientifique et chercheuse au CIRAD, Génomique des plantes,
- **Pr. Joël Bockaert**, membre de l'Académie des Sciences, professeur des universités, classe exceptionnelle, Cnrs-Inserm, ancien directeur de l'Institut de Génomique Fonctionnelle de Montpellier,
- **Mme Anne-Sophie Cases**, Professeure des Universités, Université de Montpellier, Institut d'administration des entreprises, membre fondatrice de la chaire e-Santé, management de projet web et e-marketing, Responsable de l'équipe Marketing de MRM (Montpellier Recherche en Management),
- **Mme Caroline Fabre-Rousseau**, écrivaine,
- **Mme Anne Richard**, cadre supérieure en Ressources Humaines, qualité de vie au travail, responsabilité sociale des entreprises, secteur privé, grands groupes,
- **Mme Nathalie Vienne-Guérin**, professeure des universités en études anglophones, directrice de l'Institut de Recherche sur la Renaissance, l'âge Classique et les Lumières, Université Paul-Valéry Montpellier, Présidente du Conseil Scientifique de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS,
- **Mme Frédérique Villemur**, architecte, historienne, HDR, maîtresse de conférence à l'Ecole Nationale d'Architecture de Montpellier en lien avec l'université Paul Valéry,
- **Mme Norolanto Razazfinimana-Douy**, Ingénieure informatique et réseaux, autoentrepreneure.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à la désignation de neuf nouveaux membres du conseil scientifique de l'Agora des Savoirs, par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- procéder à ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85753-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Joël VERA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence 2019 - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Entre 2011 et 2016, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole a pu développer le plan décrit dans le contrat numérique passé avec l'État dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence (BNR). Les chantiers durant ces cinq années ont été nombreux : large programme de numérisation patrimoniale, révision complète du portail de services et des catalogues, multiplication de l'offre de médiation numérique et fourniture d'accès distant aux éditions adaptées pour les bénéficiaires de l'exception handicap.

La reprise en 2017 des chantiers labellisés BNR à Montpellier a permis d'initier un programme « BNR2 » dans la prolongation logique du précédent contrat, et de faire subventionner par l'État des opérations très importantes sur des crédits de la Dotation Générale de Décentralisation, au taux exceptionnel de 80 % en 2017 et 60 % en 2018. Ces opérations concernent tous les secteurs de l'innovation permettant de faire de la transition numérique un vecteur d'amélioration de l'offre de services proposée : automatisation des transactions à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau ; acquisition de matériels robotique et informatique avec le développement d'animations favorisant l'inclusion numérique du plus grand nombre, valorisé durant le temps fort annuel « Code Week » ; acquisition d'équipements de jeux vidéo haut de gamme plébiscités et valorisés lors du temps fort annuel « La Métropole en Jeux » ; et enfin amélioration des performances web du portail, avec une mise à jour des logiciels supportant l'offre de services en ligne.

En 2019, en prenant appui sur les résultats de l'étude de « connectivité » des médiathèques du réseau, menée en 2018, conjointement avec les services de la Direction des Ressources Informatiques, le réseau des médiathèques de la Métropole engage la poursuite du programme de développement de ses services numériques de référence. Plusieurs opérations sont subventionnables, pour lesquelles la Métropole a d'ores et déjà inscrit des crédits à la hauteur des ambitions de son réseau de médiathèques :

- Une ambition numérique patrimoniale d'excellence, articulée autour de 2 projets majeurs :
 - le développement de la bibliothèque numérique patrimoniale en bénéficiant des fonctionnalités de pointe des solutions actuelles développées par la Bibliothèque nationale de France ;
 - l'acquisition d'applications et d'interfaces tactiles dédiées à la valorisation des fonds patrimoniaux, et permettant ainsi la médiation d'un patrimoine jusque-là difficilement accessible au grand public dans les espaces physiques des médiathèques.
- Une ambition de médiation des outils numériques à destination du plus grand nombre, articulée autour de 3 projets majeurs :
 - l'acquisition d'un nouveau système de gestion des différents terminaux informatiques destinés au public (ordinateurs, tablettes, liseuses, consoles) permettant des mises à jour simples et rapides en temps réel des stations de consultation, et permettant ainsi une personnalisation de l'offre de services numériques *in situ* pour le public individuel comme pour les groupes accueillis au cours d'ateliers collectifs ;
 - la poursuite du programme d'équipement robotique dédié à l'apprentissage du code informatique : robots, imprimantes 3D, tablettes graphiques.
 - La poursuite de l'équipement informatique dédié aux jeux vidéo en ligne par équipe, en lien avec des pratiques culturelles et amateurs en plein essor.

Cette ambition d'excellence s'inscrit donc dans la continuité du programme pluriannuel 2017-2020 présenté il y a un an. L'ensemble du projet 2019 est éligible à une participation de l'État à hauteur de 60 %, et le pré-dossier de ce projet a fait l'objet d'un examen positif par les services du Ministère de la Culture (Direction Régionale des Affaires Culturelles et Service Livre et Lecture).

Les opérations BNR 2019 permettront ainsi une nouvelle progression des services numériques proposés aux usagers et assureront la prolongation du label Bibliothèque Numérique de Référence. Le coût global de ces opérations s'élève à 178 081,43 € HT (213 697,72 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès des services de l'Etat pour les opérations menées dans le cadre du projet 2019 « Bibliothèque Numérique de Référence »,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85695-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Joël VERA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Créée en 1960, la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC) rassemble aujourd'hui plus de cinq cents cinquante communes, regroupements de communes, conseils départementaux et conseils régionaux de France. Réunissant des élus de l'ensemble des échelons territoriaux et de toute sensibilité politique, elle a su devenir pour le champ culturel une véritable force de proposition et un élément fédérateur entre l'ensemble des associations d'élus.

Association pluraliste, la FNCC se définit comme un espace de rencontre permettant l'échange d'informations, la confrontation des expériences, l'analyse en commun des problématiques sectorielles et l'élaboration de propositions dans tous les domaines de l'action culturelle locale. Lieu privilégié de réflexions partagées entre les élus à la culture, la FNCC souhaite contribuer à l'élaboration des politiques culturelles publiques au plus près des territoires.

A ce titre, elle met notamment en place un programme de formation, des commissions de travail qui élaborent, en concertation étroite avec les professionnels, des propositions concrètes, et met à disposition en ligne une revue bimensuelle électronique, *la Lettre d'échanges*, qui traite des sujets d'actualité culturelle. Elle a pour interlocuteurs réguliers les fédérations et associations culturelles nationales et entretient des relations suivies avec l'Association des Maires de France, l'Association des Maires de Grandes Villes de France, l'Assemblée des départements de France, l'Association des Régions de France, l'Assemblée des Communautés de France, le Ministère de la Culture, etc.

Le coût annuel de l'adhésion à l'association s'élève à 2 495 € TTC pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dont la population est comprise entre 100 001 et 500 000 habitants.

Cette adhésion permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à l'ensemble des activités de l'association, de bénéficier des ressources mises à disposition des adhérents et de s'inscrire dans une démarche d'échanges et de réflexions partagées autour des politiques culturelles des collectivités territoriales.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture, pour un montant annuel de 2 495 € TTC ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84740-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Joël VERA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

1) Affectation de subvention de fonctionnement

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les associations œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association Les adeptes des bisous de Prades-le-Lez	Fonctionnement	5 000 €

2) Affectation de subventions dans le cadre de la manifestation « Total Festum 2019 » et des initiatives valorisant la culture occitane sur le territoire de la Métropole.

Afin de soutenir sur son territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à la treizième édition de la manifestation « Total Festum », organisée par la Région Occitanie-Pyrénées Méditerranée.

Les aides financières attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole aux différentes structures organisatrices tiennent compte des critères d'exigences envers la promotion de la langue occitane, mais également de l'intérêt culturel pour la Métropole à défendre sur son territoire les initiatives valorisant et promouvant ce patrimoine immatériel.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient les manifestations valorisant la culture occitane sur le territoire des communes suivantes, dans le cadre des projets labellisés « Total Festum » :

Commune / Association bénéficiaire	Type	Montant
Murviel-lès-Montpellier, Association Lézart d'U	Projet	3 000 €
Montpellier, Association Intercal	Projet	3 000 €
Cournonterral, Association Le Chevalet de Cournonterral	Projet	2 400 €

Par ailleurs, dans le même objectif de soutien aux initiatives valorisant la culture occitane sur son territoire, il est également proposé l'attribution par Montpellier Méditerranée Métropole d'une subvention à une association organisant une manifestation en marge du label régional « Total Festum » :

Commune / Association bénéficiaire	Type	Montant
Villeneuve-lès-Maguelone, Association Emergences	Projet	1 000 €

L'ensemble de ces soutiens financiers sera formalisé par des conventions conclues entre Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84767-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2019.doc
- DCP 3M Convention Subventions Projet 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Joël VERA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Convention de souscription avec la Fondation du Patrimoine pour la restauration des décors peints du grand foyer de l'Opéra Comédie - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Fondation du patrimoine œuvre à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine français et accompagne les particuliers, les collectivités et les associations dans des projets de restauration.

Chaque année, le succès des Journées européennes du patrimoine témoigne de l'engouement collectif pour les monuments nationaux emblématiques et le patrimoine historique. Mais le patrimoine français est plus vaste que les seuls monuments protégés et, faute de moyens, beaucoup de ces trésors patrimoniaux sont délaissés et menacés.

La Fondation du patrimoine a été créée pour répondre à ce besoin de sauvegarde et de valorisation du patrimoine, prioritairement non protégé. Présente sur l'ensemble du territoire national, les missions de la fondation sont les suivantes :

- Promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager,
- Contribuer à l'identification des édifices et des sites menacés de dégradation et de disparition,
- Susciter et organiser les partenariats publics/privés entre les associations de protection du patrimoine, les pouvoirs publics nationaux et locaux, et les entreprises désireuses d'engager des actions de mécénat culturel,
- Participer aux actions de restauration des propriétaires privés ou publics,
- Favoriser la création d'emplois et la transmission des savoir-faire.

L'action de préservation de la fondation s'appuie sur trois leviers principaux :

- Le label : la fondation est le seul organisme privé habilité par le Ministère de l'Économie et des finances à octroyer un label à une opération de restauration d'un immeuble non protégé au titre des monuments historiques. Ce label permet aux propriétaires privés de bénéficier de déductions fiscales,
- La souscription publique ou collecte de financement participatif : la fondation engage des campagnes de souscriptions publiques et d'appel aux dons pour financer des projets de sauvegarde du patrimoine public et associatif,
- La mobilisation du mécénat d'entreprise : la fondation sollicite le mécénat culturel en faveur de projets de sauvegarde et de valorisation du patrimoine de proximité. Des accords de partenariat nationaux ou locaux sont conclus avec des entreprises.

A l'occasion des prochaines Journées Européennes du Patrimoine, les 21 et 22 septembre 2019, un partenariat entre la Fondation du Patrimoine et l'Opéra Orchestre National de Montpellier a été mis en œuvre. Un concert sera proposé dans ce cadre le 22 septembre à l'Opéra Comédie au profit de la Fondation du Patrimoine. Lors de cet événement, une souscription sera également lancée afin de recueillir des fonds supplémentaires.

Il est proposé que cette souscription permette la restauration des décors peints du grand foyer de l'Opéra.

Lors de la reconstruction du théâtre de la Comédie, la partie artistique de la peinture la plus prestigieuse a été confiée à plusieurs artistes : d'une part, les motifs des coupoles du grand escalier et le plafond du grand foyer, et d'autre part les huit muses qui ornent le grand foyer.

Le premier lot a été confié à Ernest Michel (1833-1902), grand prix de Rome en 1860, conservateur du musée Fabre de 1871 à sa mort, et directeur de l'Ecole régionale des Beaux-Arts, considéré à l'époque comme l'artiste le plus éminent de la ville.

Les panneaux entre les baies et les arcades ont reçu des toiles marouflées prévues dans le devis de 1886, mais commandées seulement à l'issue d'un concours dans la décennie 1890 à des artistes montpelliérains, pour la plupart anciens élèves d'Alexandre Cabanel à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris : Paul Estève (La Musique et La Tragédie), Auguste Privat (Le Chant et L'Histoire), Max Leenhardt (La Comédie et La Poésie), Alexandre Courtines (La Danse) et Antonin Chatinière (La Pastorale).

Dans le cadre de cette souscription, il est donc proposé que les fonds récoltés permettent de réaliser la

restauration d'une à huit de ces toiles, en fonction du montant des fonds récoltés lors des journées du patrimoine. Le coût estimé des travaux de restauration de ces œuvres s'élève de 2 800 € à 16 000 € HT selon de nombre de pièces restaurées.

La mise en œuvre de cette opération nécessite la signature d'une convention de souscription avec la Fondation du Patrimoine.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de souscription avec la Fondation du Patrimoine,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer à la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84744-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fondation du Patrimoine Souscription Opera.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Joël VERA, Annie YAGUE, Thierry DEWINTRE.

Culture - Musée Fabre - Conventions de partenariat avec Télérama, Le Monde, Midi Libre, France Musique, France Bleu, Radio Clapas, Museum TV et Officiel Art dans le cadre de l'exposition "Vincent Bioulès, Chemins de traverse" - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Du 15 juin au 6 octobre, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présentera l'exposition *Vincent Bioulès, Chemins de traverse*, véritable rétrospective de l'œuvre de l'artiste. Près de 200 œuvres, qui retracent la carrière du peintre des années 1950 à nos jours, y seront exposées.

Artiste né à Montpellier en 1938, son parcours est tout à fait étonnant : après avoir participé aux mouvements ABC Productions et Supports/Surfaces, ce dernier étant réputé pour sa conception iconoclaste de l'art, Vincent Bioulès est également l'un des acteurs majeurs du retour à la figuration dès le milieu des années 1970. Peintre hors pair, il cherche la subversion au sein de la tradition en revisitant les grands sujets picturaux : le paysage, le portrait, le nu... avec une liberté extraordinaire.

L'exposition présentée au musée Fabre, exceptionnelle au regard de la qualité des œuvres, se doit d'être l'objet d'une communication dynamique et ambitieuse. Il s'agit dès lors de nouer des partenariats prestigieux avec des médias d'envergure nationale, afin de pouvoir bénéficier du retentissement le plus large possible.

Télérama, Le Monde, Midi Libre, France Musique, France Bleu, Radio Clapas, Muséum TV et Officiel Art ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de cet événement. Cette opportunité permettra d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional et national, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

De même, le musée Fabre s'engage :

- Pour *Télérama* : offrir 4 billets pour une visite guidée destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 804 € TTC.
- Pour *Le Monde* : à acheter une insertion dans le magazine *M* la semaine d'ouverture de l'exposition, avec une repasse offerte en juillet pour un montant total de 6000 € TTC.
- Pour *Midi Libre* : 32 billets d'entrée et une visite privée pour un groupe de 25 personnes (dans le cadre de son « *Club abonnés* », sans présence du logo sur le visuel).
- Pour *France Musique* : à offrir 50 billets d'entrée, une visite privée pour un groupe de 25 personnes, 10 catalogues d'exposition, et à participer aux frais techniques à hauteur de 1 560 € TTC.
- Pour *France Bleu* : à offrir 40 billets d'entrée et à acheter 88 spots publicitaires à un tarif de 3 573,19 € TTC.
- Pour *Radio Clapas* : à offrir 30 billets d'entrée (sans présence du logo sur le visuel).
- Pour *Museum TV* : à offrir 26 billets d'entrée, une visite privée pour un groupe de 25 personnes et à participer aux frais techniques à hauteur de 1 800 € TTC.
- Pour *Officiel Art* : à offrir 20 billets d'entrée et à acheter une page de publicité pour le numéro d'été (diffusé à partir du 11 juin, notamment au salon d'art contemporain International "*Art Basel*") à un tarif de 3 600 € TTC.

L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 17 337,19 € TTC, hors visites et billets d'entrées offerts.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'évènement :

- *Télérama* s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraîtra le 19 juin, à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 150 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés,
- *Le Monde* s'engage à proposer une demi page dans *M Magazine spécial Culture* du 23 juin et une repasse en demi page sur une date avant le 14 juillet à un tarif de 6 000 € TTC, et à mettre en avant l'évènement dans la zone "Exclusivité lecteurs" en Home Page du site internet *monde.fr*,
- *Midi Libre* s'engage à mettre en place une communication institutionnelle sur le "Club Abonnés" (encarts d'annonces, newsletter...), référencer l'exposition sur le site "Club Abonnés" avec présence du logo du musée Fabre, visuel et description de l'offre, et à organiser un jeu concours dans le cadre duquel 16 abonnés seront récompensés (2 places par gagnant),
- *France Musique* s'engage à réaliser une campagne de 20 messages promotionnels du 15 au 20 juin, lors du lancement de l'exposition, puis du 5 au 10 septembre, à promouvoir l'exposition dans ses émissions, à organiser un jeu-concours permettant de faire gagner des places à ses auditeurs, et à mettre en place des actions de promotion sur son site internet, sa newsletter et ses réseaux sociaux,
- *France bleu* s'engage à réaliser une émission spéciale en direct du musée le jour ou le lendemain du vernissage, effectuer deux campagnes publicitaires de 88 spots et promouvoir l'exposition dans ses différentes émissions par le biais de reportages, interviews, chroniques et jeux,
- *Radio Clapas* s'engage à réaliser des spots promotionnels, diffusés tout au long de l'exposition, à valoriser l'exposition par le biais d'interviews et de reportages et à organiser un jeu concours récompensant quinze auditeurs (2 places par gagnant),
- *Muséum TV* s'engage à promouvoir l'exposition à l'antenne avec 135 spots diffusés et à mettre en place des actions de promotion sur le web, les réseaux sociaux et auprès des abonnés Canal (2 millions),
- *Officiel Art* s'engage à proposer une insertion pleine page recto dans son magazine estival à un tarif de 3 600 € TTC, à réaliser une double-page rédactionnelle (interview de l'artiste, du directeur du musée et/ou du commissaire) et à promouvoir l'exposition sur son site internet et sa newsletter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat avec *Télérama*, *Le Monde*, *Midi Libre*, *France Musique*, *France Bleu*, *Radio Clapas*, *Museum TV* et *Officiel Art*,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le **Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84823-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Partenariat_FBH.DOCX
- Partenariat_Midi Libre - Musée Fabre v.doc
- Partenariat_Museum-tv_ok.docx
- Partenariat_Telerama.docx
- Partenariat_Clapas.docx
- Partenariat_LeMonde_Musee Fabre_Boulies.docx
- Partenariat_Bioules_Officiel-Art.docx
- VF Convention_France_Musique_Musee_Fabre_Bioules_2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Joël VERA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup dans le cadre de l'exposition "Vincent Bioulès, Chemins de traverse" - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre présentera, du 15 juin au 6 octobre 2019, l'exposition *Vincent Bioulès, Chemins de traverse*, véritable rétrospective de l'œuvre de Vincent Bioulès. Près de 200 œuvres, qui retracent la carrière du peintre des années 1950 à nos jours, y seront exposées.

La maison des Consuls des Matelles, gérée par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, proposera quant à elle, dans le cadre intimiste de ce musée d'arts et d'archéologie, du 28 mai au 1^{er} septembre 2019, l'exposition *Vincent Bioulès, Chemin faisant*. Elle offrira l'opportunité de découvrir une vingtaine de dessins et peintures de l'artiste rarement présentés au public, ainsi qu'une dizaine de ses dessins des jardins de la Villa Médicis.

Un lien particulier unit Montpellier au Pic Saint Loup à travers la figure de Vincent Bioulès. En effet l'œuvre solaire et méditerranéenne de l'artiste, né à Montpellier en 1938 et qui y travaille encore aujourd'hui, permet notamment de faire découvrir au public le riche patrimoine de la région.

Le musée Fabre et la maison des Consuls proposent une programmation qui attire un large public régional, national et international. A l'occasion de ces expositions, ils souhaitent établir un partenariat visant à inciter leurs publics respectifs à visiter chacun des deux lieux.

Le partenariat proposé se formalise par la conclusion d'une convention qui définit les engagements de chacune des parties pour la promotion réciproque de leurs expositions respectives. Les visiteurs du musée Fabre auront ainsi la possibilité d'obtenir un tarif réduit pour visiter la Maison des Consuls, sur présentation du billet d'entrée à l'exposition *Vincent Bioulès, Chemins de traverse*. De même, un tarif réduit sera appliqué par le musée Fabre aux visiteurs détenteurs d'un billet de la Maison des Consuls.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, et jusqu'au terme de l'exposition, soit le 6 octobre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

**Pour extrait conforme,
le Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-84772-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MUSEE FABRE_CONVENTION_Pic_St_Loup_vdef2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Joël VERA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'EPCC MoCo dans le cadre de la manifestation "100 artistes dans la ville" - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis l'été 2017, l'EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) regroupe l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier, La Panacée centre d'art contemporain tourné vers la jeune création et le MoCo Hôtel des collections qui mettra en avant les collections privées et publiques du monde entier, et ouvrira ses portes les 29 et 30 juin 2019. Cet établissement multi-sites est novateur dans sa forme, puisqu'il devient la première institution en France à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à l'exposition, la médiation de l'art contemporain et la recherche. Le MoCo, outil de synergie ouvert sur la ville, contribue à positionner Montpellier Méditerranée Métropole et son territoire comme une entité artistique active, en développant de nombreux projets de coopération avec les différents lieux et acteurs de l'art contemporain sur le territoire, nationalement et à l'international.

En préfiguration de l'ouverture du MoCo - Hôtel des Collections, l'exposition d'envergure internationale « 100 artistes dans la ville » (ZAT 2019) proposera, du 8 juin au 28 juillet prochain, une véritable effervescence artistique au cœur du centre historique de Montpellier.

« 100 artistes dans la ville » fait référence à un projet initié en 1970 par le groupe d'artistes ABC Productions (Tjeerd Alkema, Jean Azemard, Vincent Bioulès et Alain Clément) de Montpellier, qui avait donné lieu à une vaste exposition dans l'espace urbain. Près de 50 ans plus tard, le MoCo rend hommage à cet événement passé et mobilise 100 artistes contemporains qui réaliseront de nouvelles productions spécialement conçues pour l'occasion.

Dans le cadre de cet événement, le MoCo et le musée Fabre ont souhaité s'associer pour développer un partenariat qui permettra de créer une réelle synergie entre ces deux institutions artistiques incontournables de Montpellier.

En écho à la rétrospective consacrée par le musée Fabre du 6 juin au 6 octobre 2019 à l'artiste Vincent Bioulès, membre fondateur d'ABC Productions, une salle d'exposition du musée rendra ainsi hommage à ce collectif d'artistes et au projet « 100 artistes dans la ville » de mai 1970, du 6 juin 2019 au 29 septembre 2019. Une table ronde sur l'histoire de ce projet sera organisée le jeudi 6 juin par le MoCo à La Panacée.

L'œuvre spécialement conçue par l'artiste Ei Arakawa, *Untitled (Gustave Courbet, la rencontre, 1854)* 2019, hommage au chef d'œuvre de Courbet présent dans la collection du musée Fabre, sera présentée dans le cadre de « 100 artistes dans la ville » dans la cour Vien, du 8 juin au 8 juillet 2019, puis le musée Fabre souhaite en faire l'acquisition, directement ou par l'intermédiaire d'une opération de mécénat. Une sélection d'étudiants de 5^{ème} année de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts MoCo aura notamment l'opportunité de rencontrer l'artiste Ei Arakawa afin de créer un temps d'échanges sur leurs pratiques respectives.

Le musée accueillera par ailleurs sur son parvis une œuvre de l'artiste Jean Denant, faisant partie du parcours « 100 artistes dans la Ville », du 8 juin au 28 juillet 2019.

La présente convention définit les modalités de collaboration entre le musée Fabre et le Moco autour de ces projets.

Elle prévoit notamment que le Moco s'engage à assurer la coordination générale de l'opération, à coproduire l'œuvre de Jean Denant pour « 100 artistes dans la ville », et en assurer l'installation et la désinstallation, à participer à la production de l'œuvre d'Ei Arakawa en prenant notamment en charge les coûts relatifs à sa venue pour le repérage des lieux et la préparation de la production, à organiser en partenariat avec le musée Fabre et prendre en charge les coûts relatifs à la table ronde avec les artistes ayant participé au projet « 100 artistes dans la ville » en mai 1970, et à proposer des visites commentées de « 100 artistes dans la ville » qui intégreront la présentation des œuvres exposées au Musée Fabre et sur son parvis.

Le musée Fabre s'engage quant à lui à autoriser l'installation de l'œuvre de Jean Denant sur la pelouse de son parvis, à superviser en collaboration avec l'artiste l'installation de la pièce d'Ei Arakawa et prendre en charge directement, ou par l'intermédiaire d'un mécène, les coûts de production, d'installation, de désinstallation, d'assurance, de surveillance, de stockage de l'œuvre de Ei Arakawa exposée au Musée Fabre pendant « 100 artistes dans la ville », et à organiser, en partenariat avec le MoCo, la table ronde sur le

projet historique « 100 artistes dans la ville ».

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature, et jusqu'au 29 septembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'EPCC MoCo relative à la manifestation « 100 artistes dans la ville » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, M. Gilbert PASTOR, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86402-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Musee FABRE MOCO - 100 artistes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Joël VERA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Musée Fabre - Avenant n°1 à la convention de partenariat entre l'Université Paul Valéry Montpellier et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le Département d'études italiennes - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14357 en date du 12 décembre 2016, a été autorisée par le Conseil la signature d'une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, agissant pour le compte du musée Fabre, et l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Ce partenariat, dont l'objectif est notamment d'étendre au monde et au public universitaire les actions culturelles menées par le musée Fabre, se décline autour de plusieurs axes : pédagogique, professionnel, culturel, recherche.

En cohérence avec son histoire et ses collections, le musée Fabre souhaite aujourd'hui développer un partenariat spécifique avec le Département d'études italiennes de l'Université Paul-Valéry, visant à accueillir des étudiants en master et doctorat qui travailleront à la valorisation des collections italiennes par le biais de la recherche et de la traduction d'archives écrites en italien par François-Xavier Fabre.

Le Département d'études italiennes de l'Université souhaite par ailleurs apporter une participation financière à hauteur de 700 € à la publication du catalogue raisonné des peintures italiennes, actuellement en cours d'élaboration par le musée Fabre.

Ces nouvelles dispositions nécessitant la modification des termes de la convention initiale, un avenant à cette dernière doit donc être conclu afin de mener à bien ce projet de collaboration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-83905-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant_convention_fabre_mars__20191554822746568.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Joël VERA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Demande de financement 2019 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS - Convention d'objectifs et de financement - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) est un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre. Ce projet à dimension nationale, initié en 2010 et coordonné par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, est destiné à des enfants habitant des quartiers relevant de la politique de la ville, ainsi que des zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles. Il agit là où l'accès à l'éducation artistique et culturelle est rendu difficile en raison de facteurs économiques et sociaux ou de l'éloignement géographique des structures d'enseignement. DEMOS a pour but d'enrichir le parcours éducatif des enfants, de favoriser la transmission du patrimoine classique et de contribuer à leur bonne insertion sociale. Il est bâti sur une coopération professionnelle forte entre acteurs de la culture et du champ social.

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce dispositif est mis en œuvre depuis 2017 et pour une durée de 3 ans. Il concerne sept groupes de quinze enfants issus des quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier et de deux communes de la Métropole (Cournonterral et Castries).

Il s'articule autour d'éléments clefs :

- la pratique collective par groupes de quinze au sein des structures sociales, regroupement en orchestre symphonique (une centaine d'enfants) une fois par mois, concerts publics chaque année,
- les ateliers de pratique instrumentale, hors temps scolaire au sein des structures sociales et des stages pendant une partie des vacances scolaires,
- les répétitions en orchestre toutes les six semaines et un concert public en fin d'année,
- l'encadrement par deux musiciens professionnels et un référent de la structure sociale partenaire,
- la direction des orchestres par des chefs renommés qui accompagnent les enfants pendant les trois années,
- le dispositif de formation continue pour les musiciens et les référents sociaux impliqués dans le projet,
- les rapprochements possibles des équipes de coordination nationale et régionale avec les réseaux professionnels du champ social (assistants sociaux des villes, services de réussite éducative etc.) et de l'Education Nationale.

Au-delà de l'éveil, de la sensibilisation et de l'enseignement musical, DEMOS vise également d'autres enjeux sociaux : favoriser l'estime de soi par la pratique de la musique en groupe, développer les capacités d'attention et d'empathie des enfants, agir positivement sur les parcours scolaires, changer le regard des enfants et de leurs familles sur la place qu'ils peuvent occuper dans la société par l'accès à la musique classique.

Les partenariats mobilisés autour de ce projet sont nombreux : Philharmonie de Paris, Montpellier Méditerranée Métropole - Conservatoire à Rayonnement Régional, Ville de Montpellier, Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée, Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault, Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Le budget prévisionnel annuel du projet est établi à 262 000 € TTC.

La CAF de l'Hérault ayant apporté un soutien financier au dispositif au titre des exercices budgétaires 2017 et 2018, il est proposé d'autoriser une demande de financement à hauteur de 30 000 € auprès de ses services pour l'année 2019.

En cas de réponse positive, ce soutien financier fera l'objet d'une convention d'objectifs et de financement avec la CAF de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de financement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault pour l'année 2019 au titre du soutien financier au dispositif DEMOS,
- approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84017-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DEMOS - convention d'objectif avec la CAF_projet 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Joël VERA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Sites archéologiques Lattara à Lattes, du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier et du siège épiscopal à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de partenariat pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles archéologiques sur le site archéologique Lattara, situé sur la commune de Lattes, et le site archéologique du Castellàs, situé sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, tous deux propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. Le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à ce périmètre d'intervention en 2016.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces trois sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Murviel-lès-Montpellier.

Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2019, dont les principaux éléments sont définis comme suit.

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 150 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouille selon la répartition suivante :

- 14 500 € pour le site de Lattara,
- 48 150 € pour le site du Castellàs,
- 8 500 € pour le siège épiscopal de Maguelone.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherches sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

La commune de Murviel-lès-Montpellier soutient la mise en œuvre de la fouille du site du Castellàs par une contribution en nature qui prend notamment la forme d'une mise à disposition de locaux et de matériels.

Sur le site archéologique Lattara, les recherches menées auront pour principal objectif de terminer la fouille du comblement du chenal portuaire pour atteindre la base du quai de la rive droite datée du I^{er} siècle avant notre ère et étudier son mode de conservation. En parallèle, l'exploration d'un bâtiment à vocation commerciale et de nouvelles prospections géophysiques au sud de la terrasse portuaire auront lieu.

Pour le site du Castellàs, la campagne de fouilles s'articulera autour de trois axes : l'étude de l'occupation de l'oppidum primitif de la ville haute, l'exploration d'un quartier d'habitat de la ville basse et le dégagement complet du centre monumental.

S'agissant du site de Maguelone, les fouilles porteront principalement sur le dégagement de bâtiments datant de la fin du VI^e siècle et au VII^e siècle, soit le premier siècle d'existence de l'évêché, et l'ouverture d'une nouvelle aire de fouille afin d'élargir l'approche de la topographie du siège épiscopal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CNRS et la commune de Murviel-lès-Montpellier pour la réalisation des campagnes de fouilles 2019 sur les sites archéologiques de Lattara, du Castellàs et du siège épiscopal de Maguelone,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-83692-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Convention de coopération pour la formalisation d'actions de coopération entre le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la compagnie de danse contemporaine Didier Théron - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le programme scientifique et culturel du réseau des médiathèques 2015-2020 réserve une part importante à l'action culturelle et au développement des partenariats de coopération avec les structures associatives du territoire de la Métropole.

Articulant des dimensions pédagogiques et évènementielles, la présente convention a pour objectif de permettre aux élèves de la Compagnie Didier Théron d'élargir le cadre de leurs pratiques chorégraphiques et aux usagers des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole d'accéder à des propositions artistiques nouvelles, au travers de projets visant à promouvoir la danse contemporaine sous toutes ses formes, auprès de publics diversifiés, dans les lieux de mixité sociale que sont les médiathèques.

Trois projets sont mentionnés dans la convention :

- L'accueil dans les médiathèques du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole d'une ou plusieurs sessions des *Vacances Chorégraphiques*, ateliers d'initiation à la danse contemporaine et à la création chorégraphique encadrées par des danseurs professionnels et des professeurs certifiés engagés par la Compagnie Didier Théron, destinées aux enfants et adolescents de 6 à 14 ans ;
- La valorisation (spectacles finaux ou autre forme), à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, du travail réalisé dans le cadre du projet *Les Enfants de Tipaza*, un groupe de découvertes artistiques porté par L'ALSH Oxford, la Compagnie Didier Théron, la Maison Pour Tous Léo Lagrange et le Théâtre Jean Vilar ;
- L'accueil dans les médiathèques du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole de spectacles professionnels de danse contemporaine, programmés dans le cadre du festival Mouvements sur la ville, porté par les Compagnies Didier Théron et Yann Lheureux.

Le réseau des médiathèques s'engage à faciliter l'accueil dans ses locaux des différents projets de la Compagnie Didier Théron cités plus haut. Pour ce faire, il pourra être amené à mettre à disposition des salles, du matériel, ainsi qu'à mobiliser du personnel lorsque les manifestations se déroulent dans ses murs. De plus, le réseau des médiathèques aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés de perception ainsi que le règlement des droits attachés aux représentations s'il y a lieu.

Lorsqu'elle organisera dans les médiathèques du réseau les projets suscités, la Compagnie Didier Théron s'engage à le faire à titre gratuit et en concertation avec la direction du réseau des médiathèques, en prenant en compte les contraintes particulières et obligations de service des établissements de lecture publique.

Cette coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Compagnie Didier Théron est consentie à titre gracieux, sans aucun flux financier entre les parties. La convention permettant sa mise en place sera effective de la date de sa signature pour une durée d'un an. Elle pourra être renouvelée deux fois, par tacite reconduction, pour une durée équivalente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec la Compagnie Didier Théron pour la formalisation d'actions de coopération entre le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la Compagnie Didier Théron,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85147-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet_convention_compagnie_didier_Theron_reseau_m1556632999510-1.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Conventions de coopération avec les communes de Beaulieu et de Montferrier-sur-Lez pour la mise en place du dispositif "Passeport multimédia" - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'intercommunalité une coopérative d'action publique au service des communes et mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques métropolitaines à d'autres médiathèques communales de la Métropole, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements métropolitains de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » entre Montpellier Méditerranée Métropole et deux communes du territoire, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis 2012, le Conseil de Métropole a approuvé douze nouvelles conventions avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Lattes, Prades-le-Lez, Saint-Drézéry, Grabels, Sussargues, Vendargues, Saint Génès des Mourgues et Jacou.

Il est aujourd'hui proposé d'adopter deux nouvelles conventions qui permettront d'étendre ce dispositif aux bibliothèques communales de Montferrier-sur-Lez et de Beaulieu.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, la convention prévoit la délivrance d'une carte « Passeport multimédia » donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des collectivités signataires de la convention de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription. Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération déjà instituée avec ces deux communes, à savoir :

- Pour la commune de Beaulieu : participation de la bibliothèque aux manifestations culturelles majeures que sont les rencontres décentralisées de la Comédie du Livre, Festi'Petits et la Métropole en Jeux.
- Pour la commune de Montferrier-sur-Lez : participation au catalogue collectif, aux rencontres décentralisées de la Comédie du Livre, à Festi'Petits et à la Métropole en Jeux. La mise en œuvre du projet d'extension de la bibliothèque de Montferrier-sur-Lez, projet soutenu financièrement par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 25 000 €, permettra également à ce nouveau dispositif de s'épanouir pleinement.

Ces partenariats s'inscrivent dans une démarche générale qui prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de coopération avec les communes de Beaulieu et de Montferrier-sur-Lez pour la mise en place du dispositif « Passeport multimédia » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84923-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de coopération Beaulieu-Métropole.doc
- Convention de coopération Montferrier-Métropole.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Isabelle GUIRAUD, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Noël SEGURA, Thierry DEWINTRE.

Culture - Convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques de la presse ancienne entre la médiathèque centrale Emile Zola et l'association Occitanie Livre et Lecture - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2007, et la signature de la convention cadre de Pôle associé documentaire n°2007-290/423 entre la Bibliothèque nationale de France (BnF) et le Pôle associé Région Languedoc-Roussillon, dont fait partie Montpellier Méditerranée Métropole, l'association Occitanie Livre et Lecture est missionnée pour assurer la mise œuvre du programme régional de valorisation du patrimoine écrit et graphique à travers plusieurs axes :

- numérisation de la presse régionale et locale ancienne libre de droits,
- numérisation des publications des sociétés savantes de la région,
- conversion rétrospective des catalogues des fonds patrimoniaux des bibliothèques de la région,
- mise en place d'un portail régional alimenté notamment par la numérisation de la presse régionale et locale libre de droits.

Ces missions ont été prolongées pour cinq ans suite à la signature de la convention cadre de Pôle associé documentaire n°2015-290/423.

Parallèlement, la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de bibliothèque patrimoniale et historique, réalise une bibliographie régionale des fonds locaux et régionaux, en indexant de nombreux articles de périodiques, dont la médiathèque récupère la numérisation auprès de la BnF.

La base de données des périodiques numérisés est mise à la disposition du public sur le portail régional mis en œuvre par la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, et sur le site du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole pour les titres possédés par cette dernière. Des échanges de données ont par ailleurs lieu entre les deux banques de données, par l'intermédiaire de portails modernes.

La bibliothèque numérique patrimoniale du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, Mémonum, compte actuellement 608 793 vues, pour plus de 20 735 documents mis à disposition.

Plusieurs conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et Occitanie Livre et Lecture (anciennement Languedoc-Roussillon Livre et Lecture) ont permis la numérisation de fonds documentaires conservés à la médiathèque centrale Emile Zola.

En 2008, ont ainsi été numérisés les quotidiens *Le Petit Méridional* (1876-1944) et *L'Eclair* (1881-1944), conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°8005 du 19 décembre 2007. En 2011, ce sont les titres *La Vie montpellieraine* (hebdomadaire, gazette littéraire, théâtrale, humoristique, et mondaine, 1894-1930) et *La Campana de Magalouna* (journal occitan de François Dezeuze, dit l'Escoutaïre, 1891-1933) qui ont été numérisés, conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°9096 du 24 septembre 2009. Ont également été numérisés, en 2012, conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°9959 du 26 janvier 2011, les titres suivants : *La Concorde*, *La Vérité*, *L'Argus méridional*, *Le Mécontent*, *Le Montagnard*, *Le National de midi*, *Le Suffrage universel*, *Le Tribun du peuple*, *L'Hérault socialiste*, *L'Industriel du midi*, et *Le Messenger du midi*. En 2015, les archives littéraires de Paul Lacroix (1806-1884) ont été numérisées conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°13186 du 22 juillet 2015. Enfin, en 2018 c'est le journal *La République 1871-1879* qui a été numérisé conformément à la convention dont la signature a été autorisée par la délibération n°M2018-34 du 6 février 2018.

Il est aujourd'hui proposé, afin d'assurer la continuité de ces projets, que Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par la signature d'une convention, l'association Occitanie Livre et Lecture à numériser le journal *Le Sud, journal républicain du matin* paru entre le 8 mars 1930 et le 31 décembre 1933, un quotidien né de la volonté d'Edouard Orliac, avoué à la cour d'appel de Montpellier, futur résistant et préfet des Hautes-Pyrénées. Indépendant de toute coterie, cet organe de presse se situe politiquement entre *L'Eclair* royaliste et *Le Petit Méridional* socialiste et s'adresse surtout à la jeunesse. Parmi les chroniqueurs, on retient le journaliste politique et folkloriste roussillonnais Horace Chauvet.

Le coût de l'opération est estimé à 5 300 € TTC.

L'association Occitanie Livre et Lecture prendra en charge financièrement l'opération de numérisation à hauteur de 70 %. Elle fournira à titre gratuit à la médiathèque centrale Emile Zola une copie numérique de l'ensemble des documents confiés.

La médiathèque centrale Emile Zola, qui participera au financement à hauteur de 30 %, s'engage également à mettre à disposition les collections préparées en vue de la numérisation, et à assurer le contrôle qualité des données numériques. Montpellier Méditerranée Métropole aura la propriété entière de ces copies numériques, avec tous droits et reproduction, représentation, diffusion, par quelque voie que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, et à son seul profit.

Cette nouvelle numérisation permettra d'enrichir la bibliothèque numérique du réseau des médiathèques, au bénéfice des amateurs et des chercheurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération documentaire pour la constitution d'une base de données numériques concernant la presse régionale ancienne avec l'association Occitanie Livre et Lecture ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85794-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_2019_OLL-M3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution de subvention INRA pour le projet TECHALIM + - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La récente compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur les 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de développement économique et de son soutien à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet Techalim + porté par l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA).

Le projet Techalim + vise à soutenir et développer 3 domaines d'innovation de l'UMR Ingénierie des Agropolymères et des Technologies Emergentes (IATE) correspondant à une opportunité de positionnement unique de l'UMR sur des sujets à fort potentiel structurant et sur la base d'un partenariat étroit public-privé :

1. Un programme « céréales », avec le blé dur comme modèle d'étude en lien avec le centre méditerranéen des céréales. Ce programme utilisera principalement la partie dite « alimentaire » de la plateforme de transformation ;
2. Un programme « Exsudats de plantes » qui a choisi les mucilages comme modèles d'étude avec un grand nombre des projets publics-privés ;
3. Un programme de « bioraffinerie du végétal » s'appuyant sur la partie non alimentaire de la plateforme de transformation.

Ce projet se matérialisera par la création de locaux supplémentaires de type halle technologique, laboratoire et bureaux. Le volet principal concernera l'extension de la halle de fractionnement des produits végétaux déjà existante sur la campus SupAgro-INRA la Gaillarde. Les programmes d'actuels impliquent fortement la plateforme dans ses différents domaines d'application et nécessitent de ce fait le renforcement des équipements, des infrastructures et sa capacité d'accueil. Cette extension permettra également de séparer les activités de transformation alimentaires et non alimentaires d'un point de vue de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires fabriqués, de spécificités de parcours technologiques et de renforcer la visibilité et la crédibilité à l'international de l'UMR IATE.

Le projet Techalim + porte sur la construction de 700 m² de halles technologiques dédiées aux trois domaines d'innovation, de 400 m² de laboratoires et de 340 m² de bureaux. Les bâtiments bénéficieront des normes environnementales actuelles et d'installations optimales. Leur conception sera réalisée en concertation avec les enseignants-chercheurs afin d'en favoriser un usage pédagogique. Les locaux à créer, seront le premier maillon d'un « Eco Science Park » ayant vocation de devenir un lieu de génération d'innovation participative entre la recherche publique et les entreprises privées et également les citoyens.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole attribuera dès 2020, un financement à hauteur de 1 000 000 € pour la réalisation du projet Techalim + d'un coût global de 5 200 000 €.

Pour information la répartition du financement du projet Techalim + :

- CPER - Montpellier Méditerranée Métropole 1 000 000 €
- CPER - Conseil Régional Occitanie : 2 500 000 €

- Montpellier Sup Agro : 300 000 €
- Autofinancement INRA : 1 400 000 €

Il est proposé la signature d'une convention d'opération entre les partenaires, présentant notamment le plan de financement de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'opération entre l'Etat, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Sup Agro et l'INRA,
- approuver l'attribution d'une subvention de 1 000 000 € au projet Techalim + porté par l'INRA sous réserve de l'inscription des crédits au budget concerné,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85570-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention opération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le Projet initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon (IBDLR) - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur les 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capitale Santé, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon (IBDLR) porté par l'Université de Montpellier.

Le projet IBDLR a pour origine, d'une part, la reconnaissance du rôle clé des biomarqueurs pour le diagnostic et la thérapeutique (biomarqueurs et cibles thérapeutiques étant liés en particulier pour le développement de diagnostic compagnon), et d'autre part, la volonté des différents acteurs régionaux de la filière diagnostic de se structurer autour de cette thématique centrale.

L'IBDLR est une structure transversale s'appuyant sur les différentes plateformes technologiques ou cliniques et dont l'objectif est, d'une part, de favoriser la découverte et la validation de nouveaux biomarqueurs correspondant à des signatures biologiques pertinentes ; et d'autre part d'améliorer la détection de ces marqueurs et les performances du diagnostic par le développement de nouvelles méthodologies. Ces deux axes stimuleront l'innovation dans le domaine de la médecine individualisée, les biotechnologies médicales, les dispositifs d'imagerie et de diagnostic. L'IBDLR bénéficiera de l'environnement (gestion, démarche qualité, formation...) de l'UMS BioCampus Montpellier structure fédérative montpelliéraine des moyens technologiques des Sciences du Vivant qui a été créée en 2011 par le CNRS, l'INSERM et les Universités Montpellier I et II. Le positionnement de l'IBDLR, de la recherche académique/clinique à la preuve de concept, et ses actions détaillées dans cette fiche permettront d'alimenter les opportunités de valorisation industrielle pour la filière diagnostic et de contribuer à sa visibilité nationale et internationale. Le positionnement de l'IBDLR complète les dispositifs déjà en place : Euromediag, CR2i, AxLR. Ses actions sont complémentaires en particulier des actions du CR2i et de la SATT qui accompagnent le passage de la preuve de concept à la commercialisation.

Son principal objectif est de faciliter l'émergence de nouveaux projets, de nouvelles pistes dans le domaine des biomarqueurs, qui pourront être valorisés en aval par l'ensemble des acteurs de la filière diagnostic en région. Cette initiative fait écho à la sélection dans la politique 3S en Languedoc-Roussillon (3S-en-LR) d'un domaine d'innovation Thérapies innovantes et ciblées – Diagnostic. IBDLR se positionne donc en amont dans cette filière et doit permettre d'aller des laboratoires de recherche à la preuve de concept, une démarche qui requiert l'utilisation des plateformes académiques, cliniques et de service. L'action d'IBDLR

complémentaire ainsi celle des acteurs aval (SATT, industriels...) en favorisant l'émergence de nouvelles pistes et concepts dans le domaine des biomarqueurs et du diagnostic. Elle doit également assurer une meilleure visibilité à la filière et ainsi contribuer à pérenniser cette activité dans la région.

Pour relever le défi que représentent la découverte et la validation de nouveaux biomarqueurs, des approches fondées sur l'apport de la biologie intégrative et du haut-débit intégrant des données (Big data) de différentes origines seront utilisées dont l'exploitation nécessitera des analyses bio-informatiques spécifiques.

Les innovations associées incluent :

- Des approches génomique/séquençage de l'épigénome et du régulome, protéomique/métabolomique quantitative et d'imagerie moléculaire, cellulaire et clinique,
- La définition de nouvelles signatures grâce à la bio-informatique et à la modélisation,
- Le développement d'outils chimiques et biochimiques pour la mesure des biomarqueurs (sondes moléculaires, dispositifs de quantification, biopuces...).

Ces innovations combinées dans des actions transdisciplinaires (de la chimie aux patients) auront un impact économique important en proposant de nouveaux dispositifs médicaux basés sur des biomarqueurs diagnostics, pronostics et de réponse aux traitements (diagnostic compagnon).

Le marché du diagnostic médical connaît une croissance importante depuis dix ans (+ de 4% par an). Les biomarqueurs sont au centre de ce marché, pourtant l'avènement et l'utilisation de nouveaux sont soumis à de nombreux aléas. Afin d'identifier des biomarqueurs originaux et de développer des approches dites « de rupture », il faut disposer à la fois des nouvelles technologies (haut-débit, multiplexage, nouvelles sondes) et des outils de traitement des données (bio-informatique). Mais tout aussi important, il faut dès la phase de recherche s'interroger sur la pertinence clinique des marqueurs. Cela nécessite une approche multidisciplinaire impliquant cliniciens, biologistes, chercheurs et industriels et des étapes préliminaires (preuve de concept) de validation grâce à des ressources cliniques (prélèvements organisés en bio-banques, données clinico-biologiques). En agissant sur ces premières étapes d'identification et de validation, l'IBDLR aura un impact économique en augmentant les opportunités de valorisation industrielle régionales de ces biomarqueurs « candidats ».

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet IBDLR s'élève à 1 000 000 € sur la durée du CPER pour un coût total de 6 389 000 €. Après un premier financement de 378 590 € en 2016, une deuxième contribution à hauteur de 288 000 € en 2017. Il est proposé pour l'année 2019 d'attribuer la troisième tranche de financement à hauteur de 333 410 € permettant ainsi l'acquisition des derniers équipements scientifiques ; sous réserve de la signature de la convention d'attribution.

Les financements pour l'acquisition des équipements scientifiques à hauteur de 1 389 484 € est la suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole : 333 410 €

- Région : 79 994 €
- Etat : 456 000 €
- CNRS : 370 080 €
- INSERM : 140 000 €
- Université de Montpellier : 10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 333 410 € pour le projet IBDLR ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85377-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité intelligente - Appel à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Approbation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis 8 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La démarche Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpelliérain, vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation, conformément aux orientations et principes fondateurs de la deuxième feuille de route adoptés par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

L'action menée par Montpellier Méditerranée Métropole consistant à faire converger les données pour imaginer la ville durable à travers les usages du numérique constitue l'essence même de la démarche globale de la Cité intelligente, elle comprend :

- une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines,
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes, les PME et les start-up,
- le développement d'applications et services urbains innovants,
- l'expérimentation qui associe les exploitants des services urbains, les entreprises, et les usagers,
- la souveraineté de la Métropole sur ses données.

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour adapter l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole entend lancer un appel à projets portant sur plusieurs initiatives de projets innovants. L'appel à projets aura pour objectif d'identifier maximum 10 projets d'entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la collectivité autour des thématiques suivantes : la mobilité, l'eau, l'énergie, l'environnement, vivre la ville (médiation et la participation citoyenne, les temps dans la ville...), l'Internet des objets (IoT), le socle numérique, la culture, l'inclusion numérique, la valorisation de l'espace public.... Plus particulièrement, l'appel à projets vise à la détection de services urbains à valeur ajoutée avec des composantes à expérimenter, un concept à éprouver, ou un(des) modèle(s) économique(s) à valider, ou des technologies à tester et ayant un impact sur les usages et comportements à évaluer.

Les projets sélectionnés seront accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation. Les propositions attendues concernent des projets de recherche et développement, générant des applicatifs et services innovants pour le territoire, portés par une PME ou plusieurs PME.

Ces applications pourront utiliser les données mises à disposition par la Métropole. Ces données pourront éventuellement être complétées par d'autres données. Il est également éventuellement possible que ces projets intègrent une part d'acquisition de données (citoyenne ou dispositifs de captations).

Les 10 projets sélectionnés portant chacun sur un thème différent feront pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de recherche et développement avec la Métropole.

Les PME sélectionnées pour développer des applications innovantes obtiendront un financement maximum de 40 000 €, à hauteur de 50 % maximum d'un coût total de développement compris entre 40 000 et 80 000 €.

Le travail avec la Métropole permettra d'améliorer les retours d'expérience sur les applications développées et donnera ainsi plus de chances aux développeurs de trouver un marché.

Tant l'appel à projets que le marché de recherche et développement (R&D) n'ont pas pour objet de commander des prestations ou développer des produits au bénéfice de la Métropole. Il s'agit de modes de soutien à des initiatives tierces.

Si, à l'issue de cette démarche, la Métropole souhaite acquérir certains services ou produits pour son propre usage, elle devra alors lancer des procédures concurrentielles.

La sélection des projets s'appuiera sur les critères suivants :

- Service : niveau d'utilité, de valeur ajoutée... ex : utilité sociale, intérêt dans le contexte de l'évolution des modes de vie urbains... Inscription du projet dans les objectifs de la Métropole ;
- Caractère innovant : nouveauté, à argumenter avec des éléments de marché, avantage concurrentiel (pour le porteur de projet, pour le territoire...) ;
- Retombées économiques potentielles : viabilité et potentiel de développement du projet ;
- Intérêt et pertinence par rapport au contexte R&D proposé par la Métropole ;
- Capacité à être expérimenté (qualité du protocole, suivi des usages notamment) ;
- L'interopérabilité et la réutilisation seront pris en compte tout comme la dimension ouverte des développements ;
- Cohérence globale du projet en matière de développement durable, de résilience, et d'apport à la qualité de vie des citoyens.

L'appel à projets Cité intelligente est ouvert à l'ensemble des PME françaises.

Le Comité de sélection impliquera des experts techniques et de l'écosystème montpelliérain (BIC, IDATE...), des représentants de la Métropole en tant qu'acteurs du territoire notamment sur les aspects économie et numérique et sur des domaines « applicatifs ».

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets est articulé ainsi :

- juin 2019 : lancement de l'appel à projets,
- Mi-septembre 2019 : date limite de soumission des projets,
- fin septembre 2019 : présentation des projets par les candidats au Comité de Sélection,
- octobre 2019 : contractualisation à travers le marché de recherche et développement pour les lauréats de l'appel à projets,
- novembre 2019 – août 2020 : temps d'expérimentation - développement des solutions innovantes
- septembre 2020 : bilan des développements.

Un règlement qui sera diffusé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, fixe les modalités de cet appel à projets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'un appel à projets Cité intelligente pour faciliter la création de services urbains innovants dans un contexte recherche et développement,
- approuver le co-financement du développement des projets des lauréats de l'appel à projets dans le cadre des marchés de recherche et développement,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86018-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Business Innovation Centre (BIC) - Actualisation du document type 'convention d'évaluation' - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le service de la Direction du Développement Economique et de l'Innovation de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé Business Innovation Centre (BIC), permet aux porteurs de projets et jeunes entreprises innovantes de bénéficier à la fois d'une solution immobilière adaptée et de conseils appropriés.

L'objectif du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole est d'accompagner les porteurs de projets en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques. Cet accompagnement favorise l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses. Il permet ainsi l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Métropole.

Pour ce faire, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole sélectionne les candidats à l'incubation en plusieurs étapes, à l'issue desquelles certains se voient proposer une phase d'évaluation contractualisée par une « convention d'évaluation » (approuvée par la délibération n° 8988 du 3 juillet 2009). Cette convention doit leur permettre de préparer, avec l'aide d'un chargé d'affaires du BIC, leur passage devant le jury d'agrément BIC.

Compte tenu de l'évolution de l'offre de services du BIC, et de son processus de sélection, cette convention d'évaluation datant de 2009 est aujourd'hui devenue obsolète et nécessite un certain nombre d'actualisations :

- il est proposé d'utiliser le terme de « accord de pré-incubation » à la place de « convention d'évaluation » afin de se conformer à l'évolution des usages de l'écosystème national,
- cette convention était prévue d'une durée de 4 mois renouvelable 1 fois sur avis du BIC. Il est proposé de pouvoir la renouveler 2 fois, et ceci afin de correspondre à la réalité des usages,
- les aides mobilisables pendant cette phase ont évolué et sont donc mises à jour,
- l'objet et différents articles ont été mis à jour afin de mettre en exacte conformité avec les pratiques actuelles du BIC,
- des informations concernant le RGPD ont été ajoutées, afin de se conformer à la réglementation en vigueur.

L'ensemble des modifications à intervenir sur ce document n'a aucune incidence financière pour la Métropole Montpellier Méditerranée et aucune disposition ne vient augmenter sa responsabilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- approuver l'actualisation du document type,
- abroger l'ancien document,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-83440-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Accord de pré-incubation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GUIRAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Energie et transition énergétique - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Réseau de Transport d'Électricité (RTE)

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole comptait, au 1er janvier 2015, 457 800 habitants. Ce territoire, composé de 31 communes, est l'une des métropoles les plus attractives de France. Cette dynamique démographique devrait se poursuivre à l'avenir. La Métropole souhaite concilier les objectifs de développement urbain et de préservation des ressources, tout en favorisant la création de richesses et d'emplois et figurer ainsi parmi les intercommunalités pionnières en matière d'innovation et de développement durable. Pour cela, la Métropole dispose de compétences clés lui permettant de développer un aménagement durable, innovant et attractif de son territoire avec notamment : l'aménagement du territoire, la politique de l'habitat, le rôle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie, la contribution à la transition énergétique, l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET) associé à un Schéma Directeur des Energies (SDE), la gestion des mobilités, de l'espace public, l'eau, l'assainissement, la cohésion sociale et le développement économique.

Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est l'entreprise gestionnaire du réseau public de transport d'électricité. Chargé d'une mission de service public, il exploite, maintient et développe le réseau haute et très haute tension et est donc sur le territoire un acteur économique et industriel particulièrement dynamique.

RTE a souhaité renforcer les liens avec Montpellier Méditerranée Métropole, raison pour laquelle les parties se sont rapprochées et envisagent une convention de partenariat pour la période 2019 à 2021.

Les orientations générales de cette convention sont articulées autour des trois thèmes suivants :

- Transition énergétique ;
- Développement et aménagement durable du territoire ;
- Développement économique, achats responsables et insertion.

En matière de transition énergétique, le partenariat débutera par la contribution de RTE à l'élaboration du PCAET et du SDE de la Métropole, via notamment la fourniture de données ou encore l'analyse croisée sur les potentiels de développement des énergies renouvelables et leur intégration sur les réseaux d'énergie. La collaboration se poursuivra par la proposition d'outils communs d'informations et de sensibilisation afin de réduire l'empreinte énergétique du territoire.

En matière de développement et d'aménagement durable du territoire, le partenariat portera sur le lien entre les réseaux structurants d'énergie et les documents de planification dont principalement le plan local d'urbanisme intercommunal en cours d'élaboration. Une réflexion commune sera également engagée dans le cadre de la préservation des espaces agro-naturels et les trames verte et bleu.

Enfin, en matière de développement économique, d'achats responsables et d'insertion, RTE pourra solliciter la plateforme collaborative *clauses sociales*. Portée par Montpellier Méditerranée Métropole, cofinancée par l'Europe et l'État, cette plateforme vise à mobiliser la commande publique et privée comme vecteur d'insertion professionnelle. En effet, l'introduction d'une clause sociale dans l'acte d'achat est un levier pour l'insertion professionnelle, favorisant l'accès ou le retour à l'emploi de publics en insertion. Il sera également étudié l'opportunité d'approfondir les liens de RTE vers les entreprises innovantes du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec RTE ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85086-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Thierry DEWINTRE.

Finances - Attributions de compensation (AC) 2019 provisoires aux communes à la suite de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) du 8 février 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'Attributions de Compensations (AC).

La fixation de l'AC a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation définit les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 31 janvier 2019.

Par délibération du 21 décembre dernier, le Conseil de Métropole a approuvé le principe d'une évolution des possibilités de comptabilisation des AC métropolitaines.

L'article 1609 nonies C-V du Code général des impôts qui régit les modalités des transferts de charges a été modifié par l'article 81 de la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 et permet désormais de mettre en place des AC inscrites en section d'investissement.

Dès lors, en 2018, des AC en section d'investissement ont été mise en place sur la compétence voirie pour de nouvelles charges transférées.

Aujourd'hui, il est proposé de revenir sur les charges transférées en 2015 de deux façons possibles, laissées au libre choix de chaque commune membre de la Métropole :

- soit en complétant l'AC voirie initiale, limitée en 2015 à 70 % des charges effectivement transférées, par une Attribution de Compensation d'Investissement (ACI) représentant tout ou partie des 30 % restants ;
- soit en transférant en AC d'investissement 100 % des charges d'investissement voirie évaluées en 2015 (y compris les PPP et net du produit des amendes de police).

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 8 février 2019 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation. Ces évaluations portent sur la modification des AC voirie évaluées en 2015 en fonctionnement et en investissement. La CLETC a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi, à ce jour :

- 12 Communes ont fait le choix d'intégrer le dispositif ACI espace public voirie à 100% sans bonification.
- 11 Communes ont fait le choix d'intégrer le dispositif ACI espace public voirie à 30% avec bonification.
- 8 Communes ont décidé de maintenir le système initial et de ne pas intégrer le dispositif ACI espace public voirie.

Il convient de délibérer sur le chiffrage de ces attributions de compensations provisoires pour 2019, conformément au rapport de la dernière CLETC en date du 8 février 2019, approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des Conseils Municipaux.

Il est proposé d'établir l'AC fonctionnement provisoire 2019 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2019	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2019
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 460,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	443 250,57	
Cournonsec	85 601,42	
Cournonterral	527 253,16	
Fabrigues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		609 873,83
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	33 875 208,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	159 959,93	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 379,87	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 263,43	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	889 663,24	
Saussan	168 187,65	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	45 825 481,84	2 505 865,18

Il est également proposé d'établir l'AC investissement provisoire 2019 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement provisoire 2019	Attribution de Compensation investissement provisoire 2019
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13 150,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	4 876,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	8 544,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	2 616,00	
Montpellier	10 501 744,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	10 773,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	1 066,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	16 697 236,41	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

Enfin, il est rappelé que si certaines communes souhaitent à l'avenir opter pour l'une ou l'autre des propositions ci-dessus mentionnées, elles pourraient le faire après réunion d'une nouvelle CLETC.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant de l'attribution de compensation provisoire 2019 des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux susvisés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86361-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Thierry DEWINTRE.

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la structure	Type	Titre	Montant
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Projet	RENOV'ENERGIE	123 750 €
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Projet	ACCOMPAGNEMENT DES COPROPRIETES	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935

2) Modification d'attribution d'une subvention

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 21 décembre 2018. A la suite du vote du budget 2019, il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Montant affecté au conseil du 21 décembre 2018	Nouvelle attribution
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Fonctionnement	40 000 €	145 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de l'avenant et de la convention ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 298 750 € ;
- approuver la convention et l'avenant précités ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant et la convention précités et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85617-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention projets ALEC
- Avenant convention fonctionnement ALEC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Thierry DEWINTRE.

Finances - Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI^e siècle avant notre ère jusqu'au III^e siècle de notre ère.

La boutique du musée présente aux visiteurs un large choix de livres tout public, de bijoux, de cartes postales et de produits dérivés.

Il convient d'ajouter de nouvelles références afin de renouveler et d'élargir la gamme d'ouvrages et d'articles proposés à la vente.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point 4 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018.

▪ Les ouvrages

Auteurs	Titres	Prix de vente
GOLVIN Jean-Claude	Quadratura. Tome 1 : la pyramide de cristal	15,00 €
CAZENOVE Christophe	Les petits mythos T1 à T9	10,95 €
LELLORAIN Anne-Marie	Mon premier Larousse de l'histoire	15,95 €
VINCI Juliette	Le grand livre animé de la mythologie grecque	21,50 €
COLLECTIF	La mythologie grecque - un livre théâtre (illustrations pop-up flaps)	24,95 €
BLIN Olivier	La Gaule romaine à petits pas	13,50 €

A noter : tous les ouvrages sont vendus au prix éditeur.

▪ Jeux et gadgets

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
Discovery jeux/ COSYS	Jeu Préhistoire	16,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires proposées ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-84258-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Hors commission - Composition du Conseil de Métropole pour le mandat 2020-2026

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole doit délibérer avant le 31 août 2019 afin de définir sa composition à l'issue du renouvellement municipal de mars 2020, en application de l'article L.5211-6-1, VII du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

L'article L.5211-6-1 CGCT offre aux Métropoles deux hypothèses de répartition des sièges de leur Conseil entre leurs communes membres :

- Le droit commun, qui se compose d'une répartition proportionnelle des sièges entre les communes à la plus forte moyenne, selon leur poids démographique, pondérée (article L.5211-6-1, III et IV CGCT) ;
- L'accord de répartition (ou accord local), qui permet d'ajouter à la répartition de droit commun jusqu'à 10% de sièges supplémentaires (article L.5211-6-1, VI CGCT).

Les calculs d'attribution des sièges s'effectuent sur la base des chiffres de population municipale de l'INSEE, authentifiés par décret n°2018-1328 du 28 décembre 2018.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, le Préfet de l'Hérault devra, avant le 31 octobre 2019, valider la délibération prise par le Conseil de Métropole, par un arrêté constatant le nombre total de sièges et le nombre de sièges par commune.

Après présentation des deux hypothèses de répartition aux Maires des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole en Conférence des Maires, il a été décidé à la majorité des Maires présents d'adopter le principe de la répartition de droit commun pour composer le futur Conseil de Métropole pour le mandat 2020-2026.

Cette répartition de droit commun des sièges est calculée de la façon suivante :

- 1^{ère} étape : Détermination du nombre théorique de sièges (article L.5211-6-1, III CGCT). Selon le décret du 28 décembre 2018 précité, la population totale de Montpellier Méditerranée Métropole est de 465 070 habitants. Ainsi, la Métropole dispose en principe de 80 sièges,
- 2^{ème} étape : Répartition proportionnelle de ces 80 sièges (article L.5211-6-1, IV CGCT) entre les communes, selon la règle de la plus forte moyenne. A ce stade, 19 communes sont représentées,
- 3^{ème} étape : Attribution d'un siège à toutes les communes (au nombre de 12) qui n'en disposent pas encore (article L.5211-6-1, IV CGCT). Cela a pour conséquence de ramener le nombre total de sièges à 92,
- 4^{ème} étape : écrêtement des sièges de la commune de Montpellier, car aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges (article L.5211-6-1, IV CGCT). Sur les 57 sièges attribués initialement à la commune de Montpellier, 11 sont donc répartis entre les autres communes selon la règle de la plus forte moyenne.

A l'issue de ces calculs, les 92 sièges du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole seront donc répartis pour le prochain mandat de la manière suivante :

Commune	Nombre de sièges
Baillargues	2
Beaulieu	1
Castelnau-le-Lez	5
Castries	1
Clapiers	1
Cournonsec	1
Cournonterral	1
Le Crès	2
Fabrègues	2
Grabels	2
Jacou	1
Juvignac	3
Lattes	4
Lavérune	1
Montaud	1
Montferrier-sur-Lez	1
Montpellier	46
Murviel-lès-Montpellier	1
Pérols	2
Pignan	1
Prades-le-Lez	1
Restinclières	1
Saint-Brès	1
Saint-Drézéry	1
Saint Geniès des Mourgues	1
Saint Georges d'Orques	1
Saint Jean de Védas	2
Saussan	1
Sussargues	1
Vendargues	1
Villeneuve-lès-Maguelone	2
Montpellier Méditerranée Métropole	92

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la répartition de droit commun pour composer le Conseil de Métropole lors du mandat 2020-2026,
- soumettre à Monsieur le Préfet de l'Hérault cette répartition, pour prise de l'arrêté préfectoral l'entérinant avant le 31 octobre 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-87218-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Hors commission - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative au projet du Contournement Ouest de Montpellier - Phase de Consultation Inter-Services - Avis

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par courrier en date du 19 mars 2019, l'Etat a saisi Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les communes de Juvignac et Saint Jean de Védas pour solliciter leurs avis sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet du Contournement Ouest de Montpellier (COM), en application des articles L.122-1-V et R.122-7-II du Code de l'environnement. Le COM ayant vocation à avoir le statut de route express, l'avis du Conseil Département de l'Hérault est également sollicité au titre de l'article L.151-2 du Code de la voirie routière.

L'enquête publique relative à cette procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est régie par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 du Code de l'environnement. A ce titre et au regard de la nature du projet, le dossier transmis comprend :

- une notice explicative, comportant notamment une appréciation sommaire des dépenses ;
- une évaluation environnementale, valant étude d'impact ;
- une évaluation socio-économique du projet ;
- un plan général des travaux au 1/10 000ème ;
- un plan de classement-déclassement des voies ;
- les dossiers de mise en compatibilité des PLU des 3 communes concernées (Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac) ;
- les bilans des différentes concertations.

A noter que le dossier n'intègre pas à ce stade d'étude préalable agricole, actuellement en cours de réalisation.

1. Rappel des principales caractéristiques du projet

Sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, le COM doit assurer la continuité entre les autoroutes A750 et A9/A709.

En outre, le COM et le projet de la Déviation Est de Montpellier (DEM), constituent les derniers maillons du contournement routier de Montpellier destiné à jouer un rôle clé dans la structuration du système de mobilités durables de la Métropole. Ce contournement est d'autant plus nécessaire que l'aire métropolitaine de Montpellier est dépourvue d'étoile ferroviaire et qu'elle connaît la plus forte augmentation démographique de toutes les métropoles françaises.

A ces deux titres, le COM présente un caractère hautement prioritaire et fait l'objet d'inscriptions :

- au réseau routier national par décret du 5 novembre 2005, le plaçant sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat,
- au réseau structurant du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier approuvé en 2006 et celui de SCoT arrêté en juillet 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole,
- dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 en vigueur,
- dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, en co-financement de l'Etat, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et la Métropole.

D'une longueur de 6 kilomètres environ, le COM constitue le support d'un système multimodal global dans lequel il s'insère, afin :

- d'améliorer la gestion des flux entrants sur le territoire en les orientant vers un itinéraire de contournement lisible et fiable pour limiter l'ensemble des phénomènes de transit actuellement subis par la ville-centre, ainsi que par les communes de Saint Jean de Védas et Lavérune ;
- d'accueillir des Pôles d'échanges Multimodaux (PEM) aux croisements avec les principales lignes du réseau de tramway, afin d'orienter les déplacements vers les transports collectifs ou les modes actifs, notamment pour accéder au centre de Montpellier et aux principales polarités économiques, universitaires, hospitalières... ;
- d'accueillir les transports en commun drainant les territoires voisins, vers les PEM qui jalonnent le contournement de Montpellier ;
- de réaffecter l'espace public urbain pour favoriser le développement des transports en commun, des modes actifs et d'un dispositif de logistique urbaine mutualisé et décarboné.

Dans ce contexte multimodal, il convient de rappeler que, dans le cadre du projet de la ligne 5 du tramway, Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de l'échangeur de Gennevaux, ainsi que d'une portion de 1,1 kilomètres du COM, soit environ 20% du tracé.

La conception du projet actuel s'appuie sur deux études urbaines réalisées en 2004 et 2006, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – devenue depuis Métropole – et en partenariat avec l'Etat. Ces deux études ont permis de stabiliser le tracé du COM et d'en optimiser les conditions d'insertion urbaine, paysagère et environnementale. Sur la base de ces études, le projet a fait l'objet de plusieurs phases de concertation, dont la dernière en 2016 a permis de retenir la solution préférentielle d'aménagement sur laquelle s'appuie la présente procédure.

Le calendrier prévisionnel du projet, tel que communiqué dans les documents, est le suivant :

- consultation Inter-Services sur le projet de DUP : mars à mai 2019 ;
- consultation de la Haute Autorité Environnementale : été 2019 ;
- enquête publique préalable à la DUP : fin 2019 ;
- autorisation environnementale puis démarrage des travaux : 2022.

Le coût global du projet est réévalué à 272 M € TTC par la Direction Régionale Environnement Aménagement Logement (DREAL) dans le dossier transmis.

Une enveloppe de 25 M € est actuellement inscrite au Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015 – 2020, pour amorcer son financement, dont 11 M € apportés par l'Etat et 14 M € financés à parité par la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. Cette enveloppe permet notamment de financer les études techniques, les acquisitions foncières, voire des premiers travaux.

2. Configuration générale et insertion du projet

Au préalable, il convient de noter que le plan général des travaux au 1/10 000ème ne permet pas, à ce stade, de se prononcer avec précision sur la géométrie, ni sur la configuration des différents ouvrages du projet.

Le tracé du COM s'appuie majoritairement sur les emprises des RM132 et 612, afin de limiter, autant que possible, la consommation d'espaces agro-naturels. Le projet actuel est conçu dans le cadre du référentiel de Voirie Structurante d'Agglomération à 90 km/h (VSA 90), imposé par l'Etat du fait du rôle de continuité joué par le COM entre l'A750 et l'A9, définissant le profil général suivant :

- 2 X 2 voies,
- un terre-plein central,
- et des Bandes d'Arrêt d'Urgence (BAU).

Dans l'optique de faire jouer un véritable rôle multimodal au COM, les BAU devraient pouvoir être transformées en sites propres pour les bus. Dans l'optique de ponctuer le contournement de PEM, notamment au droit des intersections avec les lignes de tramway pour favoriser les transferts modaux en pénétration vers le centre-ville et les quartiers urbains, il paraît nécessaire de demander à l'Etat de calibrer les BAU aux dimensions compatibles pour de telles fonctions, soit 3,50 mètres chacune.

Au regard des éléments fournis dans le dossier, la configuration du COM tend à respecter globalement les orientations des études réalisées en 2005 et 2007 en matière d'inscription géographique, urbaine et paysagère. En particulier, au niveau de la séquence urbaine du futur Pôle d'Echanges Urbains Montpellier-Sète à Saint Jean de Védas, qui présente des enjeux majeurs pour la Métropole, les aménagements correspondent globalement aux dispositions définies dans le cadre de l'étude urbaine réalisée en 2007, à savoir :

- passage du COM en tranchée, avec murs de soutènement ;
- mise en place d'un système d'échange compact, assorti de contre-allées ;
- continuités territoriales assurées par plusieurs franchissements urbains.

Le reste du tracé franchit essentiellement des espaces agro-naturels pour lesquels se posent des enjeux essentiels d'insertion paysagère :

- au nord, le long de la séquence située entre l'A750 et le carrefour Gennevaux qui concerne la vallée de la Mosson, avec des enjeux de préservation et de renforcement du paysage de ripisylve qui lui est associé ;
- en partie centrale, le long de la séquence située entre les carrefours de Gennevaux et du Rieucoulon, avec des enjeux de préservation et de valorisation d'un paysage agricole remarquable.

Ces sites font l'objet de dispositions et de programmes d'actions dans le cadre des politiques d'aménagement conduites par la Métropole. Il convient, en ce sens, que les dispositions relatives à l'intégration paysagère du COM au niveau de ces séquences prennent bien en compte la qualité des paysages concernés, les enjeux de reconquête agricole et de biodiversité et soient définies en cohérence avec les objectifs du projet de révision du SCoT arrêté et les politiques publiques de la Métropole (notamment la Politique Agroenvironnementale et Alimentaire).

Une remarque concerne, par ailleurs, le franchissement de la crête de Bellevue au nord de Saint Jean de Védas. Sur ce site, un enjeu s'attache à la préservation de ce relief collinaire, en évitant autant que possible de l'échancrer. Pour cette raison, le projet issu de l'étude urbaine de 2007 proposait le recours à des murs de soutènement. Cette solution, qui n'est pas reprise dans le cadre du projet actuel, nécessite d'être à nouveau expertisée au regard des impacts paysagers et environnementaux des ouvrages proposés.

3. Configuration des échangeurs

Le projet comporte 4 échangeurs :

- l'échangeur A750-COM au nord,
- l'échangeur du carrefour de Gennevaux au droit de la route de Lavérune,
- l'échangeur du Rieucoulon au droit de la RM613,
- l'échangeur COM-A709-RM 612 au sud.

L'échangeur A750-COM prend la forme d'un vaste triangle avec une bretelle nord connectant l'A750 à l'avenue Pablo Neruda et une bretelle sud connectant l'A750 au COM. La configuration de cet échangeur telle que présentée dans la notice explicative, appelle plusieurs observations. D'une part, la bretelle A750 > avenue Pablo Neruda présente une géométrie bien plus ample que celle présentée dans le cadre du dossier de concertation de 2016. Il conviendrait donc de chercher à optimiser son tracé en étalant le moins possible ses bretelles dans l'espace. D'autre part, l'intégration au périmètre du projet de COM de la déconstruction des bretelles de l'échangeur actuel nécessite d'être confirmée. Par ailleurs, afin de renforcer le rôle multimodal du COM, il serait opportun de regarder la possibilité éventuelle de réserver des emprises pour un site propre, au niveau de l'échangeur, dans l'optique d'accueillir une future ligne de Car à Haut Niveau de Service (CHNS) permettant notamment de relier le PEM de Gignac en constitution, pôle de rabattement de la moyenne vallée de l'Hérault, au PEM tramway de la Mosson et aux PEM situés le long du COM.

L'échangeur de Gennevaux fait l'objet, pour sa part, d'un aménagement dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway. Au regard des calendriers respectifs des projets, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole en anticipation du projet du COM. Dans ce cadre, la Métropole traitera également 1,1 km de voirie du COM.

Au niveau de l'échangeur du Rieucoulon, la RM613 est rétablie sous forme d'un franchissement supérieur en remblai, avec des échanges gérés dans le cadre d'un carrefour à feux. Le profil de la voirie urbaine ne semble pas comporter, à ce stade, d'aménagement cyclable. Il conviendrait donc de prévoir une emprise pour une piste cyclable bidirectionnelle et d'élargir également les trottoirs afin de renforcer l'urbanité des aménagements.

S'agissant enfin de l'échangeur COM-A709-RM 612, l'étude urbaine du Pôle d'Echanges Montpellier-Sète, réalisée en partenariat avec l'Etat en 2007, avait défini un système d'échange optimisé entre ces trois infrastructures. Au regard du projet actuel, il conviendrait de compléter les mouvements entre le COM et la RM612, telle que le prévoyait la proposition initiale, afin que les flux de transit ne se confondent pas avec les flux d'échange au niveau des zones commerciales de Saint Jean de Védas, et ainsi éviter des congestions, dans les deux sens, entre la RM 612 et le COM.

4. Configuration des rétablissements des voies de communication

Le projet du COM prévoit dix rétablissements. Quatre d'entre eux concernent la séquence allant du carrefour de Gennevaux jusqu'à la crête de Bellevue, au nord de Saint Jean de Védas. Ces rétablissements posent essentiellement des enjeux de desserte locale et d'insertion des modes actifs (piétons et vélos). Au regard des éléments de projet transmis, il conviendrait que les largeurs des rétablissements du chemin des Oliviers et du franchissement de Bellevue soient portées à 12 mètres de manière à mieux prendre en compte les modes actifs.

Par ailleurs, la suppression de l'accès actuel à la partie ouest de la zone d'activités du Rieucoulon fait l'objet d'un rétablissement franchissant les espaces du parc des Grisettes sur Montpellier. Outre l'aspect peu évident de l'itinéraire, cette nouvelle voie, de près de 700 mètres, impacte très fortement le parc des Grisettes, au risque de remettre en cause la cohésion et la qualité générale du projet urbain et paysager de ce site. Il est donc nécessaire de demander instamment à l'Etat d'étudier une solution alternative.

Les cinq autres rétablissements concernent la séquence urbaine du Pôle d'Echanges Urbains Montpellier-Sète, au niveau des zones commerciales de Saint Jean de Védas. La configuration générale de ces rétablissements semble correspondre aux éléments issus de l'étude urbaine réalisée en 2007. Les plans figurant dans le dossier transmis ne permettent toutefois pas, à ce stade, de se prononcer sur les aménagements projetés. Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de territoire, Montpellier Méditerranée Métropole entend rappeler l'enjeu majeur que constitue ce site en matière d'aménagement urbain d'échelle métropolitaine, notamment à travers le concept de Pôle d'Echanges Urbains qui s'y rattache.

Il est donc primordial que les rétablissements prennent ici en compte les largeurs d'emprise minimale suivantes :

Rétablissement concerné

(du nord au sud) Emprise minimale

à prendre en compte Observations

Route de Lattes 22 m Entrée urbaine pour les flux provenant du COM. Enjeu de traitement pour favoriser la limitation des vitesses automobiles et permettre la définition d'un cadre urbain qualitatif.

Ligne 2 du tramway 28 m Proximité immédiate du futur PEM métropolitain, nécessitant de qualifier fortement l'espace public. Enjeu également d'intégration de la plate-forme du tramway et de la voirie automobile.

Rue Théophraste Renaudot 14 m -

Avenue de la Condamine 14 m -

Rue Jean Bène 19 m Entrée urbaine pour les flux provenant de l'A709 et de la RM612. Enjeu de traitement pour favoriser la limitation des vitesses automobiles et permettre la définition d'un cadre urbain qualitatif.

Il convient également de prendre en compte une largeur minimale d'emprise de 9,50 mètres pour chacune des contre-allées urbaines, permettant de réaliser deux voies automobiles et un trottoir confortable en bordure de la trémie du COM.

5. Continuités cyclables

Le projet proposé intègre un itinéraire le long du COM reliant la RM612 au sud jusqu'aux berges de la Mosson au nord, à hauteur de l'A750. Cette proposition s'inscrit globalement dans les itinéraires prévus au Schéma Directeur des Modes Actifs de Montpellier Méditerranée Métropole, hormis au niveau de la séquence Gennevaux-Rieucoulon au nord de Saint Jean de Védas, où l'itinéraire serpente d'une rive à l'autre de l'ouvrage. Ce tracé, trop distendu, nécessite d'être ajusté, en privilégiant un passage plus direct par les chemins existants au niveau du Terral.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'une emprise minimale de 3,20 mètres doit être systématiquement prise en compte pour les aménagements cyclables au niveau de l'ensemble des franchissements prévus.

6. Enjeux environnementaux

Le projet du COM concernant majoritairement la transformation de voiries existantes, son impact global sur l'environnement devrait être limité. Le dossier de DUP intègre, par ailleurs, un volet environnemental comportant un ensemble de mesures de nature à éviter, réduire ou compenser les impacts liés à cet ouvrage. Les mesures concernant la compensation sont cependant peu exprimées et devront faire l'objet d'un chapitre spécifique détaillé dans le cadre de la version finalisée du dossier.

Dans le cadre des phases d'études à venir, il convient de limiter les effets d'emprise du COM sur les espaces agro-naturels, comme le prescrit le projet du SCoT arrêté par le Conseil de Métropole du 19 juillet 2018. Cela concerne, d'une part, la séquence nord, depuis l'échangeur A750 jusqu'au carrefour Gennevaux. Cette séquence jouxte les berges de la Mosson classées en ZNIEFF de type I. L'élargissement des emprises de voirie actuelles nécessite la mise en place de mesures de compensation relatives à la restauration des zones

humides existantes ou la création de nouvelles, conformément au SDAGE. Au niveau de l'échangeur A750-COM, l'ampleur des aménagements prévus nécessite de mener un travail d'optimisation des ouvrages de manière à limiter autant que possible les effets d'emprise et ne pas remettre en cause le corridor écologique de la Mosson.

D'autre part, au niveau de la séquence située entre les carrefours de Gennevieux et du Rieucoulon, il convient de rechercher un moindre effet d'emprise des ouvrages afin de minimiser leurs impacts sur ce corridor écologique étroit, jouant un rôle majeur de mise en relation des cours d'eau de la Mosson et du Rieucoulon.

7. Enjeux en matière d'agriculture

Il convient, tout d'abord, de rappeler que le projet du COM doit faire l'objet d'une étude préalable agricole au titre de l'article D.112-1-18-I du Code rural et de la pêche maritime. Cette étude, non transmise dans le dossier soumis à la Métropole, doit notamment comporter « les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'économie agricole, ainsi que des mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire ». Dans ce cadre, la Métropole est particulièrement attachée à ce que les mesures de compensations permettent la consolidation de l'économie agricole locale, en accompagnement des projets qu'elle a engagée dans le cadre de sa politique agroécologique et alimentaire.

A ce titre, la Métropole porte notamment le projet de création de plusieurs Associations Foncières Agricoles Autorisées, qui vise à traduire de manière opérationnelle l'objectif de valorisation des espaces agro-naturels du SCoT. L'un de ces projets, qui concerne le territoire des communes de Grabels, Juvignac, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Lavérune et Saint Jean de Védas, est susceptible d'être impacté par le COM. Une attention particulière devra donc être portée afin d'éviter au maximum les impacts sur l'économie agricole et la stratégie de redéploiement agricole poursuivie par les acteurs locaux.

8. Questions relative à l'hydraulique

D'une manière générale, le tracé retenu pour le Contournement Ouest de Montpellier est compatible avec l'action 7.5 de l'avenant du PAPI 2 du bassin versant du Lez pour la protection de Juvignac contre les crues de la Mosson.

Pour le franchissement des cours d'eau, tous les ouvrages seront à dimensionner pour une crue d'occurrence exceptionnelle. La compensation des remblais en zone inondable devra être précisée, notamment les volumes, les lieux de compensation et la maîtrise foncière. Les ouvrages de décharge prévus sont très sensibles au risque d'embâcles, notamment sur la Mosson. Il convient de les redimensionner pour réduire le risque d'obstruction par les embâcles avec notamment un pourcentage d'obstruction à prendre en compte dans le dimensionnement et le calcul du remous.

Pour le franchissement de la Mosson, le redimensionnement des ouvrages devra garantir qu'il n'y ait aucun impact négatif sur les secteurs habités de Juvignac. Au niveau de l'ouvrage de franchissement, un accès minimum de 4 m en crête des berges des rives gauche et droite de la Mosson sera à maintenir pour l'entretien du cours d'eau.

Pour le franchissement du Rieucoulon, les données hydrologiques utilisées issues de l'étude Ingérop de 2007 sont obsolètes. Il conviendra de reprendre les données de l'étude Egis 2017 pour l'actualisation du schéma directeur du Rieucoulon.

Concernant la gestion des eaux pluviales de la plate-forme, il conviendra d'utiliser le référentiel DDTM34 pour le dimensionnement quantitatif des bassins. Une obturation du bassin est à prévoir à sa sortie pour confiner la pollution accidentelle en cas de défaillance du dispositif.

Enfin, le porteur pourra utilement compléter son analyse de données par les documents suivants :

- l'étude des risques d'inondations de la Mosson sur la commune de Juvignac – Egis 2015 ;
- les données de l'avenant du PAPI 2 du bassin versant du Lez ;
- l'actualisation du schéma directeur hydraulique du Rieucoulon – Egis 2017.

9. Questions relative à mise en compatibilité des PLU de Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac

Une première observation concerne un point de procédure. Le projet du COM étant soumis à évaluation environnementale, les dossiers de mise en compatibilité des trois PLU doivent faire l'objet d'une

concertation préalable. Cette phase de concertation, apparemment non prise en compte dans les documents transmis, nécessite d'être organisée avant la tenue de l'enquête publique afin de répondre à la régularité de la procédure.

S'agissant des emplacements réservés liés au projet, les modifications suivantes sont nécessaires :

- supprimer la partie des emplacements recouvrant le périmètre de la DUP du projet de la ligne 5 de tramway, dont Montpellier Méditerranée Métropole est bénéficiaire ;
- au niveau de Saint Jean de Védas, réduire l'emplacement réservé au niveau de la partie qui impacte les terrains destinés à accueillir l'aire de grand passage des gens du voyage, sachant que cette séquence relève de la maîtrise d'ouvrage déléguée à la Métropole dans le cadre de l'aménagement de l'échangeur de Gennevaux et que les travaux à réaliser sur cet emplacement ont été définis afin d'éviter tout impact sur la future aire ;
- modifier la partie de l'emplacement réservé correspondant au rétablissement impactant le parc des Grisettes sur Montpellier, en relation avec la mise au point d'une solution alternative.

Par ailleurs, les projets de modification réglementaire des zones des PLU concernées par le projet font systématiquement l'objet de l'ajout d'une disposition visant à autoriser « les constructions et installations nécessaires à la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier y compris les affouillements et exhaussements qui y sont liés ». Au regard des dispositions du Code de l'urbanisme, un règlement de PLU autorise par défaut tout type d'affectation, à l'exception de celles qu'il définit précisément. Il convient donc d'éviter, d'un point de vue juridique, l'autorisation d'affectations qui ne sont pas explicitement interdites.

S'agissant de la compatibilité du projet avec les documents de planification, le paragraphe relatif au SCoT évoque le document approuvé en 2006 tandis que le schéma correspond au projet arrêté en juillet 2018. Il conviendrait donc de mettre en cohérence ces éléments, sachant que cette partie peut faire référence à ces deux documents.

Parallèlement à la Métropole, les communes de Saint Jean de Védas et de Juvignac, directement impactées par le projet, ont également été appelées à émettre un avis.

Le conseil municipal de Juvignac a émis un avis favorable lors de sa séance du 18 avril et a souligné la nécessité d'étudier la faisabilité d'une bretelle de sortie de l'autoroute vers la commune. Le conseil municipal de Saint Jean de Védas a également émis un avis favorable lors de sa séance du 16 mai et a sollicité, pour sa part, des précisions sur les études acoustiques et un complément au dossier de mise en compatibilité du PLU afin de faire référence au PPRI. Plus globalement, la commune a souligné la nécessité de bien prendre en compte les modes actifs pour chaque rétablissement de voirie, rejoignant ainsi les demandes de la Métropole. Le conseil municipal de Montpellier, se prononcera quant à lui lors de sa séance du 12 juin 2019.

Complémentairement, la Métropole a également recueilli l'avis de la commune de Lavérune sur l'ensemble des observations formulées, bien que celle-ci n'ait pas été saisie par les services de l'Etat ; le projet du COM ne concernant pas directement son territoire.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet du Contournement Ouest de Montpellier (COM), sous réserve de la prise en compte des observations ci-avant exposées ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-84558A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DOSSIER PROJET D'ENQUETE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Schéma de mutualisation - Bilan 2018 - Approbation

Monsieur Jean-Luc SAVY, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13448 du 17 décembre 2015, le Conseil de Métropole a adopté le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, après avis des conseils municipaux.

L'article L.5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « *chaque année, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant* ».

Répondant à la fois à une obligation juridique et également expression d'un projet politique, le schéma de mutualisation a pour objectif, sur la durée du mandat, de développer les dynamiques de coopération au sein du bloc communal. Conformément aux principes édictés dans le Pacte de confiance, « *l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'actions publiques au service des communes* ». Elle vise l'amélioration du fonctionnement du bloc communal, la préservation des équilibres financiers, l'accès des communes à de nouveaux services, la coordination des politiques publiques sur le territoire et l'amélioration du service rendu aux usagers. Elle repose sur un fonctionnement souple respectant la volonté et le rythme d'avancement propre à chaque commune.

Le schéma intègre également la démarche de convergence des administrations de la Métropole et de la Ville de Montpellier qui s'est décomposé en 3 phases :

- Délibération du 18 décembre 2014 : lancement de la démarche et création d'un poste de Directeur général des services mutualisé entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.
- Délibération du 14 avril 2016 relative au rapprochement des deux équipes de direction générale et définissant les objectifs, les conditions de déploiement, la méthodologie et le calendrier de la démarche globale.

Mutualisation des équipes de direction générale et de plusieurs directeurs « ressources » des deux entités publiques, de juin 2016 à mars 2017.

- Délibération du 29 mars 2017 relative à la création du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales rassemblant l'ensemble des agents des deux directions des ressources humaines Ville et Métropole.

Début de la mutualisation collective et poursuite de la mutualisation des cadres : Service relations presse (mars 2017) : 8 agents ; Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (mai 2017) : 134 agents ; Direction de la Communication (mars 2017) : 48 agents ; Directrice du pôle Jeunesse et Sports (août 2017) ; chargée de mission secrétariat général (décembre 2017) ; Assistante de Direction Secrétariat Général (décembre 2017)

Synthèse du bilan 2018 pour la coopérative de services :

En 2017-2018, 2 nouvelles coopérations ont été expérimentées portant le portefeuille théorique d'actions de la coopérative de services à 29 actions :

- Le projet Ecométropole ;
- La coopérative de services en matière de restauration collective.

Le rapport de la Mission d'Information et d'Evaluation, approuvé par délibération du 21 décembre 2018, et la synthèse présentée lors de la Conférence des maires du 11 mars 2019, soulignent que malgré un suivi régulier par le Groupe de Pilotage, l'animation est désormais concentrée sur quelques actions et que de nombreux groupes de travail sont en voie d'essoufflement ou à l'arrêt.

En 2018 seuls 4 d'entre eux se sont réunis au moins 4 fois par an :

- Groupements d'achats
- Réseau Thématique Ressources Humaines
- Réseau Thématique Enseignement musical
- Réseau Thématique Ecométropole

En plus de ces 4 thématiques, 7 ont continué de produire des résultats opérationnels ou sont en cours de réorientation des objectifs :

- Plateformes numériques e-Administration/e-Marché/e-Services
- SIG Intercommunal
- Les thématiques relatives aux actions culturelles du bloc communal (hors enseignement musical) : rayonnement des événements culturels métropolitains, offre culturelle 11-17 ans, mutualisation des salles de spectacle
- Rayonnement des événements sportifs
- Valorisation des produits locaux, fêtes et traditions locales
- Gestion des risques et sécurité civile
- Appui aux communes pour l'ingénierie en restauration collective

Synthèse du bilan 2018 pour la démarche de convergence Ville de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole :

Le processus de mutualisation collective s'est poursuivi et accéléré au cours de l'année 2018 : Service du courrier (janvier 2018) : 21 agents ; Département développement et aménagement durable du territoire (janvier 2018) : 165 agents ; Direction Culture (en partie mutualisée –janvier 2018) : 32 agents ; DGA Solidarité et Vivre Ensemble (mars 2018) ; Directeur des Finances (mars 2018) ; Responsable du service protocole et accueil (octobre 2018) ; Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (octobre 2018) : 44 agents ; Direction des Finances (octobre 2018) : 53 agents ; Direction Organisation Etudes et Evaluation (octobre 2018) : 10 agents ; Direction Contrôle de Gestion Externe (octobre 2018) : 6 agents.

La démarche de mutualisation, initiée dès la fin de l'année 2014 a permis à ce jour d'économiser 9 postes. Ce chiffre est à mesurer à l'aune des compétences transférées ou confiées par le législateur à la Métropole depuis sa création : gestion de l'ensemble des zones d'activité sur son territoire, participation au co-pilotage des pôles de compétitivité, promotion du tourisme, soutien à l'enseignement et à la recherche, Plan Local d'Urbanisme, création et gestion des voiries, parcs et aires de stationnement, espaces publics, cimetières d'intérêt métropolitain, service public de défense extérieur contre l'incendie, concession de la distribution publique d'électricité et de gaz, réseaux de chaleurs ou de froid urbains, mise en place des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages, aménagement entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyages, animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique ainsi que les dispositifs de prévention de la délinquance

Au 1^{er} janvier 2019, 554 postes, soit 9,2% des postes permanents de la Ville et de la Métropole ont intégré des services communs.

Deux évolutions majeures du processus de mutualisation Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier sont intervenus en 2018 et ont contribué à l'harmonisation et au renforcement de ce projet :

- La délibération du jeudi 29 mars 2018 a harmonisé les plans de mobilités de la Ville de Montpellier et de la Métropole à l'issue d'un long travail de concertation avec les syndicats.
L'établissement de conditions communes d'accès aux parkings pour les agents de la Ville et de la Métropole a constitué un élément central de ce dispositif qui a facilité la mise en œuvre concrète de la mutualisation.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels s'est poursuivie du 1^{er} juin au 31 novembre 2018 afin que les personnels impactés revoient, le cas échéant, leurs organisations personnelles en termes de déplacement.

- Le déploiement désormais collectif du processus de mutualisation a nécessité une harmonisation des clefs de répartition. En accord avec les organisations syndicales membres des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole, celles-ci ont toutes été établies au prorata de la masse salariale de chacune des parties, à la date de création effective du service commun, sans prise en compte des directeurs impactés. Le ratio a été ensuite appliqué à tous les personnels concernés :
 - les cadres responsables de services, de direction, de pôles et de départements.
 - les nouveaux agents intégrés dans le service commun

Cette clef de répartition mise en œuvre en octobre 2018 est aussi utilisée pour la refacturation des frais de gestion inhérents aux services communs : mise à disposition et entretien des bâtiments, bureautique, mise à disposition et entretien des véhicules, mobiliers, ménage...

En 2018 la Métropole qui intègre la grande majorité des effectifs des services communs a facturé à la Ville de Montpellier : 12 245 222 €.

La Ville de Montpellier a refacturé à la Métropole : 127 548 € correspondant aux salaires des chauffeurs relevant initialement de la Métropole et désormais regroupés avec leurs homologues montpelliérains dans un service commun rattaché à la Ville.

Les perspectives de la coopérative de services pour 2019 :

Le rapport de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la mutualisation a rappelé la nécessité de rationaliser les actions afin de concentrer les moyens humains, techniques et financiers sur les thématiques les plus structurantes et les plus dynamiques de la coopérative de services.

Cette rationalisation se concrétise par le biais de 2 démarches :

- la fusion des groupes de travail et actions concernant des thématiques similaires (les 3 actions et fiches relatives à la culture, les 5 actions concernant les plateformes numériques et la mutualisation des moyens informatiques et le système d'information géographique) ;
- la suppression des actions les moins dynamiques ou relevant désormais de compétences exclusivement métropolitaines.

Après une première validation le 11 mars dernier et à l'issue d'un travail de concertation opéré avec les DGS des 31 communes, notamment le 4 avril 2019, les maires et présidents présents lors de la réunion du 13 mai 2019 ont approuvé la proposition de nouvelle liste de 14 actions concentrées et priorisées de la coopérative de services :

- Priorité 1
- ~~Priorité 2~~
- Priorité 3

Plateformes Numériques e-Administration / e-Marchés / e-Services et mutualisation informatique / SIG
Réseau Thématique Ressources Humaines
Gestion des risques et des événements de sécurité civile
Actions culturelles métropolitaines et municipales
Appui aux communes pour l'ingénierie en restauration collective
Projet Ecométropole
Groupement d'achats
Archives municipales et intercommunales
Coordination des actions sportives communales et intercommunales
Réseau Thématique Affaires Juridiques
Valorisation des produits locaux, fêtes et traditions locales
Réseau thématique Communication
Réseau Thématique Espaces Verts
Club des bonnes pratiques pour la maîtrise des dépenses d'énergie et d'eau

Les perspectives de la démarche de convergence 2019 :

- Poursuite du processus de mutualisation collective notamment mutualisation des deux directions informatiques ;
- Organisation de points d'informations réguliers en Conférence des Maires et Bureau des Vice-Présidents ;
- Mise à jour de l'organigramme de l'organisation rassemblée avec précision concernant la localisation des services mutualisés ;
- Transmission régulière de ces informations actualisées au maires et aux Directeurs Généraux des communes membres ;
- Mise en place d'indicateurs d'évaluation de ce processus au regard des objectifs définis dans la délibération fondatrice du 14 avril 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan du schéma de mutualisation 2019 et ses orientations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du bilan du schéma de mutualisation 2019 et de ses orientations.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix.

Fait à Montpellier, le 29/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86398-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_de_rapport_bilan_2018.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Convention-type gestion de services numériques avec les communes membres et leurs Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, l'ensemble de ses communes membres et plusieurs Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) ont développé depuis de nombreuses années des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces évolutions technologiques impactent à la fois leur fonctionnement interne, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs du bloc communal souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales. Cette mission d'intérêt général partagée permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au Règlement Général pour la Protection des Données, désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne.

Cette coopération entre personnes publiques s'inscrit dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code des marchés publics. Elle constitue une des actions majeures du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, adopté le 13 décembre 2015 et mis à jour chaque année.

Le projet de convention-type établi en application des articles L.5217-7 et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales a pour objet de mettre en place, dans le cadre d'un document unique, des solutions partagées et évolutives avec les communes membres et leurs CCAS en matière :

- d'administration électronique
- de services en ligne aux usagers ;
- de dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- de mise à disposition publique des données numériques « open data ».

Il décrit les différentes fonctionnalités proposées et les obligations réciproques des communes, de leurs CCAS et de la Métropole en matière de d'hébergement, de maintenance, de paramétrage, de formation et de mises à jour des données.

Un nouveau service d'archivage électronique à valeur probatoire pour les flux documents télétransmis par la plateforme « e-demat » est proposé.

L'ensemble des évolutions globales des quatre plateformes sera assuré par la Métropole et facturé forfaitairement aux communes. Seules les adaptations demandées par les communes ou leurs CCAS feront l'objet d'une facturation spécifique, établie d'un commun accord en fonction d'une évaluation des temps passés, sur la base du bordereau des prix, annexé à la convention-type.

Ce cadre de convention-type sera adapté en fonction des besoins de chacune des communes membres et CCAS partenaires.

La mise en œuvre et l'évolution de la plateforme « Open Data » n'est pas facturé. Le coût des 3 autres applications est établi pour chaque co-signataire, sur la base de leurs coûts global, en fonction de la population municipale 2019, telle que fixée par décret.

Ce cadre de conventionnement concerne la période 2019-2021. Les communes et les CCAS partenaires pourront, dans le cadre des prestations proposées, faire évoluer leurs besoins, par simple échange de courrier avec la Métropole.

La mise en œuvre de nouvelles applications non définies dans la convention-cadre et ses annexes ainsi que toute modification de ses conditions de mise en œuvre devra faire l'objet d'un avenant entre les deux parties.

Ce document intègre dans son annexe 4 les dispositions relatives à la protection des données personnelles.

La Métropole continuera à prendre en charge 50% du coût des prestations forfaitaires assurées pour les communes. Le projet soumis à l'assemblée délibérante porte cette participation à 80% pour les CCAS ;

Le coût global de ce service est estimé à 120 000 €, sur la période du contrat, réparti à parts égales entre les CCAS et les communes. Compte tenu des ratios mentionnés ci-dessus, la participation de la Métropole est évaluée à 78 000 € sur les 3 années.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les deux projets similaires de conventions-types entre la Métropole, les communes membres, leurs CCAS ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions dédiées avec chacune des communes et CCAS partenaires ainsi que tout acte relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86351-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexes 1-2-3_20190429.docx

- Annexes 1-2-3_20190429.docx

- Annexe 4 à la convention de gestion des services communs informatiques projet vd.docx

- Convention_services_numeriques_mutualises.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Contrat de partenariat entre la chaîne de télévision MEZZO et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a toujours fait de la culture l'un des piliers de son identité.

Festivals de renom, équipements reconnus nationalement, émergence de nouveaux talents, développement de l'art sous toutes ses formes, Montpellier Méditerranée Métropole est incontestablement une terre culturelle. Elle y est présente sous toutes ses formes : de la musique (Festival de Radio France, Festival de musique ancienne de Maguelone...) à la littérature, des arts visuels au théâtre, des cultures urbaines à la danse (Montpellier Danse), du cinéma au patrimoine.

Cinemed, le musée Fabre, l'Opéra-Orchestre ou encore I love techno illustrent la qualité et de la richesse de l'offre d'ores et déjà présente sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Chaîne MEZZO a pour activité la diffusion du programme télévisuel MEZZO en langue française distribué par réseaux filaires (câble / ADSL / TV sous IP) et/ou diffusé par satellite, en mode numérique crypté, elle va assurer la promotion des événements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole par des campagnes publicitaires et des opérations de partenariat à l'occasion d'un mois spécial dédié.

Une bande-annonce annonçant **le mois spécial dédié à Montpellier Méditerranée Métropole** « Montpellier Destination culture » sera diffusée dès la dernière semaine du mois précédent et pendant toute la durée du mois spécial, avec descriptif des programmes diffusés (3 ou 4 fois par jour).

Ce mois spécial inclura les obligations suivantes de la part de Mezzo :

- la captation par une ou plusieurs sociétés de production d'au moins quatre programmes avec notamment une diffusion en direct sur les chaînes Mezzo et Mezzo Live HD en collaboration avec TV Sud,
- la rediffusion des concerts et spectacles captés les années précédentes à l'Opéra Orchestre National de Montpellier, au Festival de Radio France Montpellier et dans le cadre du festival de Montpellier Danse,
- la diffusion de bumpers présentant chaque programme diffusé en prime time - 6 par jour le jour des primes,
- le tournage d'un Mezzo Backstage, format court de 10-15 minutes de présentation du festival de Montpellier Danse,
- la diffusion de Mezzo Backstages tournés en région Occitanie :
 - * Festival de Radio France Montpellier,
 - * Festival de Fontfroide,
 - * Festival de Maguelone,
 - * Festival de Jazz à Sète,
 - * Festival de Jazz à Junas.
- quatre Mezzo Backstages parmi ceux cités ci-dessus seront diffusés chaque jour pendant un mois,
- la diffusion de clips extraits des programmes dans le cadre d'Intermezzo,
- la production d'un billboard « Avec le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole » qui sera inséré en ouverture et en clôture de programmes, en fin de teasers, de bumpers, de bandes-annonces et de Mezzo Backstage,
- l'annonce du mois spécial se fera sur la newsletter de Mezzo (qui compte plus de 20 000 abonnés, les versions seront en française et en anglais).

Mezzo mettra également à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un volume de 80 messages de trente secondes à utiliser à sa convenance jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la chaîne MEZZO,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86022-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MEZZO Métropole Montpellier 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Convention de partenariat entre la Société Éditrice du Monde et Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de la Comédie du Livre - Autorisation de signature

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole organise la « Comédie du Livre », une manifestation littéraire consacrée aux rencontres internationales du livre, qui a lieu en 2018, pour sa 34ème édition, du 17 au 19 mai.

Dans ce cadre, la Société Éditrice du Monde, qui édite le quotidien national français *Le Monde* et son supplément *Le Monde des Livres*, s'est montré intéressée par un partenariat lui permettant d'associer son image à cet événement et d'en assurer la communication.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à faire bénéficier *Le Monde* de la qualité de partenaire média de l'événement.

A ce titre, elle s'engage à faire figurer le logo du *Monde* sur tous les supports de communication de l'événement (affiche, site internet, programme, dossier de presse, cartons d'invitation, insertions publicitaires lorsque le format le permet...).

La reproduction du logo du *Monde* devra être conforme à la charte graphique définie par *Le Monde*.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre en charge financièrement les coûts de fabrication du dossier spécial de 4 pages dans le supplément *Le Monde des livres* en lien avec l'événement, à hauteur de 28 000 euros HT.

Cette somme sera payée en une fois sur présentation d'une facture en frais techniques de la société M Publicité, filiale du *Monde*, que *Le Monde* mandate expressément pour facturer Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du présent contrat.

De son côté, la Société Editrice du Monde s'engage notamment à :

- réaliser un dossier spécial de 4 pages dans *Le Monde des livres* en lien avec l'événement,
- mettre à disposition un espace publicitaire au format d'un huitième de page dans le *Monde des livres* contenant le dossier de 4 pages dédié à la Comédie du livre,
- sur le site du Monde, lemonde.fr, relayer la parution des temps forts de ce dossier à compter de l'événement.

L'ensemble de l'engagement des parties est détaillé dans un contrat de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Éditrice du Monde,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-82901-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention Comedie du Livre Montpellier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Prise en charge des frais de transports, d'hébergements, de restauration des membres du Conseil de Développement et des tiers extérieurs invités à participer à ses travaux - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conseil de Métropole, par délibération n°12723, a adopté, à l'unanimité, la constitution du Conseil de Développement et de son Bureau lors de sa séance du 5 février 2015.

Par arrêté n°A2015-53 du 2 mars 2015, délégation a été attribuée à Madame Katia Vidic pour siéger au sein du Conseil de Développement en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. À ce titre, elle exerce l'ensemble des missions et fonctions relevant du Président du Conseil de Développement. Elle est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

Dans le cadre de leurs fonctions, la Présidente du Conseil de Développement, ou son représentant, ainsi que des membres du Conseil de Développement peuvent être amenés à participer à des déplacements liés à leurs fonctions, ou à des manifestations afin de contribuer au travail de réflexion, de prospective et de proposition à cette instance.

La Présidente du Conseil de Développement pourra également inviter des experts dûment désignés par elle lorsque leur expérience et leur compétence apparaissent nécessaires pour atteindre les objectifs attendus. Afin de permettre aux membres du Conseil de Développement et aux experts susceptibles d'être désignés dans les conditions mentionnées ci-dessus de mener à bien ces missions, il est proposé de prendre en charge les frais réels de leurs déplacements, leurs hébergements et leurs restaurations, dans la limite des textes réglementaires de la Fonction publique territoriale, lorsqu'ils participent à des manifestations, colloques, séminaires, réunions de travail, contribuant aux missions d'analyse et de propositions du Conseil de Développement.

Cette prise en charge s'effectuera sur la base de lettre d'invitation individuelle signée par la Présidente précisant la date, le lieu, l'objet et le montant des frais pris en charge. Concernant les déplacements de la Présidente du Conseil de Développement, ses ordres de mission seront signés par le Président de la Métropole ou son représentant.

Le financement pour ces déplacements est plafonné à 4 000 € HT et celui pour les frais de missions (hébergements, restauration) est plafonné à 2 000 € HT en 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais réels de transports, d'hébergement et de restauration concernant les membres du Conseil de Développement lors de leurs déplacements ainsi que pour les tiers extérieurs invités à participer aux travaux du Conseil de Développement, conformément aux dispositions ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

**Pour extrait conforme,
le Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-85105-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Mission Rio de Janeiro - Participation à la Rencontre Régionale Amérique Latine du Pacte de Milan - Du 28 mai au 2 juin 2019 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est signataire du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, lancé lors de l'Exposition Universelle de Milan à l'occasion de la Journée Mondiale de l'alimentation en octobre 2015.

Ces rencontres permettent de renforcer le dialogue entre les villes, les territoires, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur des systèmes alimentaires durables reliant les zones urbaines et rurales du monde entier.

L'objectif de ces rencontres est aussi de stimuler l'action des maires sur la politique et les pratiques alimentaires, ainsi que d'apprendre et d'échanger entre les villes signataires du Pacte.

En tant que ville hôte de la Rencontre annuelle et du Sommet des Maires du Pacte de Milan les 7-8-9 octobre 2019 prochains, Montpellier Méditerranée Métropole participe activement aux événements organisés dans le cadre du Pacte de Milan comme cette Rencontre Régionale Amérique Latine de Rio des 29-30-31 mai 2019. La Métropole est ainsi invitée à présenter le Sommet d'octobre aux 24 Maires signataires du Pacte de Milan en Amérique Latine présents en vue de le préparer et d'intégrer le travail des villes d'Amérique du Sud.

La Métropole est aussi invitée à présenter la politique agroécologique et alimentaire de Montpellier dans la perspective de partager les bonnes pratiques développées sur le territoire et de faire rayonner la Métropole.

Enfin, en tant que ville jumelle, la Ville de Rio de Janeiro est un partenaire privilégié de Montpellier. Des échanges entre le Maire de Rio et ses représentants pourront permettre de renforcer les échanges entre les deux villes dans divers secteurs d'activité (économique, culturel etc.).

A ce titre, il est proposé la participation d'un élu et d'un technicien de Montpellier Méditerranée Métropole à cet événement.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 9 000 euros.

La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 28 mai au 2 juin 2019 à Rio de Janeiro dans le cadre du Pacte de Milan ;
- approuver la participation d'un élu et d'un technicien de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 9 000 euros sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-88533-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Actualisation des représentations du Conseil de Métropole au sein de divers organismes - Désignations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est nécessaire d'actualiser les représentations de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes ci-dessous :

Association Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole :

Il convient de remplacer Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA en tant que représentante titulaire au sein du conseil d'administration de cette association.

Monsieur le Président propose la candidature de **Madame Véronique PEREZ**.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Association Terres en Ville :

Il convient de remplacer Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA en tant que représentante suppléante au sein du conseil d'administration de cette association.

Monsieur le Président propose la candidature de **Madame Marie-Hélène SANTARELLI**.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Association Ville et Métiers d'Art :

Il convient de remplacer Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA en tant que représentante suppléante au sein du conseil d'administration de cette association.

Monsieur le Président propose la candidature de **Madame Véronique PEREZ**.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :

Il convient de remplacer Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA en tant que représentante titulaire au sein du conseil d'administration de cet organisme.

Monsieur le Président propose la candidature de **Monsieur Robert COTTE**.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sur proposition du Président, le Conseil décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner les nouveaux représentants de la Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 18 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-88539-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84847-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau Commissions ANNEXE Conseil_23.05.19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GABORIT	France	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	NAZET MARSON	Magali	Jacou
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	GREPINET	Alain	Juvignac
CASSAR	Michèle	Pignan	ANDREU	Francis	Lattes
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	LUZY	Hélène	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	ESCURET	Serge	Castries
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	NURIT	Gilles	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	VIDAL	Maurice	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LACHENAL	Renaud	Grabels
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	MARINES	Jean François	Grabels
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	BAUDOUIN	Christine	Jacou
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PLANCKE	Nicole	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BREDA	Isabelle	Cournonsec
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
HART	Clare	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérois	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juignac
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juignac
			TUAL	Daniel	Juignac
			LACOMBE	Guy	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VESSIOT	Arlette	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
BARRAL	Guy	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
MIRALLES	Patricia	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
TRAVIER	Bernard	Montpellier	CARITEY	Jean-Michel	Jacou
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	ROESCH	Laurent	Juvignac
FRECHE	Julie	Montpellier	BATIVELLI	Jacques	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	FRAISSE	Dély	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	GAILLET	Murielle	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			GROS	Emilie	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			GIMENEZ	Véronique	Pigan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, artisanat**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Amaud	Beaulieu	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Courmonterral	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BONNAL	Pierre	Le Crès	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
MARION	Chantal	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
BRISAUD	Anne	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
COTTE	Robert	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
DANAN	Perla	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	SOCCORO	Laurent	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
HART	Clare	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
COUR	Christophe	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
DEMON	Véronique	Montpellier	BERTOY	Françoise	Pérols
PEREZ	Véronique	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
JAOL	Laurent	Saint-Brès	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	NOEL	Thierry	Clapiers
BRISSAUD	Anne	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrègues
DASYLVA	Titina	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	BRAEMER	Luc	Juvignac
RICO	Jean-Pierre	Pérols	GRAVIER	Eugène	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LACOMBE	Guy	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			MOUTOU BAZIN	Valérie	Montferrier-sur-lez
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AUFRANC	Thierry	Grabels
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	NAZET MARSON	Magali	Jacou
CALVAT	Renaud	Jacou	GREPINET	Alain	Juvignac
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	MARTIN	Eliane	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PEREZ	Michel	Lavérune
BONNAL	Pierre	Le Crès	JEAN	Bernard	Le Crès
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	SOCCORO	Laurent	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	ANGELVIN	Céline	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	CABAS	Marie-Hélène	Montferrier-sur-Lez
LEVITA	Max	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
BRISSAUD	Anne	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
DASYLVA	Titina	Montpellier	BARDIN	Isabelle	Pignan
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
LUSSERT	Jean-Marc	Prades le Lez	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
PELLET	Yvon	Saint Génès des Mourgues	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Genès-des Mourgues
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	DALAINÉ	François	Castries
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRE	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PIOCH	Daniella	Montferrier-sur-lez
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	CHALME	Sophie	Grabels
BUONO	Rosy	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
DONADA	Carole	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BRAEMER	Luc	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	MERLET	Hélène	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	LENOIR	Philippe	Lavérune
COUR	Christophe	Montpellier	DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COTTE	Robert	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CONESA	André	Pérols
VERA	Joël	Saissan	MIRAULT	Xavier	Pérols
LLORET	Eliane	Sussargues	MORETEAU	Colette	Pérols
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

évaluation des politiques publiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	EHRlich	Célia	Grabels
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	FLACHER	Bruno	Grabels
BODKIN	Maud	Montpellier	NAZET-MARSON	Magali	Jacou
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROQUES	Michel	Juvignac
CASTRE	Gérard	Montpellier	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
HART	Clare	Montpellier	ANDREU	Francis	Lattes
RICO	Jean-Pierre	Pérois	JEAN	Bernard	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	CHARDES	Mylène	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	GINE	Martine	Cournonterral
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTY	Robert	Cournonterral
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BRISAUD	Anne	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
DEMON	Véronique	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LEMAIRE	Yannick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MOULIN	Gaby	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juignac
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
BALAZUN	Geniès	Restinclières	MODOT	Bernard	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LENOIR	Philippe	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	PERVENT	Paloma	Lavérune
LLORET	Eliane	Sussargues	CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			MAVEL	Catherine	Montaud
			BERTHET	Alain	Montferrier-sur-Lez
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoit	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
REVOL	René	Grabels	BOUZEREAU	Norbert	Courmonsec
BUONO	Rosy	Lattes	MARTY	Robert	Courmonterral
DONADA	Carole	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	RUF	Thierry	Jacou
BONNAL	Pierre	Le Crès	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Lionel	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PETIT	François	Lavérune
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	MILOSZYK	Francis	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CARBONELL	Gérard	Le Crès
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-lez
			PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérois
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	PISCOT	Marc	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	GRIZARD	Christian	Cournonterral
MEUNIER	Cyril	Lattes	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
BUONO	Rosy	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
BONNAL	Pierre	Le Crès	GRAVIER	Eugène	Juvignac
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
TOUZARD	Isabelle	Murviel-les-Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
QUILES	Thierry	Pignan	ASSIE	Rémi	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	HALUSKA	Vincent	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	MALEK	Jean-Marc	Pérols
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			MIRAL	André	Jacou
			ROQUES	Michel	Juvignac
			VIGNERONS	Emmanuelle	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Relations Internationales, Tourisme, parcs d'activité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BRISSAUD	Anne	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	MIFSUD	Nathalie	Lattes
DANAN	Perla	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	TOUTAIN	Elisabeth	Montferrier-sur-lez
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	HASARD	Françoise	Murviel-lès-Montpellier
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques

Commission Ressources Humaines

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	NOEL	Thierry	Clapiers
BUONO	Rosy	Lattes	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	AUFRANC	Thierry	Grabels
BARRAL	Guy	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sécurité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	MIRAL	André	Jacou
BODKIN	Maud	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
PENSO	Eric	Clapiers	TUAL	Daniel	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	ANDREU	Francis	Lattes
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CINÇON	Sylvie	Pignan
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARCO	Joseph	Pignan
BRISSAUD	Anne	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASTRE	Gérard	Montpellier	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
COUR	Christophe	Montpellier	BERTAUD	Xavier	Sussargues
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier			
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier			
MIRALLES	Patricia	Montpellier			
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier			
CASSAR	Michelle	Pignan			
JAOL	Laurent	Saint-Brès			

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VINDOLET	Thierry	Clapiers
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	PISCOT	Marc	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	FLACHER	Bruno	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MICHEL	Béatrice	Juvignac	RUF	Thierry	Jacou
DONADA	Carole	Lattes	GRAVIER	Eugène	Juvignac
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LENOIR	Philippe	Lavérune
MEUNIER	Cyril	Lattes	PETIT	François	Lavérune
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	MILOSZYK	Francis	Le Crès
BONNAL	Pierre	Le Crès	PINTARD	Céline	Le Crès
RAYMOND	Joël	Montaud	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PHILIPON	Pierre	Montaud
BRISAUD	Anne	Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	ASSIE	Rémi	Montpellier
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LITTON	Michel	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PELLET	Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	ROUDIL	Marc	Saint-Brès
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
BONNAL	Pierre	Le Crès	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	CARNET	Olivier	Courmonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MESSINA	Gaspard	Pignan
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité,
culture scientifique et technique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	KRETZ	Catherine	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	MILOSZYK	Francis	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	George	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	SALOMON	Samira	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	GUILLIANELI	Anne-Marie	Pérols
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CINÇON	Sylvie	Pignan
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues

Commission Transports et Mobilité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	JOURDAN	Nicolas	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	TUAL	Daniel	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	LACOMBE	Guy	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Lionel	Lattes
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTIN	Eliane	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
DASYLVA	Titina	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
EL KANDOSSI	Abdi	Montpellier	CHARDES	Mylène	Montpellier
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASSAR	Michelle	Pignan	CINÇON	Sylvie	Pignan
RICO	Jean-Pierre	Pérols	LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LE BLEVEC	Loic	Saint-Drézéry
LLORET	Eliane	Sussargues	HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
MAJDOUL	Mustapha	Montpellier	SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Voirie, espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BASCOUL	Julien	Clapiers
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	NURIT	Gilles	Cournonsec
BRISSAUD	Anne	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CASSAR	Michèle	Pignan	GRAVIER	Eugène	Juignac
BALAZUN	Génès	Restinclières	ANDREU	Francis	Lattes
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	LOPEZ	Lionel	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARTIN	Eliane	Lattes
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	PERVENT	Paloma	Lavérune
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	PAU	Brigitte	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Hors commission - Adoption du procès-verbal de la séance du 18 avril 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 avril 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-89471-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal du Conseil du 18 avril 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Avenant financier à la convention-cadre 2019 entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole du 21 décembre 2018 - Abondement complémentaire

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert du FSL permet à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social en vertu des lois successives qui lui confèrent un rôle de chef de file (ALUR, Egalité et citoyenneté, ELAN), et désormais l'accompagnement des personnes les plus modestes, en s'appuyant notamment sur :

- l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent 2 100 000 € au budget du FSL pour 2019 (somme identique à 2018) pour environ 5500 aides individuelles programmées.

Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs, avec lesquelles la Métropole a passé convention, représentent un budget global de 1 891 778 € de subventions engagées pour 2019.

Le FSL est un « pot commun » composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, Caisse d'Allocations Familiales...

La Métropole a reconduit pour 2019 la délégation de gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF), par délibération n° M 2018-714 en date du 21 décembre 2018. Une convention de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain et fixe à 2 224 864 € le montant de la contribution initiale de la Métropole à verser à la CAF.

Toutefois, au terme d'une année pleine de fonctionnement en 2018, le FSL métropolitain rencontre des difficultés de trésorerie qui révèlent l'insuffisance du fonds de roulement transféré du Département de l'Hérault au titre des Attributions de Compensation (AC) actées fin 2016. En effet, le Département ayant souhaité continuer à percevoir le remboursement des prêts accordés avant le transfert au 01 janvier 2018, la recette attendue par la Métropole à hauteur du versement des prêts accordés n'interviendra, dans le meilleur des cas, qu'en 2022.

Le Département et le Préfet étant saisis de la situation, la Métropole est amenée à mobiliser dès à présent une première enveloppe complémentaire de 200 000 € dans le cadre du budget primitif approuvé le 21 février 2019, pour ne pas risquer une rupture de paiement du FSL, préjudiciable aux ménages en difficulté.

Il convient par conséquent de modifier par voie d'avenant la convention de gestion signée avec la CAF avant le vote du budget, pour réévaluer la participation de la Métropole au FSL.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par le Ministère de l'Egalité des territoires et du Logement, parmi 24 autres collectivités et intercommunalités, en tant que territoire de mise en œuvre accélérée du plan national « Logement d'abord ».

Inspiré du modèle « Housing first » qui a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays, ce programme propose un renversement des logiques dans l'accès au logement pour les personnes sans abri : accéder à un logement comme préalable à toute démarche. Cette priorité permet, pour la personne accueillie, une réduction des risques par l'accès à des conditions de vie décentes facilitant une insertion sociale durable et, pour la société, à une réduction des coûts globaux en même temps qu'un désengorgement des dispositifs d'urgence ; ces deniers retrouvent ainsi leur fonction première de mise à l'abri immédiate et inconditionnelle.

L'AMI auquel la Métropole a répondu reposait sur le principe de co-financement avec l'Etat, d'un poste de coordinateur du plan local Logement d'abord qui a été recruté pour l'animation de la démarche, et des actions proposées selon les axes suivants :

- observer et connaître les ménages concernés,
- produire du logement accessible,
- prévenir les expulsions,
- améliorer la veille sociale et la mise à l'abri,
- accompagner les ménages vers le logement,
- conduire une démarche solide de suivi et d'évaluation du projet.

Le plan d'action Logement d'abord proposé par la Métropole en réponse à l'AMI prévoit ainsi le développement de la location/sous-location de logements pris à bail par des associations et le renforcement de l'accompagnement vers le logement autonome pour le public concerné, sachant que le FSL finance habituellement cette gestion adaptée et cet accompagnement au titre des actions innovantes d'insertion par le logement.

A cet effet, le dossier adressé par la Métropole au Ministère à l'appui de sa candidature à l'AMI prévoyait un abondement spécifique du FSL à hauteur de 250 000 € pour 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abondement complémentaire du FSL par la Métropole de la somme globale de 450 000 € ;
- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention 2019 de délégation de gestion financière et comptable du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir avec la CAF de l'Hérault ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019 de la Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85736-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant FSL V4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc SAVY

Logement - Programme Local de l'Habitat 2019-2024 - 2ème arrêt du projet après avis des Communes

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-59 en date du 21 février 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) couvrant la période 2019-2024. Ce projet de PLH arrêté a été transmis aux 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole qui disposaient d'un délai de deux mois pour émettre un avis tel que prévu à l'article R.302-9 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

Ainsi les communes de la Métropole ont disposé de la période s'étendant entre le 28 février, date de la réception en mairie du projet arrêté, et le 28 avril 2019, pour s'exprimer formellement sur le projet de PLH, et notamment sur les moyens relevant de leurs compétences respectives, à mettre en place dans le cadre du PLH, selon les dispositions du CCH. A défaut de réponse avant le 29 avril 2019, l'avis des communes est réputé favorable.

Il convient de rappeler que l'établissement du PLH a été l'occasion pour la Métropole d'associer étroitement les communes en amont, notamment pour l'examen des capacités constructives et la définition des objectifs de production de logement pour les 6 prochaines années, à travers la tenue d'ateliers territoriaux et d'entretiens bilatéraux.

Au vu des avis exprimés par les communes, le Conseil de Métropole est appelé à délibérer à nouveau sur le projet de PLH, conformément à l'article R.302-10 du CCH.

La lecture des délibérations prises par les conseils municipaux avant le 29 avril dernier permet de comptabiliser 31 avis favorables sur 31 communes sur le projet de PLH 2019-2024, dont 6 tacites.

Parmi les conseils municipaux ayant délibéré favorablement, 5 communes ont formulées en outre les observations suivantes :

- Le conseil municipal de Castries a souhaité apporter des ajustements quant à la localisation des opérations dénommées Les Lavandières – entrée de ville, Projet Guiraud, Projet Chambon. La commune pointe l'impact du développement urbain sur les déplacements et la mobilité sur le bassin de vie concerné. Aussi souligne-t-elle la nécessité de développer des solutions alternatives à la voiture, comme l'aménagement de liaisons douces et de transports en commun efficaces, tels que prévus respectivement par le Schéma Directeur des Modes Actifs (SDMA) de la Métropole et dans le cadre de la consolidation de la délégation de service publique avec TaM. A ce titre, la commune de Castries évoque l'utilisation de l'ancienne voie de chemin de fer qui pourrait retrouver son utilité pour développer un Transport Collectif en Site Propre (TCSP) et/ou la liaison avec le Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues à conforter. La révision du Plan de Déplacements Urbains (PDU) permettra de programmer les différents ouvrages nécessaires.

- Le conseil municipal de Saint Jean de Védas souscrit à l'objectif de production global de logements qui a été concerté en amont avec la Métropole, mais souligne l'impact de la réalisation de la part de 36% de logements locatifs sociaux parmi la production neuve constatée sur le bilan économique de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Roque Fraïsse, principal gisement mobilisable pour les années à venir dans la commune.

Sur ce point, il convient de souligner que les objectifs du PLH ne porteront que sur les nouvelles tranches à engager dans les opérations d'aménagement, qu'elles soient de compétence communale ou de compétence métropolitaine. Les capacités en diffus restent quant à elles mobilisables à hauteur des capacités des documents d'urbanisme en vigueur.

- Le conseil municipal de Vendargues prend acte de la formulation des objectifs de production de logements sociaux dans le PLH en valeur relative, pour tenir compte de la conjoncture et de la capacité globale de production, qui dépend elle-même du marché du logement. La Commune s'interroge toutefois sur la manière dont les services de l'Etat vont, sur cette base, fixer les objectifs de rattrapage du déficit de logements

sociaux des périodes triennales dans le cadre de l'application de la loi dite « SRU », renforcée par la loi « Duflot ».

Le conseil municipal de Vendargues confirme en outre la nécessaire évolution du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour répondre aux enjeux de production du PLH, tel que mentionné dans le programme d'action territorialisé du PLH (dans la fiche communale, partie « outils mobilisés pour la production de logements »).

- Le conseil municipal de Saint Georges d'Orques estime non atteignable l'objectif de production négocié entre 20 et 25 logements par an pour la période 2019-2024, car reposant exclusivement sur l'urbanisation du secteur d'extension urbaine le Rouvioyre.

Il est à rappeler que l'objectif de production du précédent PLH était de 110 logements par an soit 660 sur 6 ans et que 141 logements ont été mis en chantier entre 2013 et 2017 soit 28 logements par an. La Métropole mobilisera ses services pour accompagner la commune dans la mobilisation des fonciers nécessaires à l'atteinte des objectifs du PLH.

- Le conseil municipal de Lavérune indique que le document qui lui a été transmis est à caractère intentionnel, indicatif, et non normatif. Il convient de rappeler la portée d'un PLH, document stratégique et programmatique avec lequel le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sera compatible, qui prescrit notamment les différentes catégories de logement à réaliser par communes ou groupes de communes, à prendre en compte dans les opérations d'aménagement, ou de logements selon leur importance. Support de contractualisation avec l'Etat, il conditionne notamment la délégation par l'Etat de l'attribution des aides à la pierre.

Le conseil municipal rappelle en outre que le développement résidentiel sur la commune est indissociable de la mise en œuvre des projets d'infrastructures de déplacement telles que le Contournement Ouest de Montpellier (COM) ou le développement du réseau armature des transports en commun avec la réalisation de la ligne 5 de tramway, ce que prévoient les différents schémas métropolitains précités.

Enfin, des correctifs mineurs, notamment à la demande des communes, ont été également apportés au document sans que ceux-ci ne modifient l'économie générale du projet, ni les perspectives d'atteinte des objectifs de production inscrits au projet de PLH.

A l'issue de ce deuxième arrêt par le Conseil de Métropole, le PLH sera transmis à l'Etat, à la fois pour avis et pour qu'il saisisse le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH). L'adoption définitive du PLH est prévue à l'issue de ces ultimes consultations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'avis des Communes de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 ;
- arrêter le projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 après avis des conseils municipaux des communes membres (2^{ième} arrêt) ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à transmettre le projet de PLH 2019-2024 à Monsieur le Préfet qui formulera, après consultation du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement, ses observations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85811-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PLH 2019-2024

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc SAVY

Logement - Construction de 67 logements sociaux à Montpellier et Clapiers - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de quatre opérations de construction neuve prenant place à Montpellier et Clapiers, totalisant 67 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Clinique Saint-Jean » Avenue Buisson Bertrand Montpellier Zone 2	« Le Parc du Poètes » Rue Gaston Bachelard Montpellier Zone 2	« Infinité » Avenue des prés d'Arènes Montpellier Zone 2	« Aretha Franklin » ZAC du Castelet - lot A1 Clapiers Zone 2
Caractéristiques :				
Promoteur VEFA	Bouygues Immobilier	Bouygues Immobilier	Vinci Immobilier	sans objet
Architecte	A+ architecture	Carémoli Miramond	NBJ architecture	MDR architecture
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	812 m²	1574.99 m²	629.30 m²	1 435 m²
Nombre de logement	17 LLS	20 LLS	10 LLS	20 LLS
Catégorie de financement	11 PLUS / 6 PLAI	13 PLUS / 7 PLAI	6 PLUS / 4 PLAI	14 PLUS / 6 PLAI
Typologie	1 T1 et 16 T2	9 T3, 7 T4, 4 T5	4 T2, 4 T3, 1 T4, 1 T5	6 T2, 8 T3, 6 T4
Plan de financement :				
Coût total de l'opération	1 834 327 €	3 617 315 €	1 428 341 €	2 898 507 €
Subvention Etat déléguée	46 800 €	54 600 €	31 200 €	51 780 €
Subvention Région	17 500 €	20 500 €	11 000 €	40 500 €
Prêt CDC	1 707 127 €	3 468 215 €	957 862 €	2 732 227 €
Fonds Propres	0 €	0 €	391 279 €	0 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	62 900 €	74 000 €	37 000 €	74 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 62 900 € pour la construction de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Clinique Saint-Jean », avenue Buisson Bertrand à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 74 000 € pour la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Le Parc du Poète », rue Gaston Bachelard à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 37 000 € pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Infinité », avenue des prés d'Arènes à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 74 000 € pour la construction de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Aretha Franklin », ZAC du Castelet lot A1 à Clapiers ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-84591-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Parc du Poète_localisation.pdf
- LOC ACM RES INFINITE.pdf
- LOC RES ARETHA FRANKLIN.pdf
- LOC RES CLINIQUE ST JEAN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc SAVY

Logement - Réhabilitation de 313 logements sociaux - Résidence ' Les Gémeaux ', 265 rue des Albigeois à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de 313 logements sociaux, résidence « Les Gémeaux » 265 rue des Albigeois à Montpellier. Les travaux projetés concernent la mise aux normes et le remplacement d'éléments du gros œuvre, des charpentes, du bardage, des serrureries, de l'étanchéité, des menuiseries extérieures et intérieures, des cloisons, des sols, des peintures, de l'électricité, des plomberies, des ascenseurs, et la réfection des façades, des VRD et des aménagements paysagers.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux Prêts à la Réhabilitation (PAM) d'un montant total de 13 164 829 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer l'opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations délibération sont les suivantes :

Désignation	PAM	PAM
Enveloppe	Taux Fixe - Complémentaire à L'Eco-Prêt	Eco-Prêt
Montant du prêt	8 782 829 €	4 382 000 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe selon barème mensuel dans la limite de 3% (1.23% en avril 2019)	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt -0.45%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Taux annuel de progressivité	0%	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	-	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	-	Double révisabilité
Condition de remboursement anticipé volontaire :	Indemnité actuarielle sur courbe OAT	Indemnité actuarielle
Préfinancement	-	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	20 ans	
Commission d'instruction	0 €	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 20 ans, et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 13 164 829 €, représentant 100 % des deux prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 313 logements locatifs sociaux, résidence « Les Gémeaux », 265 rue des Albigeois à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°95020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-77178-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Les gêmeaux_convention
- contrat_de_pret_95020_Gemeaux1555425221053.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc SAVY

Logement - Réhabilitation de 46 logements, résidence ' Val de Croze ' rue Cheng Du à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de 46 logements sociaux, résidence « Val de Croze » rue Cheng Du à Montpellier. Les travaux projetés concernent la création de grands balcons sur les façades sud-ouest, la rénovation des entrées et halls d'escaliers, la création d'un local poubelle intégré à la résidence, l'étanchéité, le remplacement des menuiseries extérieures, l'isolation des combles, la rénovation du réseau de chauffage et d'électricité, ainsi que la réfection des façades. La maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet d'architectes CS Architecture.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts d'un montant total de 1 416 336 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer l'opération de rénovation.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PAM	PAM
Enveloppe	Taux Fixe – Réhabilitation du parc social	
Montant du prêt	276 000 €	1 140 336 €
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT	-
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe selon barème mensuel (1.43% en avril 2019)	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt 0.60%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Taux annuel de progressivité	0%	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	-	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	-	Double révisabilité
Condition de remboursement anticipé volontaire :	Indemnité actuarielle sur courbe OAT	Indemnité actuarielle
Préfinancement	-	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	20 ans	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 20 ans, et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 416 336 €, représentant 100 % des deux prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 46 logements sociaux, résidence « Val de Croze » rue Cheng Du à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°94991 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84464-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- localisation Val de Croze
- contrat de prêt "Val de Croze"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY

Logement - Réhabilitation de 29 logements, résidences ' Georges Fabre ' impasse de Chaldée à Montpellier - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole pour la réhabilitation de 29 logements locatifs sociaux, résidence « George Fabre » impasse de Chaldée à Montpellier. Les travaux projetés concernent le remplacement des escaliers, la rénovation des entrées des maisons, l'isolation des combles, les serrureries, l'étanchéité, les menuiseries extérieures et intérieures, les améliorations chauffage/électricité et la réfection des façades. La maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet d'architectes CS Architecture.

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts d'un montant total de 819 595 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer l'opération de rénovation.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PAM	PAM
Enveloppe	Taux Fixe – Réhabilitation du parc social	-
Montant du prêt	174 000 €	645 595 €
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT	-
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe selon barème mensuel (1.43% en avril 2019)	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt 0.60%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Taux annuel de progressivité	0%	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	-	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	-	Double révisabilité
Conditions de remboursement anticipé volontaire :	Indemnité actuarielle sur courbe OAT	Indemnité actuarielle
Préfinancement	-	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	20 ans	
Commission d'instruction	0 €	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit 20 ans, et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 819 595 €, représentant 100 % des deux prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 29 logements locatifs sociaux, résidence « George Fabre » impasse de Chaldée à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°95107 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84457-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- localisation fabres
- contrat de prêt "fabres"
- convention "fabres"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY

Logement - Construction de 36 logements sociaux - Résidence ' Domaine de Courpouyran - tranche 2 ', ancienne route de Lodève à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 36 logements sociaux, résidence « Courpouyran – Tranche 2 », ancienne route de Lodève, à Juvignac. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Corim Immobilier, comprend 36 logements locatifs sociaux dont 24 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain ACT, le programme constitué de 13 T2, 16 T3, 7 T4 développe une surface habitable de 2263,30 m².

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 253 333 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 738 199 €
- un Prêt Locatif à usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 145 540 €
- Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 790 498 €
- Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 579 096 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consenties par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 738 199 €	1 145 540 €	790 498 €	579 096 €
Durée du préfinancement	12 mois Possibilité de modification de 3 à 24 mois avec paiement d'une commission			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.55 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt -0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.55 %
Règlement des intérêts du préfinancement	Capitalisation			
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Conditions de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 189 999,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 253 333 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 36 logements locatifs sociaux, résidence « Courpouyan – Tranche 2 », ancienne route de Lodève à Juvignac selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°91990 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention
- Plan de localisation
- Contratdepret_91990_.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY

Logement - Construction de 12 logements sociaux - Résidence ' Blue One ' - 649 avenue des Platanes à Lattes - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 12 logements sociaux, résidence « Blue One » 649 avenue des Platanes à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Rivage promotion, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Roch Marques à Castelnau-le-Lez, le programme constitué de 2 T1, 7 T2 et 3T3 développe une surface habitable de 544,34 m².

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 868 714 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 297 236 €
- un Prêt Locatif à usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 269 709 €
- Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 173 978 €
- Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 127 791 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consenties par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	297 236 €	269 709 €	173 978 €	127 791 €
Durée du préfinancement	20 mois Possibilité de modification de 3 à 24 mois avec paiement d'une commission			
Taux d'intérêt de la phase de préfinancement	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			

Taux d'intérêt actuariel annuel de la phase d'amortissement	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.34%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.34%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Pénalités de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale 651 535,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 868 714 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 12 logements locatifs sociaux, résidence « Blue One », 649 avenue des Platanes à Lattes selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°94640 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84569-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation
- Perspective
- contrat de prêt 94 640

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY

Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Lero'via ', avenue de Saint-Maur à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de cinq logements sociaux, résidence « Lero'via », avenue de Saint-Maur, à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Crédit Agricole Immobilier, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain ZATTNSAT, le programme constitué de 2 T2 et de 3 T3 développe une surface habitable de 313,30 m².

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 543 747 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 168 722 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 132 930 €
- Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 154 264 €
- Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 87 831 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consenties par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	168 722 €	132 930 €	154 264 €	87 831 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.28%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.28%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 407 810,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 543 747 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Lero'via », avenue de Saint-Maur, à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°91796 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-84511-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation
- Contrat de prêt

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO

Logement - Construction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de 67 chambres - EHPAD Les Violettes, rue de la Taillade à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Les Violettes » de 67 chambres, 143b rue de la Taillade à Montpellier. Le programme comprend 67 logements T1' financés en Prêt Locatif Social (PLS). L'opération a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain AWA Architectes.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant total de 11 638 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières du prêt consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	11 638 000 €
Durée :	42 ans
dont durée préfinancement	2 ans
dont durée amortissement	40 ans
Taux d'intérêt annuel initial révisable	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %
Périodicité des échéances	trimestrielle
Conditions de remboursement anticipé	- une indemnité financière égale à 3 % du capital restant dû avant le remboursement anticipé ; - une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation est due par l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé du PLS rendu obligatoire suite au non-respect, par ce dernier, des dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux, telles que définies par les articles R.331-17 à R.331-21 du Code de la construction et de l'habitation.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée à hauteur de 100 % du prêt en capital augmentée des intérêts et pour sa durée totale, soit 2 ans maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans. Les intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé et autres accessoires ainsi que tous frais et impôts ne sont pas garantis.

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 11 638 000 € représentant 100 % du prêt sollicité par FDI Habitat auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la construction de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « Les Violettes » de 67 chambres, rue de la Taillade à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET,
M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84400-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EHPAD_Conv_GE_FDI_EHPAD Violettes_Montpellier_PLS.doc
- FDI Habitat_Loc_EHPAD Les Violettes_Mtp.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO

Logement - Construction de 15 logements sociaux - Résidence ' Castella ', Rue Jean Vilar à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Délibération n°14879 du 27 septembre 2017 - Modification - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Par délibération n°14879 du 27 septembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé sa garantie pour le remboursement de la somme de 906 189,75 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 208 253 € souscrits par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement, de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues.

La délibération n°14879 étant incomplète, il est proposé de préciser que les caractéristiques financières, charges et conditions du prêt consenti sont fixées dans le contrat de prêt n°93442.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°14879 du 27 septembre 2017 ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 906 189,75 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°93442 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET,
M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84395A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt_93442.pdf
- Loc Format_Castella.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO

Logement - Construction de 36 logements sociaux - Résidence ' Epure ', chemin de la Roque à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 36 logements locatifs sociaux, résidence « Epure », chemin de la Roque à Saint Jean de Védas.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur HELENIS, comprend 23 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Philippe RUBIO.

La SA d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 4 047 536 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 479 282 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 064 880 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 670 503 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 521 006 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 80 461 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 97 777 €
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 133 627 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire 2017
Montant du prêt	1 479 282 €	1 064 880 €	670 503 €	521 006 €	80 461 €	97 777 €	133 627 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %						
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle						
Modalité de révision	Double Révisabilité						
Durée de la phase de préfinancement	15 mois Possibilité de modification de 3 à 24 mois avec paiement d'une commission						
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par SA d'HLM PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au

bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 035 652 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 4 047 536 €, sollicités par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 36 logements locatifs sociaux, résidence « Epure », chemin de la Roque à Saint Jean de Védas selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°88868 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-83909-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- localisation epure
- contrat de prêt "Epure"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO

Logement - Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Le Clau de Gil ', rue de la Croix Lavit à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clau de Gil », rue de la Croix Lavit à Montpellier.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Claudel-Borel.

La SA d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 1 096 659 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 310 115 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 228 191 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 201 498 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 144 372 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 36 223 €
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 74 268 €
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 101 992 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS constructio n	PLUS foncier	PLAI constructio n	PLAI foncier	PLS constructio n	PLS foncier	PLS Compléme ntaire 2017
Montant du prêt	310 115 €	228 191 €	201 498 €	144 372 €	36 223 €	74 268 €	101 992 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.43 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.43%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.06%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.43 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.06 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %						
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)						
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	Double Révisabilité						
Durée de la phase de préfinancement	12 mois Possibilité de modification de 3 à 24 mois avec paiement d'une commission						
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par SA d'HLM PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de

formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 822 494,25€, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 1 096 659 €, sollicités par la Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clau de Gil », rue de la Croix Lavit à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°93324 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84348-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- localisation Le Clau de Gil
- contrat de prêt "Le Clau de Gil"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO

Logement - Copropriété Le Saint Clément - Modification de la délibération n°M2019-71 - Rectificatif de l'attributaire des subventions de la Métropole - Autorisation

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° M2019-71 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a décidé l'octroi de subventions à 4 propriétaires occupants modestes et très modestes habitant la copropriété « Le Saint Clément » à Montpellier, qui a voté en Assemblée Générale un ambitieux projet de rénovation thermique Bâtiment Basse Consommation (BBC) dans le cadre de l'appel à projets Ecocité, avec le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations, de l'ANAH et de la Métropole.

Ces copropriétaires, Monsieur et Madame VAILLANT, Madame ANTONETTI, Madame BINET, Madame PAYROS, ayant donné mandat au syndic de copropriété pour solliciter les subventions et percevoir les fonds, il est proposé de rectifier les conditions de versement des subventions accordées, en désignant le syndic Laurent PITOT du cabinet SOGICO comme bénéficiaire des aides aux travaux.

Le reste de la délibération demeure inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°M2019-71 du 21 février 2019 pour indiquer Monsieur Laurent PITOT du cabinet SOGICO, destinataire des subventions attribuées pour un montant maximum de 7 268 € à Monsieur et Madame VAILLANT, 7 268 € à Madame ANTONETTI, 7268 € à Madame BINET et 10 383 € à Madame PAYROS ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide ANAH par délégation, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84741-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Baillargues - Modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A la demande de la commune de Baillargues, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, par arrêté n°MAR2018-0135 en date du 19 avril 2018, la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Baillargues.

Cette procédure consiste à supprimer 7 emplacements réservés relatifs à des projets réalisés ; actualiser la liste des destinataires de certains emplacements réservés en raison des différents transferts de compétence entre la Ville, le Département et la Métropole ; supprimer la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) du Colombier devenue caduque en 2010.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°M2018-152 du Conseil de Métropole en date du 26 avril 2018 et portées à la connaissance du public le 7 février 2019 par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n°DLM2018-89 en date du 8 novembre 2018, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de Baillargues a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 28 janvier 2019, la modification simplifiée n°5 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme car elle n'était pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement.

Par courrier en date du 4 décembre 2018, la Région Occitanie a accusé réception du projet de modification simplifiée sans formuler de remarque.

Par courrier du 21 décembre 2018, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault a émis un avis favorable à ce projet de modification simplifiée.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°5 du PLU de Baillargues a été mis à la disposition du public du 18 février 2019 au 22 mars 2019 inclus à la mairie de Baillargues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Trois observations ont été consignées aux registres mis à la disposition du public :

- Deux observations émises par les propriétaires indivis des parcelles AL35 et AL37, anciennement AL27 et AL28. Dans le cadre d'une procédure d'expropriation au profit de la commune de Baillargues, ces derniers ont exercé un recours contentieux contre l'arrêté Préfectoral déclarant cessibles une partie de leurs parcelles. L'indivision souhaite que soit suspendue la présente procédure de modification ou la suppression de l'emplacement réservé C26 pour sa partie au nord de la voie ferrée, tant que les recours contentieux en cours n'auront pas été purgés.

Les différents points d'évolution du PLU de Baillargues proposés, à savoir, la suppression de certains emplacements réservés pour cause de réalisation des ouvrages pour lesquels ils ont été institués, l'actualisation de la liste des bénéficiaires de certains emplacements réservés pour cause de transferts de compétence Ville-Département-Métropole et enfin, la suppression de la ZAD du Colombier devenue caduque en 2010, n'obèrent pas le sort des recours contentieux pendants ou à venir.

Ainsi, il est proposé de poursuivre la présente procédure de modification simplifiée et en particulier de maintenir la suppression de l'emplacement réservé C26.

- Une observation relative au périmètre d'éloignement de la station d'épuration, reporté aux documents graphiques du PLU, alors que celle-ci a été déplacée. La suppression de ce périmètre, devenu sans objet, ne faisant pas partie des différents points de la présente procédure de modification simplifiée, il est proposé de l'instruire dans le cadre d'une prochaine procédure d'évolution du PLU de Baillargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°5 du PLU de Baillargues ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la commune de Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/06/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 3 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DELIBERATION 2019-237.pdf

- PLAN ZONAGE TAMPONNE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Castelnau-le-Lez - Extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Bilan de la concertation préalable

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°14206 en date du 24 novembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'engager une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet visant à permettre l'extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant.

Le Domaine de Verchant, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, a un projet de développement de son complexe hôtelier classé 5 étoiles. Celui-ci comprend la création de 25 chambres supplémentaires afin d'augmenter la capacité d'accueil à 50 chambres, suites ou appartements, l'accueil d'un restaurant gastronomique, d'un nouveau hall d'accueil et la création de stationnements.

Ce développement doit s'opérer par l'édification d'une construction nouvelle développant environ 4000 m² de surface de plancher à implanter en parallèle de l'allée d'accès Ouest du Domaine.

Ce projet présente un caractère d'intérêt général pour le territoire de la Métropole, notamment en matière de tourisme, d'activités économiques ou encore d'aménagement du site.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Castelnau-le-Lez applicables au site ne sont aujourd'hui pas compatibles avec le projet. Sa mise en œuvre opérationnelle nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a donc été engagée.

Cette procédure étant soumise à évaluation environnementale en application du Code de l'urbanisme, les procédures de mise en compatibilité du PLU entrent dans le champ d'application de la concertation préalable prévue par le Code de l'environnement aux articles L.121-15-1 et suivants.

C'est en ce sens que Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 21 février 2019 afin de prévoir les modalités de cette concertation en amont, permettant d'associer le public.

Les modalités de la concertation

La concertation préalable, d'une durée de 22 jours, s'est déroulée du 23 avril 2019 à 9h au 14 mai 2019 à 18h.

Le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public ont été mis à disposition du public en mairie de Castelnau-le-Lez et à l'Hôtel de Métropole. Ils ont pu être consultés par le public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Le dossier était également disponible pendant toute la durée de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/concertations.

Chacun pouvait également adresser ses observations

- par voie postale à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2

- ou par voie dématérialisée à l'adresse suivante : dpcastelnau.verchant@montpellier3m.fr

Le public a été informé de l'ensemble de ces modalités :

- par affichage de la délibération du 21 février 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole,

- par annonces légales dans la presse (Hérault Juridique & Economique du 4 avril 2019 et Midi Libre du 8 avril 2019),
- par mise en ligne, dès le 03 mars 2019 et pendant toute la durée de la concertation de l'avis de concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole
- par affichage, dès le 08 mars 2019 et pendant toute la durée de la concertation, de l'avis de concertation :
 - o à proximité du Domaine de Verchant,
 - o au niveau de la mairie de Castelnau-le-Lez,
 - o à l'Hôtel de Métropole.

Nombre de contributions et synthèse des remarques

Nombre de contributions par dispositifs de concertation :

- adresse mail dédiée dpcastelnau.verchant@montpellier3m.fr : aucun mail n'a été reçu
- adresse postale de Montpellier Méditerranée Métropole : aucun courrier n'a été reçu
- registres de la concertation :
 - o registre tenu à disposition à Montpellier Méditerranée Métropole : aucune contribution
 - o registre tenu à disposition à la mairie de Castelnau-le-Lez : aucune contribution

Aucune observation du public n'ayant été émise sur le dossier, la concertation préalable n'appelle pas d'évolution du projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Ce bilan de concertation sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater que la concertation s'est déroulée selon les prescriptions du Code de l'environnement et selon les modalités mises en place par la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 21 février 2019 ;
- arrêter et publier le bilan de la concertation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à prendre toutes les décisions nécessaires à la poursuite de la procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU de Castelnau-le-Lez ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86266-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Cave oleicole - Les Moulins de Villevieille et Pignan - Commune de Pignan - Approbation convention de PUP - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La future opération de construction est située à l'entrée Sud de Pignan, en continuité du quartier de la Bornière. Ce secteur est classé en zone AU du PLU de la commune.

Le programme prévisionnel de cette opération comprend deux projets. Il prévoit la création d'une cave oléicole portée par la société « Les Moulins de Villevieille et Pignan » et d'un bâtiment d'activités tertiaires porté par le « Crédit Agricole », pour une surface de plancher totale de 8204 m² sur les parcelles cadastrées AX 141-143-59.

Le maître d'œuvre de cette opération est le cabinet d'architecture D.P.L.G « B*F Architecture ».

Il est entendu que le demandeur principal de l'autorisation d'urbanisme est la société « Les Moulins de Villevieille et Pignan ». Celle-ci sera déposée dans le courant de l'année 2019 et sera exécutée en une tranche.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « Les Moulins de Villevieille et Pignan » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces aménagements et travaux sont les suivants :

- La réalisation d'aménagement d'espaces publics et VRD :
 - d'un poteau incendie à moins de 200 mètres de l'entrée principale du bâtiment,
 - d'une extension du réseau d'adduction électrique,
 - de travaux de voirie.

La convention de PUP ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers, constructeurs, aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant du coût total HT des équipements publics est égal à **102 095 € HT**.

Ce tableau présente le coût des équipements publics à réaliser :

Programme d'équipements	Coût HT
Travaux de Voirie	70 799 €
DECI : Création d'un poteau incendie	9 000 €
Extension réseau d'adduction électrique	17 434 €
Total général du programme	97 233 €
Total général du programme + MOA 5%	102 095 €

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme, sont fixées comme suit :

Programme d'équipements	Coût HT	A la charge de l'aménageur				Part publique	
		Taux de participation	Montant de la participation	Participation foncière	Participation numéraire	Taux de participation	Participation numéraire
Travaux de voirie	70 799 €	35 %	24 779,60 €	- €	24 779,60 €	65 %	46 019,26 €
DECI : Création d'un poteau incendie	9 000 €	100 %	9 000 €	- €	9 000 €	0 %	- €
Extension réseau d'adduction électrique	17 434 €	60 %	10 460,40 €	- €	10 460,40 €	0 %	6 973,60 €
Total général du programme	97 233 €		44 240€		44 240,00 €		52 992,86 €
Total général du programme + MOA 5%	102 095 €		44 240€		44 240,00 €		57 854,50 €

La fraction du coût total prévisionnel des équipements publics mis à la charge de la société « Les Moulins de Villevieille et Pignan » et nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention de PUP, s'élève donc à **44 240 € HT**.

La convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Les Moulins de Villevieille et Pignan » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de cinq ans, est joint à la présente délibération. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention en mairie de Pignan et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP, tel qu'annexé à la présente délibération, ainsi que les modalités de partage des coûts des équipements publics qui seront mis à la charge des constructeurs intervenants dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les termes de la convention de PUP entre la société « Les Moulins de Villevieille et Pignan » et Montpellier Méditerranée Métropole,
- appliquer une exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement dans le périmètre de PUP pour une période de cinq ans,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole – chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85726-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention initiale de PUP
- Périmètre de PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Iris - Monsieur Olivier - Commune de Cournonsec - Approbation convention de PUP - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur nord-est de Cournonsec est un secteur à vocation résidentiel correspondant à une zone d'habitat moyennement dense avec une hauteur limitée. Il est à proximité d'un secteur destinés aux activités commerciales, industrielles et artisanales. Il est classé en zone Ub6 au PLU de Cournonsec.

Monsieur Marc OLIVIER souhaite déposer, sur ce secteur, une demande de permis d'aménager sur une unité foncière de 1 921 m², constituée par les parcelles cadastrées AD 90 et AD 91. Seule la parcelle AD 91 sera aménagée car la parcelle AD 90 constituant la voirie publique d'accès sera rétrocédée dans le cadre d'une procédure de régularisation foncière.

Le maître d'œuvre de cette opération est le géomètre expert D.P.L.G Frédéric Benoît.

Le programme prévisionnel de cette opération d'aménagement prévoit la création de 4 lots destinés à la construction de logements individuels libres, pour une surface de plancher totale de 1 921 m² :

- Lot N°1 = 350 m²
- Lot N°2 = 330 m²
- Lot N°3 = 336 m²
- Lot N°4 = 370 m²

Les lots 1 et 2 seront desservis par la rue du Cistre rouge et les lot 3 et 4 par le rue de la Billière.

Pour chaque villa, un accès sera créé et permettra de desservir l'ensemble des lots. L'accès s'effectuera par des places de stationnements privatives non closes. Deux places de stationnement supplémentaires communales seront créées le long de la rue du Cistre rouge.

Le permis d'aménager sera exécuté en une tranche.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, l'aménageur Monsieur Marc OLIVIER s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces équipements publics sont les suivants :

- La réalisation d'aménagement d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
 - La création d'un plateau surélevé et la matérialisation des accès par des bordures ainsi que la pose de panneaux de signalisation ;
 - Une extension du réseau ENEDIS.

Dans ce périmètre, le coût total prévisionnel est fixé à **42 508 € HT**

Ce coût prévisionnel, comprenant tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas.

Les modalités de partage des coûts des équipements, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du Code de l'urbanisme, sont fixées comme suit :

Nbre de lgts	4	Programme d'équipements	Coût HT				Part publique	
				Taux de participation	Montant de la participation	Participation foncière	Participation numéraire	
		Aménagement de voirie : mise en sécurité de la voirie, création des accès au projet, pose de panneaux de signalisation et foncier	26 103 €	95%	24 797 €	7500 €	17 297,47 €	5% 1 305,13 €
		Extension ENEDIS (40% de refaction ENEDIS)	14 381 €	60%	14 381 €	0%	14 381 €	0% - €
		Total général du programme	40 484 €		39 178 €	7 500 €	31 678,47 €	1 305,13 €
		Total général du programme + MOA 5%	42 508 €		39 178 €	7 500 €	31 678,47 €	3 329,31 €

La fraction du coût total prévisionnel des équipements publics mis à la charge de l'aménageur, Monsieur Marc OLIVIER, et nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention de PUP, s'élève donc à **39 178 €**.

Le périmètre de la convention de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 5 ans, est joint à la convention.

Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de convention en mairie de Cournonsec et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II du Code de l'urbanisme et tel qu'annexé à la présente délibération, ainsi que les modalités de partage des coûts des équipements publics qui seront mis à la charge du constructeur intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les termes de la convention de PUP entre l'aménageur Monsieur Marc OLIVIER et Montpellier Méditerranée Métropole,
- appliquer une exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement dans le périmètre de la convention avec l'aménageur Monsieur Marc OLIVIER pour une période de 5 ans,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85721-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention initiale de PUP
- Périmètre de PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Société Civile de Construction Vente (SCCV) Les Terrasses des Grèzes - Impasse des Grèzes - Commune de Montpellier - Approbation de la convention de PUP - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification des quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements, notamment sociaux. La mutation urbaine des parcelles PO 83 et PO 84 située impasse des Grèzes, s'inscrit dans cette perspective.

Situées dans le quartier de La Martelle, dans un tissu urbain en cours de mutation, ces parcelles d'une superficie d'environ 2 643 m², sont aujourd'hui occupées par un logement individuel. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la SCCV les Terrasses des Grèzes. Ce projet consiste en la démolition d'un logement individuel existant pour réaliser environ 39 logements (dont 6 seront affectés au logement social).

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la SCCV les Terrasses des Grèzes.

Ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation d'aménagements de voirie et de réseaux d'une partie de l'impasse des Grèzes.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la SCCV les Terrasses des Grèzes, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre la SCCV les Terrasses des Grèzes et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de PUP.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par la SCCV les Terrasses des Grèzes d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- de recalibrer l'impasse des Grèzes conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole ;
- d'aménager une partie de l'impasse des Grèzes (trottoirs, reprise de chaussée, mur de soutènement, création d'une aire de retournement ...) ;
- de reprendre ou de créer les réseaux nécessaires à la desserte de l'opération.

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite l'élargissement de l'espace public pour obtenir un profil de voirie d'environ 12 m. Pour ce faire, la SCCV les Terrasses des Grèzes rétrocédera une bande de terrain d'environ 60 m² sous la forme d'apport en nature au droit de l'opération, et qui est valorisée à 3 660 € HT,

qui seront à déduire du montant total de participation demandée.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de **552 024 € HT** (incluant les travaux et le foncier nécessaire à cet aménagement).

La convention de PUP propose donc de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à environ 80 % du coût d'aménagement de voiries et des travaux de réseaux pour l'éclairage ainsi que 90 % de reprise du réseau d'eau potable et de défense incendie au droit de l'opération.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de la SCCV les Terrasses des Grèzes s'élève ainsi à **382 338 € HT** correspondant à 83 % du coût total HT de l'opération d'aménagement dont une partie de la participation mise à la charge de la SCCV les Terrasses des Grèzes sera acquittée sous la forme d'un apport en terrain pour un montant valorisé à 3 660 € HT.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV les Terrasses des Grèzes. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du PUP, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par la SCCV les Terrasses des Grèzes. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de la SCCV les Terrasses des Grèzes, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85903-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de PUP
- perimetre convention pup.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GUIRAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - ZAC Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Garantie d'un emprunt à la SERM - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil a concédé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'opération d'aménagement du Parc Eureka sur la commune de Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants successifs, à 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2035.

Elle couvre ainsi un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- le parc d'activités Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont la pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator - l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire),
- le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,
- le quartier Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Eureka Extension créée en 2008 et modifiée le 29 octobre 2013.

Le programme de la ZAC Eureka extension comporte 1 800 logements, 75 000 m² de Surface De Plancher (SDP) de tertiaires, 40 000 m² de terrains dédiés à l'activité, un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et 11 hectares d'espaces verts (dont 4 ha dédiés à l'agriculture urbaine, au travers d'un verger et 7 ha de bassins hydrauliques végétalisés).

Ce quartier mixte intergénérationnel sera composé intégralement de bâtiments intelligents et comportera une plateforme de services connectés à l'échelle du quartier (My Eureka) et une animation résidentielle à l'échelle du quartier pour accompagner la démarche numérique et le vivre ensemble.

L'innovation va également concerner l'énergie puisque ce quartier connecté sera à énergie positive grâce à :

- la production massive d'énergies renouvelables en zone urbaine dense grâce à l'installation de panneaux photovoltaïques sur l'ensemble des toitures,
- la réalisation d'une boucle d'eau tempérée par récupération de la chaleur dérivée d'un site de production,
- une production de chaleur et de froid performante à faible impact carbone (<50g CO₂/kWh).

Les innovations, mises en oeuvre sur ce quartier, ont permis à la SERM de remporter le trophée des Entreprises Publiques Locales (EPL) en 2017.

Outre des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) importants en 2018 (1,4 M €, notamment sur les secteurs Verchant et Cauquilloux), et 1,8 M € prévus en 2019, il est prévu que la concession verse en 2019 un important fonds de concours de 4,6 M € pour contribuer au financement de l'enfouissement des lignes hautes tensions réalisé par Réseau de Transport d'Electricité (RTE) à la demande de la Métropole. Cet enfouissement des lignes est la condition indispensable pour réaliser ce nouveau quartier. A en outre été acté lors du Compte Rendu d'Activité de Concession (CRAC) 2018 un allongement de la concession jusqu'en 2035 et la mise en place d'un portage innovant de rez de chaussée commerciaux et d'un parking mutualisé par l'aménageur pour un montant total de 11,9 M €, pour assurer la pérennité de la polarité commerciale de quartier et un foisonnement du stationnement.

Ainsi, en raison des investissements antérieurs (dont 14 M € d'acquisitions), et malgré un rythme de cessions soutenu (3,4 M € réalisé en 2018, 5,9 M € prévus en 2019), la trésorerie de l'opération reste tendue.

Sur la concession Eureka totale les emprunts nécessaires sont estimés à 57,7 M € et sur l'opération Eureka extension seule, les financements moyen terme prévus s'élèvent à 43,3 M € :

- 37,3 M € ont été mobilisés à fin 2018 (dont 6 M € en 2018),
- 20,4 M € répartis entre 2019 et 2025.

A fin 2018, l'amortissement d'emprunt sur l'ensemble de la concession est de 23,2 M€

Le rythme des cessions, le portage des acquisitions et des travaux induits, le niveau de remboursement des emprunts antérieurs, conduisent la SERM à solliciter un emprunt à hauteur de 5 000 000 € pour une durée de 8 ans et 1 mois.

Aussi la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de la Banque Postale.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant attribué : 5 millions d'euros ;
- Taux fixe : 0,55% ;
- Durée : 8 ans et 1 mois ;
- Amortissement personnalisé ;
- Echéances annuelles ;
- Commission d'engagement : 0,10% du montant du prêt ;
- Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé ;
- Garantie de la Métropole : 80%.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1 et D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Le Concédant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Contrat de Prêt n'est pas soldé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 5 millions d'euros sollicité par la SERM auprès de la Banque Postale, soit 4 000 000 €, conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85151-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LBP - Ope 1163 Offre retenue signée 8 avril-19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Thierry DEWINTRE.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention avec l'éco-organisme Eco-DDS pour la collecte des déchets dangereux spécifiques non professionnels dans les points propreté de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis 2012, Eco-DDS, éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, a pour mission de collecter et traiter à ses frais les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) issus de produits chimiques des ménages pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement, en application de l'article R.543-234 du Code de l'environnement.

Eco-DDS regroupe la plupart des metteurs sur le marché de produits concernés par la filière DDS, conformément au principe de Responsabilité Elargie du Producteur, afin qu'ils réalisent concrètement leur engagement de collecter les produits usagés qu'ils ont mis sur le marché.

Dans ce cadre, cette société à but non lucratif s'attache également à informer, sensibiliser et inciter les utilisateurs à trier et rapporter ces déchets chimiques. En 5 ans d'activités communes avec ses adhérents, Eco-DDS a pu échanger et remonter des données fiables lui permettant d'identifier et de mesurer les besoins concrets du terrain au regard de l'activité des déchèteries et de leurs agents.

Elle a initialement été agréée par arrêté du 9 avril 2013 afin de prendre en charge la gestion des DDS ménagers relevant des catégories 3 à 10, tels que les produits à base d'hydrocarbures, les produits chimiques usuels, les solvants, les produits phytosanitaires et engrais ménagers, etc... L'agrément d'Eco-DDS est arrivé à échéance le 31 décembre 2017.

Par arrêté du 22 décembre 2017, les pouvoirs publics ont renouvelé l'agrément de l'éco-organisme dédié Eco-DDS, pour un an (soit jusqu'au 31 décembre 2018), sur la base du cahier des charges de la période précédente, ceci afin de se donner un délai supplémentaire pour faire aboutir, dans un cadre concerté, un nouveau cahier des charges d'agrément.

C'est sur la base d'un nouveau cahier des charges que l'éco-organisme a été ré-agréé jusqu'au 31 décembre 2024, par un arrêté signé le 28 février 2019 (et publié au journal officiel le 10 mars 2019), et qu'il convient donc de conventionner.

La nouvelle convention est conclue pour une durée indéterminée, tant qu'EcoDDS est titulaire de manière continue d'un agrément au titre de l'article R.543-234 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à poursuivre son partenariat avec l'éco-organisme Eco-DDS ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84019-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention EcoDDS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12572 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public (DSP) de Traitement des Déchets Ménagers par Méthanisation, pour l'exploitation de l'unité située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier, avec la société AMETYST, pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Par délibération n°2018-141 du 29 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la signature d'un avenant n°1 à la convention de DSP, afin d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir de méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire, à la suite de la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la collectivité, occasionnant des variations des recettes et dépenses.

Ces dispositions avaient notamment eu pour effet d'entraîner une baisse des redevances de traitement des ordures ménagères et des biodéchets, représentant une économie pour la Métropole de 5,66 M € HT, soit 5,42 % par rapport au montant initial du Compte d'Exploitation Prévisionnel de 104 562 430,84 € HT.

L'avenant n°1 prévoit également dans son article 17 une revoyure pour la réalisation, avant la fin du premier semestre 2019, d'un avenant n°2 intégrant en particulier les conséquences de la fermeture programmée de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de Castries, ainsi que les conséquences de la trajectoire nouvelle (prévisionnelle à l'époque) de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), définie par l'État sur la redevance Rrefus, relative à la prise en charge par le délégataire des tonnages de refus excédentaires aux capacités maîtrisées par la Métropole. Ainsi, après examen des différents sujets nécessitant une mise au point contractuelle, l'avenant n°2 modifie les dispositions du contrat initial de DSP identifiées ci-après.

L'ISDnD de Castries cessant son activité au 30 novembre 2019, et la capacité de réception sur l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) Ocréal n'étant plus assurée, la rémunération forfaitaire initialement perçue par AMETYST pour le transport des refus vers ces deux installations est donc supprimée. Elle est remplacée par une nouvelle redevance prenant en compte les flux de refus considérés ainsi que les distances de transport vers de nouvelles installations de traitement, définies par Montpellier Méditerranée Métropole à l'issue des procédures de mise en concurrence, sur le périmètre de la Région Occitanie, conformément aux dispositions du Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets non Dangereux.

Complémentairement, en conséquence de la désignation par la Métropole des installations destinées à assurer l'élimination de ses refus de traitement en substitution des installations de Castries et d'OCREAL, la redevance Rrefus rémunérant AMETYST pour le transport et le traitement des refus de excédentaires aux capacités initialement maîtrisées par la Métropole sur l'ISDnD et l'UVE est supprimée, la Métropole s'engageant ainsi à assumer l'intégralité du traitement des refus lui incombant, sans recours à AMETYST.

Par ailleurs, grâce aux efforts conjoints de la Métropole, du Syndicat Mixte de Réalisation des Installations et du Traitement des Ordures Ménagères (SMIRITOM) d'Alès et de Suez, l'autorisation de traiter à AMETYST la fraction organique extraite des ordures ménagères résiduelles par l'installation de tri mécano-biologique NEOVAL de Salindres est en instance d'aboutissement pour une première phase d'essais d'une durée de 3 mois à compter du 1^{er} mai 2019. En conséquence, l'abattement sur la participation pour l'utilisation de l'usine, prévu par l'avenant n°1 pour prendre en compte l'empêchement constaté à l'époque d'accueillir des déchets tiers, est suspendu pendant la réalisation de cet essai.

En tout état de cause, cet abattement sera supprimé à la date de mise en application du plan régional de prévention et de gestion des déchets, et au plus tard au 1er janvier 2020.

Enfin, conformément aux termes de la convention de DSP, l'avenant n°1 a arrêté les modalités de prise en charge par la Métropole des dépenses d'exploitation du dispositif de traitement d'air en amont du biofiltre 3 dont le montant n'était pas connu à la date de signature du contrat initial. À l'issue de la période d'essais menée conjointement par AMETYST et la Métropole, il est apparu que l'ajout d'un traitement de finition par charbons actifs permet de rendre plus efficace le laveur amont du biofiltre 3 installé par la Métropole et d'abattre de façon significative les charges odorantes et de garantir l'atteinte des seuils fixés par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter du site. À l'issue de la phase de test concluante, il a été décidé de réaliser les travaux de façon définitive en installant un étage de traitement de finition par charbons actifs. Le coût de ces travaux, pris en charge par la Métropole, s'élève à 248 948 € HT. Cette modification de process permet par ailleurs de baisser la consommation en réactifs du laveur. La redevance d'exploitation est donc modifiée en conséquence afin d'intégrer les coûts d'exploitation résultant de la modification des conditions de traitement d'air. Les charges annuelles supplémentaires associées au fonctionnement de cet équipement sont évaluées à 229 239 € HT par an, valeur septembre 2014. En conséquence, les redevances de traitement des ordures ménagères et des biodéchets s'établissent respectivement à 80,21 € HT et 30,36 € HT par tonne de déchet réceptionnée sur le site.

Le nouveau montant actualisé des recettes prévisionnelles de la DSP s'établit à 168 257 495 € HT. en augmentation de 8,98 % par rapport au montant initial de 154 397 952,67 € HT. Le nouveau montant actualisé des redevances versées par la Métropole au titre du traitement des ordures ménagères résiduelles et des biodéchets, s'établit à 101 749 363,00 € HT valeur septembre 2014, en diminution de 2,69 %, par rapport au montant initial de 104 562 430,84 € HT. Le montant global de redevances versées par la Métropole, compris le montant prévisionnel de la redevance transport, s'établit à € 110 490 270 € HT, en augmentation de 5,67 % par rapport au montant initial.

Ce projet d'avenant n°2 a reçu un avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers lors de sa séance du 13 mai 2019.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention de DSP pour le traitement des déchets par méthanisation,
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84564-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP_Ametyst_avenant_2.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Proximité, Relations avec les
usagers, Complexe funéraire,
Chasse et pêche

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS

Proximité, Relations avec les usagers, Complexe funéraire, Chasse et pêche - Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault - Convention de partenariat en faveur de la protection territoriale - Autorisation de signature

Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole a la particularité d'être à la connexion de plusieurs écosystèmes révélant une richesse environnementale exceptionnelle qu'il convient de préserver et de valoriser. En ce sens, la Métropole souhaite être toujours réactive et exemplaire dans les mesures à prendre pour protéger et préserver les espaces naturels et agricoles, la faune et la flore de son territoire.

Sensibilisée par la prolifération de sangliers aux abords des territoires urbains et péri-urbains entraînant une multiplication alarmante de nuisances et des dégâts importants, Montpellier Méditerranée Métropole a initié un partenariat avec la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault en mai 2017. Ce partenariat s'est concrétisé par l'achat de trois cages pièges, pour un coût de 5 040 € TTC. Ces cages pièges sont destinées à capturer les sangliers qui sont en surpopulation, ceci afin de réduire les risques de dégâts qu'ils pourraient occasionner dans le milieu urbain et péri-urbain à forte densité de population. Ainsi, pour ce qui concerne les années 2017 et 2018, 183 sangliers ont été prélevés, uniquement en milieu urbain et périurbain à l'exclusion des zones agricoles. Compte tenu du sexe-ratios, on peut estimer que cela a évité la reproduction de près de 512 sangliers pour la période, sur le territoire de la Métropole. Dès lors, la régulation des sangliers sur le territoire de la métropole frôle les 700 captures.

Sur la base de cette évaluation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre son action et renforcer les mesures de protection de son territoire, en renouvelant son partenariat avec la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et en y associant également l'Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault. L'inscription de ces missions, dans la durée et dans le temps, permet non seulement de poursuivre efficacement la préservation de la sécurité publique en milieu urbain et péri-urbain mais aussi de participer à la gestion durable des espaces et des espèces (faune et flore). Il convient en effet de souligner la dangerosité que présente cette population de sangliers en zones urbaines et péri-urbaines notamment en matière de risques de collisions et plus généralement en matière de sécurité publique. Il est nécessaire de pouvoir prendre en considération le comportement de ces animaux sauvages vis à vis de l'homme, plus particulièrement dans le cas de certains individus : un sanglier apeuré, voire blessé, une laie venant de mettre bas ou encore suitée, etc...

La convention de partenariat envisagée aura pour objet de prévoir l'achat de matériel de protections indispensables aux prélèvements (projecteurs, torches, chasubles...) pour un montant de 3 500 € ainsi que des prestations de louveterie pour un montant de 1 500 €. La Louveterie française, fondée en l'an 813, est une institution, reconnue d'utilité publique par décret du 1^{er} mai 1926, qui participe au maintien et à gestion durable des espèces sauvages, compatible avec les intérêts agro-sylvo-cynégétiques. Les Lieutenants de Louveterie, agents auxiliaires bénévoles de l'Etat, sont nommés par le préfet et concourent sous son autorité à la régulation et à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts. Les dispositions relatives aux Lieutenants de Louveterie figurent aux articles L.427-1 à L.427-7 du Code de l'environnement.

Cette convention est conclue pour un an et fera l'objet d'une évaluation de résultats à son terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86315-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_Convention_Parteneriat_Montpellier_Mediterr1557502299243.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Mission d'Affaires et Institutionnelle à Fès (Maroc) du 11 au 16 juin 2019 - Autorisation et Financement de la mission

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre aux partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

Au-delà des partenariats « grand export » il convient d'approfondir l'axe Europe-Méditerranée.

Faisant suite aux diverses missions et accueils de délégations initiés en 2016, dans le cadre de la dynamisation des jumelages grâce au développement économique, il est proposé une mission institutionnelle et d'affaires à Fès.

Cette mission, va permettre de renforcer les points de développement évoqués et actés avec les partenaires Fassis, principalement innovation, incubateur, French Tech, Santé un axe important va aussi être développé dans le cadre du pacte de Milan en lien avec l'agronomie et l'agroalimentaire...

Le but de cette mission porte principalement sur deux niveaux :

- Rencontres avec les autorités de la Ville de Fès : présentation des entreprises, première prise de contact auprès des acteurs institutionnels et économiques de Fès : agroalimentaire, tourisme...
- Découverte de l'écosystème économique marocain et plus particulièrement celui de Fès pour les entreprises, un point particulier dans le cadre du Pacte de Milan sera développé.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, mise en place de rendez-vous B to B, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 8 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit :

Pour les entreprises et acteurs du monde économique, prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole des frais d'hôtel et/ou remboursement des billets internationaux à hauteur de 300 € sur présentation de factures acquittées. Soit 3 000 € TTC pour les 10 entreprises participantes.

Le reste du montant prévisionnel, soit environ 5 000 € TTC, est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B... ainsi qu'aux frais de déplacement des deux élu(e)s et des deux technicien(ne)s de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations (principalement transport, restauration, frais de visas, ...) utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, ou remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable

des services de la Métropole).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission institutionnelle et d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole à Fès (Maroc) du 11 au 16 juin 2019,
- approuver la participation de deux élu(e)s et de deux technicien(ne)s à la mission Fès,
- approuver la participation maximale de 10 entreprises et acteurs du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver la prise en charge financière de la mission Fès, estimée à 8 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85402-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - ZAC Cantausse - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2004, la commune de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain conformément aux grandes orientations d'aménagement définies par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de « Cantausse », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le SCoT.

Cette opération publique d'aménagement (25ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée en 2006, par la commune en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- Des équipements publics communaux (groupe scolaire) et métropolitains (piscine Héraclès),
- Des activités de services, de commerces et d'artisanats.

Par délibération en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal de Saint-Brès a approuvé le dossier de création de la ZAC de Cantausse. La commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une concession d'aménagement, signée le 30 mai 2007. Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière puisse être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de l'entité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM, après qu'elle ait organisée une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 7 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole, destiné au financement des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement pour l'opération d'ensemble.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital emprunté : 7 000 000 €
- Durée : 7 ans
- Période de mobilisation : 12 mois
- Différé d'amortissement : 1 an
- Taux fixe : 0.72 % l'an
- Périodicité trimestrielle
- Amortissement constant
- Remboursement anticipé : possible avec indemnité actuarielle
- Commission d'engagement : 0.125 % soit 8 750 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5 et D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt d'un montant de 7 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 7 000 000 € sollicité par la SERM, à contracter auprès du Crédit Agricole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84416-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- OFFRE RETENUE - ST_BRES___CAGRICOLE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Commune de Montpellier - Opération d'aménagement Extension Hippocrate - Concession d'aménagement - Désignation de la SA3M comme titulaire de la concession d'aménagement - Approbation du traité de concession

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Extension Hippocrate. Ce secteur représente une superficie d'environ 7,2 hectares et il est encadré par :

- l'avenue Nina Simone au Nord,
- la rue du Mas de Barlet à l'Ouest,
- l'A709 au Sud,
- la route de Vauguières à l'Est.

Il est classé au PLU en partie en zone AU0-2, secteur d'urbanisation future, et en partie en zone 3AU, dite zone « de hameau » à constructibilité très limitée. Il est occupé aujourd'hui par quelques habitations et des friches, dont certaines sont propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'environnement de ce secteur est en pleine évolution. Il bénéficie d'ores et déjà de la réalisation de la ZAC Hippocrate, quasiment achevée, de l'avenue Nina Simone, du déplacement de l'autoroute A9 mis en service en 2017, permettant à terme la transformation de l'actuelle plate-forme de l'A709 en boulevard urbain, et de la création de la gare Montpellier Sud de France au Sud de cette infrastructure. Il est rejoint par l'urbanisation des différents quartiers de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina Simone (Parc Marianne, République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au Sud de l'A709. Le prolongement de la ligne 1 de tramway viendra border ce secteur sur son côté Est, pour desservir notamment le lycée Pierre Mendès France tout proche et la gare nouvelle.

Ainsi, ces évolutions majeures apportent à ce secteur un contexte urbain de plus en plus prononcé, qu'il convient de prendre en compte pour lui offrir des perspectives d'évolution en harmonie avec son environnement. Pour ce faire, la ZAC est l'outil le mieux adapté pour maîtriser sa programmation et ses aménagements urbains futurs.

Par délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé les objectifs et les modalités de concertation pour la création d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) sur le secteur Extension Hippocrate, puis a approuvé le bilan de la concertation par délibération du 22 mars 2019.

A l'issue de la phase de concertation, les objectifs retenus sont les suivants :

- structurer les façades de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas de Barlet en cohérence avec les secteurs mitoyens de Parc Marianne, République et Hippocrate notamment, qui bordent l'avenue Nina Simone jusqu'à l'avenue Raymond Dugrand ;
- permettre l'implantation de logements et d'activités afin de pouvoir mixer les usages et tenir la cohérence des volumétries sur l'avenue Nina Simone et la rue du Mas de Barlet au travers des différentes ZAC ;
- offrir une mixité programmatique activités, logements, tenant compte des effets de façades et de visibilité depuis la future ligne de tramway 1 (prolongement), la route de Vauguières et l'A709, mais aussi de la proximité des pôles d'activités que sont Odysseum et la clinique du Millénaire ;
- définir des affectations et des volumétries adaptées en lien avec les habitations existantes, afin de les intégrer harmonieusement. Il est précisé que les maisons habitées sur le site seront préservées et intégrées au projet afin qu'elles puissent muter progressivement, si les propriétaires le souhaitent.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession

d'aménagement.

En effet, la Métropole a approuvé, par délibération n°9173 du 27 octobre 2009, la prise de participation à une Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA), ainsi que les statuts de celle-ci. La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M a été créée le 2 février 2010.

Le capital de la SA3M est détenu en totalité par les actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L.300-5-2 du Code de l'urbanisme et des évolutions de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent, à ce titre, attribuer à une SPLA des concessions d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagements telles que définies par le Code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc confier à la SA3M la réalisation de la ZAC Extension Hippocrate via une concession d'aménagement. La concession porte sur une superficie de 7,2 hectares et a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'activités tertiaires, bureaux, activités artisanales non-nuisantes, commerces de proximité, ainsi que des logements et équipements publics. Le programme de l'opération comprend environ 56 000 m² de surface de plancher dont 31 000 m² de bureaux, activités et services.

Cet aménagement de quartier comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser la ZAC, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession sont notamment les suivantes :

- Acquérir et maîtriser le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération,
- Réaliser les études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet,
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération d'ensemble,
- Assurer la commercialisation optimale de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération, notamment :
 - o Mettre en œuvre les actions permettant d'assurer la communication nécessaire au projet (informations du public...),
 - o Assurer la mise en œuvre d'un quartier novateur de par sa conception, mais aussi dans ses modes de production de l'habitat et des espaces publics, avec un objectif d'optimisation des coûts de réalisation et de préservation d'un haut niveau de qualité,
 - o Participer à la mise en œuvre d'une démarche d'urbanisme négocié, associant la Métropole, l'architecte en chef de la ZAC, les promoteurs et architectes d'opérations et les usagers présents sur le site.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 14 557 000 € HT en dépenses et recettes. Les produits proviendront principalement des recettes de cession des terrains viabilisés, des subventions potentielles et des participations de Montpellier Méditerranée Métropole.

En l'état actuel du bilan, cette opération s'équilibre avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole de 2 168 902 €. Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 5 830 000 € HT. La rémunération prévisionnelle totale de l'aménageur s'élève à 1 598 000 €. La concession d'aménagement est menée au risque du concédant, dans les limites et conditions définies au contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de l'opération ZAC Extension Hippocrate pour une durée de dix années,
- approuver les termes du traité de concession, liant Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et ses annexes (comprenant le périmètre, le programme prévisionnel de travaux et le bilan financier prévisionnel),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-83970-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation
- 19-03-25 Projet concession Extension Hippocrate VD.pdf
- ANNEXE1 PERIMETRE.pdf
- ANNEXE2 Programme global travaux VD.pdf
- ANNEXE3 bilan financier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUËL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017). Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

« Des arbres dans nos assiettes - Journées sur l'Agroforesterie »

L'Association Française d'Agroforesterie, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Fabien BALAGUER, a organisé le 19 mai 2019, au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « Des arbres dans nos assiettes - Journées sur l'Agroforesterie ».

Le congrès mondial d'agroforesterie permet à des scientifiques internationaux de se rencontrer et d'échanger sur ce sujet mais son ambition est également de s'ouvrir à la société civile et au grand public afin de diffuser le message agroforestier auprès de tous. L'agroforesterie répond aux grands enjeux contemporains (changement climatique, biodiversité, fertilité des sols...). Environ 500 participants sont attendus dont 50 internationaux.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Université d'été de Finances Publiques »

L'Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG) de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur Etienne DOUAT, organise du 1 au 3 juillet 2019, à l'IPAG de Montpellier, une manifestation intitulée « Université d'été de Finances Publiques ».

Cette manifestation est organisée en partenariat avec la société française de Finances Publiques qui rassemble les enseignants et étudiants en finances publiques de même que les praticiens des administrations. L'objectif est de mettre en place des manifestations scientifiques dont la principale est un colloque sur la singularité des finances de la défense et de la sécurité. Environ 100 participants de différentes nationalités seront réunis.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation

« Colloque d'Egyptologie »

L'Association archéologique pour l'étude du commerce et de l'artisanat antique, sous l'autorité de son Président Fabrice BIGOT, organise du 05 au 07 septembre 2019, à l'Université Paul Valéry de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque d'Egyptologie ».

Ce colloque international portera sur : « Les Fluides corporels en Egypte et au Proche Orient anciens ». Cet événement a pour objectif de comprendre et d'analyser les perceptions des fluides corporels et leur « mécanique » de fonctionnement dans l'Egypte dynastique, hellénistique et romaine ainsi que chez ses voisins proche-orientaux. Environ 80 participants seront réunis, principalement des chercheurs,

universitaires (sciences sociales, humaines et milieu médical), ainsi que des étudiants, des associations d'histoires et d'archéologies.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation

« RECOMB Comparative Genomics 2019 »

Le CNRS, sous l'autorité de son délégué régional Monsieur Jérôme VITRE, organise du 03 au 06 octobre 2019, à la faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « RECOMB Comparative Genomics 2019 ».

Cette conférence internationale rassemble des chercheurs dans les domaines des mathématiques, de l'informatique et des sciences de la vie pour discuter de la recherche de pointe en génomique comparative. Environ 130 participants seront réunis, principalement des chercheurs étrangers et reconnus au niveau international, ainsi que des étudiants.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Les 5èmes Journées de LYSA » (The Lymphoma Study Association)

L'association LYSA, sous l'autorité de son Président Gilles SALLES, organise le 10 octobre 2019, au CORUM de Montpellier, une manifestation intitulée « Les 5èmes Journées de LYSA ».

Cet événement de notoriété nationale au sein de la communauté scientifique, permet un partage de toutes les informations et actualités d'ordre scientifique concernant les avancées dans la compréhension et le traitement des lymphomes. Environ 500 participants seront réunis, principalement des médecins (membres de LYSA), mais aussi des chefs de projets de recherche Clinique, des infirmières, des étudiants et des professionnels de l'industries pharmaceutique.

Une subvention de **5 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Salon de l'Ecologie - Festi'Versité »

L'Association du Salon de l'Ecologie, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marylou TOURNAYRE, organise le 06 novembre 2019, à la Faculté de Science de Montpellier ainsi qu'au Zoo de Lunaret, une manifestation intitulée « Salon de L'Ecologie- Festi'Versité ».

Le Salon de l'Ecologie est le rendez-vous national et annuel de la filière professionnelle de l'écologie. Il est mis en œuvre par l'ASdE (L'Association du Salon de l'Ecologie). Il a pour vocation de réunir les organisations professionnelles publiques ou privées, de faire découvrir ces entités aux étudiants et de sensibiliser le grand public aux enjeux actuels de l'écologie. Environ 10 000 participants du monde entier sont attendus, principalement des pointures de l'écologie, ainsi que des étudiants et des usagers.

Une subvention de **1 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« CONGRES NATIONAL CGT »

La Fédération CGT des services publics, sous l'autorité de son Président Fabrice TALBOT, organise du 18 au 21 novembre 2019, au CORUM, une manifestation intitulée « le Congrès National CGT ».

La Fédération CGT des services publics organise son congrès annuel, où s'exprimeront des délégués, ainsi que des invités : syndicalistes issus de plusieurs pays, chercheurs, sociologues, universitaires..., qui contribuent à enrichir les réflexions, les analyses et les décisions de la fédération. Les syndiqués débattront de l'actualité sociale, des enjeux mondiaux, européens et français du moment. Environ 600 délégués syndicaux des délégations étrangères (Espagne, Portugal, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne) seront réunis.

Une subvention de **50 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation

« Locale comme Mondiale : La filière agroalimentaire devient responsable »

L'association Env'Agrotech, sous l'autorité de sa Présidente Madame Camille DEMOULIN, organise le 20 décembre 2019, à l'Université des Sciences de Montpellier, une manifestation intitulée « Locale comme Mondiale : La Filière Agroalimentaire devient responsable ».

Chaque année, l'Association Env'AgroTech organise un colloque scientifique dans le cadre de sa démarche Développement Durable et Responsabilisation Sociétale (DDRS) du Master Biologie. La thématique retenue pour orchestrer cette journée portera sur l'utilisation et la valorisation des agro ressources. L'objectif du colloque est d'organiser un débat autour de cette trame afin de mettre en évidence l'intérêt du développement durable, l'écoconception et les filières alimentaires de demain. Environ 100 participants seront réunis : étudiants, chercheurs, salariés ou gérants de start-up montpelliéraine. Ce séminaire est également ouvert au grand public.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2019 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85574-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1-colloque egyptologie.docx
- 2-RECOMB.docx
- 3-LYSA.docx
- 4-FEST'iversite.docx
- 5-des arbres dans nos assiettes-agroforest.docx
- 7-locale comme mondiale.docx
- 8-cgt.docx
- 9-ipag.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Thierry DEWINTRE.

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Confirmations de postes :

- 1) Par délibération du 28 avril 2015, le poste de Chef de projet de secteur, qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2015-019) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux.
 - nature des fonctions : Conduire des projets en matière de planification urbaine et d'aménagement urbain. Aider la collectivité maître d'ouvrage à choisir le mode de réalisation. Organiser et coordonner l'action des différents partenaires. Veiller à la cohérence des projets avec la politique urbaine de la collectivité.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la planification urbaine,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité de conduire et coordonner la planification et l'aménagement urbain, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 2) Par délibération du 18 avril 2003, le poste de Responsable des équipements sportifs, qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2004-204) a été transformé. Ce poste est affecté à la Direction des sports.
 - nature des fonctions : proposer et élaborer l'ensemble des programmes et études relatifs aux projets de réalisation ou de réhabilitation des équipements sportifs de la collectivité.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la réalisation et réhabilitation des équipements sportifs,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité de réaliser et réhabiliter les équipements sportifs, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86301-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Créations de poste

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Département /Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (complet/non complet)...	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/service
2	2019-021	Département Développement et Aménagement Durables du Territoire / Direction Habitat et Parcours Résidentiels	B	Temps complet	Rédacteur territorial	Gestionnaire aire d'accueil gens du voyage
	2019-022		A	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Conseiller social aire d'accueil gens du voyage
1	AS2019-023	Département Développement et Aménagement Durables du Territoire / Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux	A	Temps complet	Ingénieur territorial	Chef de projet de secteur
1	2019-024	Département Administration Générale et Finances / Direction des Moyens Généraux et Bâtiments / ABS	C	Temps complet	Adjoint technique	Agent de maintenance
1	2019-025	Département Administration Générale et Finances / Direction des Moyens Généraux et Bâtiments / SAFAC	C	Temps complet	Adjoint administratif	Agent comptable
1	2019-026	Département Développement Economique Emploi et Insertion / Direction de l'Economie et de l'Emploi	A	Temps complet	Attaché territorial	Chargé de mission Plateforme collaborative Métropolitaine Clause Sociale
1	2019-027	Département Culture et Sport / Direction Culture et Patrimoine / Ecoothèque	C	Temps complet	Adjoint technique	Apprenti Jardinier
1	2019-028	Département Culture et Sport / Direction Culture et Patrimoine / CAICC	B	Temps complet	Technicien territorial ou Agent de Maîtrise	Régisseur Cinéma
3	2019-029 2019-030 2019-031	Département Service Public de l'Environnement et des Transports / Direction de l'Action Territoriale	C	Temps complet	Adjoint technique	Agent technique polyvalent à la DAT
1	2019-032	Cabinet / Service du Protocole	C	Temps complet	Adjoint administratif	Agent administratif
1	2019-033	Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales / Direction de l'Administration des Ressources Humaines	C	Temps complet	Adjoint administratif	Gestionnaire carrière
2	2019-034 2019-035		C	Temps complet	Adjoint administratif	Gestionnaire au sein de l'Unité rémunération
4	2019-036		C	Temps complet	Adjoint administratif	Gestionnaire formation
	2019-037		C	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante administrative accompagnement des parcours
	2019-038		C	Temps complet	Adjoint administratif	Gestionnaire recrutement
	2019-039		C	Temps complet	Adjoint administratif	Assistant recrutement
1	2019-040	Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales / Direction de la Qualité de Vie au Travail	A	Temps complet	Psychologue ou Attaché	Conseiller Maintien

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Thierry DEWINTRE.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Contrat de délégation de service public (DSP) de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA - Avenant n°2 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA. Par ailleurs, elle a confié la délégation du service public du traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA au même opérateur.

La facturation de la redevance assainissement est réalisée par l'Exploitant du service de distribution d'eau potable. Sur le périmètre correspondant au contrat, le service public de distribution d'eau potable est effectué par trois Exploitants : la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, RUAS Michel SA sur le territoire du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et SUEZ sur le territoire du Syndicat Bas Languedoc (SBL).

Les conditions de reversement et de suivi de la bonne perception des recettes ont été suivies tout au long de l'année 2018, selon les modalités confirmées lors de l'avenant n°1 en date du 18 octobre 2018 qui fixait le travail commun engagé entre les différentes parties.

Il est convenu que les conditions de reversement de la part Collectivité au titre du service de l'assainissement collectif sur le périmètre du contrat doivent être adaptées aux modalités de facturation de ces fonctionnements aussi variés. Aussi, l'article 62 du contrat est modifié et adapté à chaque période de reversement, restant toujours au nombre de 4 sur les secteurs du SBL et SMGC. Enfin, sur le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole la facturation est lissée mensuellement, ce qui permet de faire bénéficier au service assainissement d'un reversement mensuel des redevances encaissées chaque mois.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, le Déléataire reverse mensuellement à la Collectivité la part lui revenant sur les sommes encaissées, le mois M+1 du reversement du mois M par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par RUAS Michel SA, le Déléataire reverse à la Collectivité :

- Le 1er mars N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er Juin le solde de la facturation (hors créances irrécouvrables) du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er septembre : un acompte de 50% du montant de la facturation du 1er semestre N ;
- Le 1er décembre : le solde de la facturation (hors créances irrécouvrables) du 1er semestre N.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par SUEZ, le Déléataire reverse à la Collectivité :

- Le 1er mars N : un acompte de 50% du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er Juin le solde du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er septembre : un acompte de 50% du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 1er semestre N ;
- Le 1er décembre : le solde du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 1er semestre N.

Le Déléataire reverse à la Collectivité au minimum 98% du montant facturé pour son compte, taux restant inchangé par rapport au contrat initial, suivant les modalités décrites dans le projet d'avenant n° 2 au contrat de concession du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera.

Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement et sa part délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de concession du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84239-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- COLLECTE Avt 2.pdf
- ANNEXE 1 - Processus Recouvrement et Reversement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Thierry DEWINTRE.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Contrat de délégation de service public (DSP) de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Avenant n° 2 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié, par contrat de délégation de service public, l'exploitation de son service public du traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA à VEOLIA Eau.

La facturation de la redevance assainissement est réalisée par l'Exploitant du service de distribution d'eau potable. Sur le périmètre correspondant au contrat, le service public de distribution d'eau potable est effectué par trois Exploitants : la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, RUAS Michel SA sur le territoire du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et SUEZ sur le territoire du Syndicat Bas Languedoc (SBL).

Les conditions de reversement et de suivi de la bonne perception des recettes ont été suivies tout au long de l'année 2018, selon les modalités confirmées lors de l'avenant n°1 en date du 18 octobre 2018 qui fixait le travail commun engagé entre les différentes parties.

Il est convenu que les conditions de reversement de la part Collectivité au titre du service de l'assainissement collectif sur le périmètre du contrat doivent être adaptées aux modalités de facturation de ces fonctionnements aussi variés. Aussi, l'article 62 du contrat est modifié et adapté à chaque période de reversement, restant toujours au nombre de 4 sur les secteurs du SBL et SMGC. Enfin, sur le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole la facturation est lissée mensuellement, ce qui permet de faire bénéficier au service assainissement d'un reversement mensuel des redevances encaissées chaque mois.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, le Déléataire reverse mensuellement à la Collectivité la part lui revenant sur les sommes encaissées, le mois M+1 du reversement du mois M par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par RUAS Michel SA, le Déléataire reverse à la Collectivité :

- Le 1er mars N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er Juin le solde de la facturation (hors créances irrécouvrables) du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er septembre : un acompte de 50% du montant de la facturation du 1er semestre N ;
- Le 1er décembre : le solde de la facturation (hors créances irrécouvrables) du 1er semestre N.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par SUEZ, le Déléataire reverse à la Collectivité :

- Le 1er mars N : un acompte de 50% du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er Juin le solde du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er septembre : un acompte de 50% du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 1er semestre N ;
- Le 1er décembre : le solde du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 1er semestre N.

Le Déléataire reverse à la Collectivité au minimum 98% du montant facturé pour son compte, taux inchangé par rapport au contrat initial, suivant les modalités décrites dans le projet d'avenant n° 2 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera.

Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement et sa part délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84255-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MAERA Avt 2.pdf

- ANNEXE 1 - Processus Recouvrement et Reversement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Noël SEGURA, Thierry DEWINTRE.

Sports et Traditions sportives - Coupe du Monde Féminine de Football 2019 - Mise en œuvre du site d'entraînement FIFA à Lavérune - Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lavérune - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

La Fédération Internationale de Football (FIFA) et la Fédération Française de Football (FFF) ont décidé au mois de juin 2017 de désigner Montpellier comme future ville-hôte des matchs de la Coupe du Monde Féminine FIFA 2019.

Cette décision est le résultat d'une politique sportive métropolitaine dynamique et d'un soutien fort dans ce domaine, qui ont conduit Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier à occuper la première place des « *Villes sportives de France* » dans le domaine des sports féminins.

La Coupe du Monde de Football Féminine FIFA 2019 se tiendra donc dans 9 villes françaises : Grenoble, Le Havre, Lyon, Montpellier, Nice, Paris, Reims, Rennes et Valenciennes du 7 juin au 7 juillet 2019.

Par conséquent, Montpellier verra évoluer les sélections nationales du Canada, Cameroun, Australie, Brésil, Allemagne, Afrique du Sud et Nouvelle-Zélande lors de 4 matchs de groupes les 10, 13, 17 et 20 juin, ainsi qu'un huitième de finale le 25 juin 2019.

Dans ce contexte, par sa délibération n°14732 du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée auprès de la FFF et de la FIFA, à faciliter l'organisation de la manifestation et notamment à permettre la mise à disposition de sites d'entraînements dédiés aux équipes professionnelles attendues à Montpellier.

Dans ce cadre d'engagement, le comité d'organisation de la Coupe du Monde demande l'identification de quatre sites d'entraînements situés à environ vingt minutes des hôtels des équipes et conformes aux exigences attendues par la FIFA.

Dans un premier temps, eu égard à la qualité de leurs installations sportives, les communes de Montpellier (centre d'entraînement du MHSC), Baillargues et Fabrègues se sont positionnées pour accueillir les entraînements des équipes et mettre à disposition de la FIFA un équipement sportif conforme au cahier des charges.

Dans le cadre de la validation des sites d'entraînement pouvant accueillir la Coupe du Monde féminine FIFA France 2019, et suite aux premières propositions de lieux faites en 2016, il a été nécessaire d'identifier un site complémentaire. La commune de Lavérune a été sollicitée compte tenu de la qualité et l'accessibilité de son aire de jeu et a accepté de compléter la proposition de sites soumis par la Métropole à la FIFA. Cependant, cette commune doit mettre en œuvre d'importantes dispositions sur son équipement sportif estimées à 50 000 HT € répartis entre des dépenses d'investissements concernant les travaux de rénovation de la pelouse du complexe et des dépenses de fonctionnement permettant l'accueil temporaire des équipes.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune ou une intercommunalité peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en œuvre un dispositif de fonds de concours permettant d'apporter son soutien financier à la commune de Lavérune dans la réalisation des dispositions attendues par la FIFA.

Ainsi, le montant de ce fonds de concours établi en fonction du budget prévisionnel de cette mise en œuvre du site d'entraînement FIFA tel que défini dans le projet de convention s'élève à 24 500 € HT maximum, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

Les préconisations à mettre en œuvre concerneront la remise en état de l'aire de jeu, l'installation temporaire d'espaces de vestiaires et de sanitaires, et un ensemble de prestations de mises en conformité électriques, d'entretien, de maintenance et de gardiennage.

Compte tenu du caractère urgent de la demande, le projet de convention prévoit un acompte de versement du fonds de concours globalisé à hauteur de 50% de son montant prévisionnel, le solde étant à régulariser à l'achèvement des opérations de mise en œuvre du site d'entraînement, en fonction des frais réels engagés par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement du fonds de concours décrit ci-dessus,
- approuver la convention définissant les modalités de versement du fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-82568-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION FONDS DE CONCOURS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Noël SEGURA, Thierry DEWINTRE.

Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Attribution de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Projet	Montant proposé
Fondation Saint Pierre de Palavas	Projet	<p>Organisation des 24H SAINT PIERRE à Palavas du samedi 31 août au dimanche 1^{er} septembre.</p> <p>Action en faveur du développement de la pratique sportive et du sport santé.</p> <p>Il s'agit d'une action caritative, l'ensemble des fonds récoltés seront affectés à destination de l'amélioration de la santé et de la protection de l'enfance.</p>	1 000 €
Association Les Bacchantes Montpellier	Projet	<p>Organisation d'une course caritative de 8km, Les Bacchantes le 17 novembre 2019.</p> <p>Les fonds récoltés seront affectés à destination de la lutte contre le cancer de la prostate.</p>	500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de la signature des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85884-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2019 CONVENTION LES BACCHANTES MONTPELLIER (conseil du 23 mai 2019).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GUIRAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Ecolothèque - Convention d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'Écolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole comporte quatre grands secteurs d'activité : l'accueil des classes avec son centre de ressources, l'accueil de loisirs, l'accueil des centres spécialisés et des crèches et le transfert des compétences d'animation et de sensibilisation à l'environnement avec le programme Eco-Métropole. Tous ces secteurs d'activité s'adressent et sont ouverts aux enfants de l'ensemble des communes de la Métropole. L'Écolothèque accueille ainsi plus de 37 000 visiteurs par an.

L'accueil de loisirs reçoit en moyenne 120 enfants par jours les mercredis et les vacances scolaires, et plus des 1 000 enfants le fréquentent annuellement.

Il est proposé au Conseil d'autoriser la signature d'une convention d'objectifs et de financement entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2019. Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) » pour l'accueil périscolaire.

Les principaux engagements de l'Écolothèque concernent une accessibilité financière pour toutes les familles, au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources, ainsi que le respect du mode de calcul fixé par la Caisse d'Allocations Familiales.

Cette convention permet à l'Écolothèque de percevoir une subvention « prestation de service » pour le fonctionnement de l'établissement, en fonction du nombre d'enfants accueillis. En 2017, le montant de la subvention perçue s'est élevé à 48 389,41 €. Pour 2018, la subvention perçue s'élèvera à 48 500 €.

Cette convention permet également de recevoir par remboursement l'aide aux loisirs déduite aux parents. En 2018 l'aide aux loisirs de la CAF représentait un montant de 4,60 € par jour et par enfant. L'Écolothèque facture dans ce cas le tarif minoré de l'aide de la CAF, ainsi les familles n'ont pas à faire l'avance de l'aide de la CAF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations Familiale de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190523-82886-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION St_Jean_de_Vedas_Peri_ecolothèque_Metropole.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Voirie, Espace public - Programmation 2019 - Travaux d'amélioration, de remplacement et de rénovation des réseaux d'éclairage public sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac - Approbation - Demande de subvention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le Syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2019, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité, d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

1) Travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public

Pôle Piémonts et Garrigue :

Commune de Murviel-lès-Montpellier : Travaux sur l'avenue du Champ des Moulins : Enfouissement des réseaux électriques.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	108 156,92	16 899,51	50 000,00		41 257,41
Eclairage public	45 483,58		15 000		30 483,58
Télécommunication	20 368,56		6 100		14 268,56

Commune de Juvignac :

Travaux sur le Chemin du Perret : Enfouissement des réseaux électriques.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	20 841,41	3 256,48	7 033,99		10 550,98
Eclairage public	11 445,97		5 722,99		5 722,98
Télécommunication	6 134,94				6 134,94

Pôle Plaine Ouest :

Commune de Saint Jean de Védas :

Travaux sur la rue du Pradet : Dissimulation de réseaux électriques.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	64 589,90	10 092,17	21 799,09		32 698,64
Eclairage public	21 874,50				21 874,50

- 2) Travaux de rénovation et de mise en conformité et rénovation sur le réseau de distribution publique d'électricité et d'éclairage de la commune de Murviel-lès-Montpellier :

Pôle Piémont et Garrigues : Commune de Murviel-lès-Montpellier

Travaux de rénovation et de mise en conformité des réseaux d'éclairage public sur le Chemin des Carnettes, l'Esplanade, rues des Clauzes et la ZAC des Ifs.

Commune	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	T.V.A déduite par Hérault Energies	Financement Hérault Energies	Dépenses à la charge de la Métropole
Murviel – Chemin des Carnettes	Rénovation éclairage public	7 936,98	6 614,15			
Murviel - Esplanade	Rénovation éclairage public	2 976,37	2 480,31			
Murviel – Rue des Clauzes	Rénovation éclairage public	3 9 68,49	3 307,08			
Murviel – ZAC des Ifs	Mise en conformité et remplacement de candélabre	4 9 60,61	4 133,85			
Total Murviel		19 842,45	16 535,39		9 921,23	6 614,16

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux d'enfouissement et de dissimulation des réseaux électriques sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac ;
- approuver les travaux de rénovation d'éclairage public sur la commune de Murviel-lès-Montpellier ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- solliciter Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86097-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Voirie, Espace public - Convention de co-maîtrise d'ouvrage - Travaux de réaménagement de la place du Marché - Commune du Crès - Autorisation de signature - Approbation

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

A l'occasion des travaux de réhabilitation du centre administratif, la commune du Crès souhaite dans une logique de cohérence, réaménager la place du marché dans le prolongement de la place Julien Quet.

Ces programmes d'aménagement relèvent de compétences distinctes. En effet si la réhabilitation du centre administratif relève de la pleine compétence communale, c'est Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

Aussi, pour assurer la cohérence de l'opération, la commune du Crès et la Métropole se sont rapprochées pour définir les modalités de réalisation et de financement des ouvrages nécessaires, qu'il convient d'acter par voie de convention.

Cette convention de co-maîtrise d'ouvrage a pour objet de définir les droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'aménagement de la place du marché.

En application de l'article L 2422-12 du Code de la Commande Publique, relatif la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée *« lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération »*.

En conséquence, les parties ont convenu de la désignation de la commune du Crès comme maître d'ouvrage unique de l'opération de la place du Marché.

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de réaménagement du centre administratif de la commune, c'est cette dernière qui assurera la totalité du coût de l'opération.

Le coût global des travaux à la charge de la commune s'élèvent à 379 718,40 € TTC incluant les études et la maîtrise d'œuvre.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune du Crès ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86129-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONV. transfert MO_Place_du_Marche LE CRES.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 23 mai 2019
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2018-1133	Décision relative au marché n°M8B0056CO Achat d'espaces dans la Gazette de Montpellier à l'occasion de la parution du nouveau Guide des vins	301
MD2019-004	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries - Lotissement "Le Devès II" chemin des Gardies - Commune de Pignan	303
MD2019-009	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée A 2909 auprès de Monsieur MAJUREL - Chemin des Courtines - Commune de Sussargues	305
MD2019-018	Décision relative au marché n°5091CO18 pour la réalisation de prestations d'exécution graphique et de mise au format des supports de communication - Déclaration sans suite.	307
MD2019-019	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Partie non bâtie parcelle cadastrée AV 3 - Commune de Jacou	309
MD2019-028	Décision relative à l'acquisition des parcelles AN 266 et AI 85 concernées par la ligne 5 du tramway - Commune de Montpellier	311
MD2019-047	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8D0011AT - Travaux d'aménagement de la Place Henri Augé - Commune de Lattes	313
MD2019-065	Décision relative au marché n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de L'Agora de la Danse de Montpellier	315
MD2019-077	Décision relative à la construction d'un transformateur au profit d'ENEDIS sur la parcelle PB 127 - Commune de Montpellier	317
MD2019-079	Décision relative au marché n°5126CO18 - Marché de relations presse au niveau national - Attribution - Autorisation de signature	319
MD2019-084	Décision relative à l'acquisition de 16 bus fonctionnant au GNV auprès de la centrale d'achats UGAP	321
MD2019-091	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 381 avenue du Val de Montferrand - Commune de Montpellier	323
MD2019-112	Avenant n° 2 au marché 4160 - Travaux de construction de l'Intercepteur Est Amont : réseau d'eaux usées du giratoire du Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement - lot 1 Réseaux d'assainissement RD 65 à Clapiers	325
MD2019-113	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 4167TV15 de travaux et maintenance des dispositifs de retenue routiers - Autorisation de signature	327
MD2019-117	Décision relative à la ligne 2 de tramway - Convention de mandat Montpellier Méditerranée Métropole / TaM pour l'étude et la réalisation - Quitus - Approbation	329
MD2019-121	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et espaces communs du lotissement les Terrasses Commune de Cournonsec	331
MD2019-150	Décision relative à l'acquisition de la parcelle TC 183 auprès de SCCV Croix de Lavit (société URBAT) - rue Croix de Lavit Commune de Montpellier	334

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-154	Décision relative à l'attribution d'un marché portant sur des études de sols dans le cadre des études préalables à l'aménagement du site Jules RIMET à SUSSARGUES	336
MD2019-155	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8D0031AT de travaux d'aménagement de l'allée des Acacias à Vendargues	338
MD2019-157	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AM 141 et AM 236 auprès des familles ALEXANDRE et BERGER chemin des Aigueillères Commune de Montferrier-sur-Lez	340
MD2019-162	Décision relative à un marché n°5219DS18 - Achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2	342
MD2019-178	Décision relative à l'autorisation d'occupation temporaire des parcelles constituant le chenal de la Lironde Commune de Lattes	345
MD2019-195	Décision relative à la signature d'une convention de déplacement de réseau de fibre optique sur la commune de Clapiers avec Hérault TELECOM	347
MD2019-212	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALVER dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	349
MD2019-213	Décision relative à la constitution d'une convention de servitude de passage d'un branchement d'eau potable en tréfonds de la parcelle section RN n° 6 - Commune de Montpellier	351
MD2019-225	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public par l'association Grand Cluster du Numérique d'Occitanie (GCNO) - DIGITAL113 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	353
MD2019-231	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BEAR dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	356
MD2019-233	Décision relative au marché n°M9B0010DS "Mission de diagnostic des structures en béton du Centre Nautique Neptune à Montpellier"	358
MD2019-244	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BN 101 Rue du Gour - Commune de Grabels	360
MD2019-245	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 430 Chemin du Patus - Commune de Montaud	362
MD2019-251	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4005 de Maîtrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier	364
MD2019-260	Décision relative à l'acquisition des parcelles AH 118 et AH 119 rue du Pouget - Commune de Saussan	366
MD2019-261	Décision relative au marché n° M8B0009DE "Rédaction, illustration d'articles et supports de communication et réalisation d'infographies"	368
MD2019-266	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans le bâtiment Cap Gamma à Grabels	370
MD2019-273	Décision relative à la donation de Madame Joyce Yagla Corey en soutien à la campagne de restauration de l'ensemble monumental de Hubert Robert (Paris, 1733 - id., 1808) anciennement conservé à l'Hôtel de Montcalm	372
MD2019-279	Décision relative au marché n°5046EA18 pour les VTA - Visites Techniques Approfondies des ouvrages de protection contre les inondations	374
MD2019-281	Décision relative à la convention de mise à disposition à la SAFER - ensemble de parcelles au Domaine de Viviers - communes de Clapiers et Jacou	376

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-282	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	379
MD2019-283	Décision relative à la conclusion d'un bail entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Vendargues immobilier sur la commune de Vendargues	381
MD2019-285	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour implantation d'une base de vie et du stockage de matériaux inertes Commune de Montpellier	383
MD2019-289	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BD 126 rue de la Grave - Commune de Grabels	385
MD2019-292	Décision relative au marché n°5087EA18 de travaux et maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie	387
MD2019-294	Décision relative au marché n°5166EA18 relative à la réalisation de travaux en technique sans tranchée (chemisage) sur les réseaux d'assainissement	389
MD2019-295	Décision relative au marché n°5167EA18 de prestations de géo détection associées aux travaux sur les réseaux d'assainissement des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole	391
MD2019-296	Décision relative au marché n°M8D5237DM - Maintenance système centralisé gestion trafic Pétrarque	394
MD2019-297	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 1393- Chemin de la Lavande - Commune de Saint-Drézéry	396
MD2019-301	Décision relative à un marché n°M9B0025RI d'assistance à maitrise d'ouvrage et expertise technique pour un outil de gestion électronique des documents (ALFRESCO)	398
MD2019-304	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Baillargues à l'occasion de l'aliénation des parcelles cadastrées AZ 47 et 49 situées 2 et 615F rue François Perroux à Baillargues Parc d'activités Massane Aftalion	400
MD2019-307	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété de la Communauté de Communes Vignes et Pierres - Parcelles en nature de voirie - Commune de Beaulieu	402
MD2019-308	Décision relative au marché M8D5196AJ de souscriptions des contrats d'assurance - Lot 1	404
MD2019-309	Décision relative à l'acquisition d'un logiciel commande publique - Décision modificative	406
MD2019-310	Décision relative au marché n°5147EP18 - Restauration du mur de soutènement du jardin des plantes - Maîtrise d'œuvre : AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR. - Autorisation de signature - Avenant n°1	409
MD2019-311	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voirie et espaces communs Lotissement "Les Orchidées" - Commune de Prades-le-Lez	411
MD2019-313	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AN 601 Chemin de Moulinas - Commune de Saint Geniès des Mourgues	413
MD2019-315	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ATLANTIS dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier	415
MD2019-317	Décision relative à l'agrément de candidature du CNRS-Délégation Occitanie Est - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques - ChimEco - dans l'immeuble Cap Delta à Grabels	417

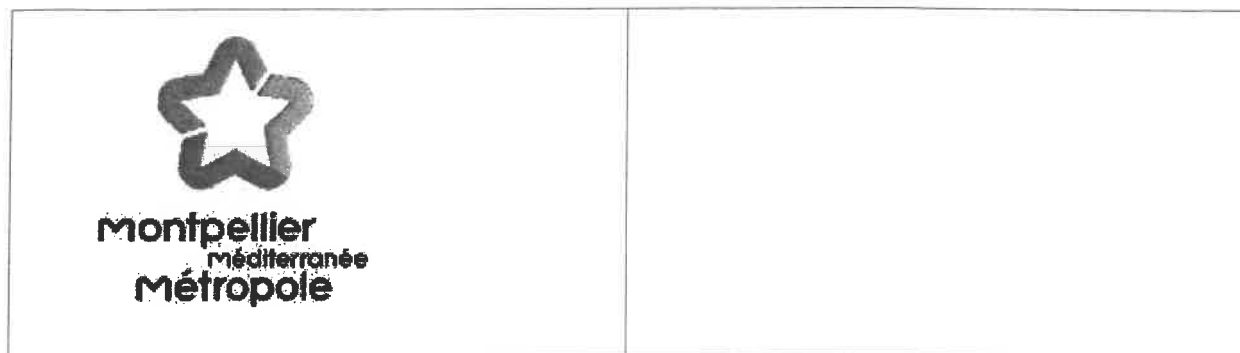
N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-318	Décision relative à l'agrément de candidature de la société WEMAP dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	419
MD2019-319	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BECLOOD dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	421
MD2019-321	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BD 239 - Rue de la Vene Commune de Cournonsec	423
MD2019-324	Décision relative au marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du Musée Fabre	425
MD2019-327	Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux et de maintenance de la voirie n°4661AT17 (lots 6 et 9)	427
MD2019-328	Décision autorisant la signature de l'avenant N°1 au marché n°5041AT17 relatif aux travaux d'aménagement des abords du groupe scolaire la Valsière à Grabels	429
MD2019-329	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle ZAC ROQUEFRAISSE - Chemin de la Roque - Saint Jean de Védas	431
MD2019-330	Décision relative au marché n°M9B0011DC de fourniture et de maintenance de matériel audiovisuel pour la Direction des Médiathèques et du Livre	433
MD2019-331	Décision relative à un marché n° M8B0014EA - Contrôle des dispositifs d'autosurveillance des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole	435
MD2019-332	Décision relative à un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball	437
MD2019-333	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.824 portant sur les services d'assistance foncière dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	439
MD2019-334	Décision relative à l'avenant n°4 au marché n°8.131 de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	441
MD2019-335	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.482 portant sur les travaux d'accompagnement d'environnement de chantier dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	444
MD2019-337	Décision relative à l'attribution des marchés de travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST - Autorisation de signature	446
MD2019-338	Décision relative à la convention de mise à disposition n° 34 18 0004 02 avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier	449
MD2019-341	Décision relative à l'acquisition des parcelles AL 486 et AL 431 chemin d'Agnac - Commune de Fabrègues	453
MD2019-344	Décision relative au marché n°M8B0015EA - Réalisation d'un diagnostic des pratiques et dynamiques agricoles sur l'aire d'alimentation du captage de la source du Lez	455
MD2019-345	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique (OPeIG)	457
MD2019-346	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BV 82 rue du Docteur Roux - Commune de Montpellier	459

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-349	Décision relative au marché n°M8B0053EP - Voie verte entre Castries et Baillargues - Maitrise d'œuvre : AVP, PRO, ACT, VISA et missions complémentaires - Attribution du marché	461
MD2019-350	Décision relative au marché subséquent n°M8C0019EP - Réaménagement de la rue Fontanon et de la rue de la Confrérie à Montpellier - Attribution du marché	463
MD2019-351	Décision relative au marché subséquent n° M8C0018EP - Réaménagement de la rue Fabre et de la rue des Augustins à Montpellier - Attribution du marché	465
MD2019-352	Décision relative au marché n° 3580DS14 "Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lots n° 2 "Palais des sports René-Bougnol" et n° 3 "Stade de la Mosson" - Avenant n° 2	467
MD2019-355	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IDEALYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	470
MD2019-356	Décision relative à la signature du marché subséquent N°M9D0008AT relatif aux travaux d'aménagement de l'Avenue Montpelliéret à Lattes	472
MD2019-358	Décision relative à l'avenant n°3 du marché n°2921 S 13.01 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension Est de la 1ère ligne de tramway vers la pole d'échanges multimodal Montpellier Sud de France	474
MD2019-360	Décision relative à la vente de 2 parcelles cadastrées AK 260 et AK 262 Rue Louis Breguet - commune de Jacou	477
MD2019-361	Décision relative à un avenant n°1 au lot n°1 du marché N°5081AT18 "Travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac" - Autorisation de signature	479
MD2019-362	Décision relative au marché de travaux pour l'aménagement du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm de Montpellier - Lot 16.2 Espaces verts	481
MD2019-363	Décision relative à la signature d'un bail de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCPI PF Grand Paris - Local au rez-de-chaussée de l'immeuble Le Parthéna	483
MD2019-364	Décision d'ester en justice "Requête n°1901365-3 et requête n°1901364 TA - Ressources Humaines"	485
MD2019-366	Décision relative à la passation d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public à la Piscine Olympique d'Antigone de Montpellier avec la société Swimmer	487
MD2019-367	Décision relative au marché de travaux pour l'aménagement du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm de Montpellier - Lot 8.3 Signalétique directionnelle	489
MD2019-368	Décision relative au marché subséquent n°M9D0014EP – RM127E3 Travaux de finition passé sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 – Attribution de marché	491
MD2019-369	Décision d'ester en justice "Annulation jugement n°1701713 TA - Ressources humaines"	493
MD2019-370	Décision relative à l'acquisition des 20/300èmes des droits indivis de la parcelle SK n°264 - Rue de la cavale - Commune de Montpellier	495
MD2019-371	Décision relative au marché M9B0008DC de fourniture et pose d'une tribune télescopique pour la médiathèque Albert CAMUS de Clapiers	497

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-374	Décision relative à un marché n°M8B0003EA - Réalisation d'un forage sur la commune de Murviel-lès-Montpellier	499
MD2019-375	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé Parcelles cadastrées SK n° 24 - SE n° 72 et 74 - Commune de Montpellier	501
MD2019-376	Décision d'ester en justice "Requête n° 1901429-4 TA - ETIENNE FOURCADIER"	503
MD2019-377	Décision relative à la modification de la régie de recettes de la bibliothèque Paul Langevin	505
MD2019-379	Décision relative à l'acquisition des parcelles AE 1379 et AE 1384 Chemin du Trial - Commune de Saint-Drézéry	508
MD2019-380	Décision relative à un avenant n° 1 au Lot 1 du Marché 4810MG17 "Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes"	510
MD2019-381	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux anciennes drailles chemin du Mas de l'Huile - Commune de Montferrier-sur-Lez	512
MD2019-382	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITALLOCAL dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	514
MD2019-383	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AM 261 auprès de Messieurs PELISSIER et PRIVAT avenue Gaston Defferre Commune de Pignan	516
MD2019-385	Décision relative à la signature d'un avenant n° 1 de prolongation au marché 3709MG14 "Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI" pour les lots 1, 2, 3, 4 et 5	518
MD2019-386	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées EN 25 et EO 117 GROUPAMA MEDITERRANEE rue des Terres Noires - Commune de Lattes	520
MD2019-387	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée EO 115 auprès de Monsieur NIQUET - Rue des Terres Noires - Commune de Lattes	522
MD2019-388	Décision relative à l'acquisition de la parcelle EO 109 Monsieur COMBES - Rue des Terres Noires - Commune de Lattes	524
MD2019-389	Décision relative à l'acquisition des parcelles EO 105 et EO 107 Epoux ORSSAUD - Rue des Terres Noires - Commune de Lattes	526
MD2019-390	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée EO 111 - Monsieur BARTHEZ - Rue des Terres Noires - Commune de Lattes	528
MD2019-391	Décision relative à l'acquisition de la parcelle EO 113 Madame PIALOT-BONNET - Rue des Terres Noires - Commune de Lattes	530
MD2019-392	Décision relative au marché n° M9B0050DS d'achat de prestations d'hospitalités pour le développement du football - Coupe du monde féminine de football 2019	532
MD2019-393	Décision relative au marché n°5035EP17 - Réaménagement de la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier - Fourniture et stockage de pavés, dalles et marches en pierre naturelle - Lot 1 - Avenant du prix nouveau ajouté au bordereau des prix unitaires	534
MD2019-394	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public rue de l'Occitanie - Commune de Clapiers	536

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-395	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement"	538
MD2019-396	Décision relative à un avenant de transfert au marché 4650DC16 "Maitrise d'œuvre pour la rénovation du théâtre du Hangar"	541
MD2019-400	Décision relative au marché n° 5118PP18 "Étude du doublet de ligne Nîmes Montpellier " - Volet étoile montpelliéraine et valorisation des anciennes voies ferrées	543
MD2019-401	Décision relative au marché n°M8B0055DS de fourniture de produits et matériels de peinture pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole	545
MD2019-404	Décision relative au marché subséquent n°M9C0020DC au lot n°3 de l'accord cadre n°M8D0036DC (anciennement n°4112DC16) pour le transport d'œuvres de l'exposition "Vincent Bioulès, le bonheur de peindre, une rétrospective"	547
MD2019-405	Décision relative à l'attribution du marché n°5221DC18/1 - Maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran - Commune de Montpellier	549
MD2019-407	Décision relative au marché n°5162DS18 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball - Avenant n°1	551
MD2019-409	Décision d'ester en justice " Requêtes n° 1901335-8 et n°1901315-4 TA - BARBOTTI Thierry"	554
MD2019-410	Décision relative à la mise à la réforme d'une auto-laveuse vétuste	556
MD2019-411	Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature du Marché Subséquents n°1	558
MD2019-412	Décision relative au marché n°G9B0015DS d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024	561
MD2019-414	Décision relative à la convention de servitude et d'autorisation d'occupation pour l'exécution des travaux parcelle AY0032 à Saint Jean de Védas	564
MD2019-416	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 de substitution de titulaire à la convention d'occupation temporaire du domaine public - Dispositif d'antenne - Stade de la Mosson	566
MD2019-419	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de CHRISTIE'S France S.N.C. agissant pour le compte d'une collection particulière souhaitant garder l'anonymat d'une œuvre de Pierre Soulages - Peinture 186 x 143 cm, 23 décembre 1959	568
MD2019-421	Décision relative au marché n°M9B0003MG "entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole"	571
MD2019-423	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public du parking du Prévost pour la saison 2019, commune de Villeneuve-lès-Maguelone	573

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2019-424	Décision relative au retour de bien à la commune de Baillargues ancien chemin lieu-dit Las Lignères et Truc de Roue - Commune de Baillargues	575
MD2019-425	Décision relative à un avenant au marché N°4054UH15 ' Elaboration du PLU de la Commune de Montaud '	577
MD2019-426	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle AE 80 - Le Rebayral - Commune de Saint Georges d'Orques	579
MD2019-427	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie avenue Villeneuve d'Angoulême - Commune de Montpellier	581
MD2019-428	Décision relative au dépôt d'un permis de construire - Extension du cimetière Saint-Etienne à Grammont - Parcelles RK6, RL 10 et RI 29 à Montpellier	583
MD2019-429	Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux pour l'École Supérieure des Beaux Arts	585
MD2019-431	Décision relative à une convention de servitude de canalisations d'eaux usées - Parcelle AE 80 - Le Rebayral - Saint Georges d'Orques	587
MD2019-438	Décision d'ester en justice "Occupation illicite - voirie rue Louise Guiraud Montpellier - Procédure d'expulsion"	589
MD2019-444	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée EO 119 Madame COUDERT et Monsieur RIVAUD - Rue des Terres Noires - Commune de Lattes	591
MD2019-445	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée EO 122 auprès de la SCI l'Hacienda rue des Terres Noires - Commune de Lattes	593
MD2019-447	Décision relative au marché n°M9C0008RI de fourniture d'une infrastructure réseau avec accès internet pour la coupe du monde féminine 2019 de la FIFA	595
MD2019-448	Décision d'ester en justice "Assignation TGI Montpellier- Société Civile Odysseum France"	597
MD2019-451	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation de gaz en tréfonds des parcelles SM n° 38 - 44 et SK n°27 - Commune de Montpellier	599
MD2019-454	Décision relative au marché n°M8C0020RI pour la mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs communautaires	601
MD2019-472	Décision relative au retour de bien à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Parcelles cadastrées AM 593 et AM 595 situées derrière le cimetière - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	603
MD2019-479	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 453 auprès des époux GOURNAY - Route de Lattes - Commune de Pérols	605
MD2019-484	Décision d'ester en Urgence "Procédure d'expulsion - Parcelle AA 103 Saint Jean de Védas - TGI"	607
MD2019-485	Décision relative au classement dans le domaine public du chemin rural des Aires Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	609
MD2019-488	Décision relative à l'autorisation de dépôt de déclarations de travaux par l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain	611
MD2019-492	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société Hurricane dans le cadre du FISE World Montpellier 2019	613



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8B0056CO Achat d'espaces dans la
Gazette de Montpellier à l'occasion de la
parution du nouveau Guide des vins**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI dans le domaine « Communication et Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique,

CONSIDERANT :

Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour l'impression et la diffusion du nouveau guide des vins de la Métropole ;

Décision n° MD2018-1133

- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société La Gazette a présenté une offre économiquement avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M8B0056CO à l'entreprise La Gazette, pour un montant de 52 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AVR. 2019

Monsieur le conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 04 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

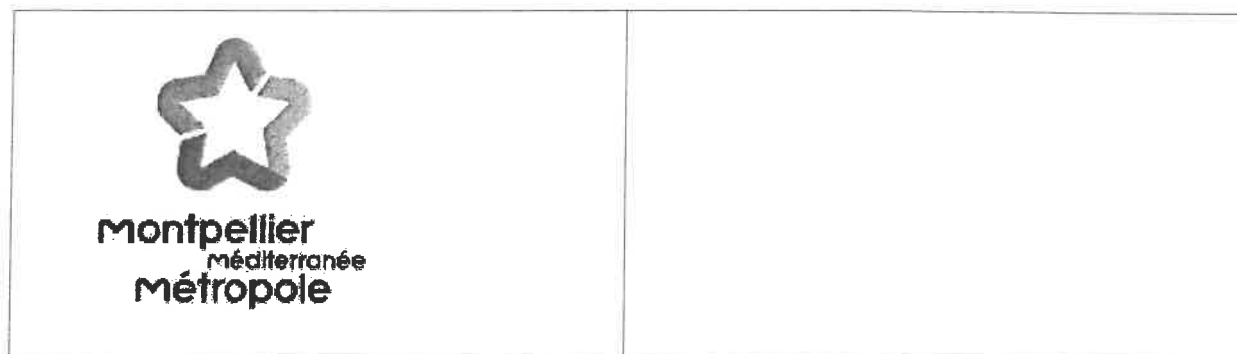
036-24340017-201901-69125-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries - Lotissement
"Le Devès II" chemin des Gardies -
Commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession des voiries du lotissement "Le Devès II" formulée par GGL Aménagement à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries du lotissement "Le Devès II" situé sur la commune de Pignan.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société en Nom Collectif (SNC) Saint Estève Aménagement ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries du lotissement "Le Devès II", à savoir les parcelles cadastrées AL 531 (20 m²), BI 571 (2 m²), BI 574 (1 m²), BI 577 (532 m²) et BI 578 (5 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

Décision n° MD2019-004

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

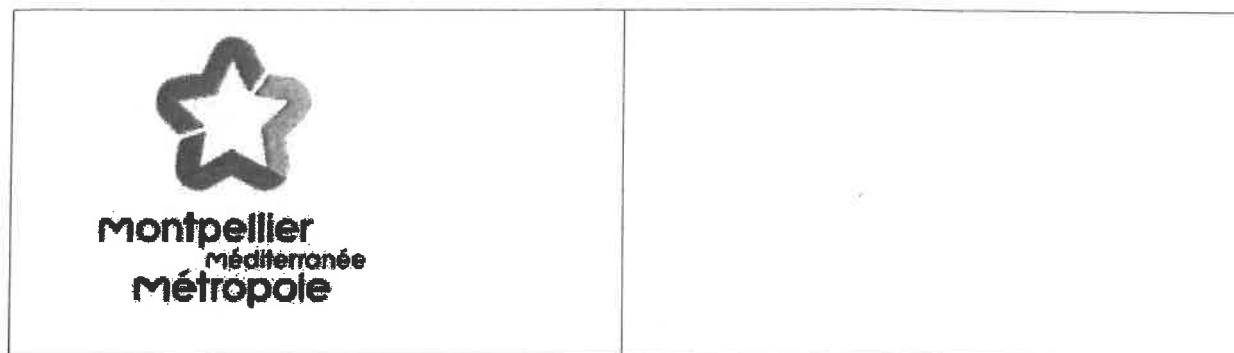
034-243400017-20190101-70463-AU-11.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée A 2909 auprès de
Monsieur MAJUREL - Chemin des
Courtines - Commune de Sussargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur MAJUREL sur les termes de la négociation en date du 29 janvier 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle A 2909, déjà aménagée en places de stationnements, située chemin des Courtines à Sussargues, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur MAJUREL, la parcelle cadastrée A 2909, d'une superficie de 69 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

Décision n° MD2019-009

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 60€/m², soit un montant total de 4 140€ (quatre mille cent quarante euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

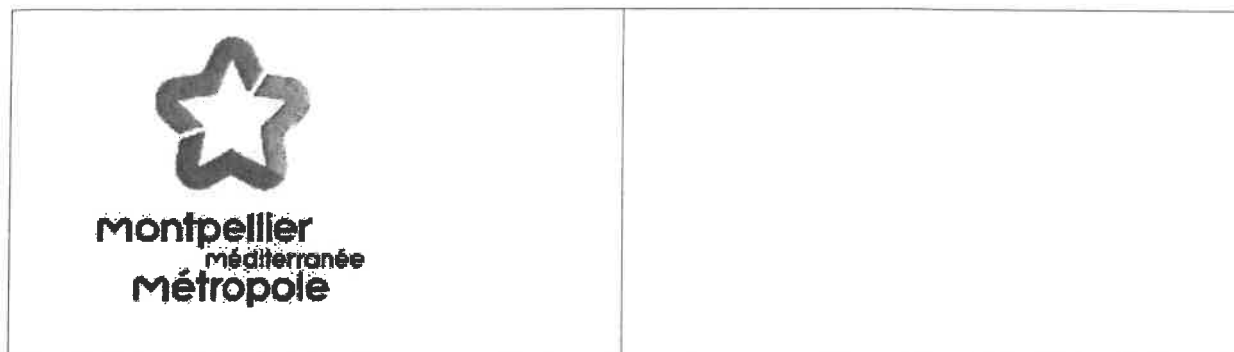
034-24345001-20190410-2019-0410-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5091CO18
pour la réalisation de prestations
d'exécution graphique et de mise au
format des supports de communication -
Déclaration sans suite.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- que cette consultation fait l'objet d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier;
- qu'elle répond à un besoin transversal d'exécution graphique de supports de communication écrite (pas de création) de la Direction de la communication de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier conformément à leur charte graphique, et également d'autres directions. Il peut s'agir par exemple de mise en page des publications, mise en page du rapport d'activité, mise en page d'une plaquette de représentation 3 volets d'un projet, mise en page du programme d'un événement, mise en page d'un dossier de presse, Etc...
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum pour une durée initiale de 1 an à compter de sa notification et reconductible trois fois;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 40%, valeur technique 30% et délai de réalisation 30%;
- que la date limite des offres fixée au 27/06/2018 a conditionné le départ du délai de validité des offres,
- que par courrier en date du 07/01/2019, il a été demandé aux candidats s'ils maintenaient ou non leurs offres vu que le délai de validité était dépassé,
- qu'un des candidats ne souhaite pas maintenir son offre, ce qui ne permet pas juridiquement de poursuivre cette procédure

D E C I D E

ARTICLE 1 : de déclarer la procédure de passation du marché n°5091CO18 « Prestations d'exécution graphique et de mise au format des supports de communication » sans suite.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AVR. 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 04 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

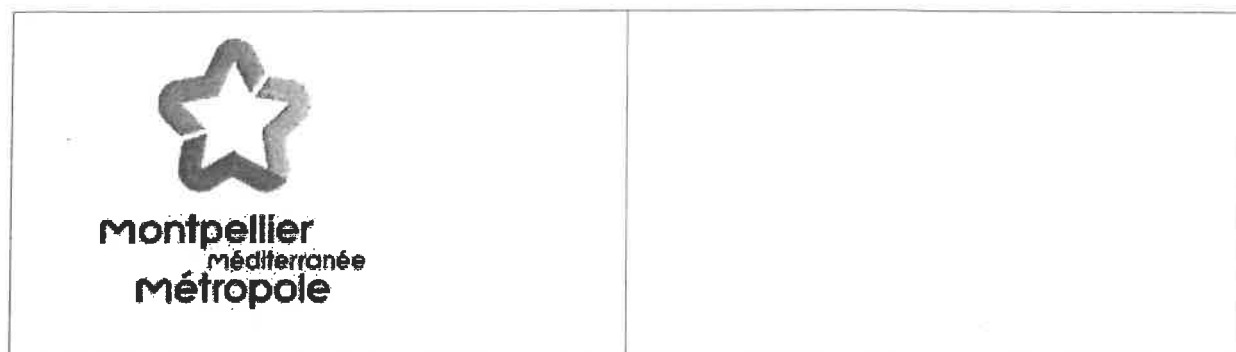
034-243400017-20190101-2409-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de prêt à
usage de terrain - Partie non bâtie parcelle
cadastrée AV 3 - Commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'association Scouts Guides de France, domiciliée Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint Lazare à Montpellier, représentée par Monsieur Jean Marie Costamagna, sur une partie de la parcelle cadastrée AV n° 3 d'une contenance totale de 53 393m², située sur la commune de Jacou,

CONSIDERANT que l'association Scouts Guides de France a demandé à pouvoir occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393 m², située sur la commune de Jacou lieudit « Viviers » pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année 2019,

Décision n° MD2019-019

CONSIDERANT que l'association Scouts Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important, et que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage de terrain est signé pour une durée allant de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2019, entre l'association Scouts Guides de France et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, autorisant l'occupation d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou cadastrée AV 3, d'une contenance totale de 53 393m².

ARTICLE 2 : Le présent contrat de prêt à usage est consenti et accepté à titre gratuit. Les frais induits par la consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de l'association.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle Guiraud, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt à usage de terrain et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 AVR. 2019**

Monsieur le Président,
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

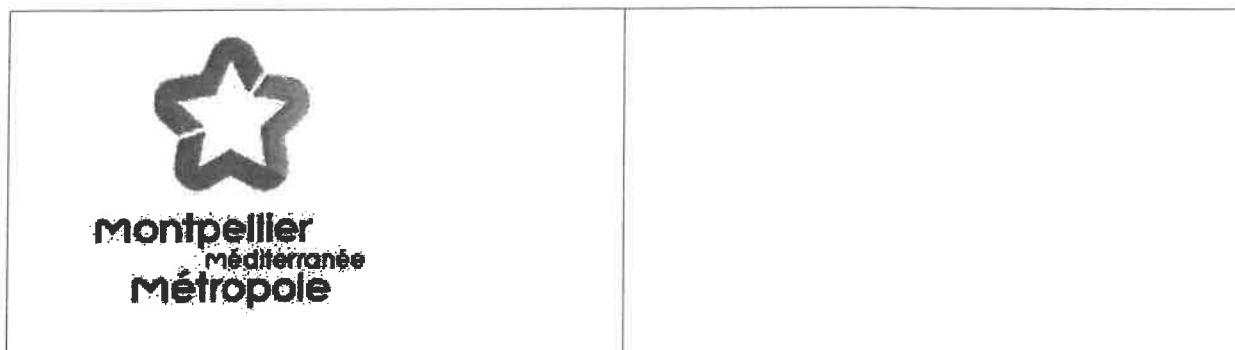
034-243400017-20190101-7415-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AN 266 et AI 85 concernées par la
ligne 5 du tramway - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n° V2019-007 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier prise en séance du 6 février 2019, concernant la vente de deux emprises foncières au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour les besoins de la ligne 5 du tramway,

Décision n° MD2019-028

- **CONSIDERANT** que les parcelles cadastrées section AN 266 d'une emprise de 39 m² route de Mende, et AI 85 d'une emprise de 215 m² avenue Agropolis, sont nécessaires à la réalisation de la 5ème ligne de Tramway,

DEC I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles cadastrées section AN 266 d'une superficie de 39 m², route de Mende, et AI 85 d'une superficie de 215 m², avenue Agropolis à Montpellier, appartenant à la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des parcelles AN 266 et AI 85 est fixé à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, toutes indemnités confondues conformément à l'avis de France Domaine.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

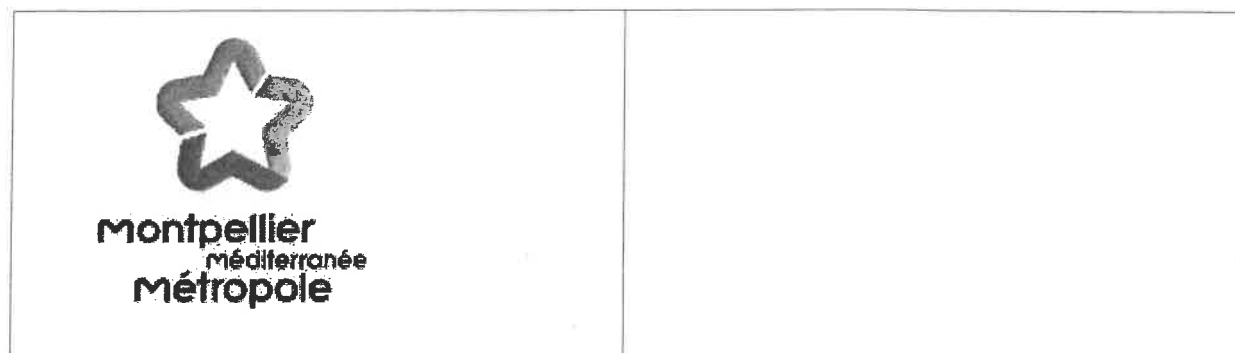
084-2040007-201904-71775-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8D0011AT - Travaux
d'aménagement de la Place Henri Augé -
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs" » ;

Décision n° MD2019-047**CONSIDERANT :**

- qu'un besoin de travaux d'aménagement de la place Henri Augé doit être couvert sur la commune de Lattes ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai maximum de 5 mois période de préparation comprise ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient pondérés à 50% pour le prix, 30% la valeur technique et 20% pour le délai ;
- qu'à l'issue de l'analyse, le candidat RAZEL BEC présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8D0011AT relatif aux travaux d'aménagement de la place Henri Augé de la commune de Lattes à l'entreprise RAZEL BEC sise à Montpellier pour un montant estimatif de 268 925,50 € HT et un délai d'exécution de 100 jours calendaires. Le marché prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 AVR. 2019**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

031-263400017-20190401-72407-cc

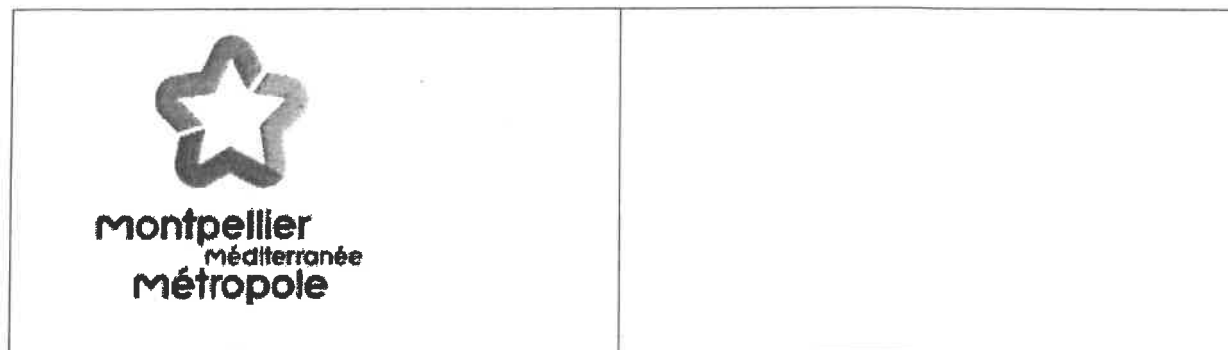
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour
la réhabilitation du pavillon ouest et le
traitement des façades de L'Agora de la
Danse de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de réaliser une maîtrise d'œuvre pour les travaux de réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de L'Agora de la Danse de Montpellier,

Décision n° MD2019-065

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 15 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix : 40% et valeur technique : 60%,
- qu'après analyse, l'entreprise Frédéric FIORE architecte – rue Auguste Broussonnet à Montpellier présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de L'Agora de la Danse de Montpellier à l'entreprise Frédéric FIORE architecte à Montpellier, pour un montant de 49 335.00 euros HT. Le marché prend effet à sa notification pour une durée de 15 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-2434000A - 2019-01-72884-CC

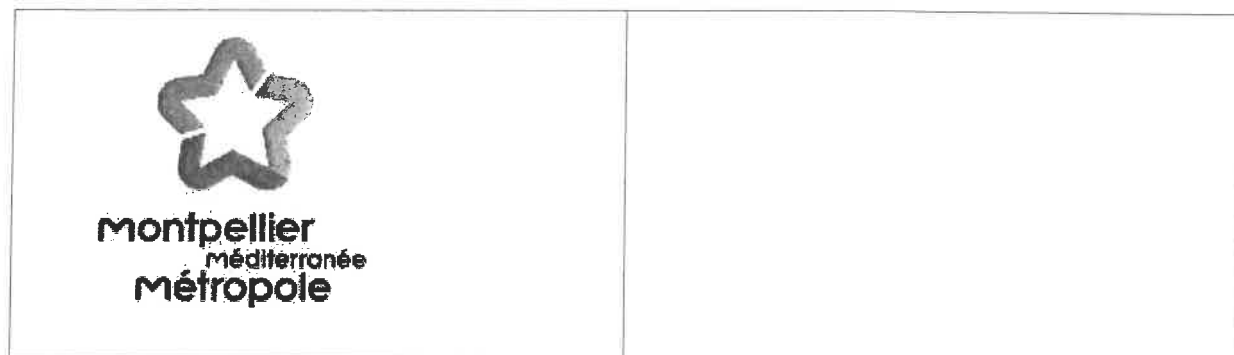
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la construction d'un
transformateur au profit d'ENEDIS sur la
parcelle PB 127 - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la demande d'autorisation pour la construction d'un transformateur au profit d'ENEDIS sur la parcelle cadastrée PB 127 située ZAC Ovalie sur le boulevard Paul Valéry à Montpellier,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu d'autoriser ENEDIS à implanter un poste de transformation Vanille sur une emprise métropolitaine d'environ 24 m², à proximité du château d'eau, situé dans la ZAC Ovalie à Montpellier,
- que le transformateur sera entièrement accessible par l'extérieur de la parcelle du château d'eau et clos de manière à ne permettre aucune intrusion sur le site,
- que les travaux de démolition de l'ancien transformateur et les frais de réalisation de terrassement pour la plateforme du futur transformateur, seront intégralement pris en charge par la SERM aménageur de la ZAC Ovalie, ainsi que la réalisation d'un mur de clôture permettant l'anti-intrusion.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise ENEDIS à implanter un poste de transformation Vanille sur une emprise métropolitaine d'environ 24 m² à proximité du château d'eau, situé dans la ZAC Ovalie Boulevard Paul Valéry à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte les modalités définies par la convention établie par ENEDIS, qui sera signée par la Métropole, en tant que propriétaire.

ARTICLE 3 : Tous les travaux liés à la démolition et reconstruction du transformateur, seront entièrement pris en charge par la SERM, aménageur de la ZAC Ovalie.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **06 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

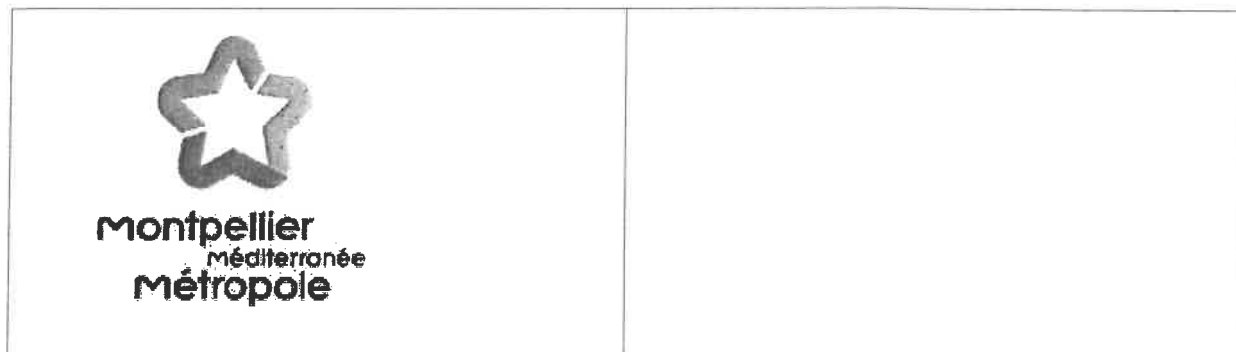
034-243400017-20190101-73249-AU-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5126CO18 -
Marché de relations presse au niveau
national - Attribution - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fraction numérique »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole nécessite un accompagnement dans la conception et la mise en œuvre d'un plan d'actions de relations presse au niveau national et international incluant les réseaux sociaux;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 et 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande à bons de commande avec maximum de 60 000 € HT et un opérateur économique pour une durée initiale de 1 an à compter de sa notification et reconductible deux fois.

- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40%.

- qu'après analyse, l'entreprise OXYGEN présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5126CO18 - Marché de relations presse au niveau national à l'entreprise OXYGEN, pour un montant maximum annuel de 60 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2019**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **29 AVR. 2019**

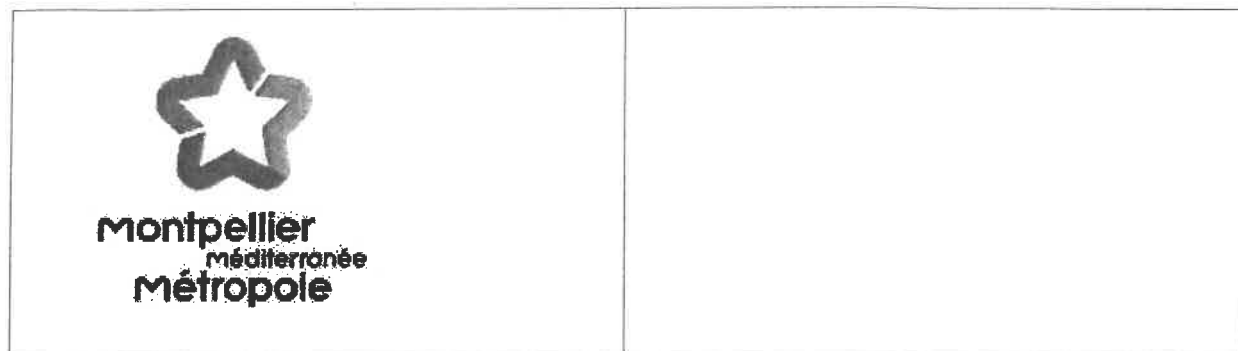
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

03n-24300012 20190101-73292.CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 16 bus
fonctionnant au GNV auprès de la centrale
d'achats UGAP**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14050 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision n° MD2018-094 du 26 mars 2018 relative au partenariat conclu avec l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) dans le domaine des véhicules qui permet de recourir à cette centrale d'achats, qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics ;

Décision n° MD2019-084

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité.

CONSIDERANT :

- que pour l'année 2019, le programme d'investissements pour l'exploitation du service des transports publics comprend l'acquisition de 16 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule) ;
- que dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs et que ces bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la commande de 16 bus urbains au GNV à l'UGAP pour un montant maximum de 4 518 000 € HT.

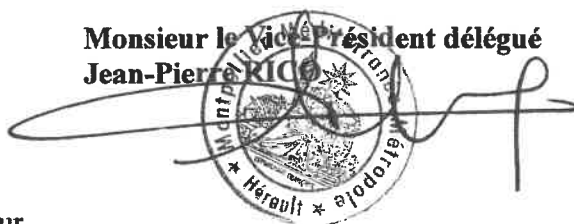
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 4 AVR. 2019**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**



Publiée le : 0 4 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

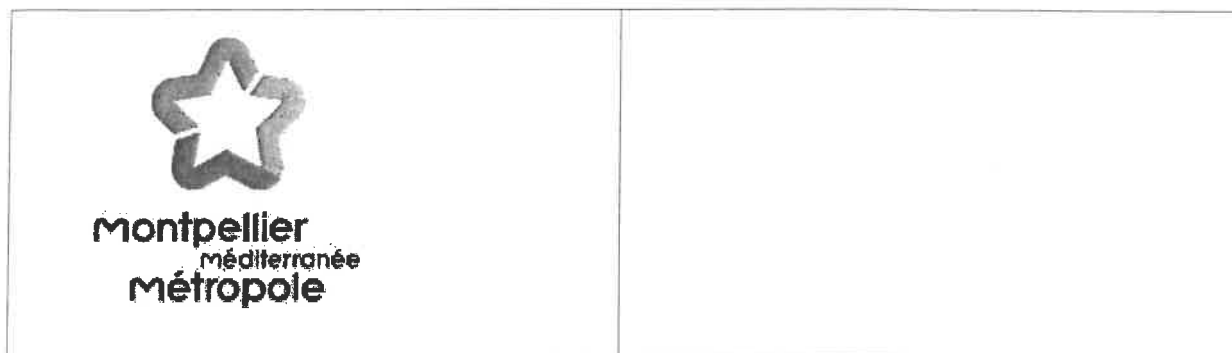
034- 24340004- 20190101- 73474- BF

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 4 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 381 avenue du Val de Montferrand - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le plan d'alignement de la voie dénommée « avenue du Val de Montferrand » annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier,
- VU l'accord de la société SCCV 659 Val de Montferrand - Crédit Agricole Immobilier & Helenis en date du 21 janvier 2019 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée AZ 381 (407 m²) au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise pour permettre d'élargir la voie, conformément au plan d'alignement annexé au PLU de la commune,

28

Décision n° MD2019-091

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société « SCCV 659 Val de Montferrand - Crédit Agricole Immobilier & Helenis », domiciliée à Montpellier, la parcelle nouvellement cadastrée AZ 381 (407 m²), située avenue du Val de Montferrand à Montpellier, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée au prix de 20€/m², soit 8 140 € (huit mille cent quarante euros) pour 407 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Marie DELOCHE, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

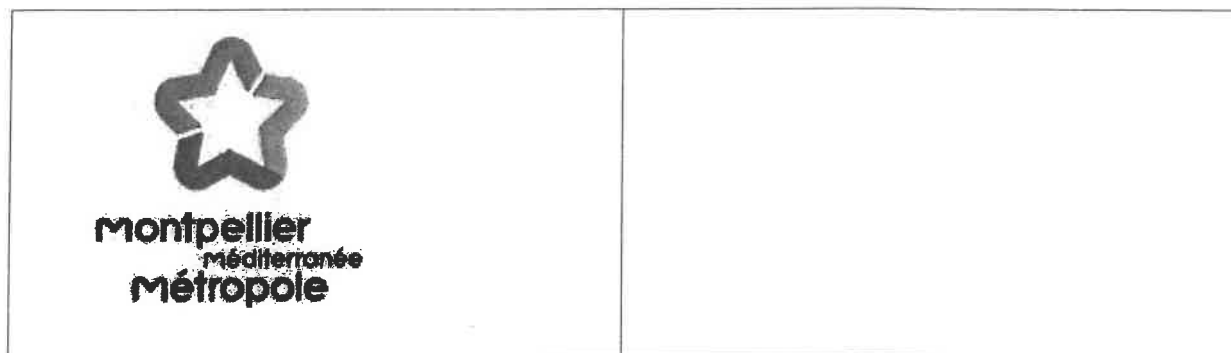
CJ4 - 243498017 - 20190101 - 73737 AT

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n° 2 au marché 4160 - Travaux de
construction de l'Intercepteur Est Amont :
réseau d'eaux usées du giratoire du
Fesquet au lotissement Navitau et
modification du pompage de deux postes
de refoulement - lot 1 Réseaux
d'assainissement RD 65 à Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »

Décision n° MD2019-112

- VU la délibération n°13949 du 30 juin 2016 attribuant le marché n°4160 - Travaux de construction de l'Intercepteur Est Amont : réseau d'eaux usées du giratoire du Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement - lot 1 Réseaux d'assainissement RD 65 à Clapiers à l'entreprise MALET sise ZAC de la Louvade - 18 rue des cabernets - 34130 MAUGUIO, pour un montant de 725 995 euros HT et pour une durée de 7 mois.

- VU la décision n°D2017-606 du 22 août 2017 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°4160 - Travaux de construction de l'Intercepteur Est Amont : réseau d'eaux usées du giratoire du Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement - lot 1 Réseaux d'assainissement RD 65 à Clapiers avec l'entreprise MALET sise ZAC de la Louvade - 18 rue des cabernets - 34130 MAUGUIO, pour un montant de 8 193,61 euros HT.

Considérant :

- Que les prix nouveaux provisoires notifiés par ordres de service doivent être rendus définitifs par avenant ;
- Que la masse des travaux se trouve augmentée en raison d'aléas sur le chantier ;
- Qu'il résulte des deux points précédents que les délais d'exécution doivent être prolongés ;

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4160 - Travaux de construction de l'Intercepteur Est Amont : réseau d'eaux usées du giratoire du Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement - lot 1 Réseaux d'assainissement RD 65 à Clapiers avec l'entreprise MALET sise ZAC de la Louvade - 18 rue des cabernets - 34130 MAUGUIO, avenant d'un montant de 33 233,32 euros HT.

Article 2 : De prolonger la durée d'exécution de 2 mois, la faisant passer de 7 à 9 mois.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 02 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
036-263400017-20190101-714318-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
4167TV15 de travaux et maintenance des
dispositifs de retenue routiers -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions du code des marchés publics alors applicables et notamment ses articles 20 et 118 ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;
- VU la décision de la Ville de Montpellier n°2015-062 attribuant le marché n°4167TV15 de travaux et de maintenance des dispositifs de retenue routiers à l'entreprise AER sise Quartier Prignan – BP 10004 à ISTRES, pour des montants annuels compris entre 70 000 € et 280 000 € HT et pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;

Décision n° MD2019-113

- VU la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°2016-912 relative à la passation d'un avenant n°1 à ce marché transféré à la métropole afin d'intégrer des prix nouveaux, avenant sans incidence financière,

CONSIDÉRANT :

- que le marché se termine le 5 mai 2019 et que le montant maximum annuel du marché est de 280 000€ HT ;
- qu'il est nécessaire de prolonger le marché afin d'assurer la continuité des prestations, car la procédure de consultation pour renouveler le marché en cours ne sera pas notifiée avant sa date de fin, et d'augmenter en conséquence le montant maximum annuel de la dernière période ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°4167TV15 de travaux et de maintenance des dispositifs de retenue routiers passé avec l'entreprise AER. Cet avenant prolonge la dernière période du marché d'une durée de 3 mois et augmente le montant maximum de 140 000€ HT, portant le montant maximum de la dernière période à 420 000€ HT, ce qui représente, sur la durée totale du marché, périodes de reconduction comprises, une augmentation de 12.5% du montant maximum cumulé sur 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

24 2434 0007 - 2019001 - 74321 - Arr -

Acte Certifié exécutoire

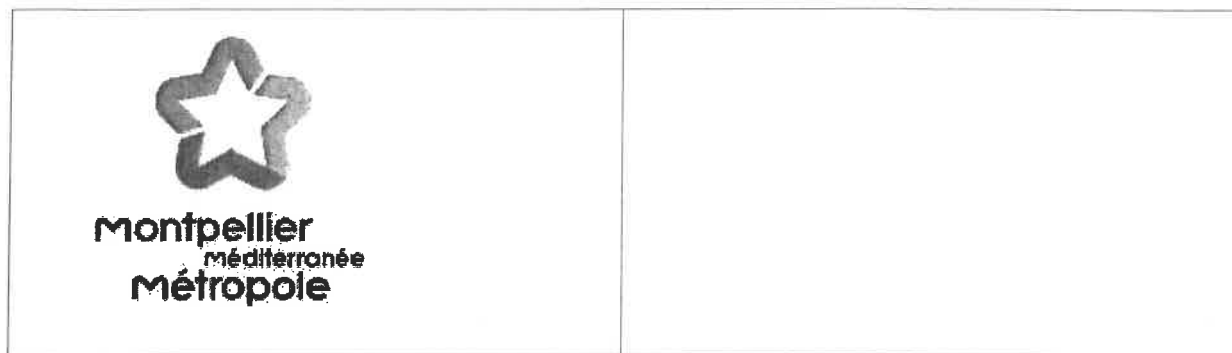
Envoi Préfecture :

25 AVR. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la ligne 2 de tramway -
Convention de mandat Montpellier
Méditerranée Métropole / TaM pour
l'étude et la réalisation - Quitus -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°3962 du 12 juillet 2000 modifiée par la délibération n°8410 du 23 juillet 2008 approuvant l'avenant n°8 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 2^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM en qualité de mandataire pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Décision n° MD2019-117

- VU l'estimation prévisionnelle de l'opération fixée, suite aux neuf avenants, à 400 millions d'euros HT (valeur février 2000) à laquelle vient s'ajouter les opérations connexes estimées à 47,16 millions d'euros HT.

- VU le rapport de TaM mandataire sur les comptes clos du mandat faisant apparaître une dépense totale constatée au 30 juin 2018 de 427 023 062 euros HT (soit 522,548 millions d'euros en euros courants), dont 16 822 832 euros HT (soit 18,173 millions d'euros en euros courants) de rémunération du mandataire, y compris les opérations connexes.

CONSIDERANT :

- que la dépense constatée, payée par la Métropole dans le cadre du mandat, est inférieure d'environ 20,130 millions d'euros (valeur février 2000) à l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération,
 - que la mise en service de la deuxième ligne de tramway est effective depuis le 16 décembre 2006,
 - que les opérations connexes attachées à ce mandat, dont la dernière étant le réaménagement du Passage à Niveau 40 à Saint Jean de Vedas achevé en 2017, sont toutes réalisées à ce jour,
 - que TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat notamment en termes de respect du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle et du planning.

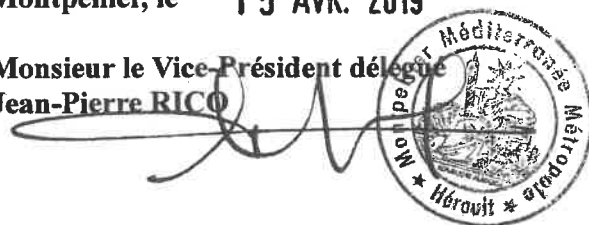
D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver le bilan général de l'opération, de clore la convention de mandat « Étude et réalisation de la deuxième ligne de tramway » et de donner quitus à TaM pour la réalisation de ce mandat.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
 Jean-Pierre RICO



Publiée le : 15 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

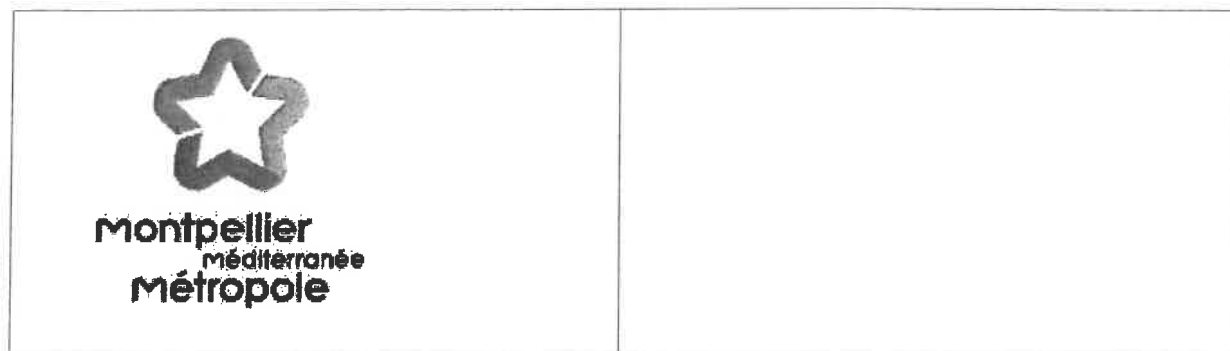
024-243400017-20190101-74452-AL

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries et espaces
communs du lotissement les Terrasses
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession des voies et espaces communs du lotissement Les Terrasses situé sur la Commune de Cournonsec formulée par GGL Groupe et GGL Aménagement, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole,
- VU l'avis favorable du Pôle Plaine-Ouest en date du 28 janvier 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et espaces communs du lotissement « Les Terrasses » sur la Commune de Cournonsec

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement les parcelles suivantes :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
AC	187	Voirie	15
	198	Voirie	41
	214	EV	79
	215	EV	15

et auprès de GGL Groupe les parcelles suivantes :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
AB	83	Voirie	676
AC	23	Voirie	453
	28	Parking	13
	29	Parking	13
	30	Parking	13
	31	Parking	13
	32	Parking	13
	33	Parking	13
	38	Parking	13
	39	Parking	13
	40	Parking	13
	42	Voirie	74
	43	Parking	13
	44	Parking	13
	45	Parking	13
	46	Parking	13
	47	Trottoir	10
	219	EV	74
	222	Voirie	126
	223	Voirie	1785
	224	EV	671

Ces parcelles en nature de voiries et d'espaces communs, seront intégrées au Domaine Public Métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie ainsi que des équipements publics.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

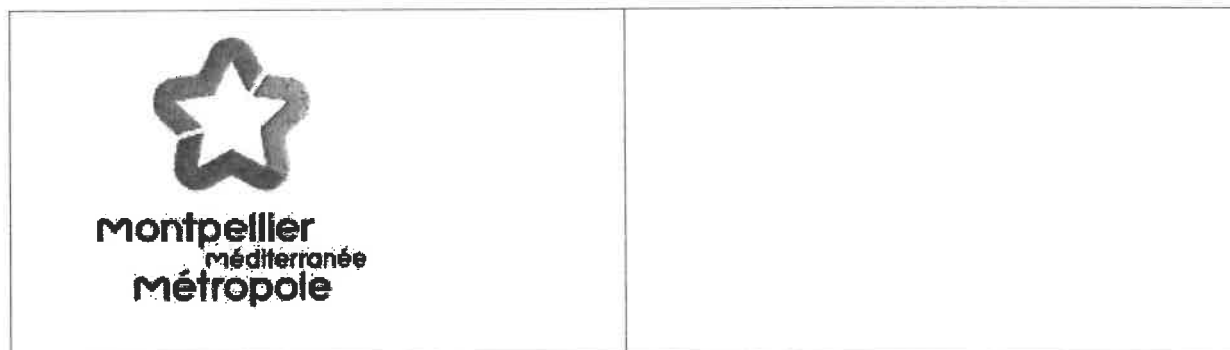
03M-2M 200017-2019 0101-74484-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 28 MARS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle TC 183 auprès de SCCV Croix de
Lavit (société URBAT) - rue Croix de Lavit
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la réserve C 63 inscrite au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier,
- VU l'accord de la société « SCCV Croix de Lavit – société URBAT » en date du 31 janvier 2019 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée TC 183 (63 m²) au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise pour les besoins d'élargissement de l'espace public, rue Croix de Lavit à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société « SCCV Croix de Lavit – société URBAT », domiciliée à Montpellier, la parcelle nouvellement cadastrée TC 183 d'une superficie de 63 m², située rue Croix de Lavit à Montpellier, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée au prix de 60€/m², soit 3 780,00 € (trois mille sept cent quatre-vingts euros) pour 63 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Bernard PALUAN, notaire à Ganges, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

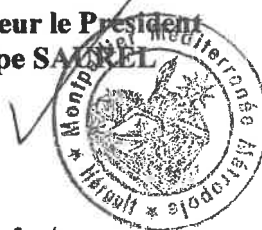
ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

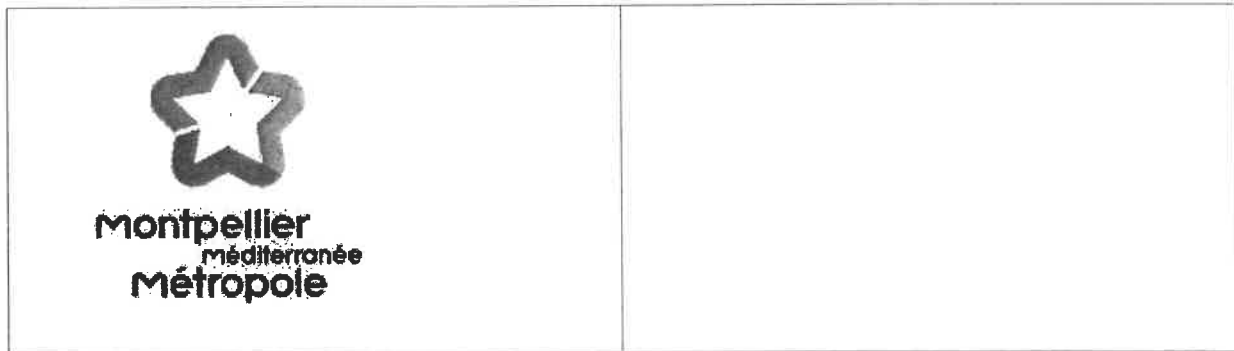
08-24-2019 17-10-19 01-75362-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
 marché portant sur des études de sols dans
 le cadre des études préalables à
 l'aménagement du site Jules RIMET à
 SUSSARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier métropolitain »,
- VU la convention de mandat en date du 8 janvier 2018 au bénéfice de SA3M.

CONSIDERANT :

- qu'il convient de mener des études de sols (géotechnique et diagnostic pollution) dans le cadre des études préalables à l'aménagement du site Jules RIMET sur la Commune de SUSSARGUES.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, pour une durée de 24 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique pour 60 % appréciée par une note méthodologique (analyse et compréhension des enjeux du projet, modalités de réalisation des missions, CV des membres de l'équipe proposée) et les délais contractuels proposés et critère prix pour 40 %.
- Qu'après analyse, le groupement EGSA BTP / SOCOTEC environnement (EGSA BTP MANDATAIRE sis à 19, rue Louis Breguet, 34 830 JACOU) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre à bons de commande pour la réalisation d'études de sols (géotechnique et diagnostic pollution) au groupement EGSA BTP / SOCOTEC environnement, pour un montant de commande maximum de 25 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

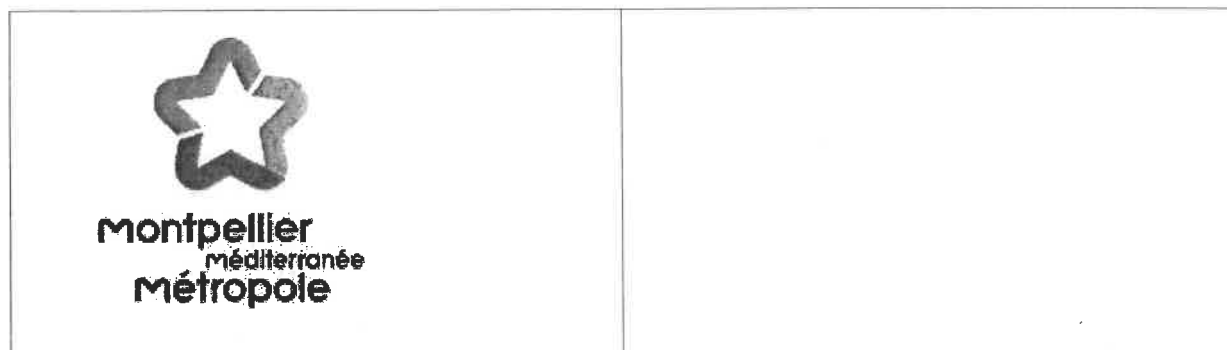
034-24340017 - 20190101-75461-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8D0031AT de travaux
d'aménagement de l'allée des Acacias à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

Décision n° MD2019-155

CONSIDERANT :

- que les travaux sont nécessaires pour l'aménagement de l'allée des Acacias à Vendargues ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée maximum de 4 mois, période de préparation d'1 mois incluse ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 50 % ;
 - Valeur technique pondérée à 30 % ;
 - Délai pondéré à 20 %.
- qu'après analyse, l'entreprise BRAULT MTP / BRAULT TP présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M8D0031AT relatif aux travaux d'aménagement de l'allée des Acacias à Vendargues au Groupement BRAULT MTP / BRAULT TP sise Vendargues (34740) pour un montant de 253 022,65 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 3 mois et demi comprenant la période de préparation d'1 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

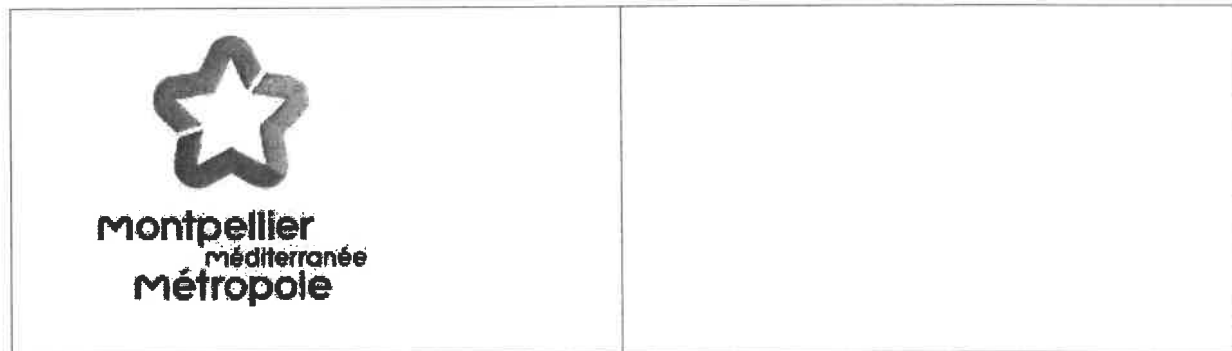
034-243400017-20190101-76587-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AM 141 et AM 236
auprès des familles ALEXANDRE et
BERGER chemin des Aigueillères
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des époux BERGER sur les termes de la négociation en date du 2 octobre 2018,
- VU l'accord de l'indivision ALEXANDRE sur les termes de la négociation en date du 3 octobre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées AM 141 et AM 236, pour permettre la régularisation foncière de ces emprises déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux BERGER et de l'indivision ALEXANDRE, les parcelles cadastrées AM 141 d'une superficie de 179 m², et AM 236 d'une superficie de 89 m², situées chemin des Aigueillères à Montferrier-sur-Lez, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 10€/m², soit un montant total de 2 680€ (*deux mille six cent quatre-vingt euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

2 8 MARS 2019

Monsieur le Président

Philippe **SAGREL**



Publiée le : **2 8 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

8M-24 Mars 17 - 2019 0101 - 75511 - AU

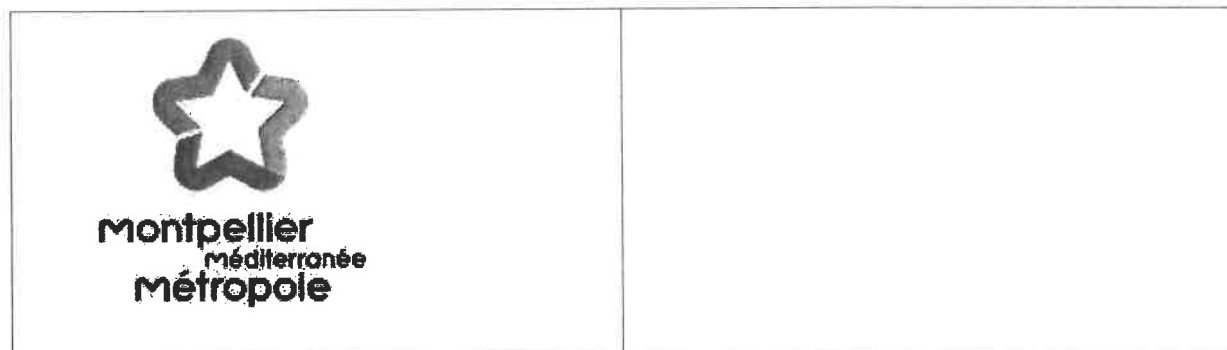
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

2 8 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5219DS18
- Achat de matériel de filtration,
d'équipement de bassin de piscine et de
matériel de plomberie pour la régie
technique des piscines de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

Décision n° MD2019-162

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-1 1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un appel d'offres ouvert, comportant deux lots, accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée initiale d'un an (trois reconductions tacites d'un an),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique (60%) ;
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 février 2019 a classé les offres concernant le lot n° 1 « Achat de matériel de filtration et d'équipement de bassin » et choisi l'entreprise CHAVEROCHE, sise au 1, rue du Puech Radier, à Lattes (34 970),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 février 2019 a classé les offres concernant le lot n° 2 « Achat de matériel de plomberie » et choisi l'entreprise GIFFONE, sise au 455, rue Raymond Recouly, ZAC Garosud, à Montpellier (34 070).

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n°1 du marché n°5219DS18 « Achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise CHAVEROCHE, pour un montant maximum annuel de 100 000 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de un an (trois reconductions tacites d'un an).

D'attribuer le lot n°2 du marché n°5219DS18 « Achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise GIFFONE, pour un montant maximum annuel de 30 000 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de un an (trois reconductions tacites d'un an).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2019-162

Montpellier, le 01 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

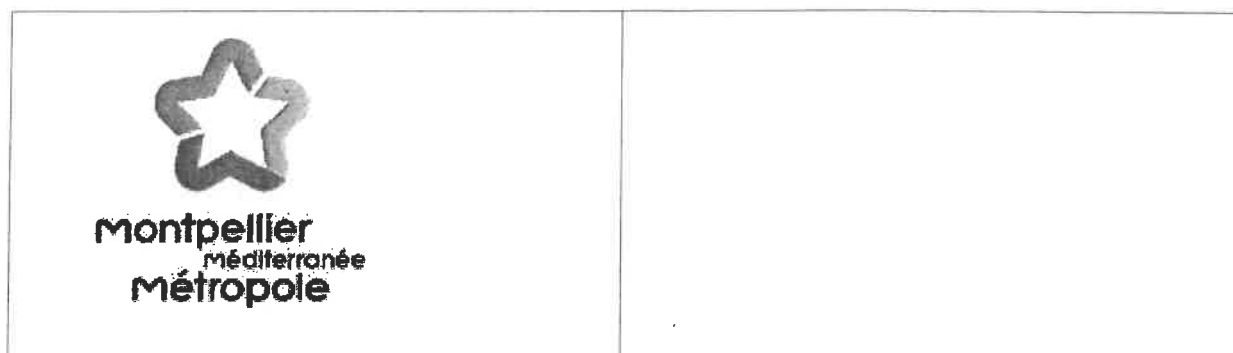
034-243400017-20190101-75745-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation
d'occupation temporaire des parcelles
constituant le chenal de la Lironde
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2019-0082, du 11 février 2019 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans les domaines de la Prévention des Risques Majeurs et la Gestion des milieux aquatiques,
- VU le projet d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Jean Louis ARGUEL, demeurant à Lattes (34970) Centre équestre Saint Pierre, Route de Palavas, les parcelles situées sur la commune de Lattes, dont la liste figure en annexe 1 à l'AOT précitée, pour une contenance cadastrale totale de 565 760m², pour une durée de 3 campagnes,

- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause constituent le chenal de la Lironde qui sert d'exécutoire aux crues du Lez et qui nécessite d'être entretenu notamment par fauchage et ramassage régulier de l'herbe,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent à Monsieur Jean Louis ARGUEL une autorisation d'occupation temporaire pour l'occupation des parcelles situées sur la commune de Lattes, constituant le chenal de la Lironde, dont le détail figure en annexe 1 à l'AOT.

ARTICLE 2 : L'autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 3 campagnes, jusqu'au 1^{er} avril 2022.

ARTICLE 3 : L'autorisation d'occupation temporaire est consentie à titre gratuit eu égard aux contraintes d'exploitation et dans la mesure où cette occupation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean Marc LUSSERT Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SACRE



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

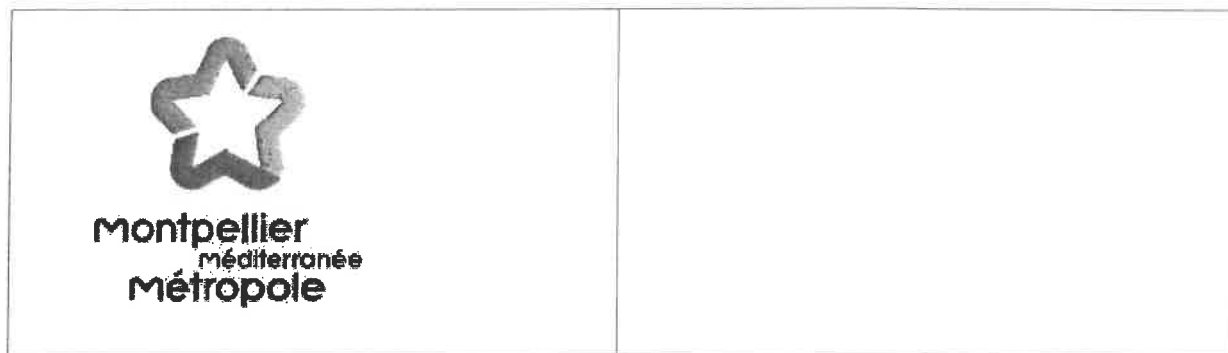
034-243400017 - 20190101-7655-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de déplacement de réseau de
fibre optique sur la commune de Clapiers
avec Hérault TELECOM**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que la Métropole a décidé de réaliser le remplacement d'un ouvrage hydraulique avenue Georges Frêche et le recalibrage du ruisseau des canaux sur la commune de Clapiers,

Décision n° MD2019-195

- que la réalisation de ce projet est contrainte par le tracé d'un réseau de fibre optique sur la commune de Clapiers ;

CONSIDERANT :

- que HERAULT TELECOM est concessionnaire du réseau de fibre optique,
- que les obligations respectives du Concessionnaire et de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation des travaux de déplacement du réseau de fibre optique doivent être précisées ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de déplacement de réseau de fibre optique sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : Dire que les travaux de déplacement du réseau de fibre optique exécutés par le Concessionnaire sont prévus du 1^{er} juillet au 27 septembre 2019.

ARTICLE 3 : Dire que le coût des opérations de déplacement du réseau de fibre optique sera pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole sur la partie de travaux concernant le recalibrage du ruisseau des Canaux. Les travaux de déviation du réseau de fibre optique sur une longueur de 1200 ml sont estimés à 26 631,60 € HT.

ARTICLE 4 : Dire que la convention prendra effet à sa notification au Concessionnaire par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **6 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERY



Publiée le : **16 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

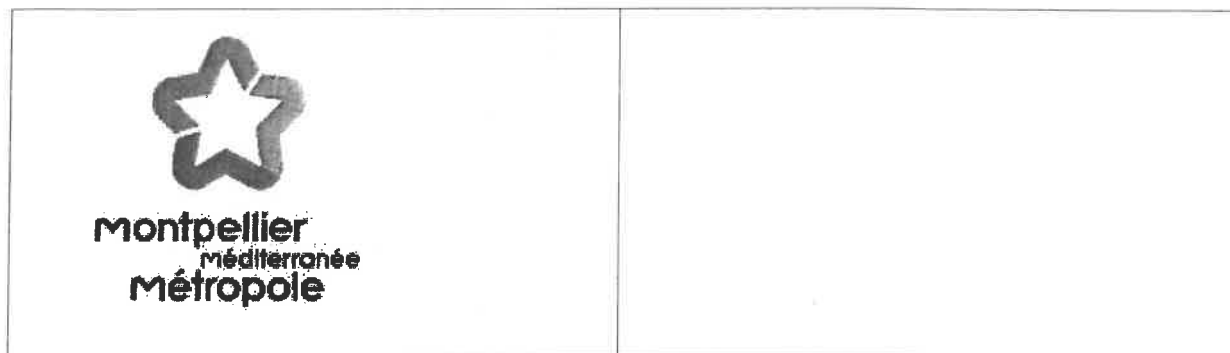
034-243400017-20190101-76683-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ALVER dans les
Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ALVER, représentée par Monsieur Thomas de Gassart est une SARL dont l'activité est la miroiterie, la menuiserie aluminium et PVC.
Locataire du lot A03 de 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALVER ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

8

Décision n° MD2019-212

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

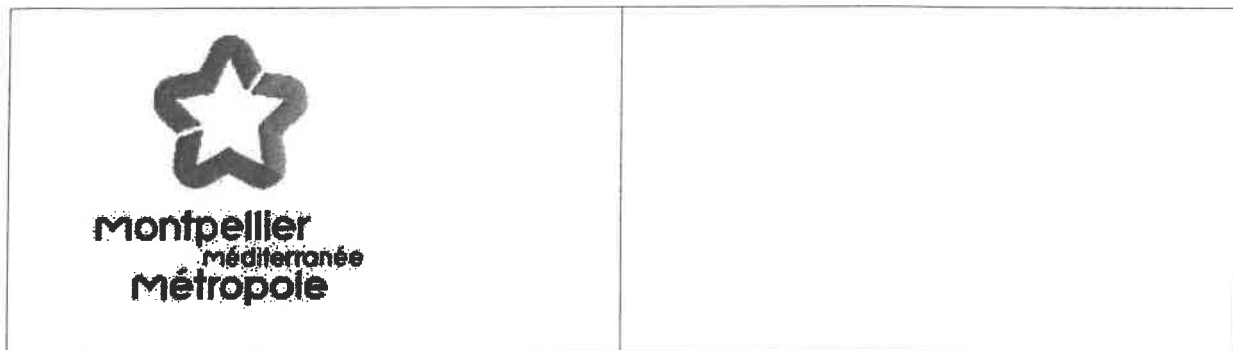
024 2434 0017 - 20190101-77020-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la constitution d'une
 convention de servitude de passage d'un
 branchement d'eau potable en tréfonds de
 la parcelle section RN n° 6 - Commune de
 Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuelle d'un branchement d'eau potable en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RN n° 6, consentie au profit de la SCI du Mas de l'Olivier, représentée par son gérant Monsieur Bruno MOLTO, demeurant 396 rue du Mas de l'Olivier à Montpellier (34000), par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire,

Décision n° MD2019-213

- **CONSIDERANT** que la propriété de Monsieur Bruno MOLTO n'est pas raccordée au réseau public d'eau potable,
- **CONSIDERANT** qu'en égard à l'environnement de cette propriété, la seule possibilité de raccordement au réseau d'eau potable passe par la constitution d'une servitude en tréfonds de la parcelle RN n° 6 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage perpétuelle d'un branchement d'eau potable en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RN n° 6 d'une contenance totale de 37 700m² et d'une emprise totale de servitude de 50m², est consentie au profit de la SCI du Mas de l'Olivier, représentée par son gérant Monsieur Bruno MOLTO, demeurant 396 rue du Mas de l'Olivier à Montpellier (34000), par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire de cent cinquante euros (150€).

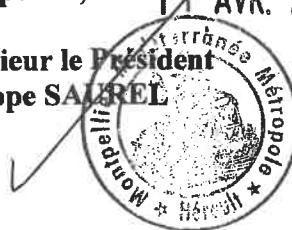
ARTICLE 3 : La servitude sera enregistrée au service des Hypothèques. Les frais d'acte notarié seront à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 4 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

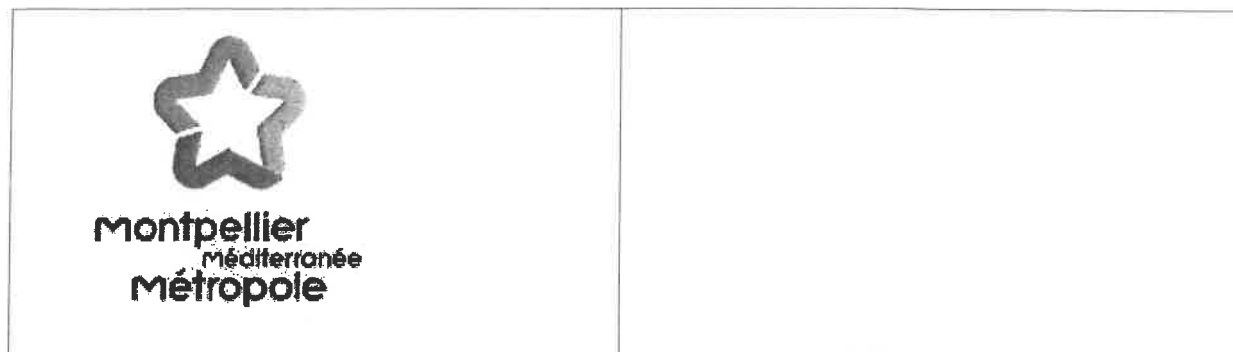
034-263600017-20190101-77023

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public par
l'association Grand Cluster du Numérique
d'Occitanie (GCNO) - DIGITAL113 au
sein de la pépinière d'entreprises Cap
Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

Décision n° MD2019-225

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu l'échéance de la convention d'occupation de l'association FRENCHSOUTH DIGITAL à la date du 31 décembre 2018,
- Vu la fusion de l'association FRENCHSOUTH.DIGITAL de Montpellier et de l'association DIGITALPLACE de Toulouse pour le Grand Cluster du Numérique d'Occitanie GCNO dont la marque est DIGITAL113,
- **CONSIDERANT** que ce nouveau grand cluster régional a pour mission de fédérer, animer et accompagner les acteurs de la filière numérique en région Occitanie Pyrénées Méditerranée et qu'il convient par conséquent de lui accorder l'autorisation d'occuper la Maison du Numérique de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA de Montpellier Méditerranée Métropole pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association GCNO – DIGITAL113 pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2: Pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association pour la surface de 89,90 m² quelle occupe au rez de chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 1 159,71 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°MD18-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 : Suite à la sollicitation de l'association GCNO-DIGITAL113, le BIC a accepté la demande de restitution de la surface de 14,78 m² du B017 et le transfert vers la surface de 22,46 m² du B026, mieux adaptée à ses besoins.

A partir du 1^{er} mars 2019, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association pour la surface de 97,58 m² quelle occupe au rez de chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 1 258,78 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°MD18-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018

ARTICLE 4: Compte tenu des services d'intérêt collectif que l'association rend aux entreprises du numérique implantées à Cap Oméga cette redevance ne sera pas due. Elle sera valorisée par l'association GCNO-DIGITAL113 dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique.

ARTICLE 5 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer la convention d'occupation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Décision n° MD2019-225

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

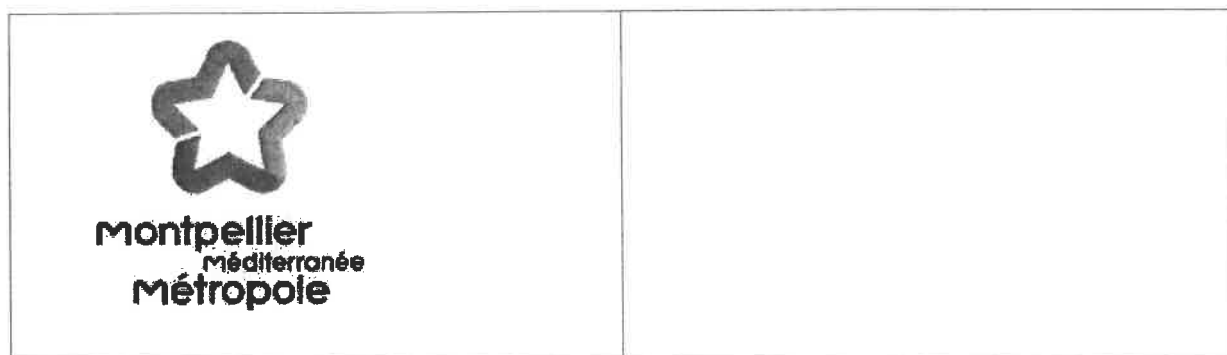
024-2434 0017 - 20190101-77470-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 AVR. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BEAR dans
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi)
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société BEAR, représentée par Monsieur Pierre ADDOUM est une SAS dont l'activité est la conception de solutions de réalité augmentée.
Elle est candidate à la location des lots 2.1 E, 2.1 F, 2.1 G, 2.1 H, 2.1 I, 2.1 J d'une surface totale de 271.04 m² pour une période de 36 mois.
La société projette un effectif de 19 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BEAR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, à la French Tech et à l'artisanat est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

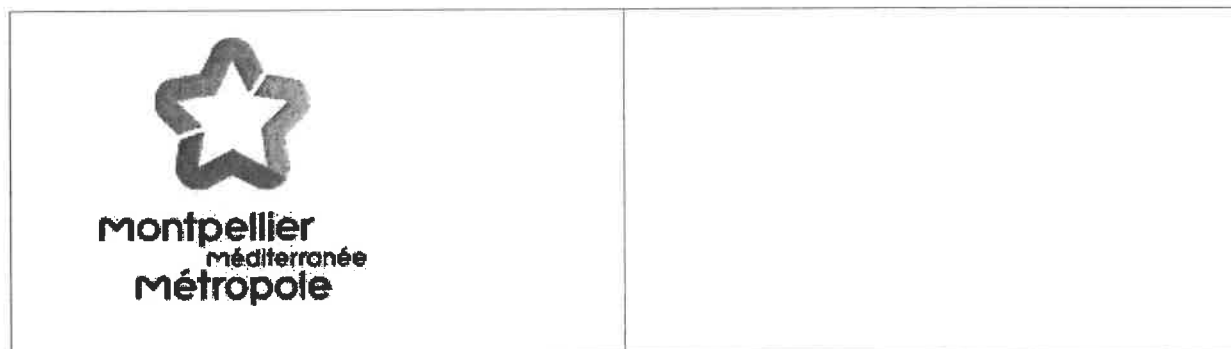
De 2019-03-17-20190101-77862-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M9B0010DS
"Mission de diagnostic des structures en
béton du Centre Nautique Neptune à
Montpellier"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 14 février 2019,
- **CONSIDÉRANT :**
- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer une mission de diagnostic des structures en béton du Centre Nautique Neptune à Montpellier,

Décision n° MD2019-233

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire à procédure adaptée, pour une durée d'un an,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (60 %),
 - la valeur technique, au regard des réponses apportées dans le mémoire technique (40 %),
- qu'après analyse, la société Ginger CEBTP, sise PA Clément Ader – 12, rue des frères Lumière – 34830 Jacou, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0010DS « Mission de diagnostic des structures en béton du Centre Nautique Neptune à Montpellier » à l'entreprise Ginger CEBTP, pour un montant de 18 950,00 € H.T., et pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 AVR. 2019**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 20190101-78028-CC

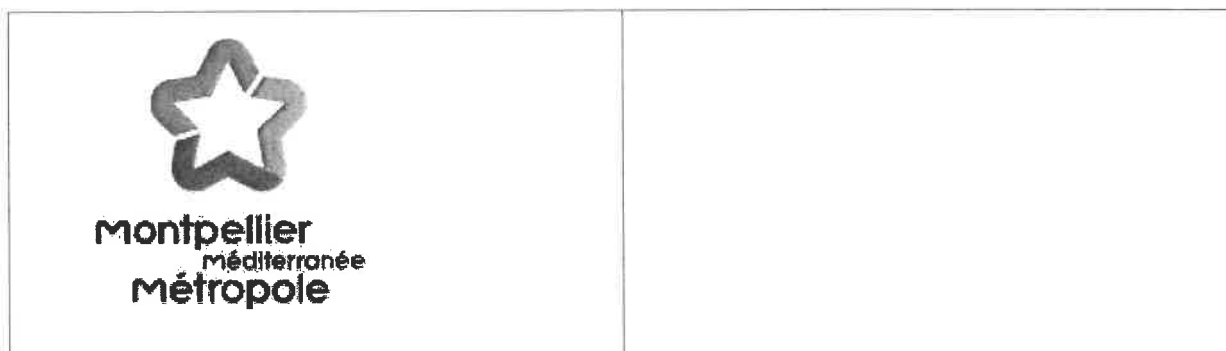
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **01 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BN 101 Rue du Gour - Commune de Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame RAMEL en date du 7 février 2019, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle BN 101 en nature de voirie et abords de voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle située rue du Gour à Grabels,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame RAMEL la parcelle BN 101 d'une superficie de 57 m² située sur la commune de Grabels, en nature de voirie et abords de voirie, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

Décision n° MD2019-244

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

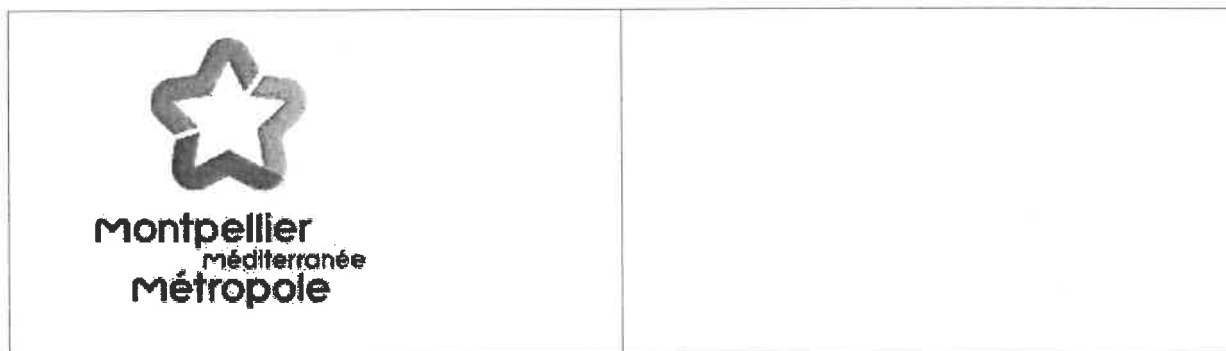
034-243400017-20190101-78323-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle ZB 430 Chemin du Patus -
Commune de Montaud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de la SARL DELMASIMMO en date du 19 février 2019, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle ZB 430 en nature de voirie, située sur la commune de Montaud,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle intégrée à la voirie, située Chemin du Patus à Montaud,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL DELMASIMMO la parcelle ZB 430 d'une superficie de 186 m² située chemin du Patus sur la commune de Montaud en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

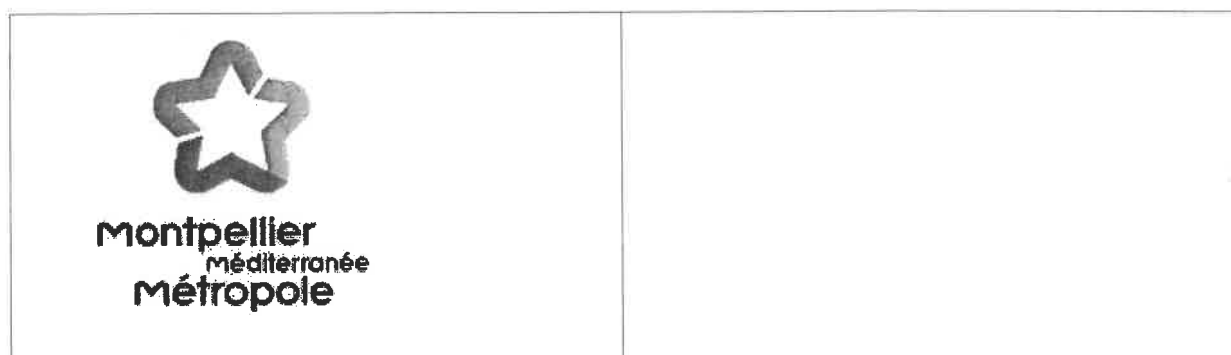
DM-24300017-20190101-78331-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4005 de Maîtrise d'œuvre en vue
de la construction de la station d'épuration
de Murviel-lès-Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision n°D2016-153 du 23 mars 2016 autorisant la signature du marché 4005 de Maîtrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec le groupement CEREG SARL/C. LAUNE ARCHITECTURE dont le mandataire est la société CEREG SARL, sise pôle actif – 7 rue de la Fontanisse – 30660 Gallargues-le-Montueux pour un montant de 57 000€ HT,

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acter la cessation d'activité de la société co-traitante C. LAUNE Architecture ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4005 de Maîtrise d'œuvre en vue de la construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec la société CEREG SARL, sise pôle actif – 7 rue de la Fontanisse – 30660 Gallargues-le-Montueux comme titulaire unique.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

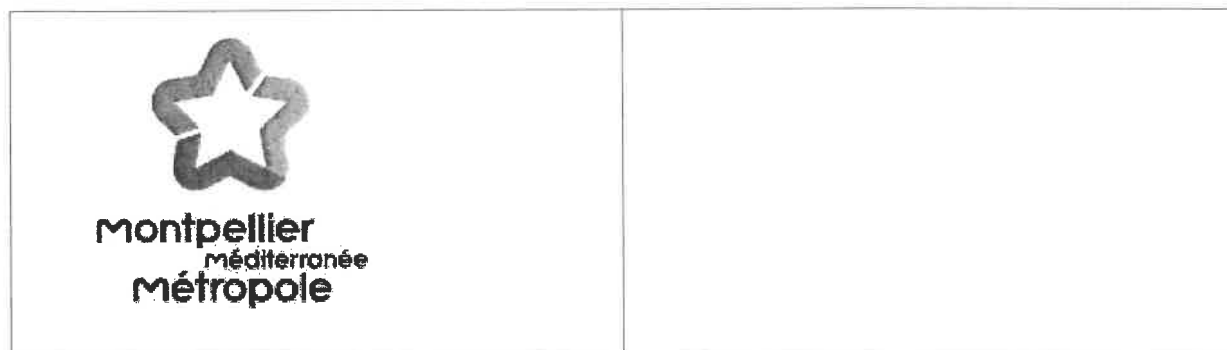
Obj. 1436000 A - 20190101 - 8418 - AL.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AH 118 et AH 119 rue du Pouget -
Commune de Saussan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de tous les copropriétaires et notamment de Monsieur FABRE François, Monsieur MAISONOBE Philippe, Madame BARRET Anne, Monsieur MAISONOBE François, Madame TANCHET-RABET Sylvie, Monsieur FABRE Michel, Madame CAUCHETEUX Colette épouse MAISONOBE, Monsieur MAISONOBE Daniel, Madame MAISONOBE Françoise, Monsieur MAISONOBE Alain, Madame FRITSCH Sylvie, pour céder les parcelles AH 118 et AH 119 d'une superficie de 353 m² et 465 m², situées rue du Pouget à Saussan, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires, à savoir notamment Monsieur FABRE François, Monsieur MAISONOBE Philippe, Madame BARRET

Anne, Monsieur MAISONOBE François, Madame TANCHET-RABET Sylvie, Monsieur FABRE Michel, Madame CAUCHETEUX Colette épouse MAISONOBE, Monsieur MAISONOBE Daniel, Madame MAISONOBE Françoise, Monsieur MAISONOBE Alain, Madame FRITSCH Sylvie les parcelles AH 118 et AH 119 d'une superficie de 353 m² et 465 m² situées rue du Pouget à Saussan en vue de leurs intégration dans le domaine public.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement compté-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

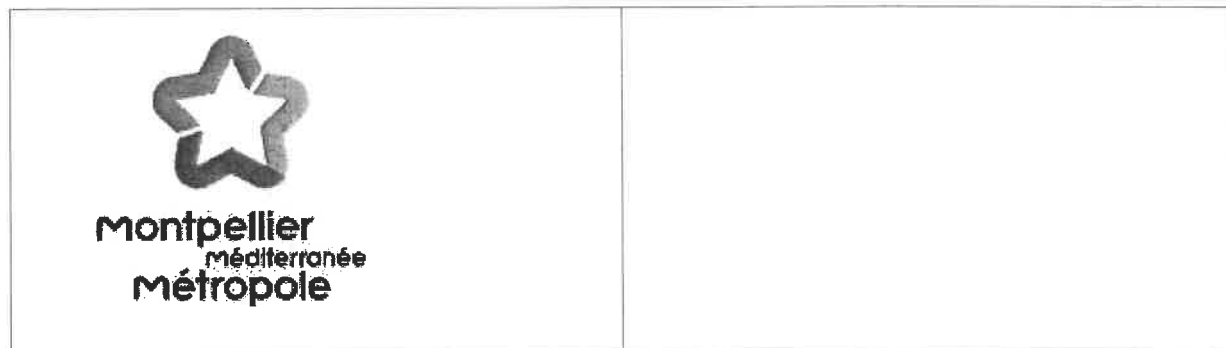
034-24 34 0017 - 20190101-79364-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Marketing Réseaux et Animation

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M8B0009DE "Rédaction, illustration
d'articles et supports de communication et
réalisation d'infographies"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, planification et urbanisme opérationnel,

Décision n° MD2019-261

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande maximum 41 000 euros H.T. pour une durée de 1 an non reconductible,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique (60%), prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%),
- qu'après analyse, l'entreprise Agence de Presse JAM, 16 rue des étuves, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché rédaction, illustration de supports de communication et réalisation d'infographies n° M8B0009 DE, pour un montant maximum de 41 000 euros HT, soit 49 200 euros TTC.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11 AVR. 2019

Madame la Vice-présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 11 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

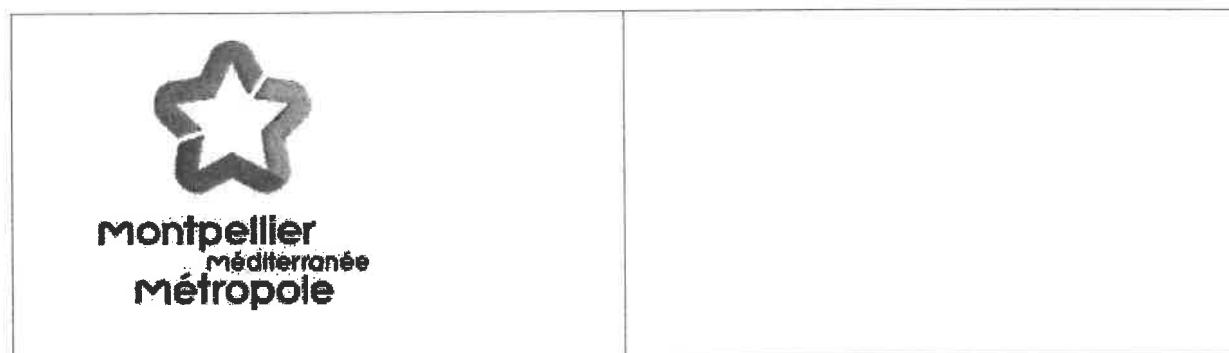
086-243400017 - 20190101-79423-ACI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIASYS
TECHNOLOGIES dans le bâtiment Cap
Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par Monsieur Thierry MARTEL a pour activité le diagnostic médical in vitro.
Locataire des lots CG 1.2, CG 0.4 et CG 0.5 représentant 308.40 m², elle est candidate à la location du lot CG 0.6 de 14 m² à compter du 1^{er} février 2019 pour l'extension de sa société.
L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

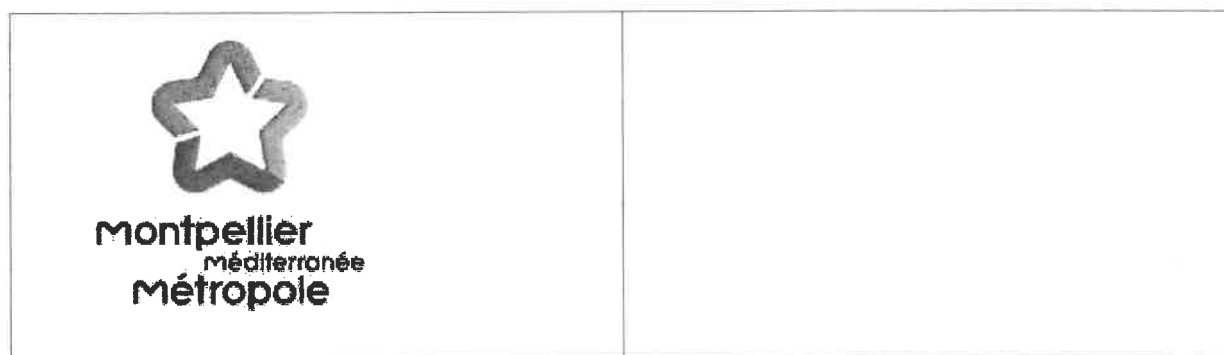
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-2484000 N-20190101-7947-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la donation de Madame
Joyce Yagla Corey en soutien à la
campagne de restauration de l'ensemble
monumental de Hubert Robert (Paris,
1733 - id., 1808) anciennement conservé à
l'Hôtel de Montcalm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Madame Joyce Yagla Corey, de nationalité américaine, professeure émérite de l'Université du Missouri à Saint-Louis, USA, souhaite faire acte de philanthropie en participant financièrement au projet d'étude et de restauration de l'ensemble monumental peint par Hubert Robert, pour un montant de 9 580 € (neuf mille cinq cent quatre-vingt euros),
- qu'il y a lieu d'entreprendre une étude préliminaire puis une campagne de restauration de l'ensemble monumental composé de quatre œuvres majeures du peintre Hubert Robert (1733-1808) classées au titre des Monuments Historiques depuis 1919, précédemment conservées à l'Hôtel de Montcalm à Montpellier, et déposées au musée Fabre en 2004 par le Ministère de la Défense,

8

Décision n° MD2019-273

- que Madame Joyce Yagla Corey propose de régler directement la facture émise par Anne Baxter, la restauratrice d'œuvre d'art missionnée pour réaliser l'étude préliminaire,

DECIDE

Article 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de 9 580 € (neuf mille cinq cent quatre-vingt euros) de Madame Joyce Yagla Corey pour la campagne de restauration de l'ensemble monumental peint par Hubert Robert (1733-1808).

Article 2 : D'autoriser Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les actes relatifs à ce don et notamment la convention de donation.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

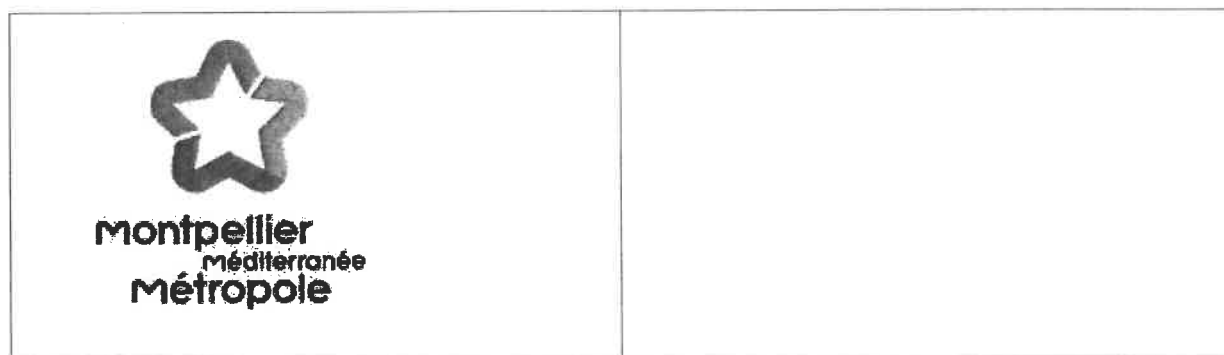
034-24340017 - 20190101-20658-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 AVR. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5046EA18
pour les VTA - Visites Techniques
Approfondies des ouvrages de protection
contre les inondations**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine de la « Prévention des Risques Majeurs et à la Gestion des Milieux Aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que la réglementation relative aux ouvrages de danger impose au maître d'ouvrage d'établir un suivi régulier à travers notamment une Visite Technique Approfondie ;

Décision n° MD2019-279

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I-1°, 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%
- Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 60%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 février 2019 a :

- classé les offres et choisi l'entreprise SAFEGE SAS sise 650 rue Henri Becquerel - Zone du Millénaire - Le Bruyère 2000 - Bâtiment 1 - CS 79542 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 5046EA18 pour les VTA - Visites Techniques Approfondies des ouvrages de protection contre les inondations à l'entreprise SAFEGE SAS sise 650 rue Henri Becquerel - Zone du Millénaire - Le Bruyère 2000 - Bâtiment 1 - CS 79542 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2, sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le Budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : 02 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

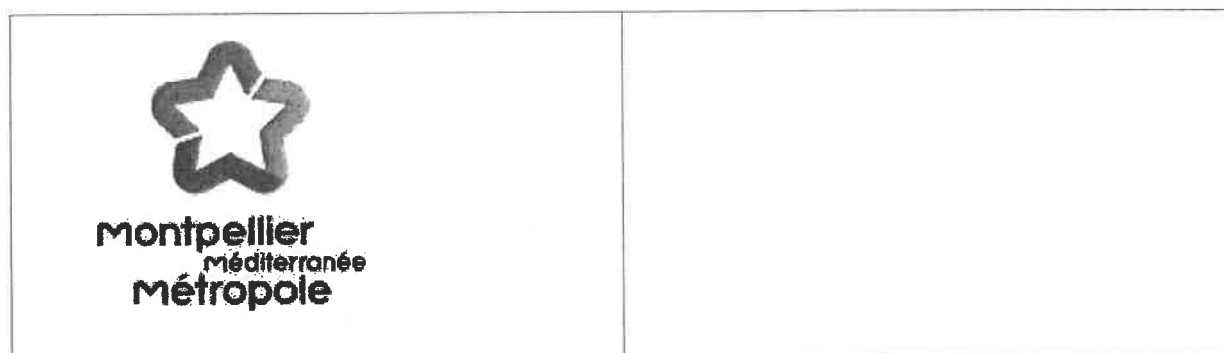
034-243450017-20190101-79827 .AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **02 AVR. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la convention de mise à
disposition à la SAFER - ensemble de
parcelles au Domaine de Viviers -
communes de Clapiers et Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, un ensemble de parcelles situé sur les communes de Clapiers et Jacou, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Commune de CLAPIERS Surface sur la commune : 20 ha 51 a 85 ca

Lieu-dit	Secti on	N°	Surface	Nature
PLAN GUIRARD	BC	0003	74 a 39 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0003	1 ha 45 a 00 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0004	5 ha 53 a 31 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0008	3 ha 75 a 29 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0029	6 ha 80 a 11 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0029	49 a 00 ca	Bois-Taillis
PLAN GUIRARD	BC	0031	1 ha 50 a 00 ca	Terres
PLAN GUIRARD	BC	0031	24 a 75 ca	Terres

Commune de JACOU Surface sur la commune : 16 ha 01 a 02 ca

Lieu-dit	Secti on	N°	Surface	Nature
MONTVILLA	AV	0018	59 a 57 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0020	1 ha 10 a 19 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0021	9 ha 38 a 99 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0024	1 ha 30 a 84 ca	Terres
VIVIERS	AV	0107	2 ha 95 a 43 ca	Terres
MONTVILLA	AV	0594	66 a 00 ca	Terres

TOTAL SURFACE : 36 ha 52 a 87 ca

- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part, une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Clapiers et Jacou pour une surface totale de 36 ha 52 a 87 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois campagnes jusqu'au 30 octobre 2021.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de six mille six cents euros (6 600€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

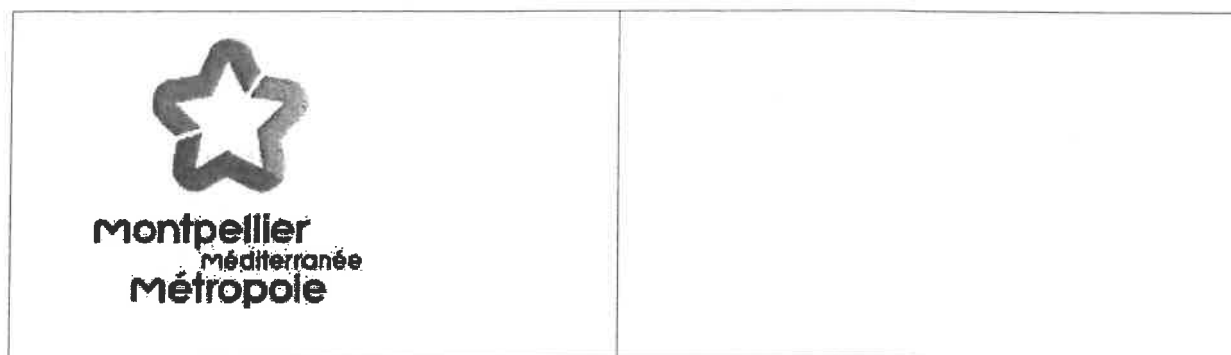
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-2434 av 12 619 0101-79883-cc
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société ITK
au sein de la pépinière d'entreprises Cap
Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 04 novembre 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa notification et jusqu'au 30 septembre 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 472,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 5 780,46 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

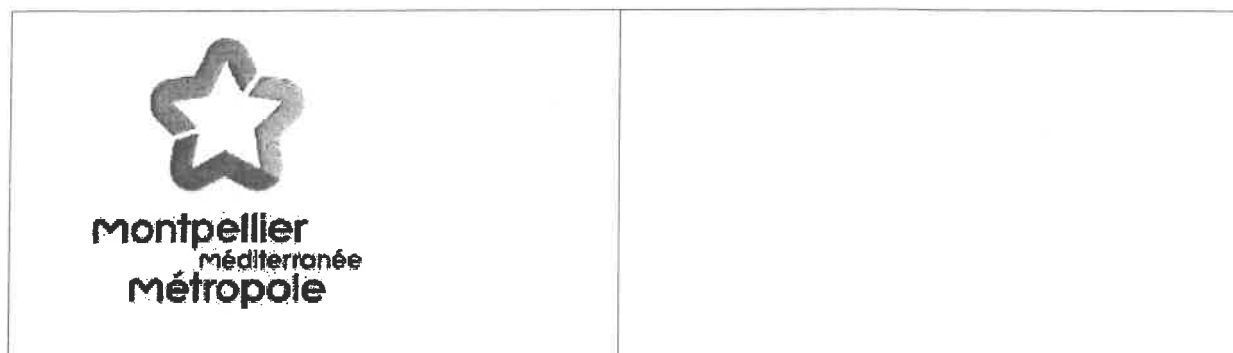
086-243400017-20190101-79899-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un bail
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Vendargues immobilier sur la
commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux afin d'y installer des services métropolitains,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail avec la Sarl Vendargues immobilier agissant en qualité de mandataire de la SCI LA JASSE, sise ZI du salaison ; 615 rue de la Garenne, 3474 Vendargues représentée par Monsieur Philippe PRIVAT.

ARTICLE 2 : Le bail porte location d'un local d'une surface de 573 m², composé d'un rez-de-chaussée incluant un dépôt, un bureau technique, un vestiaire et des sanitaires, et, également d'un étage de 188m² réservé aux bureaux administratifs avec une salle de réunion et des sanitaires dont la SCI LA JASSE est propriétaire.

ARTICLE 3 : La durée du bail est de 3 ans renouvelable 3 fois ; il prendra effet à compter du 15 mars 2019 et prendra fin le 15 mars 2022.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer mensuel est de 3 800 € HT, conformément à l'avis de France Domaines du 03/01/2019, auquel sera appliqué le taux de TVA en vigueur, et auquel s'ajoutera une provision de charges comportant une quote-part de la taxe foncière, et la consommation d'eau, pour un montant de 375 €. En sus du loyer et des charges précitées, une participation forfaitaire mensuelle s'ajoutera, correspondant à la prise en charge des équipements de climatisation, pour un montant de 387,85 € et ce pendant une période de trois ans.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente Déléguée, est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 19 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

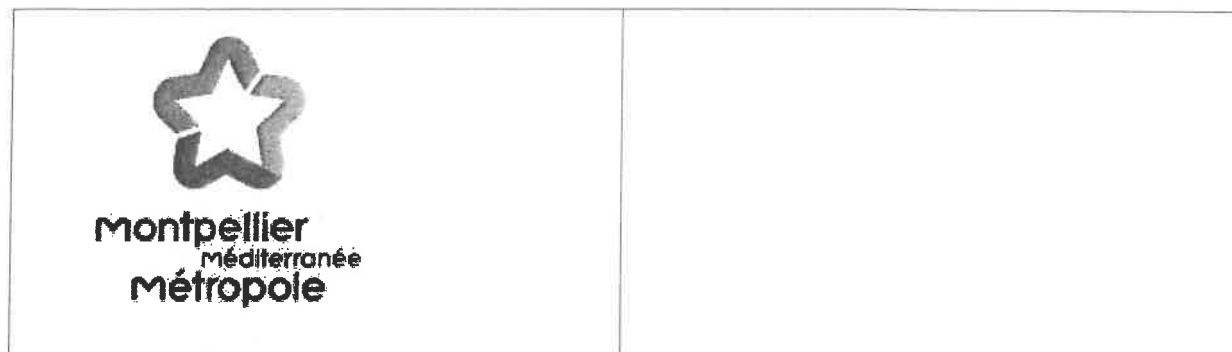
034-263400017-20180101-80110-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire pour
implantation d'une base de vie et du
stockage de matériaux inertes
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie au profit de la Régie des Eaux par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que les travaux relatifs à la prolongation de la ligne n° 1 du tramway nécessitent le dévoiement de réseaux, notamment d'eau potable,

Décision n° MD2019-285

- **CONSIDERANT** que la Régie des Eaux doit installer une base de vie et procéder au stockage de matériaux divers inertes issus des travaux, sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 27-43-44 et section SM n° 38, d'une contenance totale de 6 257m²,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour l'implantation d'une base de vie et du stockage de matériaux divers inertes est signée pour une durée de six mois à compter du jour d'occupation du terrain, entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole, permettant l'occupation d'une emprise de 6 257m² représentant la totalité de l'assiette foncière constituée par les parcelles cadastrées section SK n° 27-43-44 et section SM n° 38, situées sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit, eu égard à la nature des travaux.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

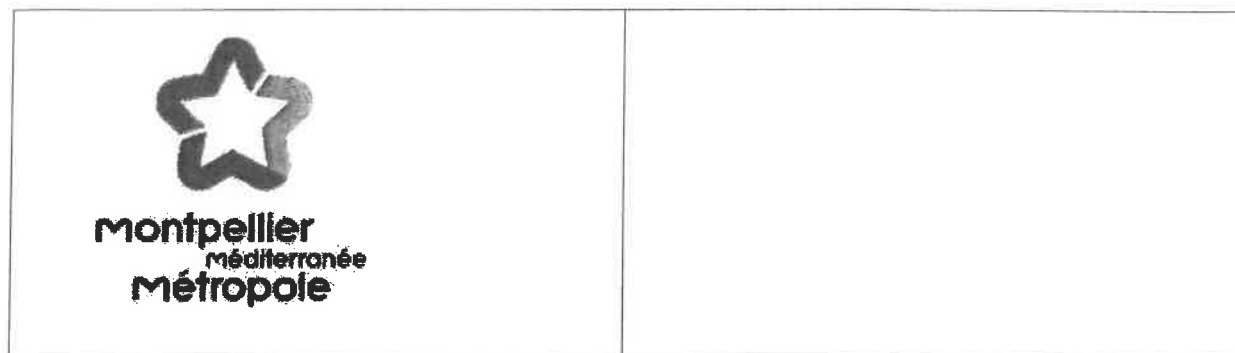
034-243400017-20190401-70147-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BD 126 rue de la Grave -
Commune de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame Brigitte IBOS en date du 6 mars 2019, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle BD 126 en nature de voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle située rue de la Grave sur la Commune de Grabels, déjà intégrée dans l'emprise de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Brigitte IBOS la parcelle BD 126 d'une superficie de 90 m² située rue de la Grave sur la commune de Grabels, en nature de voirie, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

Décision n° MD2019-289

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

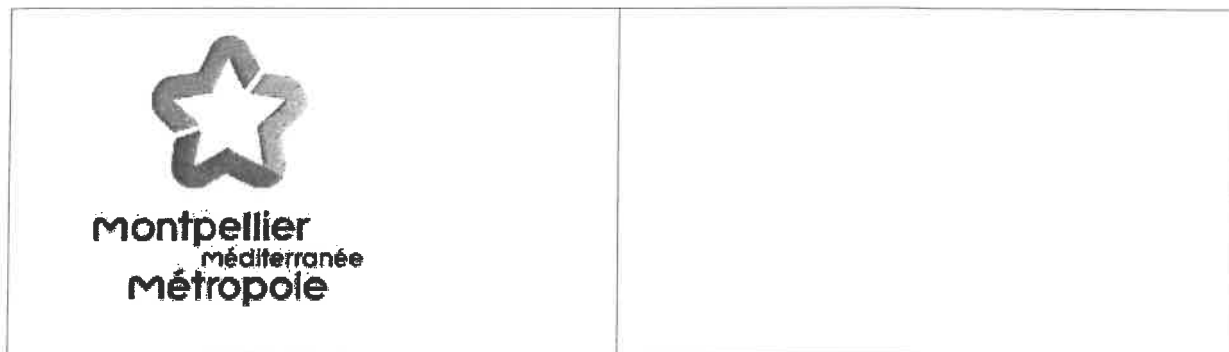
034-243400017-20190101-80214-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5087EA18
de travaux et maintenance sur les ouvrages
de défense extérieure contre l'incendie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans le domaine de la « Prévention des Risques Majeurs et à la Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie doivent être maintenus en état de fonctionnement ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec maximum pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois ;

Décision n° MD2019-292

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du montant du détail quantitatif estimatif : 40%
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 février 2019 a :
 - Eté informée du choix du groupement SADE/VEOLIA EAU dont le mandataire est la société SADE CGTH sise ZI - 820 rue de la Marbrerie - BP 70033 - 34741 VENDARGUES CEDEX présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 5087EA18 de travaux et maintenance sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie au groupement SADE/VEOLIA EAU dont le mandataire est la société SADE CGTH sise ZI - 820 rue de la Marbrerie - BP 70033 - 34741 VENDARGUES CEDEX, avec un maximum de 317 000 € HT annuel. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 2 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le Budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 901 et 931.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

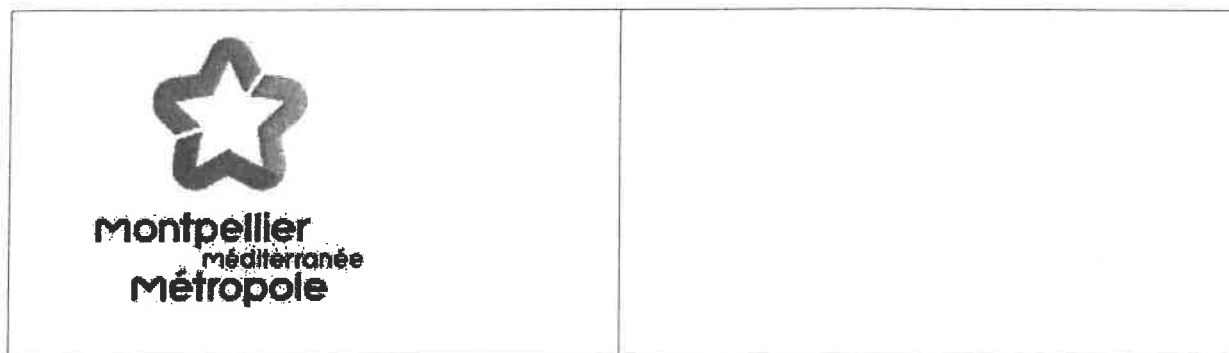
034-24340017-20190101-9314-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5166EA18
relative à la réalisation de travaux en
technique sans tranchée (chemisage) sur
les réseaux d'assainissement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- que les réseaux d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole doivent faire l'objet de réhabilitations,

C

Décision n° MD2019-294

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%,
- Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 60%,

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 décembre 2018 a été informée du choix du groupement EUREA/SCAM TP/DPSM/SUBTERRA dont le mandataire est la société EUREA sise 825, avenue de la Cresse Saint Martin - 34660 COURNONSEC, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 5166EA18 relatif à la réalisation de travaux en technique sans tranchée (chemisage) sur les réseaux d'assainissement au groupement EUREA/SCAM TP/DPSM/SUBTERRA dont le mandataire est la société EUREA sise à COURNONSEC, pour un montant maximum annuel de 800 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le Budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 02 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-80326-AU

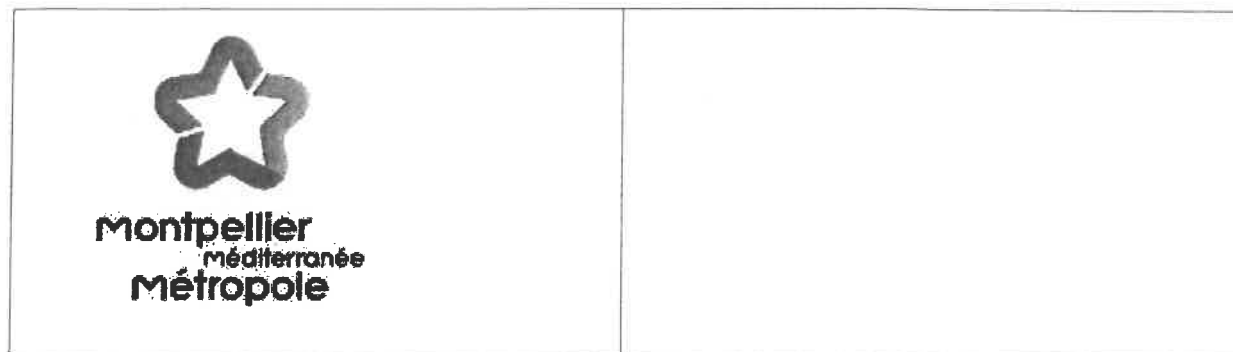
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5167EA18
de prestations de géo détection associées
aux travaux sur les réseaux
d'assainissement des communes membres
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- que des prestations de géo détection et marquage-piquetage doivent être réalisées en amont des travaux de réhabilitation ou création d'ouvrages divers d'assainissement des eaux usées ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I-1°, 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande multi-attributaires pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 décembre 2018 a classé les offres et choisi :

- o le groupement VRD'TECT/GALILE/CB DETECTIONS/GENIMAP dont le mandataire est la société VRD'TECT sise 1 rue Nicolas Copernic - Village Entreprise bureaux 37 & 38 - 13200 ARLES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- o la société ADRE Réseaux sise 8 rue Jean-Baptiste Perrin - 33320 EYSINES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- o La société ECARTIP GROUPE FONDASOL sise 163 avenue Franklin Roosevelt - 69150 DECINES-CHARPIEU présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord cadre n°5167EA18 relatif aux prestations de géo détection associées aux travaux sur les réseaux d'assainissement des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement VRD'TECT/GALILE/CB DETECTIONS/GENIMAP dont le mandataire est la société VRD'TECT sise 1 rue Nicolas Copernic - Village Entreprise bureaux 37 & 38 - 13200 ARLES, sans minimum ni maximum. L'accord cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : d'attribuer l'accord cadre 5167EA18 relatif aux prestations de géo détection associées aux travaux sur les réseaux d'assainissement des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole à la société ADRE Réseaux sise 8 rue Jean-Baptiste Perrin - 33320 EYSINES, sans minimum ni maximum. L'accord cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 3 : d'attribuer l'accord cadre 5167EA18 relatif aux prestations de géo détection associées aux travaux sur les réseaux d'assainissement des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole à la société ECARTIP GROUPE FONDASOL sise 163 avenue Franklin Roosevelt - 69150 DECINES-CHARPIEU, sans minimum ni maximum. L'accord cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 4 : de dire que la dépense sera imputée sur le Budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

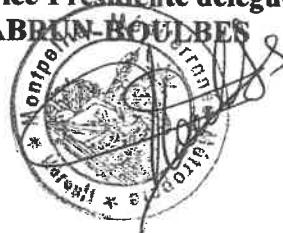
6

Décision n° MD2019-295

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 AVR. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRIN-BOULBES



Publiée le : 02 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

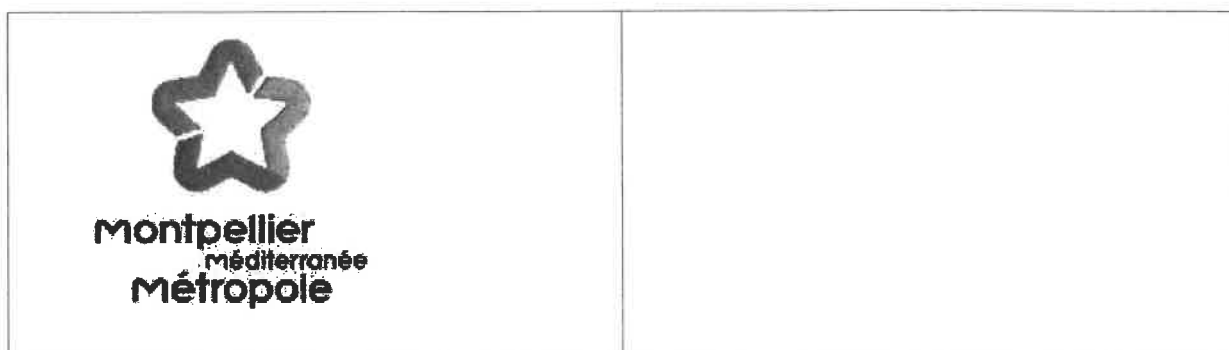
084-263450017-20190101-80384-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8D5237DM - Maintenance système
centralisé gestion trafic Pétrarque**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- VU les budgets primitifs 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDÉRANT :

- Que dans le cadre de la mission de gestion des feux de signalisation assurée par la direction des Mobilités, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées la

fourniture du matériel nécessaire à la maintenance du système informatique de régulation du trafic du Poste Central Pétrarque ;

- Qu'un accord-cadre en procédure négociée sans mise en concurrence a été lancé en application de l'article 30-I.3 c° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous forme d'un accord-cadre avec minimum et maximum, en application de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Que la consultation avait pour objet la maintenance du système informatique de régulation du trafic du Poste Central Pétrarque ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 %
 - Prix des prestations 40 %
- Que la commission d'appel d'offres a été informée le 19 février 2019 du classement et du choix de l'offre du candidat GERTRUDE SAEM, 9 rue de Ségur, 33000 Bordeaux, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères posés dans la lettre de consultation.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D5237DM de maintenance du système centralisé de gestion du trafic Pétrarque à l'entreprise GERTRUDE SAEM, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum annuel de 20 000,00€ HT et un montant annuel maximum de 120 000,00€ HT (les montants seront identiques pour chaque période de reconduction).

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

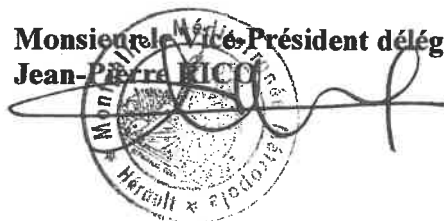
ARTICLE 2: De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 04 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

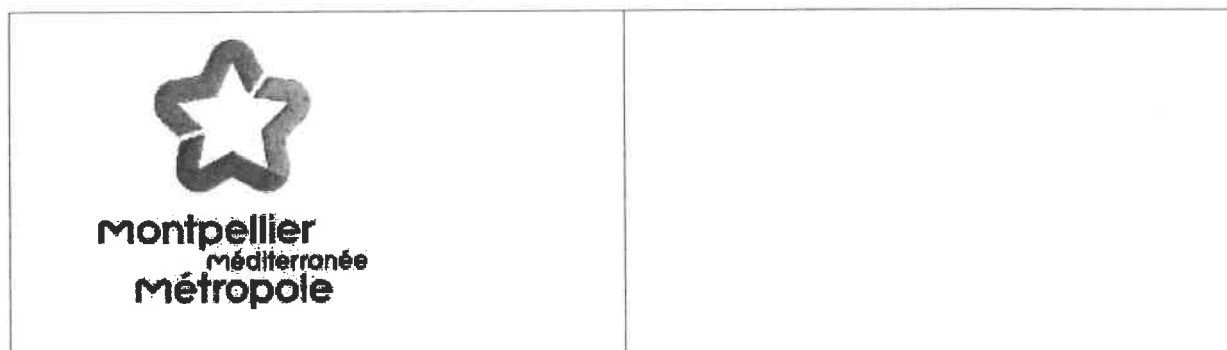
034.2434 0017 - 20190101 - 20529 - cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AE 1393- Chemin de la Lavande -
Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU la promesse de cession signée le 21 février 2019 par l'indivision Lacrotte-Lacauste,
- **CONSIDERANT** que la parcelle AE 1393 est frappée d'un emplacement réservé pour élargissement du chemin de la Lavande,
- **CONSIDERANT** que le chemin de la Lavande doit faire l'objet de travaux d'élargissement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AE 1393 d'une superficie de 149 m², chemin de la Lavande à Saint-Drézéry auprès de l'indivision Lacrotte-Lacauste.

ARTICLE 2 : L'acquisition est réalisée à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAKREI



Publiée le : 28 MARS 2019

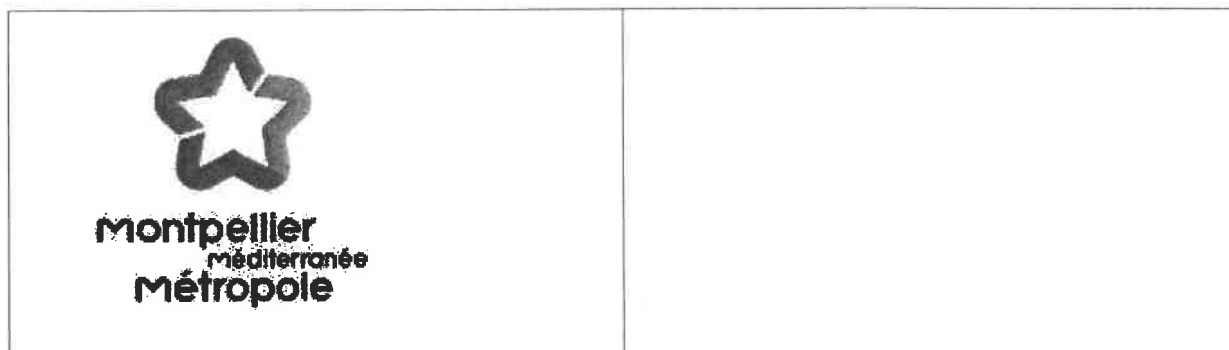
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-2434000 17-60190101-80545-AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9B0025RI d'assistance à maîtrise
d'ouvrage et expertise technique pour un
outil de gestion électronique des documents
(ALFRESCO)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international et Artisanat »,

CONSIDERANT :

- la nécessité de bénéficier, à nouveau, d'un accompagnement fonctionnel et technique pour les besoins inchangés depuis le début du déploiement du logiciel ALFRESCO, comme socle technique de gestion électronique des documents,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande,
- que les critères retenus pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
 - Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global forfaitaire : 40 % ;
- l'entreprise AMOAE sise 31140 MONTBERON présente l'offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°M9B0025RI d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour un outil de gestion électronique des documents (ALFRESCO) à l'entreprise AMOAE, 12 impasse du Malrigou, 31140 MONTBERON, pour un montant maximum de 80 000 € HT pour la durée totale de l'accord cadre soit deux ans sans reconduction à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le l'accord cadre visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 15 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

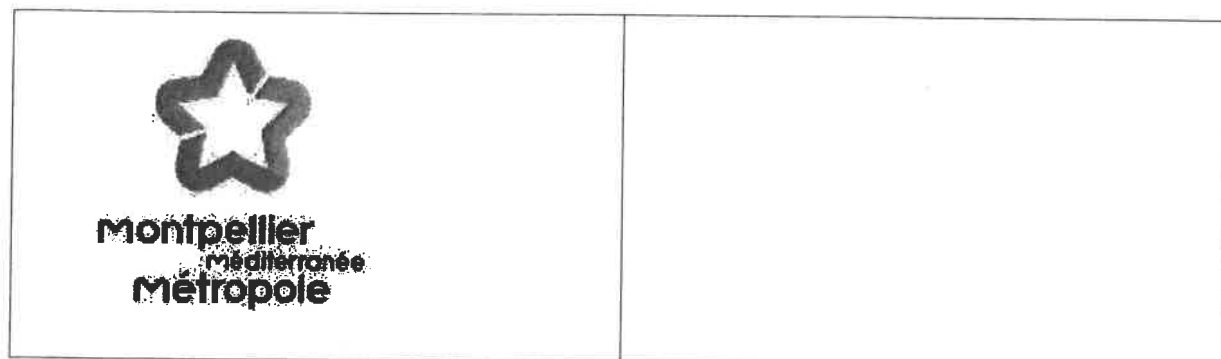
ORL 243400017-20190101-80669-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la délégation du Droit
de Préemption Urbain à la Commune de
Baillargues à l'occasion de l'aliénation des
parcelles cadastrées AZ 47 et 49 situées 2 et
615F rue François Perroux à Baillargues
Parc d'activités Massane Aftalion**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 5 février 2019, envoyée par Maître Gilles MASSEBOEUF, notaire à Narbonne, reçue en Mairie de Baillargues le 12 février 2019, concernant la vente par la société VINDUE ApS, d'un immeuble à usage commercial, situé 2 et 615F rue François Perroux à Baillargues Parc d'activités Massane Aftalion, cadastré AZ 47 et 49, au prix de 1.890.000 €.

cf

Décision n° MD2019-304

- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette déclaration, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Baillargues afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme.

DECIDE

ARTICLE 1 : de déléguer le droit de préemption urbain à la Commune de Baillargues à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société VINDUE ApS, située situ 2 et 615F rue François Perroux à Baillargues Parc d'activités Massane Aftalion, cadastré AZ 47 et 49.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **01 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-26340017-2090101-80381-AU

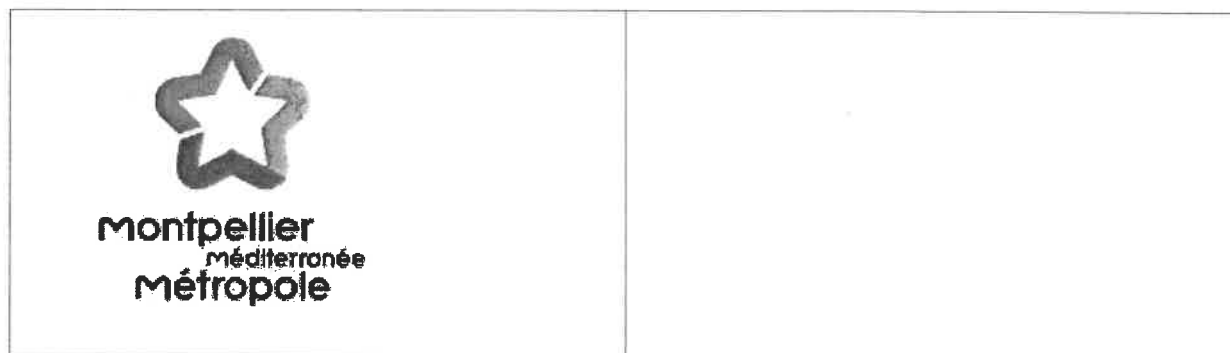
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la régularisation du
transfert de propriété de la Communauté
de Communes Vignes et Pierres
Parcelles en nature de voirie
Commune de Beaulieu**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU l'arrêté préfectoral n°2001-I-5375 en date du 26 décembre 2001 portant dissolution de la Communauté de Communes Vignes et Pierres,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser le transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des parcelles en nature de voirie, issues de la dissolution de la Communauté de Communes Vignes et Pierres et identifiés ci-dessous,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la régularisation du transfert dans son patrimoine des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Beaulieu

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance en m ²
AC	585	Notre-Dame	1062
AC	586	Notre-Dame	395
AC	587	Notre-Dame	189

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public de la Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **30 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

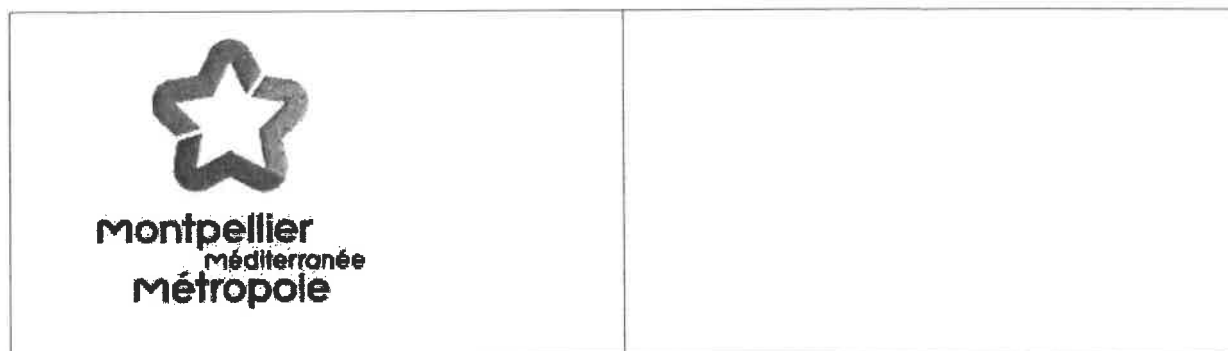
034-2434000 17-20190101-80848-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M8D5196AJ
de souscriptions des contrats d'assurance -
Lot 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté du Président portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, et Affaires juridiques et Protocole » ;
- **CONSIDERANT** qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-1.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- **CONSIDERANT** que ce marché est divisé en 7 lots désignés comme suit :
 Lot 1 : « Risques Automobiles »,
 Lot 2 : « Risques de dommages aux biens – 1^{ère} ligne »,
 Lot 3 : « Risques de dommages aux biens – 2^{ème} ligne »,

Décision n° MD2019-308

Lot 4 : « Tous risques expositions et objets d'art »,
 Lot 5 : « Risques de responsabilité »,
 Lot 6 : « Risques d'atteintes à l'environnement »,
 Lot 7 : « Protection juridique de la Métropole et Protection Fonctionnelle des Agens et des Elus »,

- CONSIDERANT :

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants et pondérés de la manière suivante : Valeur technique au regard du mémoire technique 60% (Qualité des garanties : 50% - Suivi et Gestion des Sinistres : 10%), Prix : 40%;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mars 2019 a classé les offres portant sur le lot 1 et choisi le candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M8D5196AJ de Souscriptions des contrats d'assurance à :

Pour le Lot 1 « Risques Automobiles », solution de base, SMACL – 141 avenue Salvador Allende – 79031 NIORT cedex 9 - pour un montant de prime annuelle de 258 308 Euros HT soit 317 842.96€ TTC décomposée comme suit :

- Flotte Auto : 257 608€ HT soit 316 960.28€ TTC ;
- Mission Collaborateurs – Agent, Préposés et bénévoles : 600€ HT soit 752.37€ TTC ;
- Mission Collaborateurs – Elus : 100€ soit 130.31€ TTC.

Le marché prend effet à compter 1^{er} avril 2019, ou à sa notification si celle-ci est ultérieure jusqu'au 31/12/2023.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
 Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

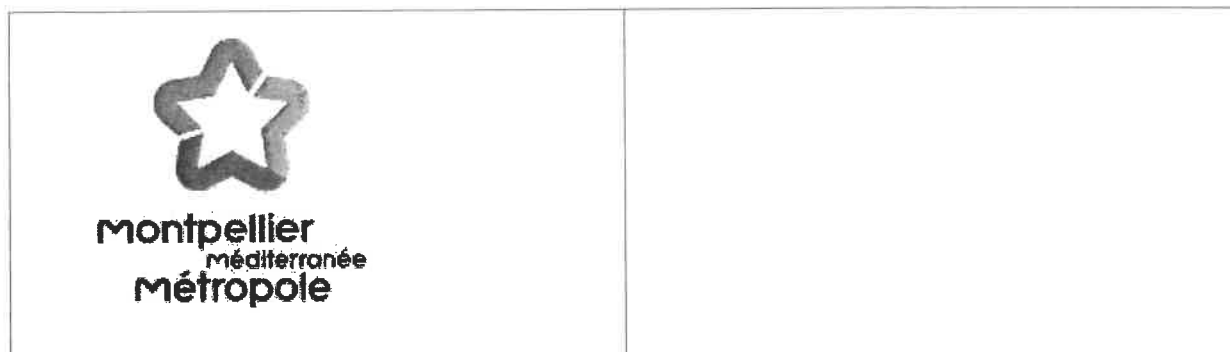
031-24340007-201904-81078-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
 Direction adjointe Conduite et Coordination de l'Achat Public

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un
 logiciel commande publique - Décision
 modificative**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines suivants : « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme. »

Décision n° MD2019-309

- VU la décision n°D2017-617 du 19 octobre 2017 approuvant l'autorisation de signature d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et 15 communes membres de la Métropole pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique ;
- VU la décision n°MD2019-165 du 11 mars 2019 relative à une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique et l'autorisation de signature de la convention ;

CONSIDERANT :

- que l'évolution contextuelle relative au périmètre du groupement de commandes désignée dans la décision n°D2017-617 a conduit à restreindre ce groupement ;
- que la coordination des achats est source d'économies d'échelle et de bonne gestion des deniers publics ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ont décidé de mutualiser la procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition d'un logiciel de commande publique, par le biais d'une convention constitutive de groupement de commandes entre l'ensemble de ces organismes, et désignant Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement ;
- que la procédure de dialogue compétitif est abandonnée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision abroge et remplace la décision n°MD2019-165

ARTICLE 2 : La présente décision modifie la décision n°D2017-617

ARTICLE 3 : La convention de groupement de commandes signée conformément à la décision n° 2017-617 et conclue entre la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, et Montpellier Méditerranée Métropole reste en vigueur. Montpellier Méditerranée Métropole est coordonnatrice du groupement d'achat du logiciel de rédaction.

ARTICLE 4 : Le coordonnateur est libre de la procédure à mettre en œuvre dans le respect des textes en vigueur.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2019-309

Montpellier, le 16 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 16 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

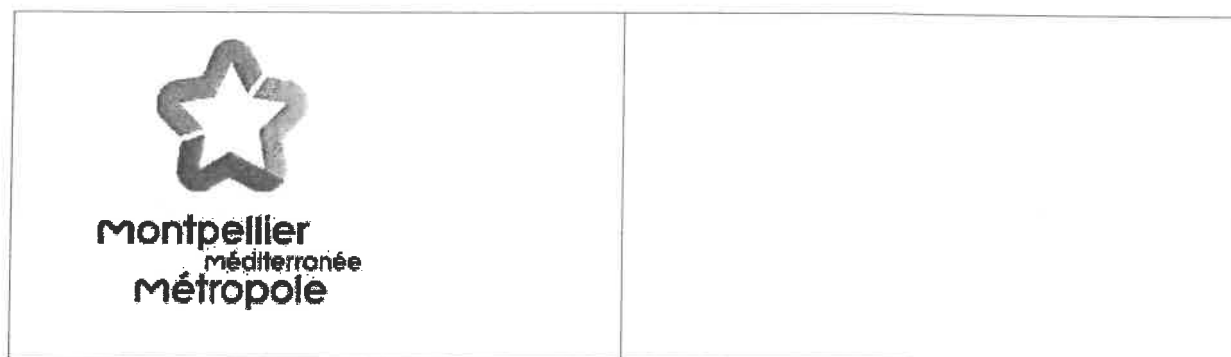
084-243400017-20190101-80938-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5147EP18 -
Restauration du mur de soutènement du
jardin des plantes - Maîtrise d'œuvre :
AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR.
Autorisation de signature - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public,

CP

Décision n° MD2019-310

CONSIDERANT :

- que le marché 5147EP18 a été établi dans le but de restaurer le mur de soutènement du jardin des plantes qui menace ruine ;
- que les études d'avant-projet ont démontrés une augmentation du nombre de pierre de tailles à remplacer ;
- que conformément à l'article 6.4 de l'Acte d'Engagement du marché 5147EP18, le forfait définitif de rémunération est le produit de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par le taux de rémunération prévu dans l'Acte d'Engagement ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché 5147EP18 avec l'architecte en chef des Monuments historiques, Monsieur TRABON Pierre-Jean, pour un montant de 8 046.94 € HT. Le marché initialement d'un montant de 23 140 € HT, s'établit désormais suite à l'avenant n°1, à 31 186.94 € HT (soit une augmentation de 34.77 %).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

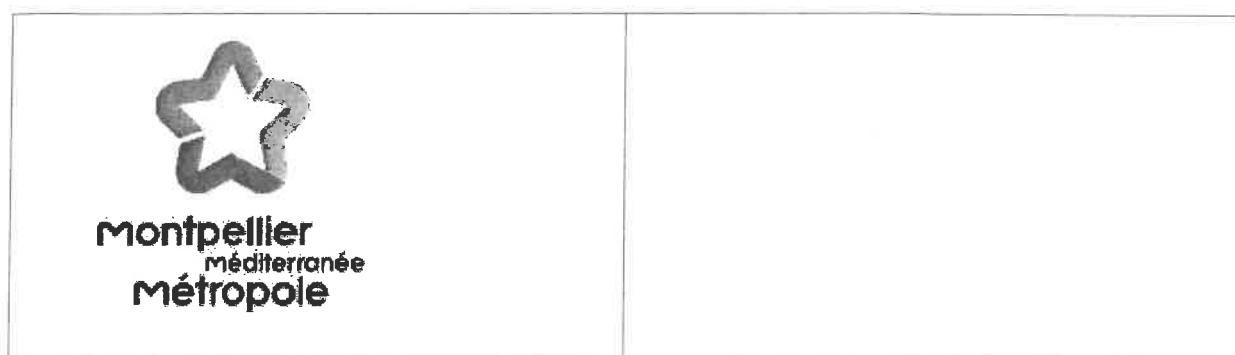
034-243400017-20190101-80940-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **25 AVR. 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voirie et espaces
communs Lotissement "Les Orchidées" -
Commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession formulée par l'ASL du lotissement « les Orchidées », afin de permettre le classement de la voie du lotissement dans le domaine public de la Métropole, à savoir l'impasse des Orchidées,
- VU l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 10 Octobre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et espaces communs du lotissement Les Orchidées situées sur la Commune de Prades-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL, le lotissement « les Orchidées » les voiries et espaces communs du lotissement, à savoir les parcelles cadastrées, AC 170 (636 m²), AC 172 (8 m²) et AC 173 (27 m²) en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **29 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

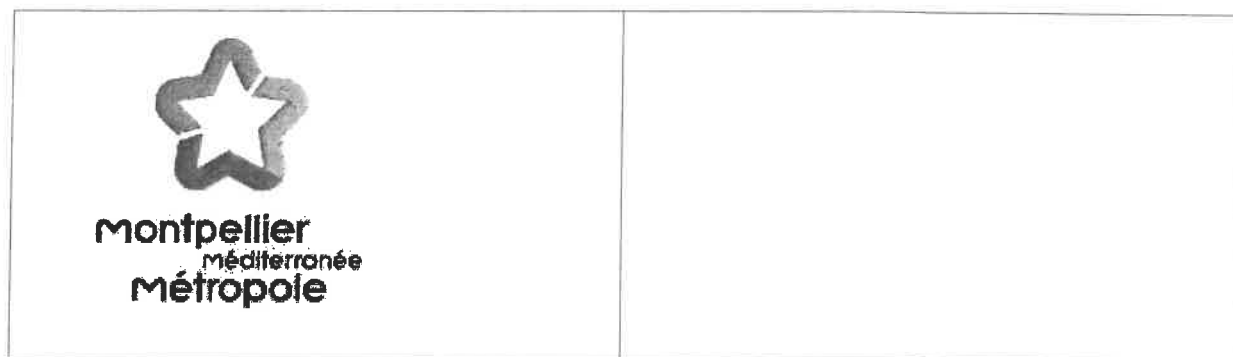
02u-2u2u0017-619 0101-81005-4J

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AN 601 Chemin de Moulinas -
Commune de Saint Geniès des Mourgues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

VU l'accord de Monsieur DESMET en date du 12/03/2019, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AN 601 d'une superficie de 198 m² en nature de voirie et trottoir,

CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle située chemin du Moulinas à Saint Geniès des Mourgues, déjà intégrée dans l'emprise de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame DESMET la parcelle AN 601 d'une superficie de 198 m² située chemin du Moulinas sur la commune de Saint Geniès des Mourgues. Cette parcelle en nature de voirie et de trottoir sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie.

Décision n° MD2019-313

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

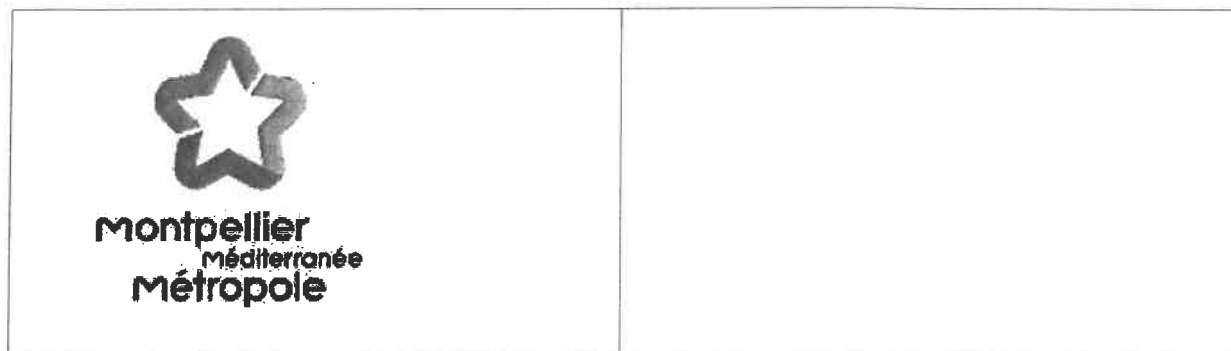
034 24340017-20190101-81074-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ATLANTIS dans
la ZAC Parc 2000 2ème extension à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier : la SCI ATLANTIS, représentée par Monsieur Jean-Pierre FRANÇOIS est candidate à l'acquisition du lot 19 de 1 238 m² pour la réalisation d'un bâtiment (entrepôt et stockage) de 494.30 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 619 m². L'utilisateur final sera la société SCENEXPO (évènementiel). La société projette un effectif de 3 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI SCENEXPO ci-dessus mentionnée est agréée.

Décision n° MD2019-315

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SALREL



Publiée le : **28 MARS 2019**

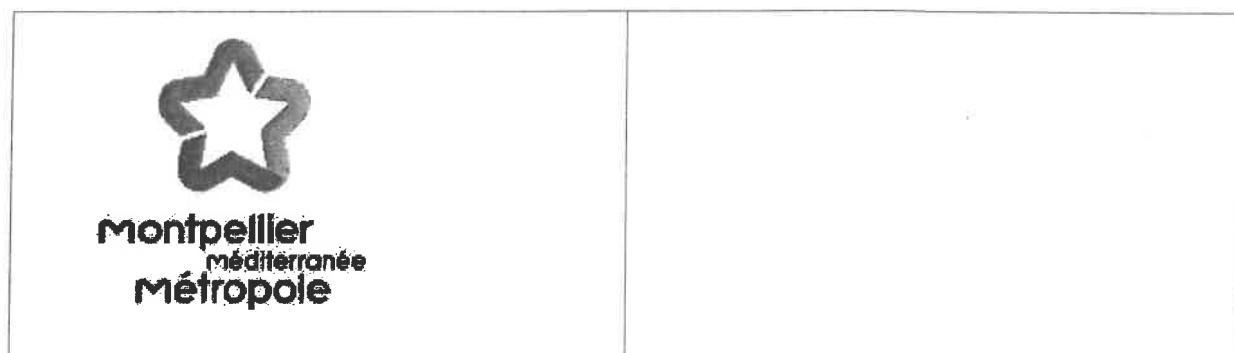
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074-242400-17-20190101-81144-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature du CNRS-Délégation
Occitanie Est - Laboratoire de Chimie Bio-
inspirée et d'Innovations Écologiques -
ChimEco - dans l'immeuble Cap Delta à
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « des Relations internationales ; Tourisme et Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et l'immobilier métropolitain » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature du laboratoire ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le bâtiment CAP DELTA : le laboratoire CNRS-Délégation Occitanie Est - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco – UMR 5021), représentée par Messieurs Jérôme VITRE et Claude GRISON, a pour activité la recherche scientifique – spécialisée en chimie verte et innovation écologique. Locataire du lot 3.04 de 182.09 m² depuis le 1^{er} juillet 2016, il est candidat à la location des lots 3.05 et 3.06 de 185.12 m² et passe en bail commercial.
Le laboratoire prévoit un effectif de 13 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société CNRS-Délégation Occitanie Est - Laboratoire de Chimie Bio-inspirée et d'Innovations Écologiques (ChimEco – UMR 5021) ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

2 8 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **2 8 MARS 2019**

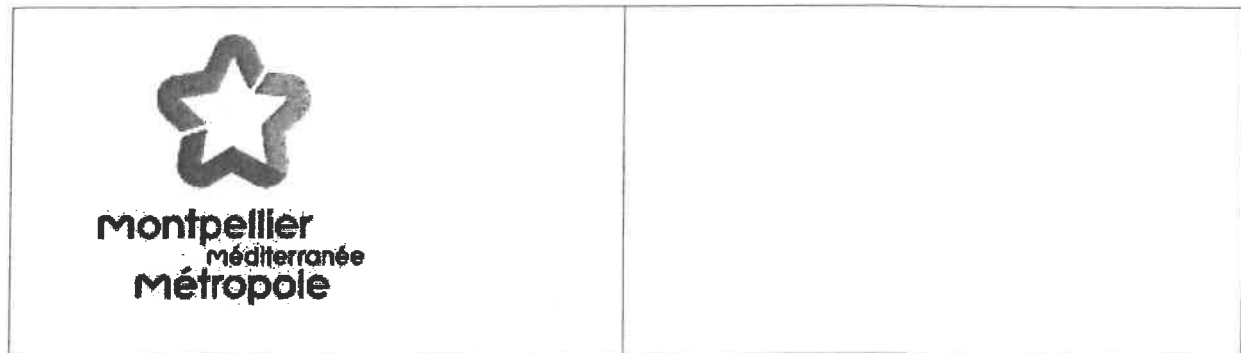
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 243400 17-2019 0101-81156-AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 8 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société WEMAP dans
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi)
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société WEMAP, représentée par Monsieur Pierre ADDOUM est une SAS dont l'activité est l'édition de cartes géographiques interactives. Elle est candidate à la location des lots 2.1A – 2.1B – 2.1C et 2.1D représentant 128.80 m². L'entreprise projette un effectif de 11 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société WEMAP ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, à la French Tech et à l'artisanat est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 MARS 2019

Monsieur le Président
Philippe SACREL

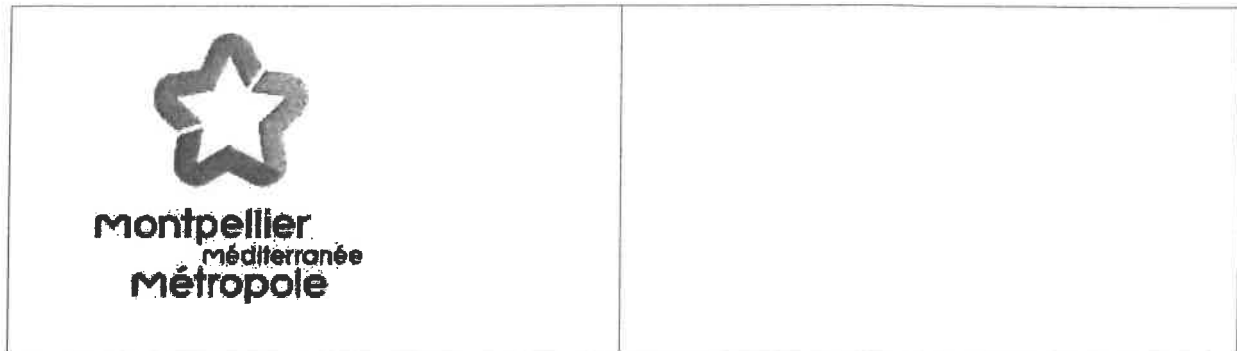


Publiée le : **28 MARS 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

OM - 21 Mars 19 2019 0101-81161-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BECLOOD dans
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi)
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société BECLOOD, représentée par Monsieur Laurent ESPOSITO est une SARL dont l'activité est le conseil en système et logiciel informatique.
Elle est candidate à la location des lots 2.2 – 2.3 2.4 – 2.5 – 2.6 et 2.7 de 170.69 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BECLOOD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, à la French Tech et à l'artisanat est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **2 8 MARS 2019**

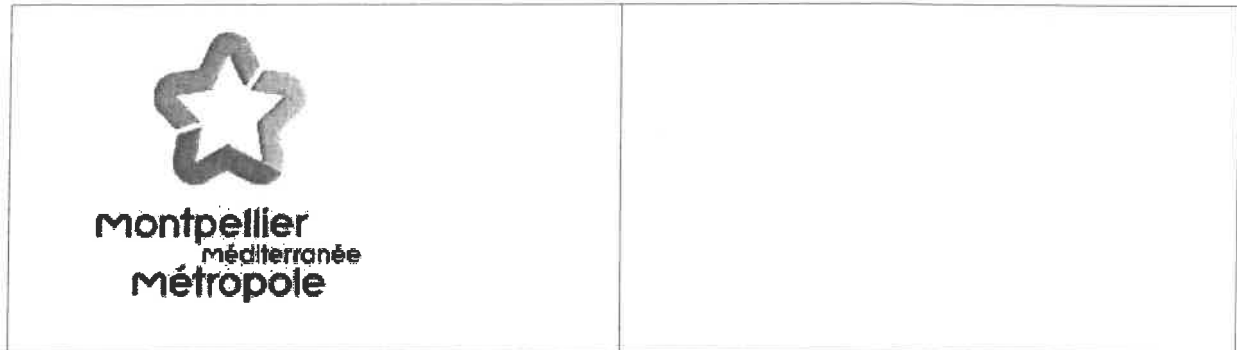
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08e-2h3m00s 17-20190101-81168- AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 8 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BD 239 - Rue de la Vene
Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de régularisation foncière faite par Madame GOLAY épouse GAUCH, concernant la propriété de la parcelle BD 239 d'une superficie de 106 m², située rue de la Vene à Cournonsec,

CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle intégrée dans la rue de la Vene sur la commune de Cournonsec,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame GOLEY épouse GAUCH la parcelle BD 239 d'une superficie de 106 m² située rue de la Vene sur la commune de Cournonsec, en nature de voirie, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

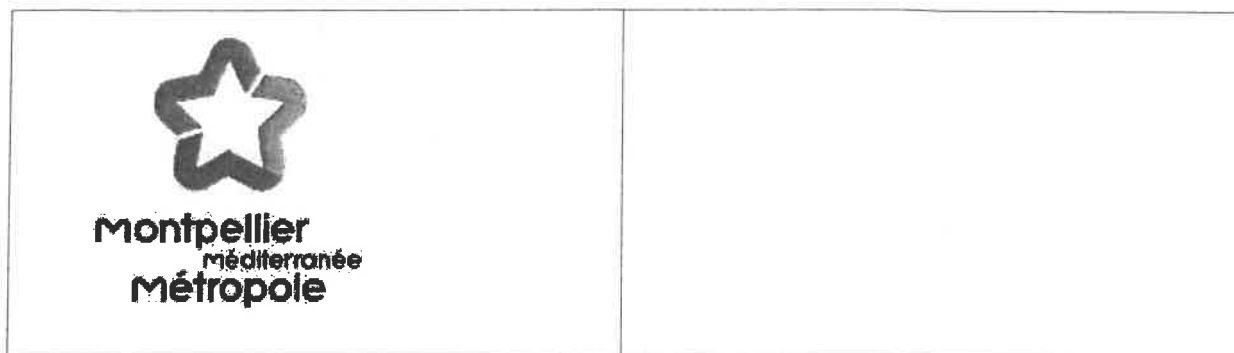
074-242000 A2019 01 01 - 81207 - A J

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments
du Musée Fabre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la nécessité de conclure un marché public pour réalisation du nettoyage des bâtiments du Musée Fabre, qui consiste en des prestations d'hygiène et de nettoyage des mobiliers, des espaces

intérieurs et des abords du Musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran, ainsi que la fourniture des produits nécessaires.

- qu'une procédure de marché public en appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles 25-1.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix mixte (prix forfaitaire et prix unitaire) et pour une durée d'un an, reconductible tacitement trois fois par période d'un an.

- les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %

2- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire et du montant du DQE : 40 %.

- Qu'après analyse, l'entreprise Sud Service présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D5227DC de nettoyage des bâtiments du Musée Fabre à l'entreprise Sud Service, Parc d'activités la Garrigue, BP 21, 34170 Castelnau-le-Lez, pour un montant forfaitaire annuel de 151.448,67 € HT et un montant estimatif de 18.540 € HT pour les prestations à prix unitaires rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires aux prestations réellement effectuées et faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, soit un montant total estimatif annuel de 169.988,67 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, Chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **28 MARS 2019**

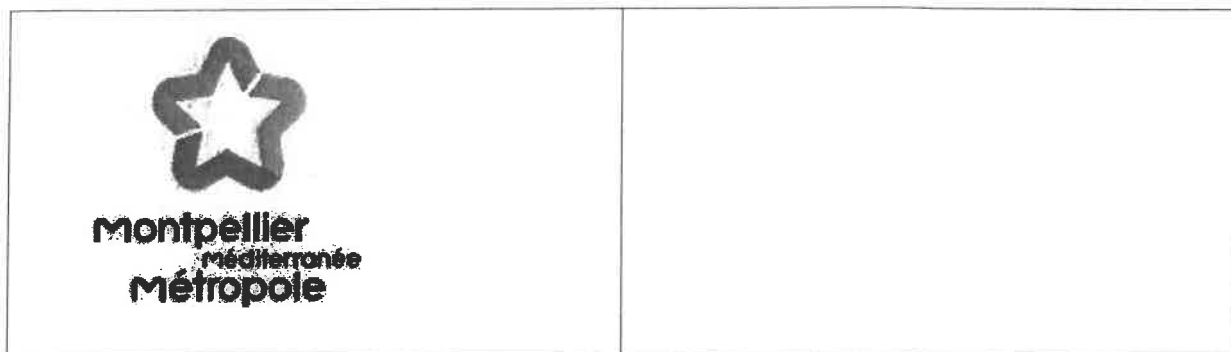
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

03u-2u 8u 000 17-2019 0101-812 21.CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pôle Territorial Montpellier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°2 à la
 convention de groupement de commandes
 entre la Ville de Montpellier et Montpellier
 Méditerranée Métropole pour le marché de
 travaux et de maintenance de la voirie
 n°4661AT17 (lots 6 et 9)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées au code de la commande publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-président délégué à la Voirie et à l'Espace Public ;
- VU la délibération N°14199 autorisant la signature de la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour les prestations de travaux et de maintenance de voirie ;
- VU la décision N°2018-1085 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour les prestations de travaux et de maintenance de voirie portant modification de la répartition des montants maximum sur les lots 6 et 8.

Décision n° MD2019-327

- CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont en groupement de commandes sur 5 lots géographiques du marché n°4661AT17, lots situés sur le Pôle Territorial de Montpellier ;
- que sur les lots 6 « Montpellier- Quartiers Près d'Arènes, Port Marianne et Croix d'Argent » et 9 « Montpellier- Hôpitaux-Facultés / Montpellier Centre 2 », les montants maximum prévus à la convention pour la Ville de Montpellier doivent être revus à la hausse afin d'assurer une continuité de service ;
- que pour le lot 6, le montant annuel maximum pour la part Ville doit être augmenté de 50 000€ HT, soit 130 000€ HT/an (le montant de la part Métropole sur ce lot est donc diminué de 50 000€ soit 1 870 000€ HT/an) ;
- que pour le lot 9, le montant annuel maximum pour la part Ville doit être augmenté de 40 000€ HT, soit 60 000€ HT/an (le montant de la part Métropole sur ce lot est donc diminué de 40 000€ soit 1 940 000€ HT/an) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de groupement de commandes pour les prestations de travaux et de maintenance voirie afin de modifier les montants maximum annuels de répartition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur les lots 6 et 9 du marché n°4661AT17.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 16 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017 - 20190101 - 81306 - AU

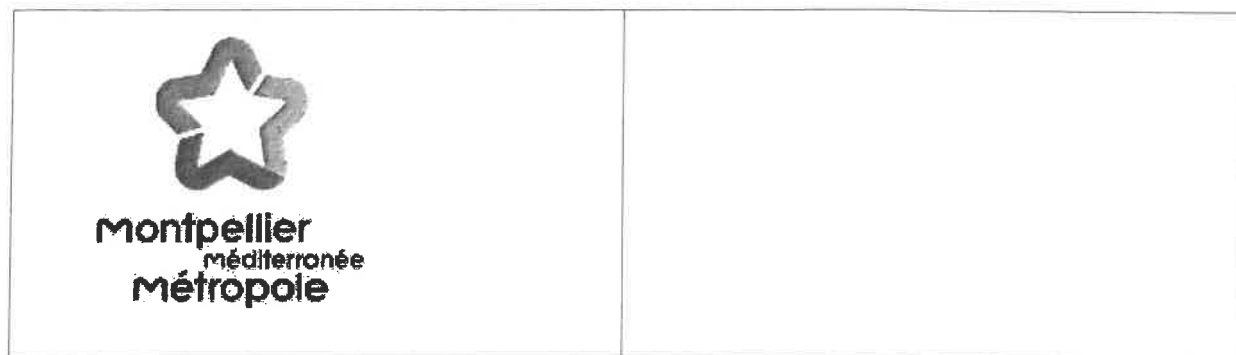
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature de
l'avenant N°1 au marché n°5041AT17
relatif aux travaux d'aménagement des
abords du groupe scolaire la Valsière à
Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la voirie et de l'espace public,

- VU le marché N°5041AT17 relatif aux travaux d'aménagement des abords du groupe scolaire de la Valsière à Grabels conclu avec la société Eurovia Languedoc Roussillon sise à 34990 à Juvignac, pour un montant estimatif de 550 012,39 € HT (tranche ferme + tranche optionnelle),

- CONSIDERANT :

- que des ajustements de quantité dus à des adaptations sur des ouvrages en cours de chantier ont généré une moins-value sur le marché initial de – 11 794,49 € HT,
- que la réalisation de travaux complémentaires ont fait l'objet de création de prix nouveaux pour un montant total de 65 804,04 € HT,
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values et moins-values,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché N°5041AT17 relatif aux travaux d'aménagement des abords du groupe scolaire de la Valsière à Grabels conclu avec l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon sise à 34990 Juvignac pour un montant en plus-value sur la tranche ferme de 54 009,55 € HT, soit une augmentation de 9,82 % du montant total estimatif du marché.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **10 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434000A-20190101-81323ec

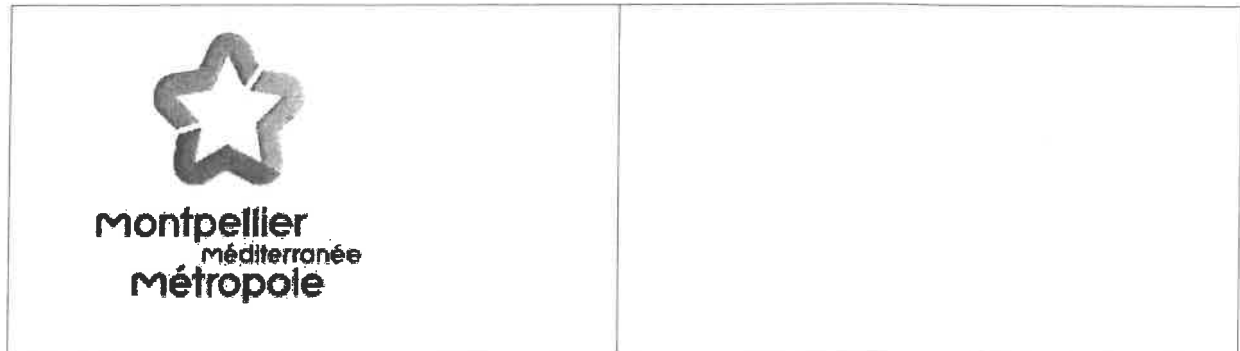
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention avec ENEDIS concernant
l'extension du réseau public de distribution
publique d'électricité pour le raccordement
de la parcelle ZAC ROQUEFRAISSE -
Chemin de la Roque - Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12720, relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines de « l'Energie et Transition énergétique »,

- CONSIDERANT :

- l'autorisation d'urbanisme accordée Zac Roquefraisie chemin de la Roque à Saint Jean de Védas,
- la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser à signer une convention avec ENEDIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité Zac Roquefraisie chemin de la Roque à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 69 893,78 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

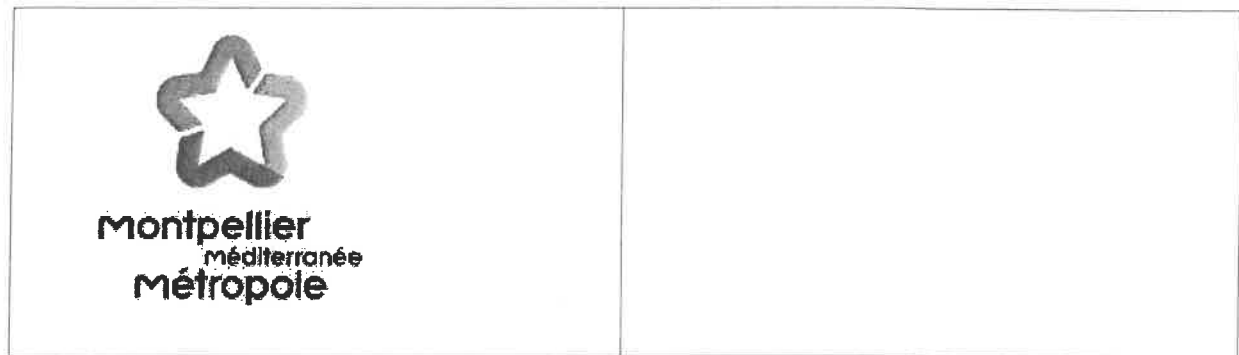
03u-2h3u sa A - 20190101-81650-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0011DC de fourniture et de
maintenance de matériel audiovisuel pour
la Direction des Médiathèques et du Livre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER Bernard dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que, compte tenu des besoins en fourniture et maintenance de matériel audiovisuel de la Direction des Médiathèques et du livre de Montpellier Métropole, il y a lieu de formaliser les commandes par le biais d'un marché à procédure adaptée, composé d'un lot 1 concernant la fourniture et d'un lot 2 concernant la maintenance de ce matériel.

Décision n° MD2019-330

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes alloti, d'une durée d'un an.

- les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants pour chacun des deux lots : prix (40%) et valeur technique (60%).- qu'après analyse, l'entreprise Sud Media System, domiciliée 360 avenue des compagnons, à Castelnau le Lez, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour les 2 lots.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9B0011DC à l'entreprise Sud Media System, pour un montant minimal de 10 000 euros HT et un montant maximal de 50 000 euros HT pour le lot 1, et un montant minimal de 5 000 euros HT et un montant maximal de 30 000 euros HT pour le lot 2. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

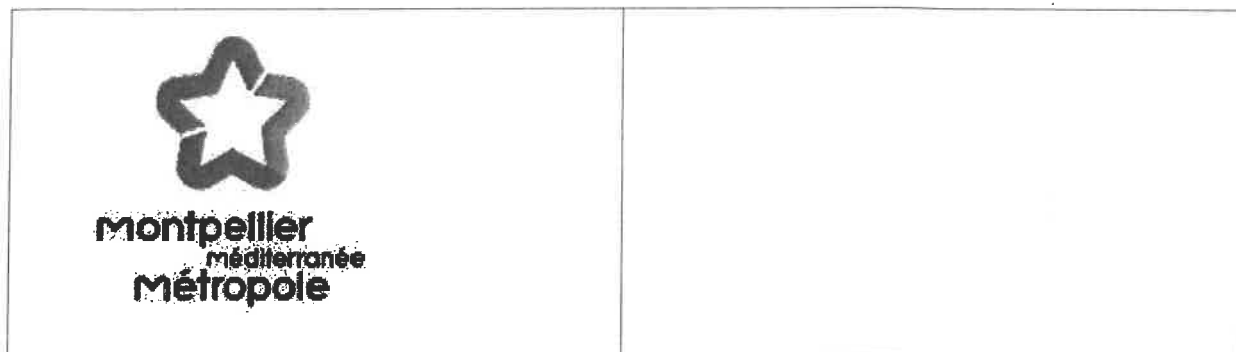
034-243400017-20190101-81446-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché n°
M8B0014EA - Contrôle des dispositifs
d'autosurveillance des systèmes de collecte
et d'épuration des eaux usées de
Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de première Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Décision n° MD2019-331**CONSIDERANT :**

- qu'un contrôle réglementaire du bon fonctionnement des dispositifs d'autosurveillance des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois à compter de sa notification.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise CEREG - sise 589 rue Favre de Saint Castor - 34080 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8B0014EA - Contrôle des dispositifs d'autosurveillance des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise CEREG - sise à MONTPELLIER. Le montant total des commandes est compris entre un minimum de 10 000 euros HT et un maximum de 29 900 euros HT. Le marché est conclu pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois à compter de sa notification.

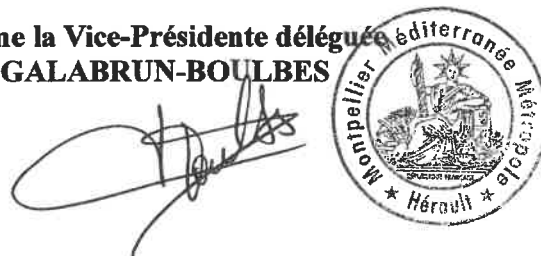
ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 11.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 AVR. 2019**

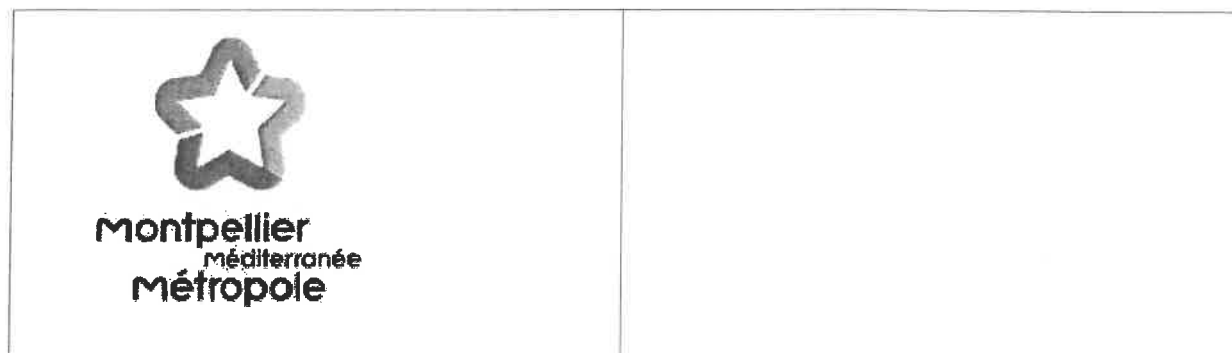
Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 16 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-24340017 - 20180101-81465-AU -
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **16 AVR. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un mandat d'études
préalables à la construction d'une salle des
sports pour le handball**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU le code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- VU l'article L. 300-3 du Code de l'urbanisme,

CONSIDÉRANT :

- qu'en vertu des statuts précités, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale d'aménagement (SPLA), dont le siège social est sis en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 Place Zeus – CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2, est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,

- que dans le cadre de sa compétence « Sports et Traditions sportives », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite étudier les conditions de réalisation d'une salle des sports pour le handball et, à ce titre, envisage de réaliser un ensemble d'études préalables destinées à en vérifier la faisabilité,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De conclure un mandat d'études préalables à la construction d'une salle des sports pour le handball avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dont l'enveloppe estimative des dépenses s'élève à 105 000 € HT, pour une durée de 15 mois à compter de sa notification, la rémunération du mandataire s'élevant au prix global et forfaitaire de 55 000 € H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le mandat d'études et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : - 6 MAI 2019

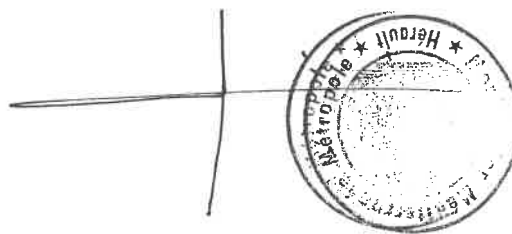
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340004-2019-05-81457-CC

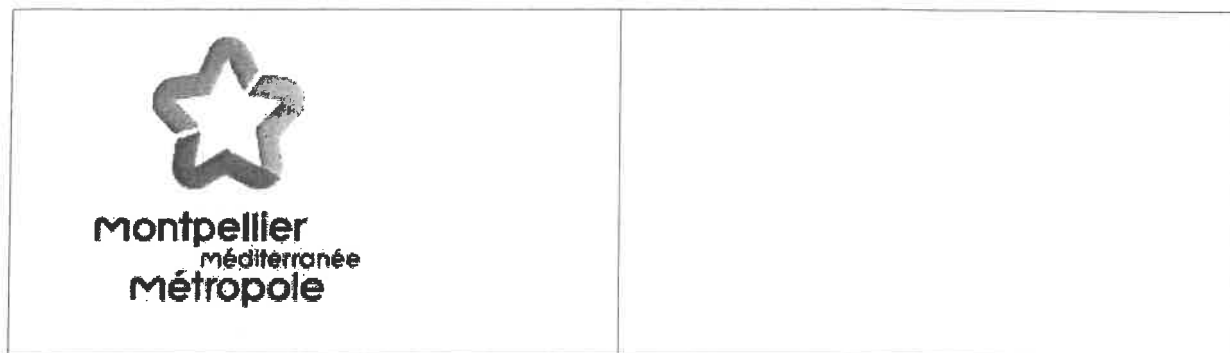
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 MAI 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°8.824 portant sur les services
d'assistance foncière dans le cadre de la
5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la consultation lancée le 22 mai 2012 selon une procédure négociée en application des articles 144-I-1, 165 et 166 du Code des Marchés Publics portant sur les services d'assistance foncière dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- VU la délibération n°11259 du conseil de Métropole portant sur l'attribution du marché au groupement SETIS (mandataire) / SCET ayant pour objet un marché à bons de commande conclu avec un montant minimum de 400 000 € HT et un montant maximum de 1 800 000 € HT,
- **Considérant** qu'il convient désormais de prolonger la durée du marché n°8.824, en raison de la reprise de la ligne 5 de tramway dont la réalisation avait été provisoirement suspendue.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.824 portant sur les services d'assistance foncière dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway. Cet avenant a pour objet de prolonger la durée du marché de 7 ans, qui initialement arrivait à échéance le 25 janvier 2020, soit jusqu'au 25 janvier 2027.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le - 6 MAI 2019


Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

Publiée le : - 6 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

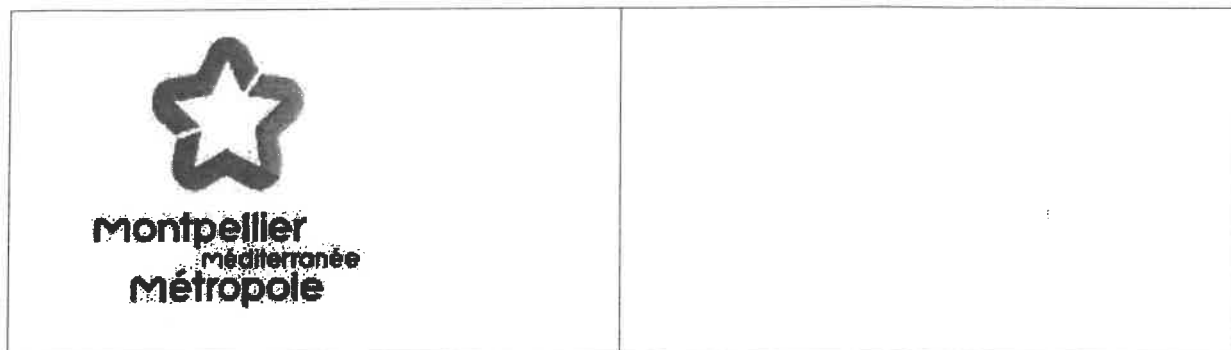
084-24340007-20190501-81438-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°4 au marché
n°8.131 de maitrise d'œuvre dans le cadre
de la 5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions applicables aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°10367 du 28 juillet 2011 autorisant la signature du marché n°8.131 de maitrise d'œuvre de la 5^{ème} ligne de tramway avec le groupement Egis Rail

(mandataire) / Antoine Garcia Diaz / Atelier Villes et Paysages / Ingerop Conseil et Ingénierie pour un montant de 17 285 344 € HT ;

- VU la délibération du Conseil n°11957 du 29 octobre 2013 approuvant l'avenant n°1 afin d'arrêter le coût prévisionnel des travaux sur la section Lavérune-Clapiers, d'acter diverses modifications approuvées lors de l'AVP et d'intégrer des études complémentaires nécessaires à la réalisation du projet et portant le forfait provisoire de rémunération à 21 199 419 € HT ;

- VU la délibération du Conseil n°12970 du 28 avril 2015 approuvant l'avenant n°2 permettant de redéfinir le périmètre des travaux au simple bouclage de la ligne 4, d'arrêter le coût prévisionnel correspondant, d'adapter la rémunération du groupement, de préciser la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre sur le centre de maintenance, d'intégrer les opérations complémentaires, l'ensemble des études réalisées sur la section Lavérune-Clapiers et indemniser le groupement suite à l'évolution du périmètre des travaux et portant le forfait provisoire de rémunération à 14 825 327,05 € HT ;

- VU la décision n°MD2018-310 du 17 avril 2018, la signature de l'avenant n°3 a été autorisée prenant en compte la réévaluation de la rémunération du bouclage intégrant les modifications de programme, la reprise des études et des procédures administratives de la ligne 5 et fixant le nouveau montant du marché à 16 769 639,17 € HT ;

- CONSIDERANT :

- Que le marché doit être modifié pour prendre en compte les études complémentaires du Nord et de l'Ouest, les études liées à l'ouvrage d'art Gennevaux ainsi que le planning associé à ces études ;
- que l'offre du groupement a été analysée d'un point de vue technique et financier ;
- que le projet d'avenant n°4 a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 22 janvier 2019, Commission qui a émis un avis favorable à sa passation.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché n°8.131 de maîtrise d'œuvre de la 5^{ème} ligne de tramway qui fixe le montant du marché à 17 480 802,17 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2019-334

Montpellier, le 15 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

Publiée le : 15 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

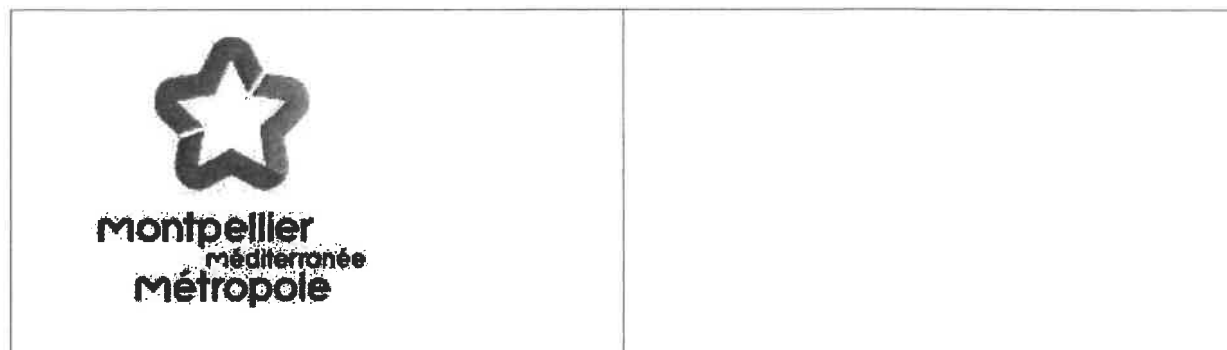
034-263600017-20190121-81484-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°8.482 portant sur les travaux
d'accompagnement d'environnement de
chantier dans le cadre de la 5ème ligne de
tramway

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

Décision n° MD2019-335

- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la décision n°D2014-386 du 26 juin 2014 autorisant la signature du marché à bons de commande n°8.482 des travaux d'accompagnement d'environnement de chantier dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway avec le groupement AXIMUM (mandataire) / COLAS pour un montant minimum de 250 000 € HT et un montant maximum de 800 000 € HT sur une durée de 5 ans à compter du 22 juillet 2014, date de notification du marché,
- **CONSIDERANT** qu'il convient désormais de prolonger la durée du marché n°8.482.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.482 portant sur les travaux d'accompagnement d'environnement de chantier dans le cadre de la ligne 5 de tramway ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 décembre 2020,

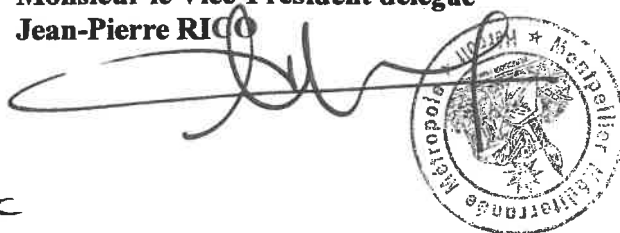
ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **15 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

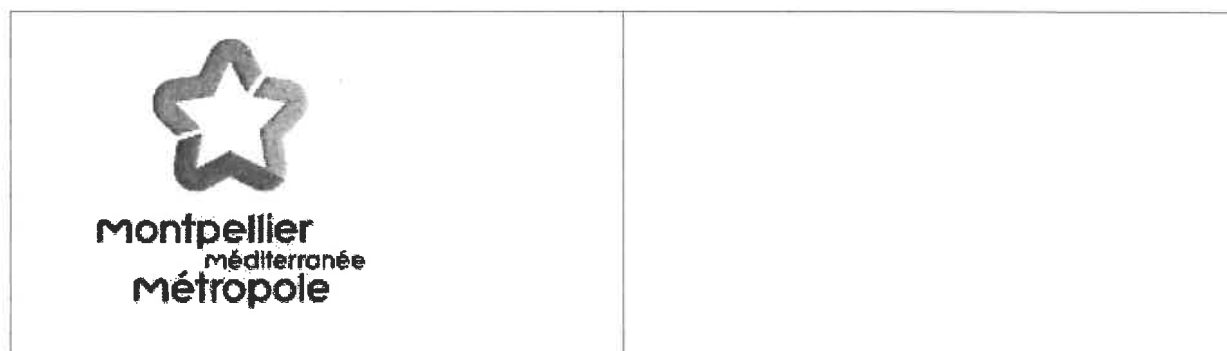
034-2434 00017-201904-81557-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution des
marchés de travaux d'amélioration des
installations de captage et de valorisation
du biogaz de l'unité de méthanisation
AMETYST - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la convention de mandat (délibération n°11882 en date du 24 septembre 2013) confiant à la SERM la réalisation des travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST,

Décision n° MD2019-337**CONSIDERANT :**

- Qu'une procédure de consultation d'entreprises a été lancée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de celles du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation de marchés publics de travaux des lots 02 à 04 en date du 24 Mai 2018 ;
- Que la Métropole a arrêté la liste des candidats admis à remettre une offre par courrier en date du 6 Août 2018 ;
- Que le lot 1 de la consultation a été attribué en date du 18 décembre 2018 par la décision MD2018-1129
- Que dans ce même courrier du 6 Août 2018 la Métropole invitait la SERM, mandataire, à déclarer le lot 02 – Tuyauteries – infructueux et à relancer une consultation dans les meilleurs délais ;
- Qu'une nouvelle procédure de consultation d'entreprises a été lancée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de celles du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation du marché public de travaux du lot 02 – Tuyauteries - en date du 13 Août 2018 ;
- Que la Métropole a arrêté la liste des candidats admis à remettre une offre pour le lot 02 – Tuyauteries - par courrier en date du 24 Octobre 2018 ;
- Que les candidats ont remis leur offre en date du 18 Décembre 2018 pour le lot 2 – Tuyauteries et le lot 4 – Electricité et automatismes et en date du 7 Janvier 2019 pour le lot 3 – Charpente métallique ;
- Que l'offre du candidat ENDEL, soumissionnaire du lot 02 – Tuyauteries – a été jugée inacceptable, en application de l'article 59.I.al 3 du décret 2016-360 du 25 Mars 2016, au regard du montant de l'offre de base et de l'offre variante car excédant les crédits budgétaires alloués tant au lot concerné qu'à l'opération dans son ensemble ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Critère n°1. – Analyse de la valeur technique : 60 %, décomposé comme suit :
 - Sous critère 1.1 : Moyens humains et matériels affectés aux études d'exécution et au chantier – 20%
 - Sous critère 1.2 : Organisation du chantier, sécurité et environnement – 30%
 - Sous critère 1.3 : Méthodologie d'intervention et qualité des fournitures – 30%
 - Sous critère 1.4 : Durée prévisionnelle des différentes phases du projet – 20%
 - Critère n°2 – Analyse de la qualité financière : 40 %
- Qu'après analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres a été informée, lors de sa séance du 5 Mars 2019, du choix des entreprises suivantes, présentant les offres économiquement les plus avantageuses

N°	LOT	ENTREPRISE	LOCALISATION
02	TUYAUTERIES	TMIS	FRONTIGNAN
03	CHARPENTE METALLIQUE	CMA/DARVER	VIC LA GARDIOLE / CASTRIES
04	ELECTRICITE ET AUTOMATISMES	INEO	TOULOUSE

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer et d'autoriser la signature des marchés de travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST aux entreprises suivantes, présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

Décision n° MD2019-337

- Lot 02 : Tuyauteries, entreprise TMIS, pour un montant de 608 860.00€HT,
 - Lot 03 : Charpente métallique, groupement CMA-DARVER, pour un montant de 546 935.87€HT,
 - Lot 04 : Electricité et automatismes, entreprise INEO, pour un montant de 166 200.00€HT.
- La durée prévisionnelle des travaux est estimée à 13 mois.

ARTICLE 2 : De déclarer l'offre du candidat ENDEL, soumissionnaire du lot 02 – Tuyauteries – inacceptable.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 en section d'investissement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



[Handwritten signature]

Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

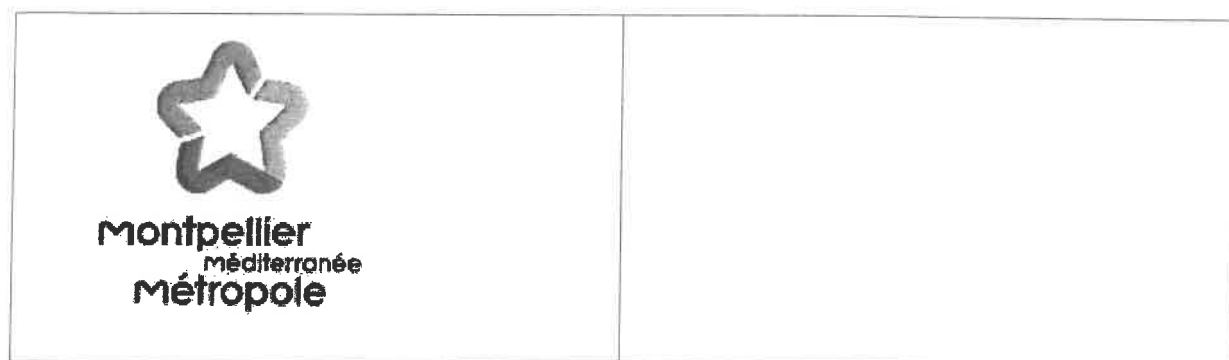
034-2434 00017 20190101-8/528-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition n° 34 18 0004 02 avec la
SAFER Occitanie d'un ensemble de
parcelles situées sur les communes de
Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, BP 22125, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous :

DESIGNATION CADASTRALE

Commune de CASTELNAU-LE-LEZ : 1 ha 41 a 67 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
LE GRES	AK	0028		34 a 71 ca	Landes	Landes
LE GRES	AK	0039		1 ha 06 a 96 ca	Terres	Terres

Commune de LATTES : 28 ha 04 a 97 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
FIGUIERE	CA	0001		2 ha 24 a 18 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0006		1 ha 02 a 11 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0011		2 ha 41 a 75 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0022		1 ha 38 a 36 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0080		5 ha 11 a 07 ca	Terres	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0004		9 a 30 ca	Sols	Sols
MAS DE PORTAL	CC	0062		7 ha 17 a 78 ca	Terres	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0064		8 ha 60 a 42 ca	Terres	Terres

Commune de MONTPELLIER : 42 ha 88 a 19 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
RASTOUBLE	RA	0004		84 a 85 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0005		62 a 00 ca	Vignes	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	A	90 a 40 ca	Vignes	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	B	55 a 21 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0011		7 a 32 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0012		1 ha 78 a 75 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0013		15 a 33 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0014		64 a 90 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0024		3 a 47 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0030		2 ha 04 a 76 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0031		81 a 56 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0025		6 a 18 ca	Jardins	Jardins
PONT TRINQUAT	SH	0027		64 a 90 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0030		72 a 81 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0045		1 ha 30 a 93 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0048	J	23 ca	Vignes	Vignes
PONT TRINQUAT	SH	0048	K	1 ha 74 a 87 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0051		34 a 04 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0081		31 a 49 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0083		47 a 56 ca	Terres	Terres
DU MAS DE BROUSSE	SM	0006		1 ha 40 a 00 ca	Terres	Vergers
DU MAS DE BROUSSE	SM	0007		81 a 37 ca	Vergers	Vergers
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0054		2 ha 20 a 89 ca	Vignes	Vignes
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0087		4 ha 35 a 96 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0005		37 a 22 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0006		56 a 31 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0007		2 ha 77 a 25 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0008		70 a 77 ca	Vignes	Vignes

Décision n° MD2019-338

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	NR
LE TILLEUL	SR	0013	A	27 a 79 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0013	B	25 a 00 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0014	J	40 a 43 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0014	K	30 a 00 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0015		87 a 68 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0016		56 a 69 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	A	8 a 85 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	B	34 a 75 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0020		54 a 60 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0024		57 a 86 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0003		25 a 26 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0009		55 a 29 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0010		21 a 07 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	J	1 ha 93 a 52 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	K	60 a 51 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0032		1 ha 21 a 58 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0034		49 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0042		96 a 68 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0043		6 a 06 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0058		3 ha 69 a 61 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0060		1 ha 60 a 46 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0076		22 a 68 ca	Terres	Terres

TOTAL SURFACE : 72 ha 34 a 83 ca

- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part, une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L.142-6 du Code rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier pour une surface totale de 72 ha 34 a 83 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31 octobre 2019.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de neuf mille huit cent soixante dix euros (9 870€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

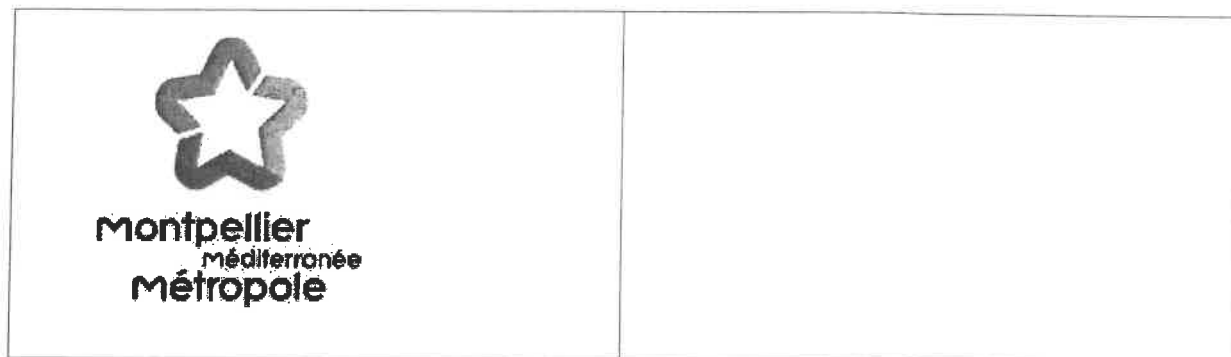
624-24240007-20190101-81538CC-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AL 486 et AL 431 chemin
d'Agnac-Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la mairie de Fabrègues en date du 05 juillet 2011 portant sur le montage financier du P.A.E. du Puech Long,
- VU l'accord de la SARL KUNTZ par mail en date du 19 mars 2019, pour céder la parcelle nouvellement cadastrée AL 486 d'une superficie de 287 m² (issue de la parcelle AL 430), située Chemin d'Agnac à Fabrègues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la participation due au titre du P.A.E du Puech Long par la SARL KUNTZ, payée sous forme de cession de terrains, correspondant à la parcelle AL 431 d'une superficie de 257 m², située Chemin d'Agnac à Fabrègues,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces deux parcelles déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL KUNTZ, la parcelle nouvellement cadastrée AL 486 d'une superficie de 287 m² (issue de la parcelle AL 430) et la parcelle AL 431 d'une superficie de 257 m², situées chemin d'Agnac à Fabrègues.

ARTICLE 2 : L'acquisition de la parcelle AL 486 est consentie à un euro pour tout prix, avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : La parcelle AL 431 sera acquise auprès de la SARL KUNTZ au prix de 50 €/m² soit un montant de 12 850 €, en déduction des participations dues au titre du P.A.E du Puech Long.

ARTICLE 4 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Maître LESTRA, notaire à Pignan, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété des deux parcelles, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

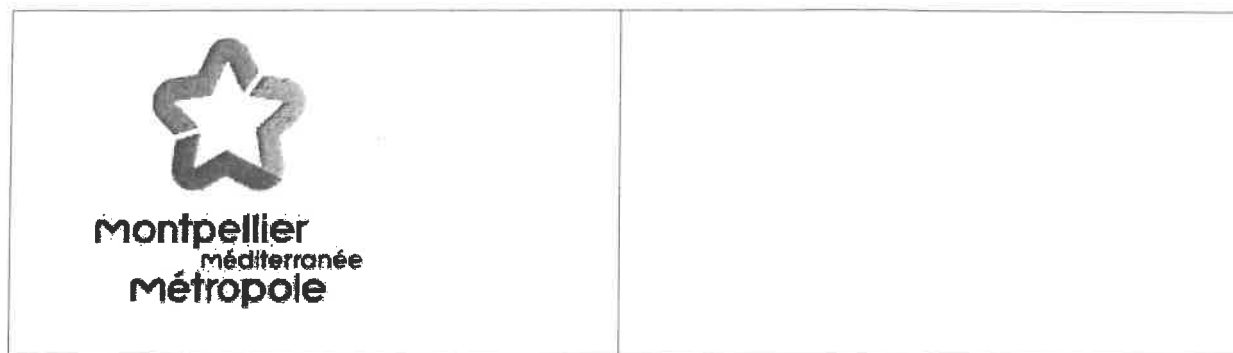
034- 243400017 - 20190101- 81554- DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M8B0015EA
- Réalisation d'un diagnostic des pratiques
et dynamiques agricoles sur l'aire
d'alimentation du captage de la source du
Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Décision n° MD2019-344

CONSIDERANT :

- qu'un diagnostic des pratiques et dynamiques agricoles sur l'aire d'alimentation du captage de la source du Lez doit être réalisé,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de 12 mois,
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise ENVILYS sise 170 rue du Chapitre - 34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8B0015EA - Réalisation d'un diagnostic des pratiques et dynamiques agricoles sur l'aire d'alimentation du captage de la source du Lez à l'entreprise ENVILYS sise 170 rue du Chapitre - 34750 Villeneuve lès Maguelone, Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire décomposé pour la tranche ferme pour un montant de 57 762,50 euros HT, et d'un bordereau des prix unitaires dans la limite des quantités maximum fixées au DQE pour la tranche optionnelle pour un montant total estimatif de 9 750,00 euros HT. Le marché est conclu pour une durée de 12 mois et démarre à sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 20.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 5 AVR. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBE



Publiée le : 2 5 AVR. 2019

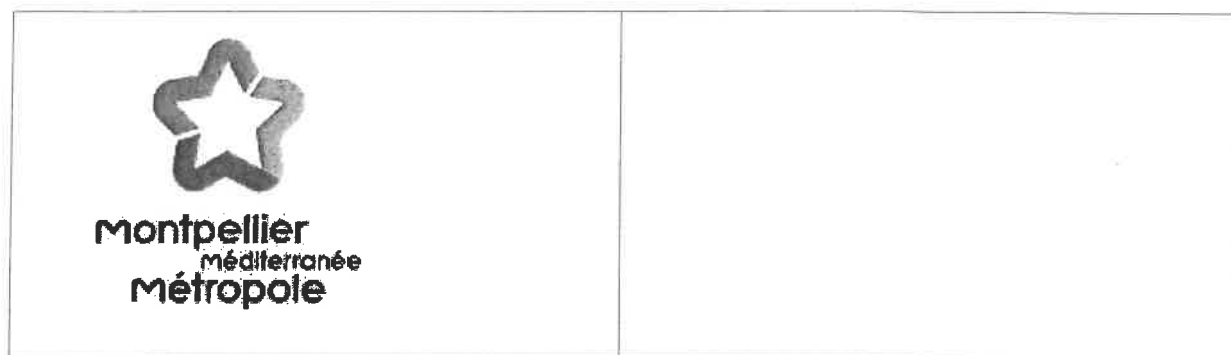
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
084-243400017-20190101-72038AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 5 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique
Service SIG Métropolitain

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
 l'adhésion à l'association Occitanie
 Pyrénées en Intelligence Géomatique
 (OPenIG)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **CONSIDERANT**, l'intérêt de l'association OPenIG (Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique) initialement SIG L-R à promouvoir une politique de mutualisation de données géographiques pour les différents acteurs du territoire avec pour objectifs :
 - la diffusion et la promotion de l'information géographique
 - Le partage des savoir-faire entre ses membres
 - L'assistance au montage et au portage de projets
 - l'acquisition et la mise à disposition de produits et bases de données géographique
- **CONSIDERANT** que l'association mène des actions qui consistent pour l'essentiel à mutualiser l'acquisition de données et la mise en place de plateformes qui bénéficient à chacun des adhérents pour un coût bien moindre que des actions qui seraient menées séparément. Au travers de l'adhésion de la Métropole chacune des 31 communes du territoire bénéficie de ces actions.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association OPenIG dont le montant annuel s'élève à 20 000 € sans TVA. Ce montant est calculé en fonction de la population de l'entité, avec un tarif de 0,07 € par habitant, avec un plafond fixé à 20 000 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

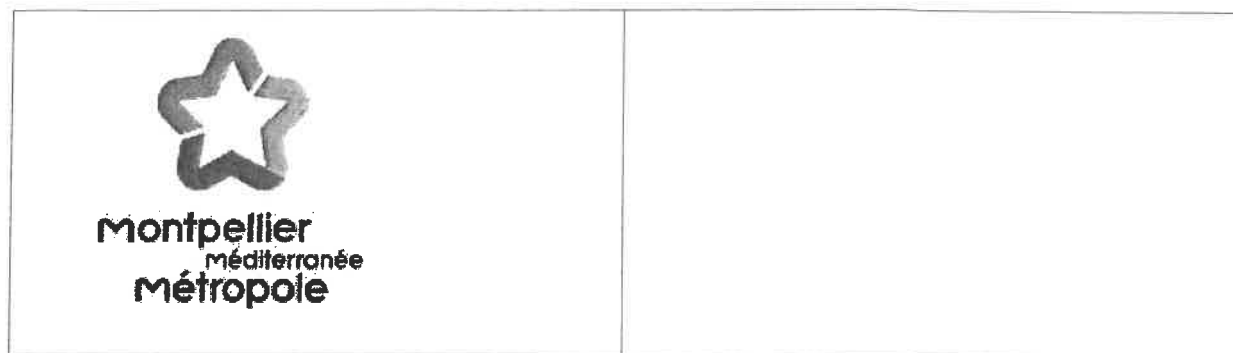
034-243480017-20190101-81601-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BV 82 rue du Docteur Roux -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande des riverains souhaitant classer la rue du Docteur Roux à Montpellier dans le domaine public en raison de son état dégradé et notamment ses réseaux ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-I-501 en date du 15 mai 2018 déclarant « présumé vacant et sans maître » le bien immobilier cadastré BV 82 sur la commune de Montpellier à savoir la rue du Docteur Roux,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-044 en date du 14 janvier 2019 constatant la présomption de vacance de bien de la parcelle cadastré BV 82,

- VU la délibération n° 2019-005 en date du 6 février 2019 autorisant l'incorporation du bien vacant et sans maître cadastré BV 82, à savoir la rue du Docteur Roux dans le domaine communal,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir, à titre gratuit, la rue du Docteur Roux à Montpellier dans le cadre des compétences exercées par la Métropole en matière de voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il s'agit d'une voie à entretenir et à gérer, et qu'il convient d'intégrer cette voie dans le domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'incorporation dans le domaine public métropolitain du bien vacant et sans maître cadastré BV 82, à savoir la rue du Docteur Roux sur la commune de Montpellier, afin d'y entreprendre les travaux nécessaires à sa remise aux normes.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à titre gratuit compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : La publication du transfert de propriété sera assurée aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : **30 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

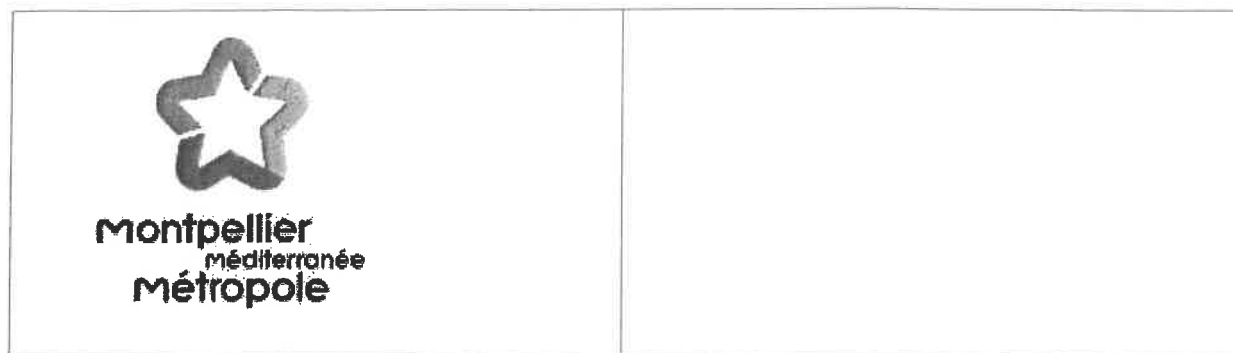
02/04/2019 17-2019 0101 - 81678 - DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
 Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8B0053EP
 - Voie verte entre Castries et Baillargues -
 Maitrise d'œuvre : AVP, PRO, ACT, VISA
 et missions complémentaires - Attribution
 du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de « la Voirie et à l'Espace Public » ;

Décision n° MD2019-349**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de procéder à des études pour la création d'une voie verte entre Castries et Baillargues ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de maîtrise d'œuvre pour une durée de 48 mois ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations : 40 %
 - Valeur technique de l'offre : 60 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, 168/172 boulevard de Verdun – 92400 COURBEVOIE présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8B0053EP – Maîtrise d'œuvre – Voie verte entre Castries et Baillargues à l'entreprise INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, pour un montant de 87 400,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée d'exécution est de 48 mois ;

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 908 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Obj. 243400017 - 20190001 - 81751 - AU.

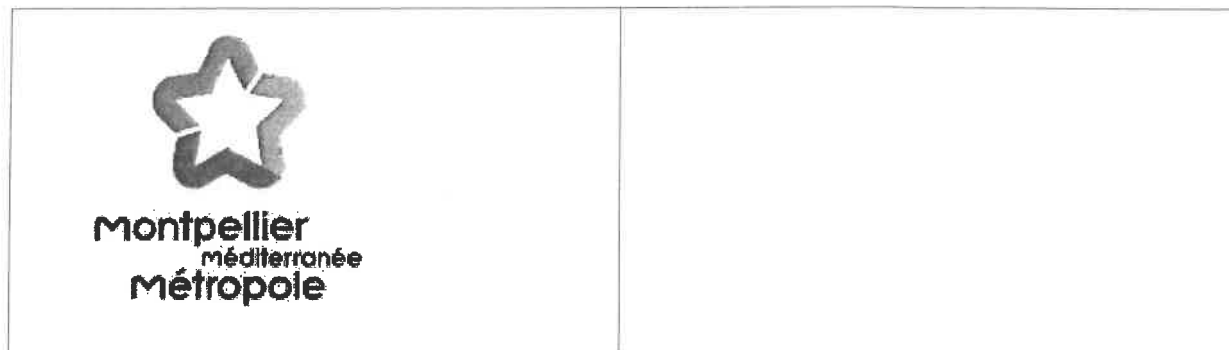
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M8C0019EP - Réaménagement de la rue
Fontanon et de la rue de la Confrérie à
Montpellier - Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;
- VU la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Décision n° MD2019-350

CONSIDERANT :

- que les travaux de réaménagement de la rue Fontanon et de la rue de la Confrérie à Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 70%
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 30% ;
- que l'entreprise EUROVIA LR Agence Juvignac sise route de Lodève à Juvignac a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M8C0019EP de réaménagement de la rue Fontanon et de la rue de la Confrérie à Montpellier à l'entreprise EUROVIA LR Agence de Juvignac pour un montant estimatif de 251 805,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 3 mois (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-243400017-2019041-81825-AU -

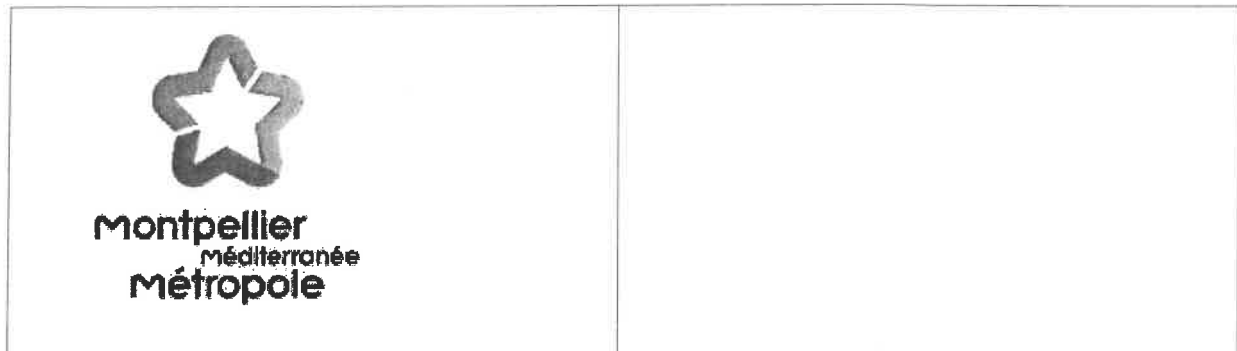
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent n°
 M8C0018EP - Réaménagement de la rue
 Fabre et de la rue des Augustins à
 Montpellier - Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande d'information et d'information des demandeurs » ;
- VU la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que les travaux de réaménagement de la rue Fabre et de la rue des Augustins à Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 70%
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 30% ;
- que le candidat GUINTOLI/EHTP/SIORAT sis HAM Vauguières à Mauguio a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M8C0018EP de réaménagement de la rue Fabre et de la rue des Augustins à Montpellier au candidat GUINTOLI/EHTP/SIORAT pour un montant de 199 765,25 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 2 mois (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **10 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

030-202400017-20190401-81820-04.

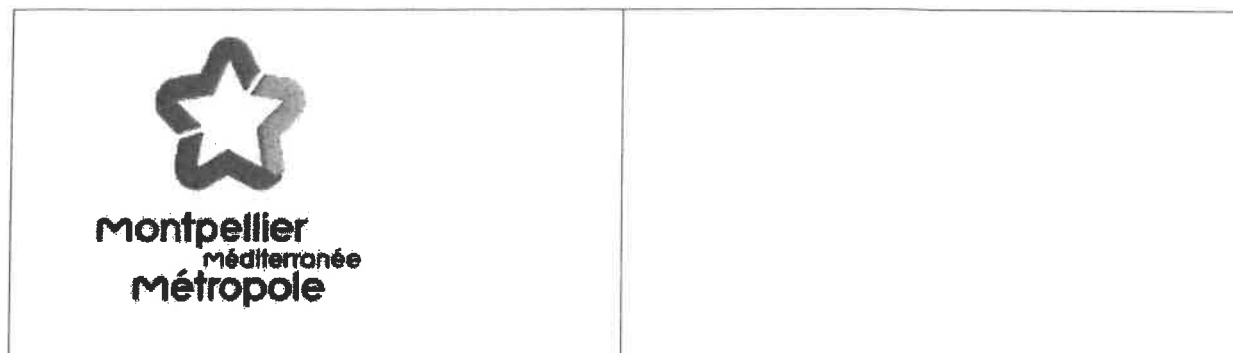
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n° 3580DS14
"Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du
Palais des sports René-Bougnol et du Stade
de la Mosson de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Lots n° 2 "Palais des sports
René-Bougnol" et n° 3 "Stade de la
Mosson" - Avenant n° 2

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

Décision n° MD2019-352

- VU la délibération n°12218 en date du 6 février 2014 attribuant respectivement les lots n°2 « Palais des sports René-Bougnol » et n°3 « Stade de la Mosson » du marché n°3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole », à l'entreprise Karola Services, sise à Montpellier (34080) – 386, avenue de Fès, pour un montant de 117 087 euros HT sur sa durée (période initiale et trois années de reconduction), pour le lot n°2, et à l'entreprise Sud Service, sise à Castelnau-le-Lez (34171) – PA La Garrigue – BP 21, pour un montant de 313 232,00 euros HT sur sa durée (période initiale et trois années de reconduction), pour le lot n°3,
- VU la décision n°MD2018-1038 autorisant la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 2 « Palais des sports René-Bougnol » du marché n° 3580DS14 avec l'entreprise Karola Services, sise à Montpellier (34080),
- VU la décision n°MD2018-1040 autorisant la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 3 « Stade de la Mosson » du marché n°3580DS14 avec l'entreprise Sud Service, sise à Castelnau-le-Lez (34171),

CONSIDÉRANT :

- que les délais imposés par la procédure d'un lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation de la durée de ces deux lots, arrivant à échéance le 30 avril 2019, pour une durée de trois mois supplémentaires, soit jusqu'au 31 juillet 2019, afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de cette procédure de passation et de permettre de faire coïncider au mieux le démarrage des futures prestations avec la fin des anciennes, sans toutefois bouleverser l'économie des contrats au regard de son incidence financière limitée,
- que l'économie générale des marchés n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion pour chacun des deux lots d'un avenant en ce sens,
- que la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la passation de ces avenants lors de la séance du 2 avril 2019.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot n°2 « Palais des sports René-Bougnol » du marché n° 3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Karola Services, sise à Montpellier (34080), avenant d'un montant de 2 104,63 euros HT, portant le nouveau montant du lot n°2 au marché n°3580DS14 à 35 584,80 € HT.

D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au lot n° 3 « Stade de la Mosson » du marché n° 3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Sud Service, sise à Castelnau-le-Lez (34171), avenant d'un montant de 13 625,50 euros H.T., portant le nouveau montant du lot n°3 au marché n°3580DS14 à 249 800,83 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

CP

Décision n° MD2019-352

Montpellier, le 26 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 26 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Obj. 443490017-20190101-81905-CC

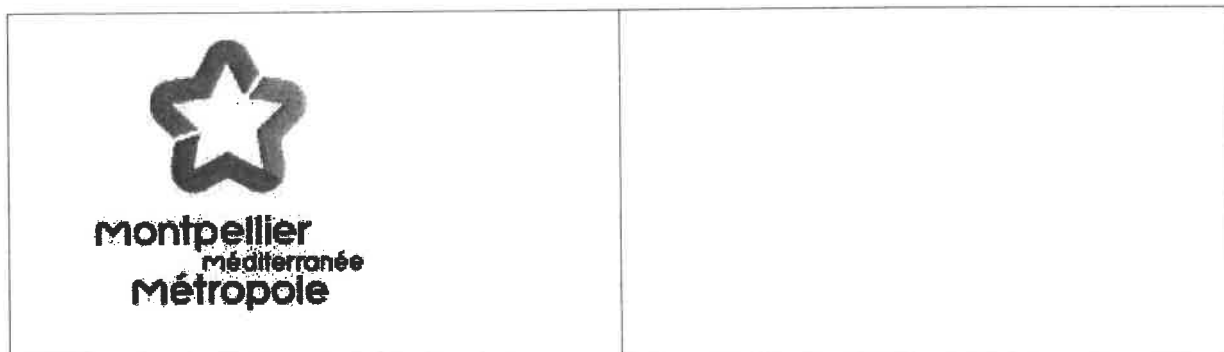
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 AVR. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IDEALYS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

Décision n° MD2019-355

-VU la convention d'occupation du domaine public en date du 8 avril 2015 passée entre la Métropole et la société IDEALYS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 juin 2018,

-**CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IDEALYS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IDEALYS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IDEALYS pour la surface de 88,84 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 319,27 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRIEL



Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

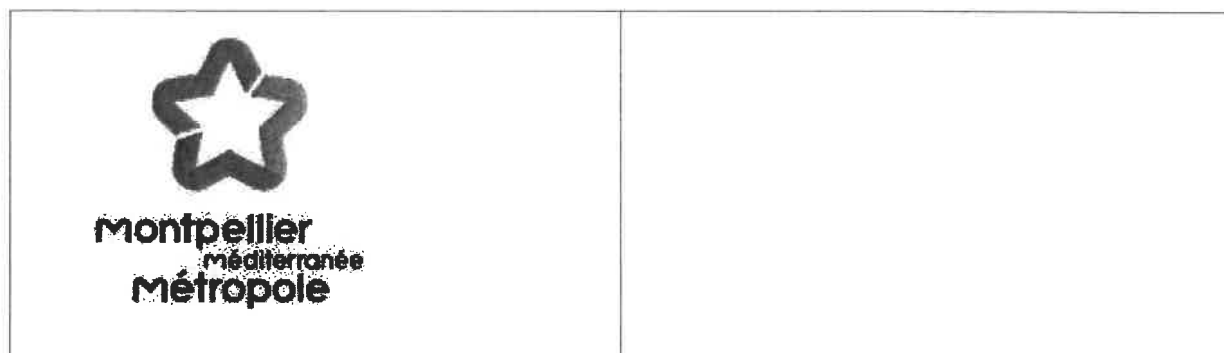
034-24340017 201901-82372-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent N°M9D0008AT relatif aux
travaux d'aménagement de l'Avenue
Montpellierét à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de l'avenue Montpelliéret à Lattes ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 5 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique pondérée à 60 %.
- qu'après analyse, l'entreprise Razel-Bec sise à Saint Jean de Védas (34433) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0008AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Montpelliéret à Lattes à la Société Razel-Bec sise à Saint Jean de Védas (34433) pour un montant estimatif de 826 658,80 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 5 mois hors période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 16 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

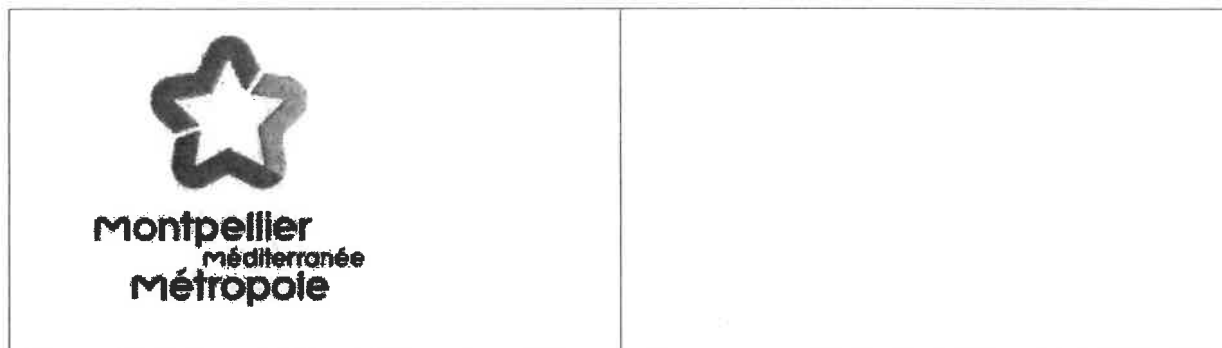
034. 2434 00019 - 20190101 - 81983 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°3 du
 marché n°2921 S 13.01 portant sur la
 mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et
 la réalisation de l'extension Est de la 1ère
 ligne de tramway vers la pole d'échanges
 multimodal Montpellier Sud de France**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilités ;

Décision n° MD2019-358

- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°11818 du 24 septembre 2013 attribuant le marché n°2921 S 13.01 de maîtrise d'œuvre relative à l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers la pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France au groupement d'entreprises INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) / Richez et Associés. Ce marché a été attribué pour un montant initial de 1 397 450 € HT toutes tranches confondues ;
- VU la délibération du Conseil n°13202 du 22 juillet 2015 autorisant la signature de l'avenant n°1 ayant pour objet d'intégrer des études complémentaires indispensables à la coordination du projet tramway avec les projets de construction de la nouvelle gare Montpellier Sud de France et de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée par ASF pour un montant de 49 300 € HT, portant le montant du marché à 1 446 750 € HT ;
- VU la décision n°MD2017-800 du 4 décembre 2017 autorisant la signature de l'avenant n°2 permettant de substituer au mandataire initial SA3M le nouveau mandataire TaM ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de prendre en compte les différentes évolutions réglementaires postérieures à la signature du marché et les mises à jour des dossiers réglementaires,
- qu'il convient d'intégrer au marché initial plusieurs modifications de programme,
- qu'il est nécessaire de prolonger la durée du marché,
- que le projet d'avenant n°3 a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 19 mars 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France ayant pour objet de prendre en compte les évolutions réglementaires et la mise à jour des dossiers, d'intégrer des modifications de programme et de prolonger la durée du marché de 4 ans, soit jusqu'au 31 octobre 2023.

ARTICLE 2 : Le montant de l'avenant n°3 s'élève à 107 445 € HT, portant ainsi le montant de la rémunération du maître d'œuvre à 1 554 195 € HT. La dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

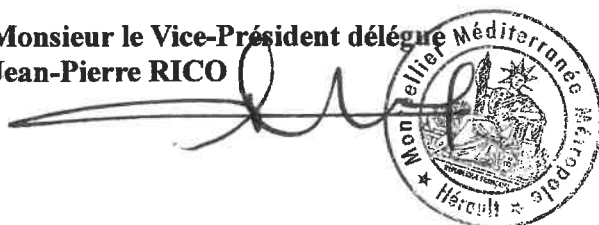
ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant n°3 visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Décision n° MD2019-358

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 15 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

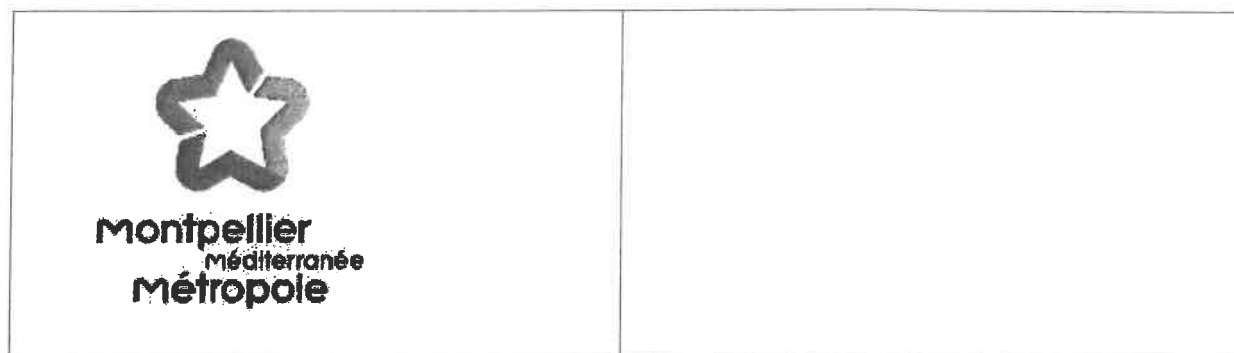
034 243450017 - 20190101-82016-41

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de 2 parcelles
cadastrées AK 260 et AK 262 Rue Louis
Breguet - commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Jacou n° 04-17 DEC2015 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain.
- VU la décision du Président n° 2015-816 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Jacou dans le domaine public métropolitain.
- VU la décision du Président n°2019-137 en date du 05 mars 2019 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 335 m², rue Louis Breguet sur la commune de Jacou.
- VU l'avis de France Domaine référence 2019-120V0303 en date du 21 mars 2019.

- VU l'accord de la société MJ DEVELOPPEMENT par mail en date du 22 mars 2019, acceptant les modalités du transfert de propriété des deux parcelles cadastrées AK 260 et AK 262,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la société MJ DEVELOPPEMENT, les parcelles nouvellement cadastrées AK 260 d'une superficie de 6 m² et AK 262 d'une superficie de 271 m² situées sur la commune de Jacou.

ARTICLE 2 : Le prix de vente est consenti pour un montant de 6925 € (six mille neuf cent vingt-cinq euros), à savoir 25 €/m² conformément au prix fixé par France Domaine.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2019**

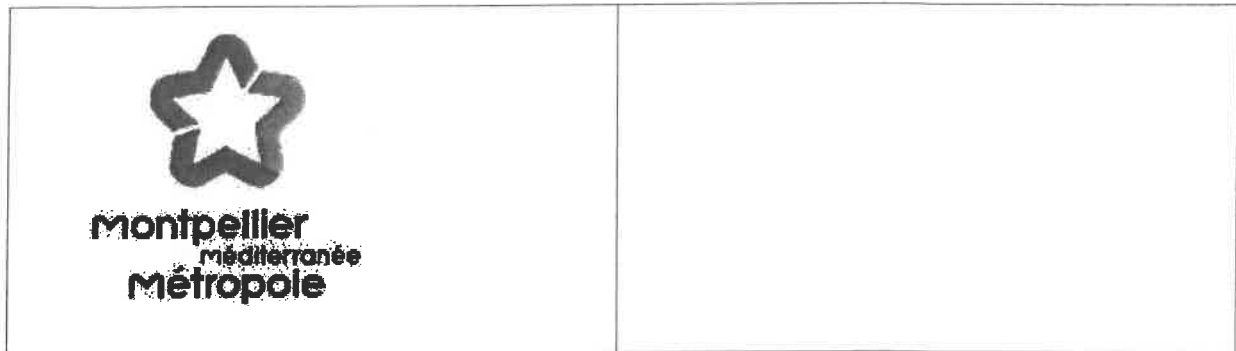
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08/04/2019 17:20:10 - 82043 DE
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au lot
n°1 du marché N°5081AT18 " Travaux de
réaménagement de l'avenue de Fontcaude
à Juvignac" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public » ;
- VU le marché N°5081AT18 – Lot 1, relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac phases 3 « Le Martinet jusqu'à la Ravine » conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant de 876 906,98 € HT ;

Décision n° MD2019-361

CONSIDERANT :

- qu'à la demande du Maître d'Ouvrage, des travaux supplémentaires ont été nécessaires et notamment : Les travaux de nivellement sur site après implantation afin d'éviter des problèmes de ruissellement des eaux de pluie, les travaux d'adaptation du réseau pluvial sur site par rapport à l'existant (pente de voirie modifiée, ajout de caniveau-grille en travers de pentes importantes, surdimensionnement de regards avaloirs), ainsi que les travaux de prolongation du réseau d'arrosage ;
- que ces modifications ont nécessité l'ajout de prix nouveaux ;
- que le marché de travaux, et notamment le lot N°1 a été notifié le 15 octobre 2018, pour un délai d'exécution des travaux de 7,5 mois à compter de l'ordre de service de démarrage y compris 2 semaines de période de préparation ;
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché n°5081AT18 – Lot N°1 relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac – Phase 3 « le Martinet jusqu'à la Ravine » conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant en plus-value de 26 813,43 € HT, soit une augmentation de 3,06 % du montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 AVR. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 16 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 262400014 - 20190001 - 82073 - CC

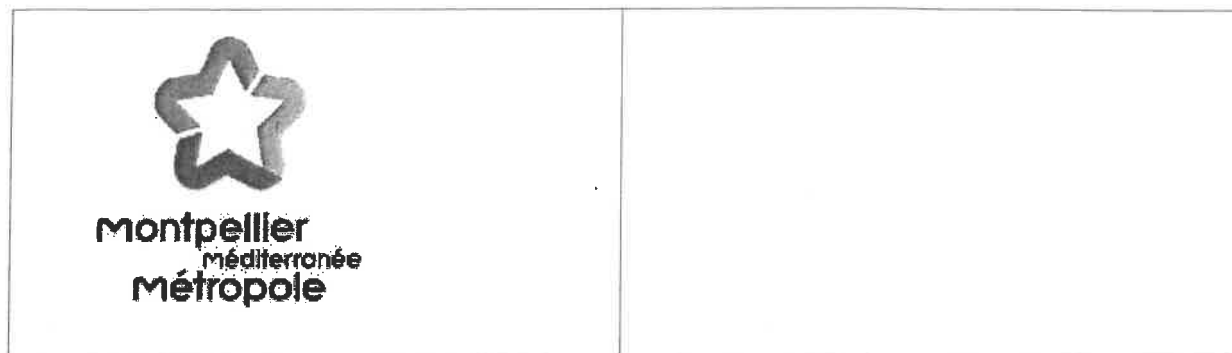
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 AVR. 2019**

Réception en Préfecture **16 AVR. 2019**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



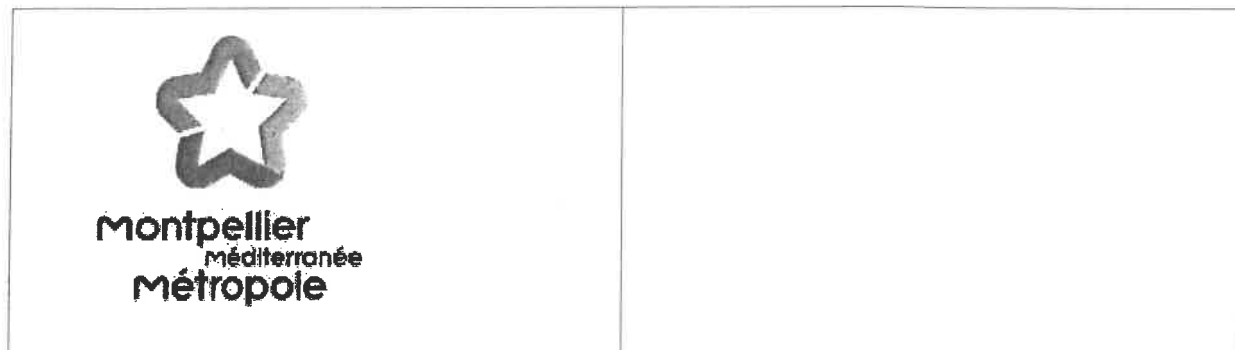
Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de travaux
pour l'aménagement du centre d'art
Montpellier Contemporain (MoCo) à
l'hôtel Montcalm de Montpellier - Lot 16.2
Espaces verts**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo), dont la signature a été approuvée par délibération n° 13898 du 30 juin 2016 ;



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un bail de
location entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la SCPI PF Grand Paris -
Local au rez-de-chaussée de l'immeuble Le
Parthéna**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de louer des locaux à usage de bureaux et des places de parking pour y installer des services,
- CONSIDERANT** que la SCPI PF Grand Paris, dont le siège social est situé 9 rue Jadin, Paris 17^{ième}, dispose de locaux vacants à usage professionnel au rez-de-chaussée de l'immeuble dénommé Le Parthéna, ainsi qu'un emplacement de parking en sous-sol identifié n° 24, le tout situé au 209 Place de Thessalie, 34 000 Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail commercial de location avec la SCPI PF Grand Paris, représentée par Perial Management, société de gestion de la société PF Grand Paris.

ARTICLE 2 : Le bail concerne des locaux à usage de bureau en rez-de-chaussée ainsi qu'un emplacement de stationnement en sous-sol identifié n° 24, le tout situé dans l'immeuble « Le Parthéna », 209 Place de Thessalie à Montpellier. La surface totale des locaux loués à usage de bureau est d'environ 63 m².

ARTICLE 3 : Le bail est consenti et accepté pour une durée de 9 années à compter du 1^{er} mai 2019 et arrivera à terme le 30 avril 2028.

ARTICLE 4 : Le bail est consenti et accepté pour un loyer annuel HT de 9 820 €. Une provision trimestrielle pour charge de 1 368 € HT sera versée pour l'exercice en cours, ainsi qu'un dépôt de garantie HT de 2 455 € égal à trois mois de loyer annuel HT et hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 AVR. 2019



Publiée le : 11 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

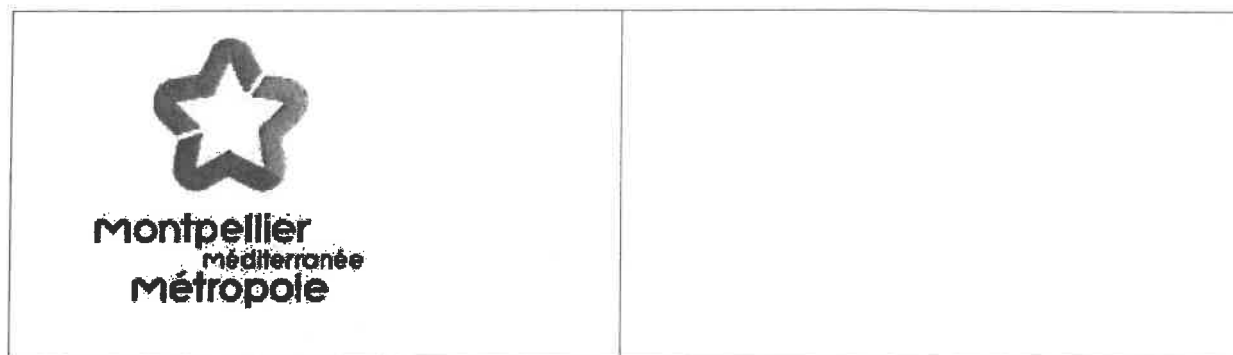
034-263450017 - 609001-82103-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1901365-3 et requête n°1901364 TA -
Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête en référé n°1901365-3 et la requête en annulation n°1901364-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 mars 2019 par Madame Mireille GARCIA, agent de Montpellier Méditerranée Métropole, tendant à demander l'annulation de la décision du 25 février 2019 qui la maintient en maladie ordinaire à compter du 4 juillet 2018 et en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 4 janvier 2019.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé n°1901365-3 et de la requête en annulation n°1901364-3 le 20 mars 2019 par Madame Mireille GARCIA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Décision n° MD2019-364

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

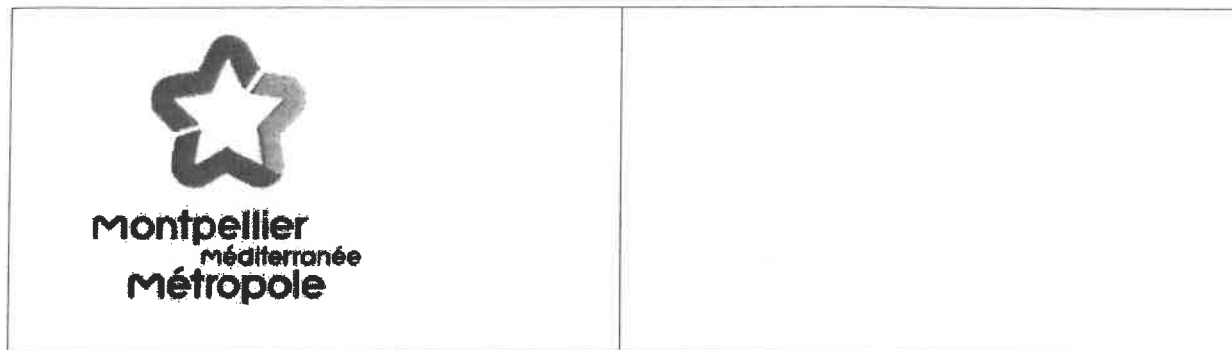
034.24340017-2019201-82142-Ac

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la passation d'un
avenant n° 1 à la convention d'occupation
temporaire du domaine public à la Piscine
Olympique d'Antigone de Montpellier avec
la société Swimmer**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT :

- la délibération n° 10958 en date du 28 juin 2012 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la société SWIMMER, dont le siège social est situé à la Piscine Olympique d'Antigone – 229, avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000), à bénéficier de la mise à disposition d'un espace commercial dédié à la vente d'articles de sport et d'accessoires de natation, dans l'enceinte de la Piscine Olympique Antigone,

Décision n° MD2019-366

- le changement de gérance intervenu aux termes d'une assemblée générale ordinaire des associés en date du 27 septembre 2018, par laquelle Monsieur Thomas PRIGENT a été nommé gérant associé de la société SWIMMER.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public à la Piscine Olympique d'Antigone avec la société SWIMMER, dont le siège social est sis au 229, avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000). Il concerne le changement de gérance intervenu aux termes d'une assemblée générale ordinaire des associés en date du 27 septembre 2018, par laquelle Monsieur Thomas PRIGENT a été nommé gérant associé de la société SWIMMER.

ARTICLE 2 : Le lieu est un local commercial sis dans l'enceinte de la Piscine Olympique d'Antigone, au 229, avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000).

ARTICLE 3 : Conformément à la délibération n° 10958 en date du 28 juin 2012, la convention d'occupation temporaire du domaine public se terminera le 1^{er} juillet 2022.

ARTICLE 4 : La convention fait l'objet d'une redevance fixe payable trimestriellement, les 1^{ers} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année, et d'une redevance variable payable annuellement au 15 janvier de l'année N+1.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 AVR. 2019

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 26 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

054-243400017-20190101-82150-cc

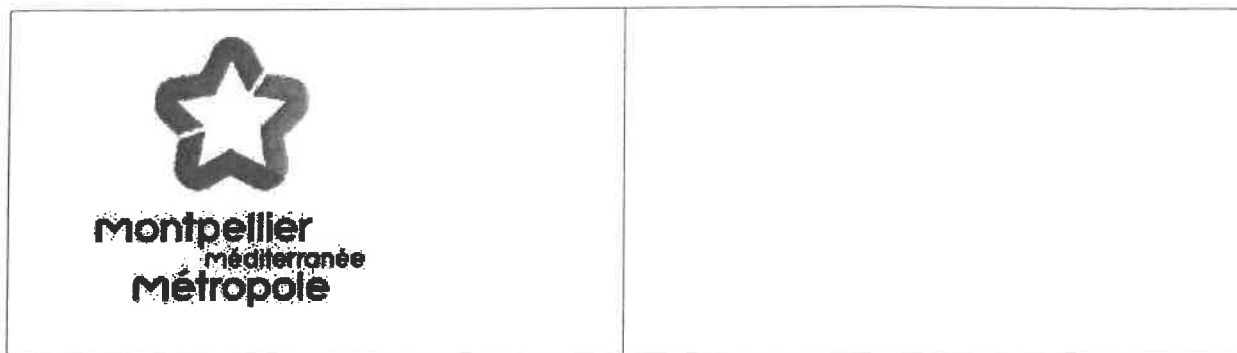
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de travaux
pour l'aménagement du centre d'art
Montpellier Contemporain (MoCo) à
l'hôtel Montcalm de Montpellier - Lot 8.3
Signalétique directionnelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo), dont la signature a été approuvée par délibération n° 13898 du 30 juin 2016 ;

- CONSIDERANT :

- que la réhabilitation de l'hôtel Montcalm en vue de l'ouverture du centre d'art contemporain Montpellier Contemporain (MoCo) requiert la conclusion d'un marché de fourniture d'éléments de signalétique directionnelle ;
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et en application de l'article 78 du décret concernant les accords-cadres. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conclu avec un opérateur économique pour une durée de 15 mois à compter de sa notification (y compris 12 mois de garantie de parfait achèvement).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique (60%) et le prix (40%),
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 2 avril 2019 a classé les offres et choisi la SARL CA C FAIT.COM, 73 rue du 56^{ème} régiment d'artillerie, 34070 Montpellier, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de travaux pour la réhabilitation de l'hôtel Montcalm, lot 8.3 - Signalétique directionnelle, à la SARL CA C FAIT.COM, sans montant minimal ni montant maximal. Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire. Sa durée est de 15 mois (y compris 12 mois de garantie de parfait achèvement).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-82189-CC-11

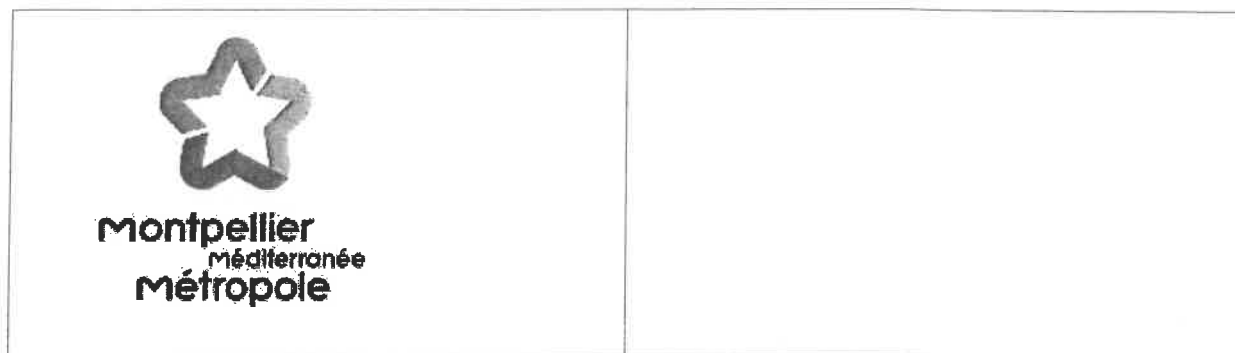
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0014EP - RM127E3 Travaux de
 finition passé sur le fondement de l'accord-
cadre n°5023AT17 - LOT1
Attribution de marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la voirie et de l'espace public ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

Décision n° MD2019-368

- CONSIDERANT :

- que la finition des travaux de la RM127E3 est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 60 jours à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations : 50 % ;
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 30 % ;
 - Délai : 20 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE, Zone Industrielle la lauze, rue St Exupéry, sise à Saint Jean de Védas présente l'offre la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9D0014EP – RM127E3 Travaux de finition – Grabels à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE pour un montant de 282 770.00 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 60 jours calendaires.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 10 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017 - 201901- 82263 - ALI .

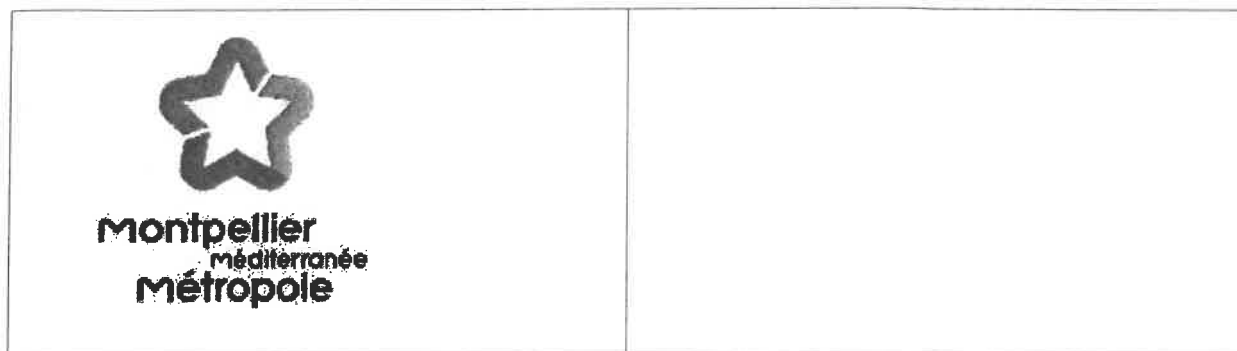
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 AVR. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Annulation
jugement n°1701713 TA - Ressources
humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU le jugement n°17011713 rendu par le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 février 2019 relatif à la modification du régime indemnitaire mensuel de Cécile MARSON, agent de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'interjeter appel de ce jugement pour défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans cette affaire pour demander l'annulation du jugement n°17011713 rendu par le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 février 2019 relatif à la modification du régime indemnitaire mensuel de Madame Cécile MARSON, agent de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Décision n° MD2019-369

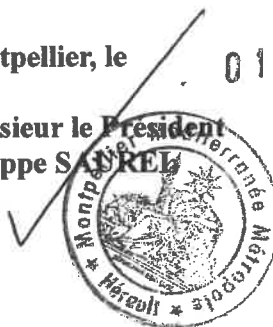
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

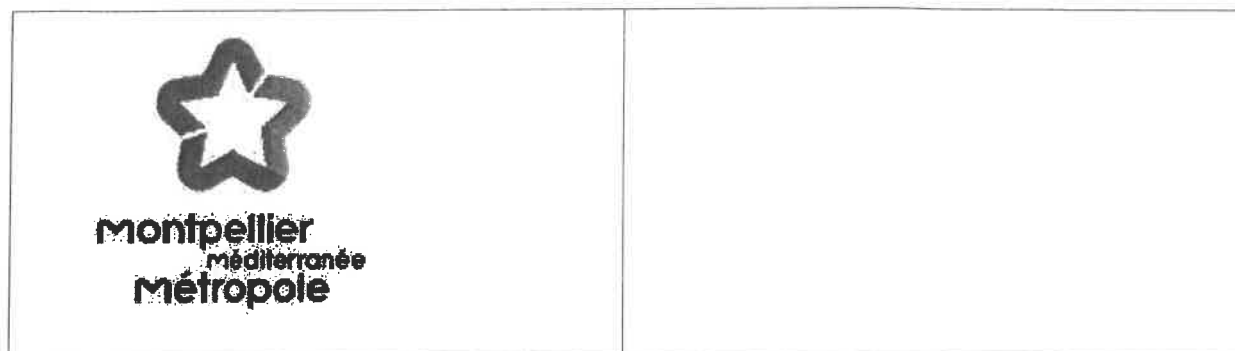
024 - 143480017 - 20190101 - 82326 - 44

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
20/300èmes des droits indivis de la parcelle
SK n°264 - Rue de la cavallade - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de Frances Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté de délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ; et de la Planification urbaine »,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 13 mars 2019 par Madame Valérie ASTRUC et Monsieur Damien ASTRUC, portant sur les 20/300èmes des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264, d'une superficie de 2462 m² sise commune de Montpellier, moyennant un prix de 4924 € toutes indemnités confondues,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Valérie ASTRUC et Monsieur Damien ASTRUC, domiciliés 5 impasse de la Becasse à Vic-la-Gardiole (34110), les 20/300èmes des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264, sise commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 2462m².

ARTICLE 2 : L'acquisition des droits indivis aura lieu moyennant un prix de 4 924 € (quatre mille neuf cent vingt quatre euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des droits indivis de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

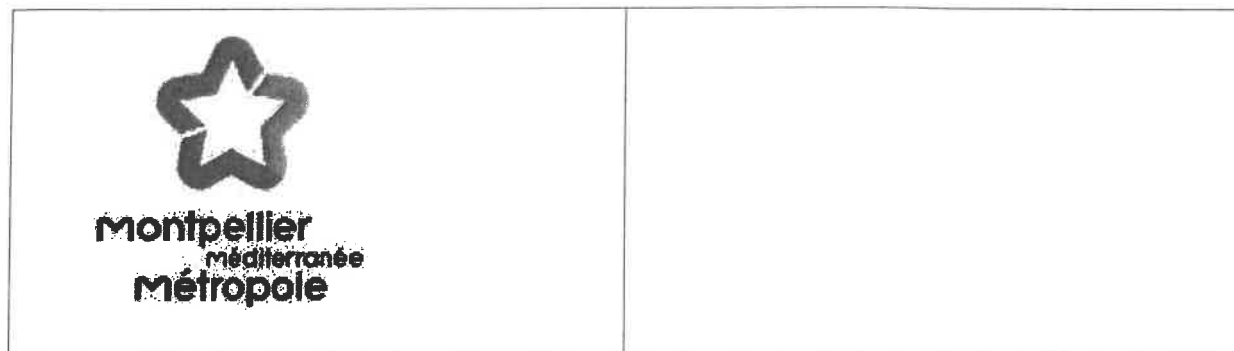
024-24340017 - 20190101-82414-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9B0008DC
de fourniture et pose d'une tribune
télescopique pour la médiathèque Albert
CAMUS de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture ».

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de poser une tribune télescopique à la médiathèque A. Camus de Clapiers.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 3 mois à compter de sa notification.

Décision n° MD2019-371

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix : 40% et valeur technique : 60%.
- Qu'après analyse, l'entreprise SARL HUGON – 46090 MERCUES présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de fourniture et pose d'une tribune télescopique à la médiathèque A. Camus de Clapiers à l'entreprise SARL HUGON – 46090 MERCUES, pour un montant de 43.800 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAMER



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

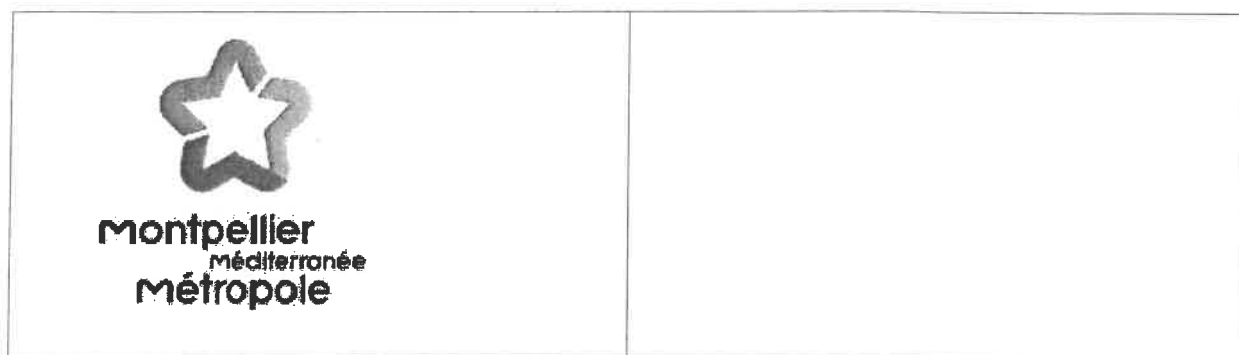
034-943400017-20190101-8243700-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M8B0003EA - Réalisation d'un forage
sur la commune de Murviel-lès-
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Décision n° MD2019-374**CONSIDERANT :**

- que la réalisation d'un forage pour la fourniture en eau industrielle de la station d'épuration de la commune de Murviel-lès-Montpellier est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de 10 semaines pour la tranche ferme, de 6 semaines pour la tranche optionnelle n°1 et de 4 semaines pour la tranche optionnelle n°2 ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 50% ;
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 50% ;
- qu'après analyse, l'entreprise FORASUD sise 11 rue de la Glacière – CS 10205 – 13746 VITROLLES présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8B0003EA – Réalisation d'un forage sur la commune de Murviel-lès-Montpellier à l'entreprise FORASUD sise 11 rue de la Glacière – CS 10205 – 13746 VITROLLES, pour un montant de 34 316,00 euros HT. Le délai d'exécution de la tranche ferme est de 10 semaines à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai de préparation des travaux est de 4 semaines et 6 semaines pour l'exécution des travaux. Le délai d'exécution des travaux de la tranche optionnelle n°1 est de 6 semaines à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux de la tranche optionnelle n°2 est de 4 semaines à compter de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 AVR. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULEBS



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

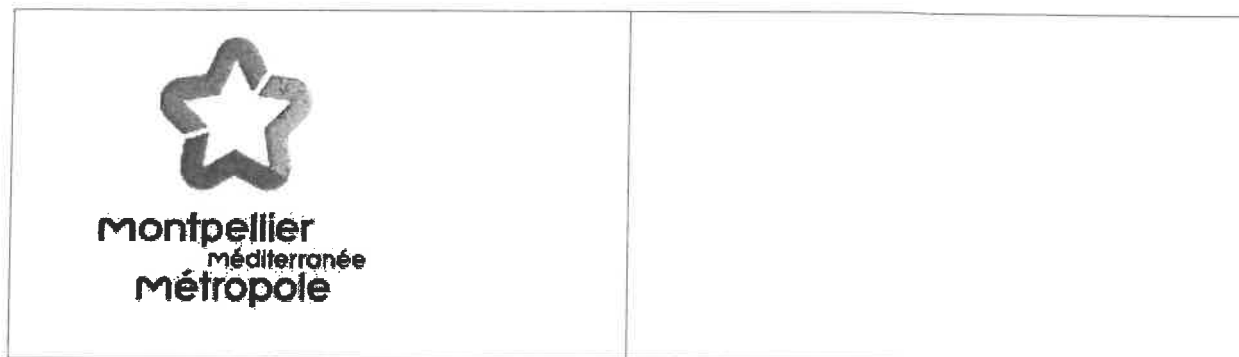
054-243400017-20190101-83620-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
Parcelles cadastrées SK n° 24 - SE n° 72 et
74 - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation et de l'artisanat, la planification urbaine, notamment le SCoT et le PLUi, l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

Décision n° MD2019-375

- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Gérard TAINÉ, domicilié OMEGA Bât D – 100 rue des Pradiers à Montpellier (34000), sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24 - SE n° 72 et 74 pour une contenance totale de 13 883m²,

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser les terrains précités dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} avril 2019 jusqu'au 31 mars 2021, entre Monsieur Gérard TAINÉ et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 d'une contenance totale de 13 883m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 400€.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

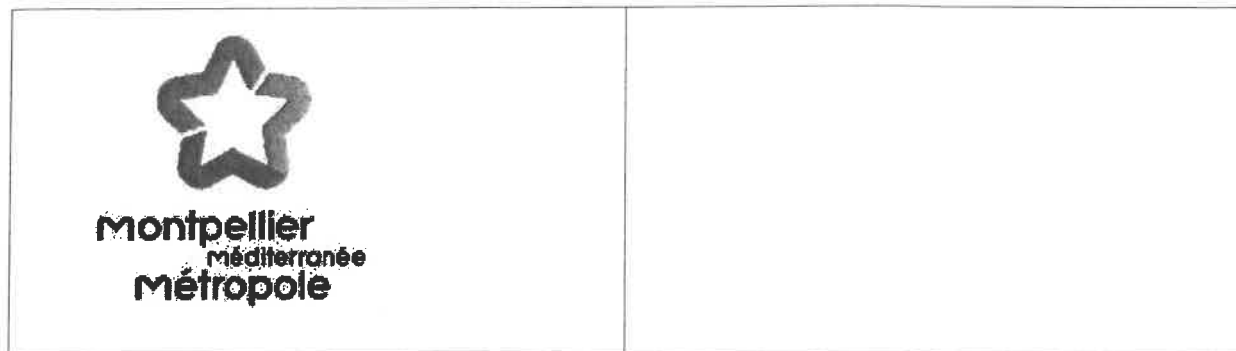
034-243400017-20190101-82552-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête n°
1901429-4 TA - ETIENNE
FOURCADIER"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1901429-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 mars 2019 par Monsieur et Madame FOURCADIER demandant l'annulation de la décision implicite de refus de créer une servitude administrative de sur-inondation des terres agricoles leur appartenant, riveraine du ruisseau le Rieucoulon à Montpellier, St Jean de Védas et Lattes,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1901429-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur et Madame FOURCADIER le 22 mars 2019.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

GF

Décision n° MD2019-376

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 01 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

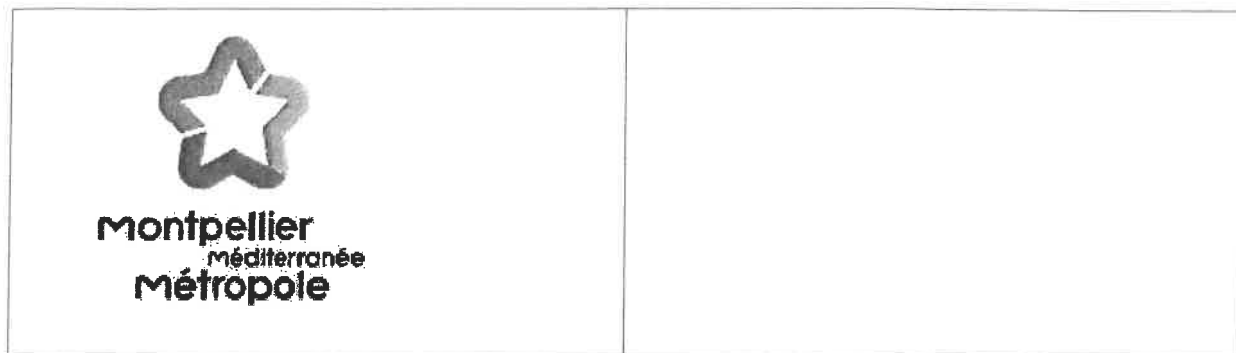
054-26340017-20190101-82556-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de la
régie de recettes de la bibliothèque Paul
Langevin**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

Décision n° MD2019-377

-VU la décision n°2006-414 modifiée du 26 juillet 2006, du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, portant création d'une régie de recettes à la bibliothèque Paul Langevin,

- VU l'avis conforme de la Trésorière Municipale en date du 28 mars 2019,

CONSIDERANT :

- que pour assurer le bon fonctionnement de la bibliothèque Paul Langevin, il convient d'autoriser l'encaissement par cartes bancaires et de permettre au régisseur d'ouvrir un compte de dépôt de fonds auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie de recettes auprès de la bibliothèque Paul Langevin de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 1071 avenue de la Justice de Castelnau – 34090 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'inscription,
- encaissement des photocopies par « carte à puce »,
- encaissement de reproductions pour les usagers,
- encaissement des cartes postales et catalogues, clés USB,
- recouvrement des pénalités pour restitution tardive de livres, de disques, de vidéos,
- encaissement du montant des livres, disques ou vidéos, non restitués ou détériorés.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques bancaires,
- cartes bancaires.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un ticket ou formule assimilée, facture ou quittance.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à la Direction Départementale des Finances Publiques.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 600 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

Décision n° MD2019-377

ARTICLE 10 : Le régisseur verse à l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur n'est pas astreint à un cautionnement.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 13 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **12 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-82594-AU-1-1

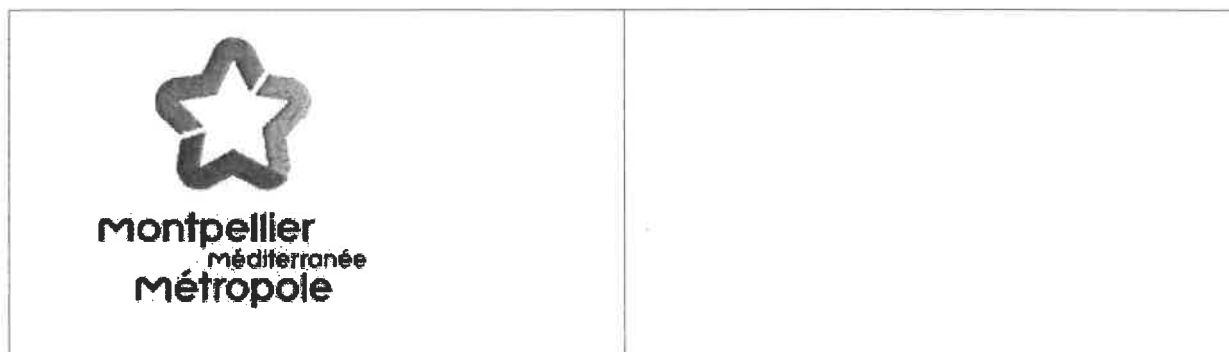
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AE 1379 et AE 1384 Chemin du
Trial - Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord Madame Sarkissian-Roesch en date du 25/03/2019, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles AE 1379 et AE 1384 en nature de voirie,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de ces parcelles situées chemin du TRIAL sur la commune de Saint-Drézéry,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Sarkissian-Roesch les parcelles AE 1379 et AE 1384 d'une superficie respective de 2 m² et 38 m² situées chemin du Trial sur la commune de Saint-Drézéry. Ces parcelles en nature de voirie seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

Décision n° MD2019-379

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-82604-AU-1-4

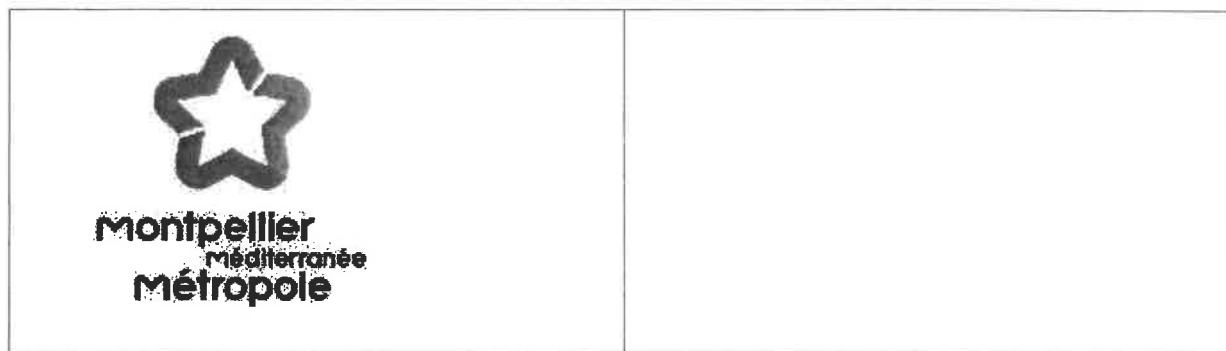
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 au Lot
 1 du Marché 4810MG17 "Fourniture et
 livraison de carburant avec ou sans cartes
 accréditives pour le groupement de
 commandes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole,
- VU le marché 4810MG17 « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans carte accréditive pour le groupement de commandes », d'une durée de 1 an reconductible 3 fois, marché à bon de commande sans minimum ni maximum,

Décision n° MD2019-380

- **VU** la notification du 23/03/2018 attribuant le lot n°1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne » du marché 4810MG17 à la société Total Marketing France pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, marché à bon de commande sans minimum ni maximum,

- **VU** l'article II A du CCTP du marché 4810MG17 qui stipule que « la distribution de carburant se fera par l'utilisation de cartes paramétrables à piste ou à puce, afin que l'ensemble des agents puissent effectuer les pleins de carburants en station et avoir accès aux services tels que le lavage des véhicules, l'achat de lubrifiant et voir la possibilité de régler le stationnement dans certains parkings et péages d'autoroutes ».

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de modifier par un avenant n° 1 le lot n°1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de L'Union Européenne » afin de préciser que, pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole seulement (cette modification ne s'appliquant pas au contrat liant les autres membres du groupement au titulaire), les prestations de lavage, les péages et les achats en boutique sont circonscrites au seul périmètre proposé par le titulaire et que leur prix correspond au catalogue fournisseur,
- Que l'avenant n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord-cadre,

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot 1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne » du marché 4810MG17 « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans carte accréditives pour le groupement de commandes » avec l'entreprise Total Marketing France, sans incidence financière sur l'accord-cadre.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 19 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

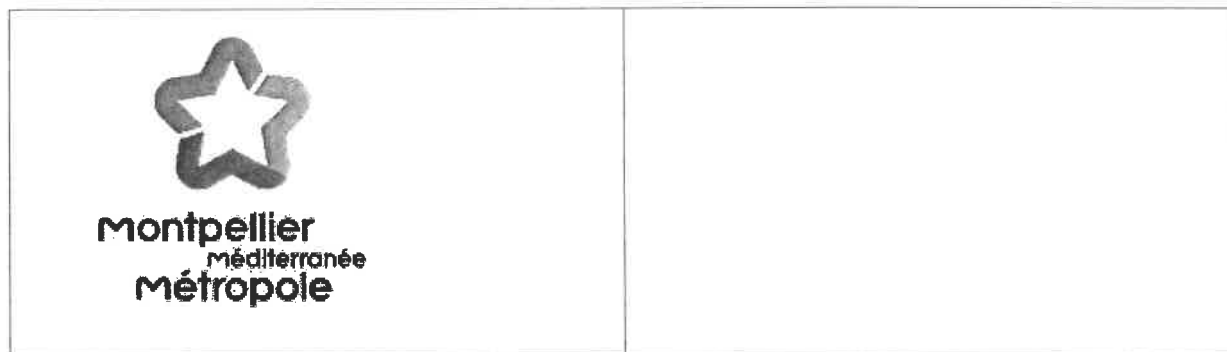
034-243400017-20180101-82641-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement de deux anciennes drailles
chemin du Mas de l'Huile - Commune de
Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que deux anciennes drailles situées chemin du Mas de l'Huile sur la commune de Montferrier-sur-Lez, ne sont pas affectées à l'usage public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public de deux emprises, à savoir d'anciennes drailles d'une superficie respective de 150 m² et 60 m², avant de pouvoir les déclasser et les céder,
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de deux emprises, à savoir d'anciennes drailles d'une superficie respective de 150 m² et de 60 m² environ, situées chemin du Mas de l'Huile à Montferrier-sur-Lez. Ces superficies sont à définir précisément par l'intervention d'un géomètre expert.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, ces emprises sont déclassées du domaine public, et intégrées au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

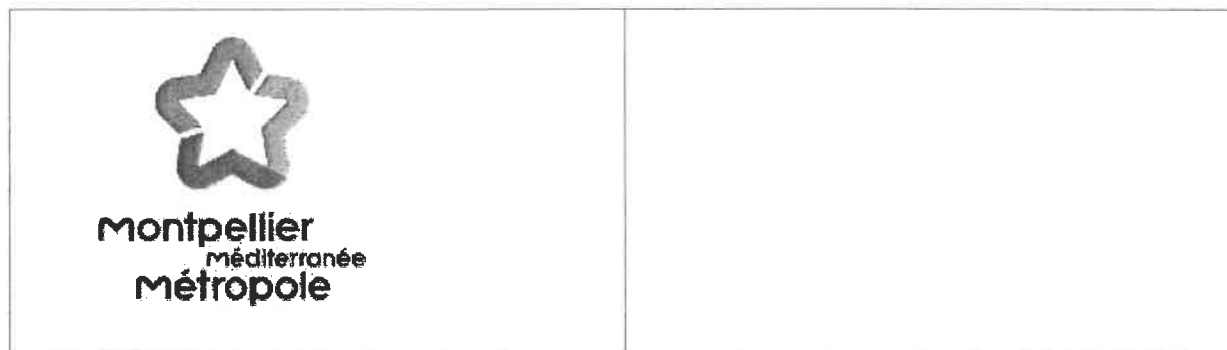
074-24 34 000 17-2019 0101-82664-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIGITALOCAL
dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société DIGITALOCAL, représentée par Monsieur Juda Franck KADDOUCH est une SAS dont l'activité est la prestation de services pour Google.
Elle est candidate à la location du lot 3.8 de 57.12 m² pour une période de 2 ans, 9 mois et 18 jours.
L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

Décision n° MD2019-382

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIGITALocal ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AVR. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

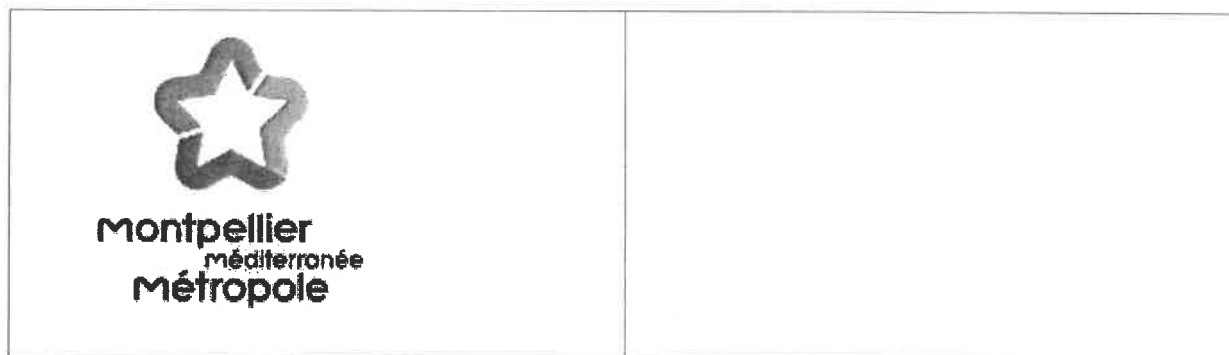
034 - 24340004 - 1010001 - 82 671 - AL -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AM 261 auprès de
Messieurs PELISSIER et PRIVAT avenue
Gaston Defferre Commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Messieurs PELISSIER et PRIVAT sur les termes de la négociation en date du 15 mars 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AM 261, située avenue Gaston Defferre sur la commune de Pignan, à titre de régularisation foncière, car cette parcelle est déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Messieurs PELISSIER et PRIVAT, la parcelle cadastrée AM 261 d'une superficie de 298 m², située avenue Gaston Defferre sur la commune de Pignan, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

Décision n° MD2019-383

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **06 MAI 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

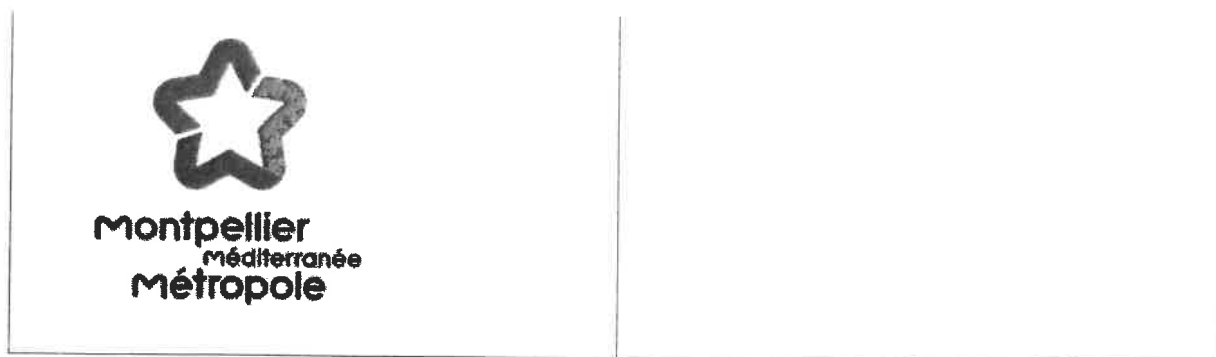
034-243400017-20190101-82677-AU-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 MAI 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n° 1 de prolongation au marché
3709MG14 "Acquisition et livraison de
vêtements professionnels et EPI" pour les
lots 1, 2, 3, 4 et 5

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD,
- VU le marché n°3709MG14 Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI pour Montpellier Méditerranée Métropole, d'une durée de 12 mois reconductibles, prenant fin au 31/05/2019,
- VU la notification de l'accord-cadre du 01/06/2015 attribuant le lot n° 1 « vêtements protocolaires », le lot n° 2 « vêtements de régie de collecte », le lot n°3 « chaussures de sécurité » et le lot n°4 « équipements de protection individuelle » à la SARL ESCASSUT, sise 25 rue des Etuves à Montpellier,

- VU la notification de l'accord-cadre du 01/06/2015 attribuant le lot n° 5 « vêtements de sport » à l'EURL POKEE SPORT PUBLICITE, sise Technopole de la Loue, rue de Pasquis, 03100 Montluçon,

Considérant

- Qu'en raison de la redéfinition nécessaire et complexe du besoin qui a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, cet accord cadre ayant été passé dans le cadre d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier, Castries, Pignan, Jacou, Pérols, Villeneuve-lès-Maguelone, il est nécessaire de prolonger par avenants chacun des lots de l'accord-cadre n°3709MG14 de 6 mois, durée qui devrait permettre l'aboutissement de la procédure en cours, et ce afin d'assurer la continuité du Service Public

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 de prolongation à l'accord-cadre n°3709MG14 prolongeant le marché de 6 mois avec la SARL ESCASSUT concernant les lots 1, 2, 3, et 4 et la signature d'un avenant n°1 prolongeant le marché de 6 mois avec l'EURL POKEE SPORT PUBLICITE concernant le lot 5. Le marché prendra fin le 30 novembre 2019.

Article 2 : De dire que les avenants de prolongation sont sans incidence sur le montant de l'accord-cadre, celui-ci étant passé sans minimum ni maximum.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 933 et 938.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

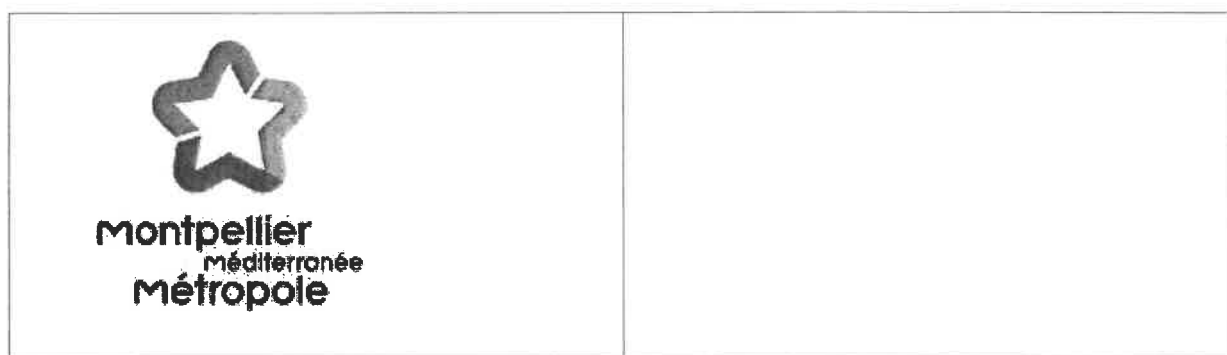
031-24340007-201904-82829-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées EN 25 et EO 117
GROUPAMA MEDITERRANEE rue des
Terres Noires - Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord de GROUPAMA MEDITERRANEE sur les termes de la négociation en date du 23 novembre 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir les parcelles cadastrées EN 25 et EO 117, situées sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GROUPAMA MEDITERRANEE, les parcelles cadastrées EN 25 (939 m²) et EO 117 (96 m²), situées rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 4140€ (*quatre mille cent quarante euros*).

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole prendra également à sa charge les frais d'acte nécessaire à la modification du bail qui existe entre GROUPAMA MEDITERRANEE et la MANADE SAUVIAN, afin de prendre en compte les nouvelles superficies des parcelles louées.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREE



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-827775-AU-1-4

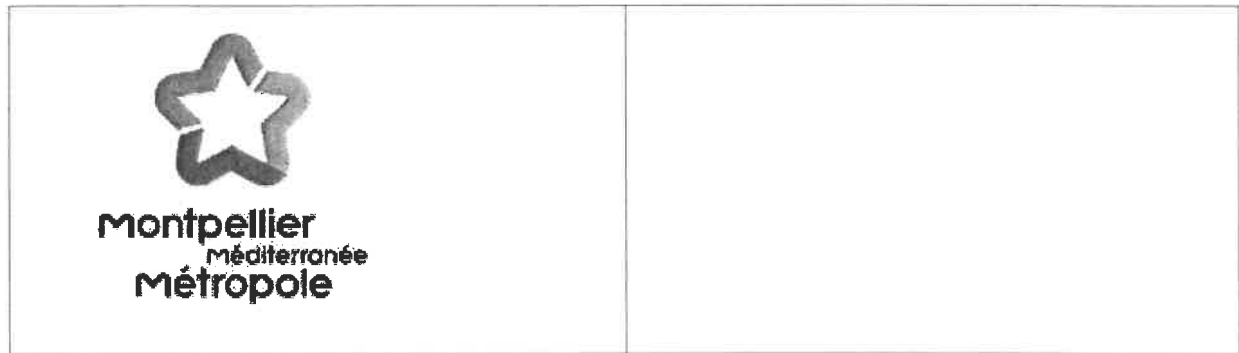
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée EO 115 auprès de
Monsieur NIQUET - Rue des Terres Noires
- Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur NIQUET sur les termes de la négociation en date du 11 octobre 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée EO 115 d'une superficie de 141 m², située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur NIQUET, la parcelle cadastrée EO 115 (141 m²), située rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 564 € (*cinq cent soixante-quatre euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

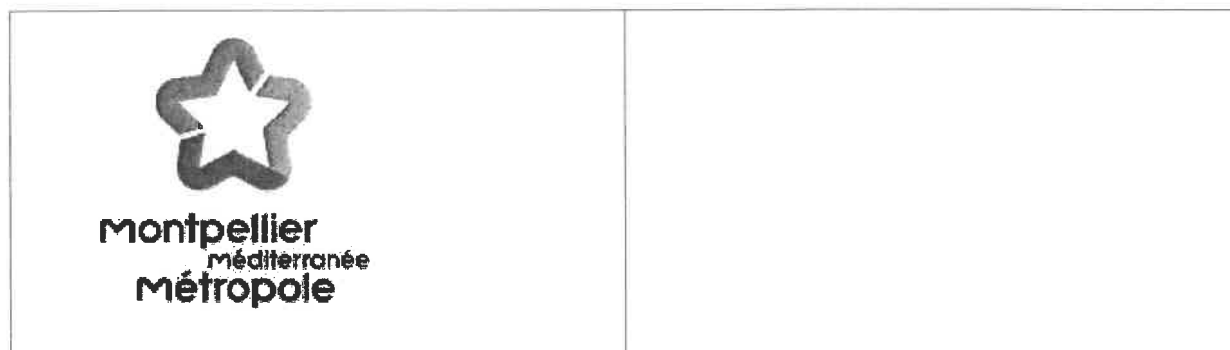
09-243000 A-20190101-82801-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle EO 109 Monsieur COMBES - Rue
des Terres Noires - Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur COMBES sur les termes de la négociation en date du 31 mai 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée EO 109 d'une superficie de 119 m², située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur COMBES, la parcelle cadastrée EO 109 (119 m²), située rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 476€ (quatre cent soixante-seize euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

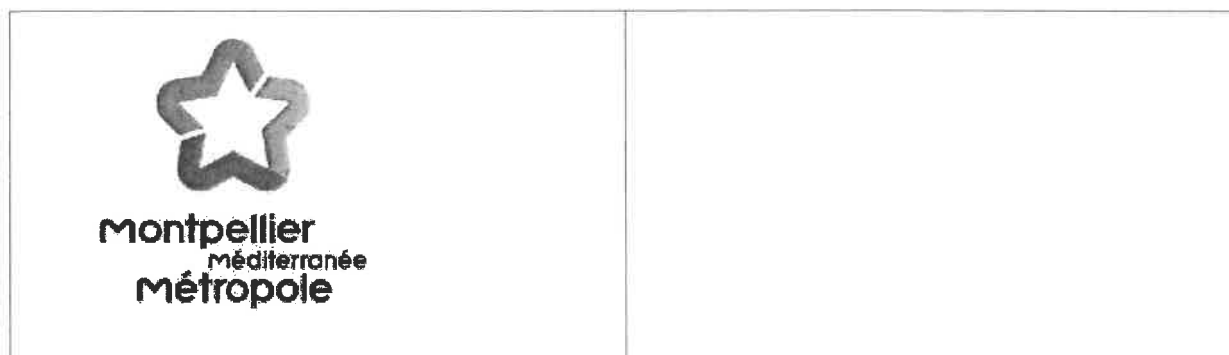
084 24 80 00 17 2019 0101 82841-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles EO 105 et EO 107 Epoux
ORSSAUD - Rue des Terres Noires -
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord des époux ORSSAUD sur les termes de la négociation en date du 4 mai 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir les parcelles cadastrées EO 105 et EO 107 sur la commune de Lattes, pour une superficie totale de 916 m²,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux ORSSAUD, les parcelles cadastrées EO 105 (459 m²) et EO 107 (457 m²), situées rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 3664€ (*trois mille six cent soixante-quatre euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

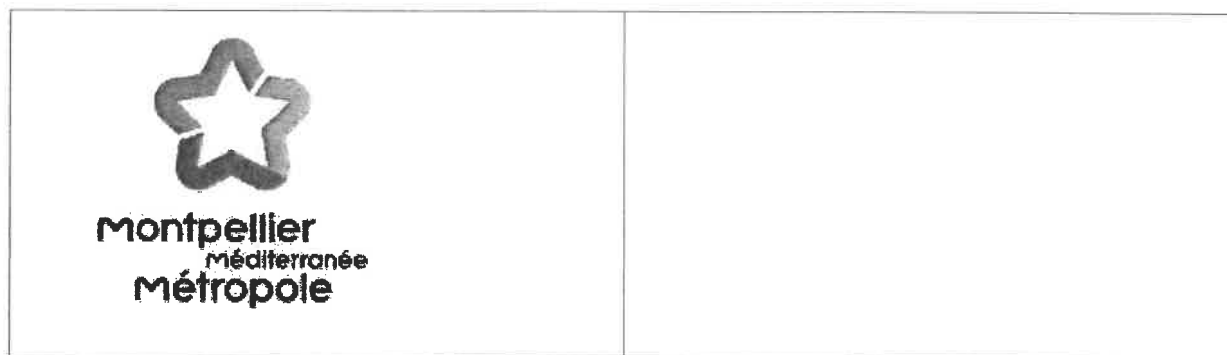
076-24400017-20190101-82852-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée EO 111 - Monsieur
BARTHEZ - Rue des Terres Noires -
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur BARTHEZ sur les termes de la négociation en date du 4 mai 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée EO 111 d'une superficie de 200 m², située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur BARTHEZ, la parcelle cadastrée EO 111 (200 m²), située rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 800€ (*huit cents euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

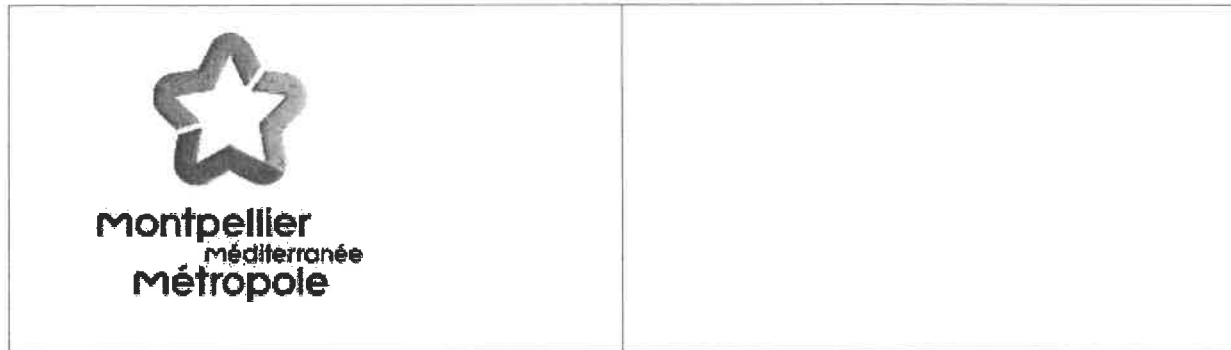
034-243400017- 20190101-82863-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle EO 113 Madame PIALOT-
BONNET - Rue des Terres Noires
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame PIALOT-BONNET sur les termes de la négociation en date du 4 mai 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée EO 113 d'une superficie de 132 m², située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame PIALOT-BONNET, la parcelle cadastrée EO 113 (132 m²), située rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 528€ (*cinq cent vingt-huit euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **29 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

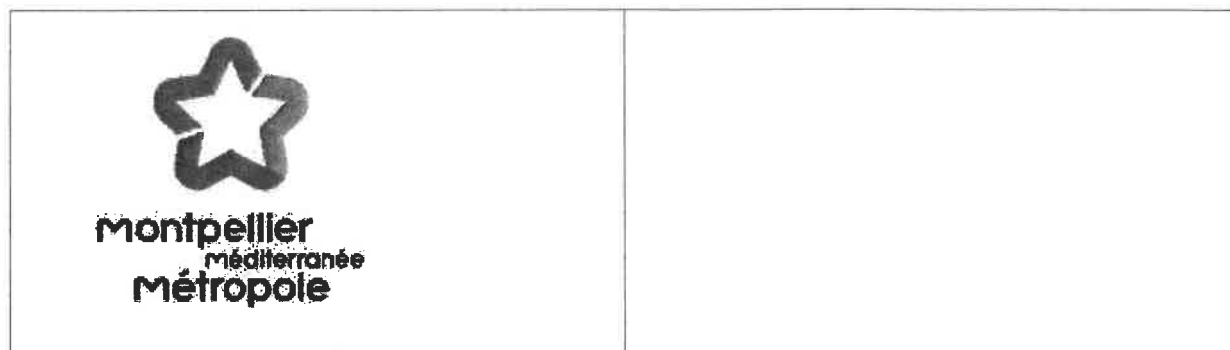
024-24 3000 17-601 8001-82874-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9B0050DS d'achat de prestations
d'hospitalités pour le développement du
football - Coupe du monde féminine de
football 2019

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 1^{er} avril 2019,

Décision n° MD2019-392**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à la coupe du monde féminine de football 2019 organisée par la Fédération internationale de football association (FIFA), Montpellier accueillant cinq rencontres au stade de la Mosson « Mondial 98 » en qualité de ville hôte de la compétition,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 25 juin 2019,
- que la société MATCH Hospitality, sise Tödistrasse 17, à Zurich (SUISSE) est la société d'événementiel qui dispose de l'exclusivité des droits d'hospitalité de la compétition,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0050DS « Achat de prestations d'hospitalités pour le développement du football – Coupe du monde féminine de football 2019 » à la société MATCH Hospitality, pour un montant de 35 340,00 euros H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 25 juin 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : 19 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

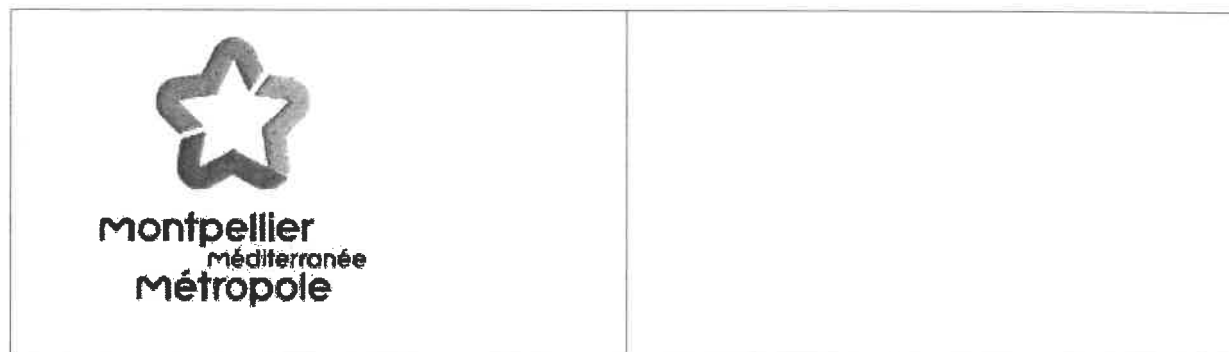
034-243400017-20190101-82839-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pôle Territorial Montpellier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5035EP17 -
Réaménagement de la Grand Rue Jean
Moulin à Montpellier - Fourniture et
stockage de pavés, dalles et marches en
pierre naturelle - Lot 1 - Avenant du prix
nouveau ajouté au bordereau des prix
unitaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public et à la Mixité Sociale dans le parc de logement social public » ;

- VU la décision n°2018-403 du 4 juin 2018 attribuant le lot n°1 du marché n°5035EP17 de fourniture et stockage de pavés, dalles et marches en pierre naturelle pour la Grand Rue Jean Moulin à l'entreprise La Générale du Granit, pour une durée de 18 mois.

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient d'ajouter un prix nouveau au bordereau des prix unitaires du lot 1 de l'accord-cadre portant sur la fourniture et le stockage de pavés, dalles et marches en pierre naturelle pour la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier, afin d'en assurer une bonne exécution sans que cela n'ait d'incidence financière.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché n°5035EP17 de fournitures et stockage de pavés, dalles et marches en pierre naturelle pour la Grand Rue Jean Moulin à Montpellier à l'entreprise La Générale du Granit, avenant portant sur le lot 1 « fournitures et livraison de pavés, dalles, marches et pièces ouvragées en granit ».

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

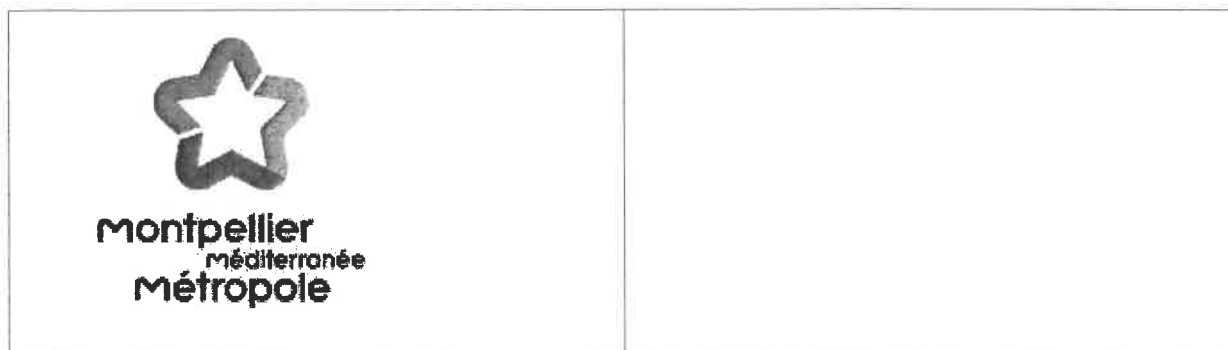
034-24340004 20190101-83081-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public rue de l'Occitanie -
Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

CONSIDERANT qu'une emprise d'une superficie de 85 m² environ à détacher du domaine public, rue de l'Occitanie à Clapiers, en nature d'espace vert, n'est pas affectée à l'usage public,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation du domaine public de cette emprise d'une superficie de 85 m² environ avant de pouvoir la déclasser,

CONSIDERANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 85 m² environ à extraire du domaine public, située rue de l'Occitanie à Clapiers.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 85 m² environ, à extraire du domaine public située rue de l'Occitanie à Clapiers.

ARTICLE 3 : Cette emprise désaffectée et déclassée est intégrée au domaine privé de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de cette emprise extraite du domaine public.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

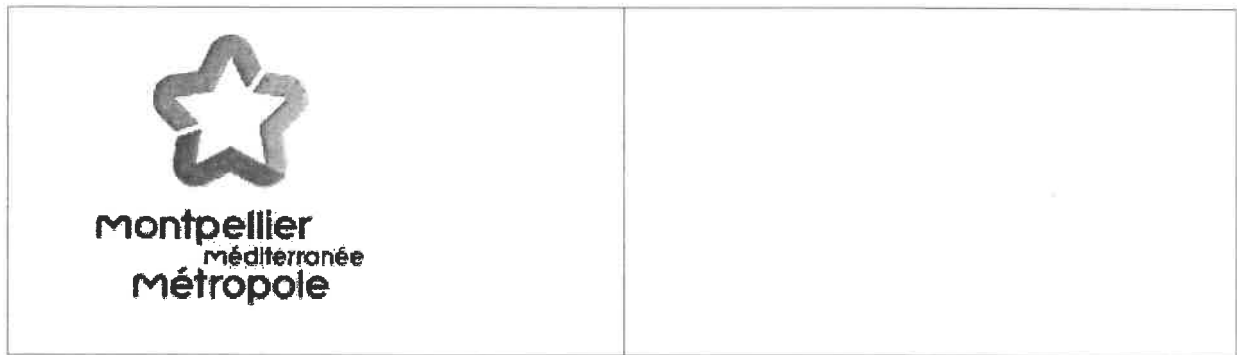
08u-2u 2000 17-2019 01 01-83006-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 à la convention de mise à
disposition de services de la commune de
Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole au
titre des activités liées aux compétences
"Autorité concédante de l'État pour les
plages et gestion d'aires de stationnement"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,
- VU la délibération du Conseil n°15085 du 20 décembre 2017 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,

- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 19 avril 2016 approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service ascendante avec Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT :

- qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'il convient de signer un avenant n°1 à la convention modifiant les articles suivants :

- l'article 4.4 « Délai de remboursement » afin de préciser la périodicité de la demande de remboursement ainsi que le reversement des recettes perçues par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- l'article 7 « Dispositifs de suivi d'évaluation » afin de préciser la composition du comité de suivi et du mode de désignation de ses membres.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone signent un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" du 20 mars 2013.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 4.4 « Délai de remboursement ».

Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « *La demande de remboursement intervient en deux fois (juillet et novembre) sur la base d'un état indiquant la liste des recours au(x) service(s) convertis en unité de fonctionnement (part fixe + relevé consommation sur part B). Le remboursement doit intervenir dans les 30 jours suivant la notification du montant du remboursement à la Métropole.* ».

Le deuxième paragraphe est reformulé de la manière suivante : « *Les recettes perçues par la Commune au titre de la présente convention seront reversées mensuellement à la Métropole sans contraction des dépenses et des recettes.* »

ARTICLE 3 : L'avenant n°1 modifie l'article 7 « Dispositif et suivi d'évaluation ».

Les paragraphes sont reformulés de la manière suivante : « *Un comité de suivi est créé pour réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention (annexé au rapport d'activité de la Métropole) et examiner les conditions financière de ladite convention. Il est composé d'élus de la commune et de la Métropole désignés par leurs exécutifs respectifs, ainsi que des directeurs généraux des services de la Métropole et de la commune ou de leur représentant. Les comités techniques de la commune et de la Métropole sont informés à leur demande des conditions de mise œuvre de la convention.* »

ARTICLE 4 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée aux ressources humaines est autorisée à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE



Publiée le : 29 AVR. 2019

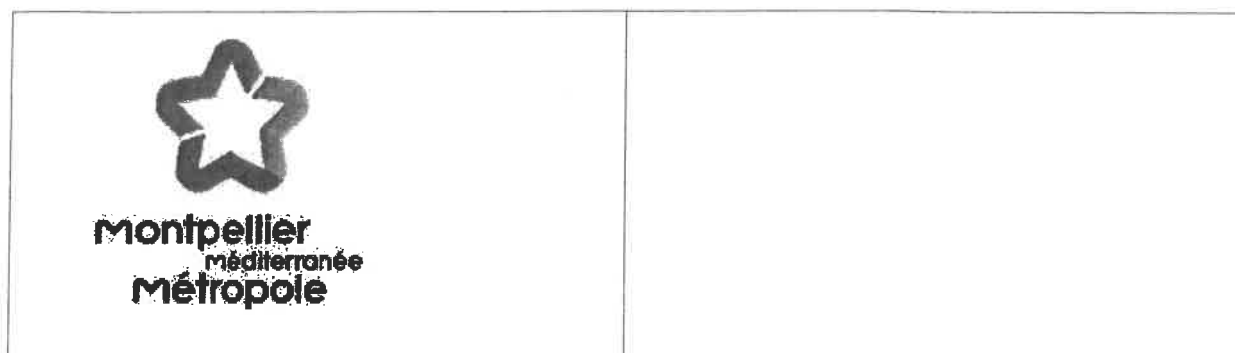
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-2424 00017 - 20190101 - 83042 - CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant de transfert
au marché 4650DC16 "Maitrise d'œuvre
pour la rénovation du théâtre du Hangar"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la délibération N°14187 attribuant le marché 4650DC16 à l'EURL Yvan Peytavin sis Montpellier, mandataire, pour un montant de 164 700 euros HT et pour une durée de 36 mois

Considérant :

- Que le Cabinet Frustié et associés, cotraitant de l'EURL Yvan Peytavin, mandataire du groupement, a été acquis par la Société EGIS Bâtiments Sud-Ouest.

DECIDE

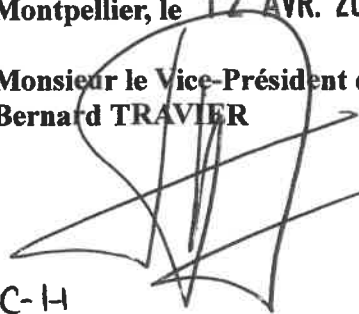
Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché 4650DC16 de Maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Théâtre du Hangar avec l'entreprise EURL Yvan Peytavin, mandataire du groupement. L'avenant concerne le changement de cotraitant suite à l'acquisition du Cabinet Frustié et associés par EGIS Bâtiments Sud-Ouest. L'avenant n'a aucune incidence financière.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

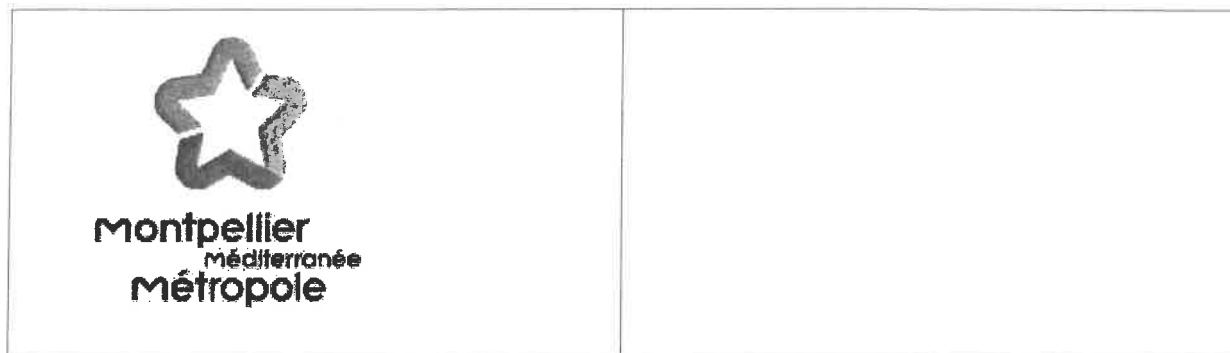
034-24349017-20190101-83128-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AVR. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service Déplacement / Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 5118PP18
"Étude du doublet de ligne Nîmes
Montpellier " - Volet étoile montpelliéraine
et valorisation des anciennes voies ferrées**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- Que la mise en œuvre du Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM) en décembre 2017, a généré la desserte du territoire par un doublet de lignes disposant de plusieurs raccordements aux extrémités du CNM : à Lattes, Saint Gervasy, Redessan, Manduel et Jonquières ;
- Que cette situation a justifié le lancement par l'État, la Région Occitanie, le Département du Gard et Montpellier Méditerranée Métropole d'une étude visant à « l'amélioration du fonctionnement du doublet de ligne entre les nœuds de Nîmes et Montpellier » ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

Décision n° MD2019-400

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique : 70 %, et prix des prestations au regard du total du montant forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et du montant du DQE : 30 %.
- Que le rapport d'analyse des offres a fait ressortir l'offre du pli n°5 « TRANSITEC / SYSTRA » sis 75 rue de la Villette 69003 Lyon, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Étude Du Doublet De Ligne Nîmes Montpellier – Volet Etoile Montpelliérain Et Valorisation Des Anciennes Voies Ferrées » à l'entreprise TRANSITEC, mandataire solidaire du groupement conjoint TRANSITEC / SYSTRA, pour un montant de 96 600 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **23 AVR. 2019**

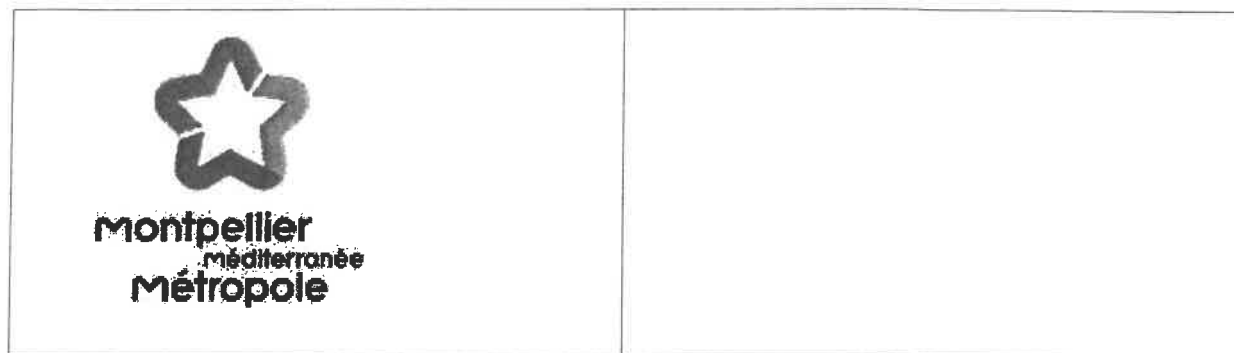
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-83312-BF

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M8B0055DS
de fourniture de produits et matériels de
peinture pour les bâtiments sportifs de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 4 avril 2019,

CONSIDERANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé de fournir des produits et matériels de peinture pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, pour une durée initiale d'un an (deux reconductions tacites d'un an),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard des éléments apportés dans le mémoire technique (60%),
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%),
- qu'après analyse, la société Thérond Décoration, sise 306 avenue Joliot Curie - BP 11 à Nîmes (30931) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8B0055DS « fourniture de produits et matériels de peinture pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société Thérond Décoration, pour un montant minimum annuel de 5 000 euros HT et un montant maximum annuel de 29 000 euros HT, et pour une durée initiale d'un an (deux reconductions tacites d'un an).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : 19 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

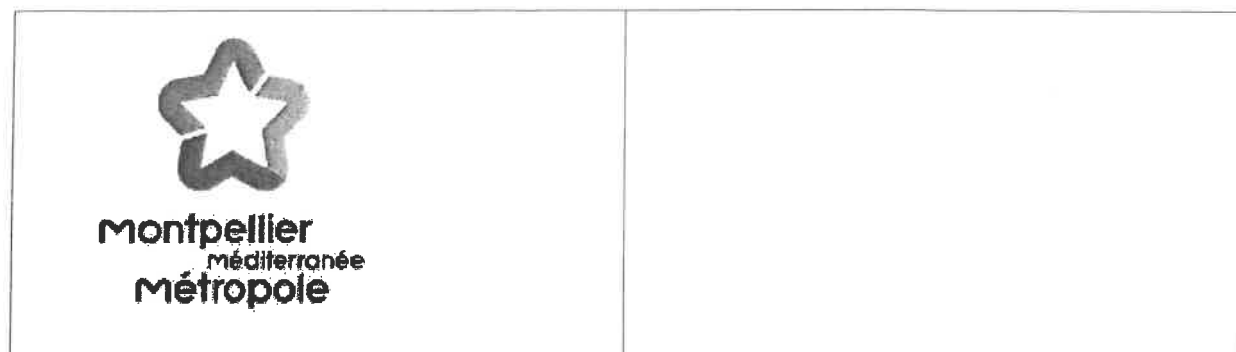
034-24340007-20190101-83266-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9C0020DC au lot n°3 de l'accord
cadre n°M8D0036DC (anciennement
n°4112DC16) pour le transport d'œuvres
de l'exposition "Vincent Bioulès, le
bonheur de peindre, une rétrospective"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- La nécessité de passer un marché de transport des œuvres en provenance de l'ensemble des pays hors USA pour l'exposition « Vincent Bioulès, Le bonheur de peindre, Une rétrospective »,

Décision n° MD2019-404

- Qu'une lettre de consultation a été adressée le 28 février 2019 aux 3 titulaires de l'accord cadre n°M8D0036DC lot n°3 (anciennement n°4112DC16) afin de passation d'un marché subséquent,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (40 %) et la valeur technique (60 %),
- Qu'après analyse, l'entreprise Axal-Artrans sise ZI BENNWIHR-GARE - 7 rue du Canal - CS10626 BENNWIHR-GARE - 68009 COLMAR CEDEX présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9C0020DC au lot n°3 de l'accord cadre n°M8D0036DC (anciennement n°4112DC16) à l'entreprise Axal-Artrans, pour un montant de 86 902,80 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 15 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

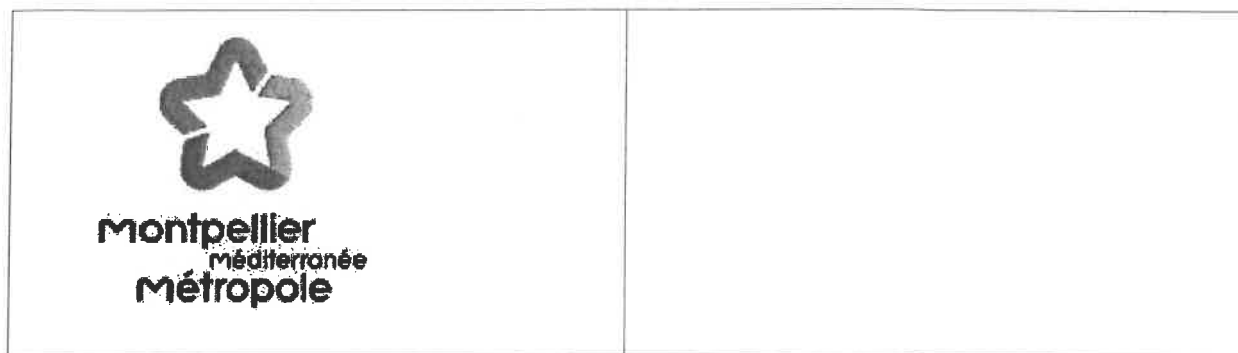
034. 2434 00017 - 20190101 - 83449 - Du -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché
n°5221DC18/1 - Maintenance
multitechnique des bâtiments et
installations techniques du musée Fabre et
de l'hôtel de Cabrières Sabatier
d'Espeyran - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la nécessité de conclure un marché public pour les prestations de maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du Musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran.
- qu'une procédure de marché public en appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles 25-1.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix mixte (prix forfaitaire et prix unitaire) pour une durée d'un an, reconductible tacitement trois fois par période d'un an.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
 - 2 - Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire et du détail quantitatif estimatif : 40 %.
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 2 avril 2019, a classé les offres et choisi l'entreprise SME (Services Maintenances Energie), 505 rue Louis Lepine, 34 000 Montpellier, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du Musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran à l'entreprise SME (Services Maintenances Energie), pour un montant forfaitaire annuel de 175 983.99 € HT, et un montant maximum annuel de 50.000 € HT pour les prestations rémunérées par prix unitaires.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MAI 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAPIER

Publiée le : 02 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

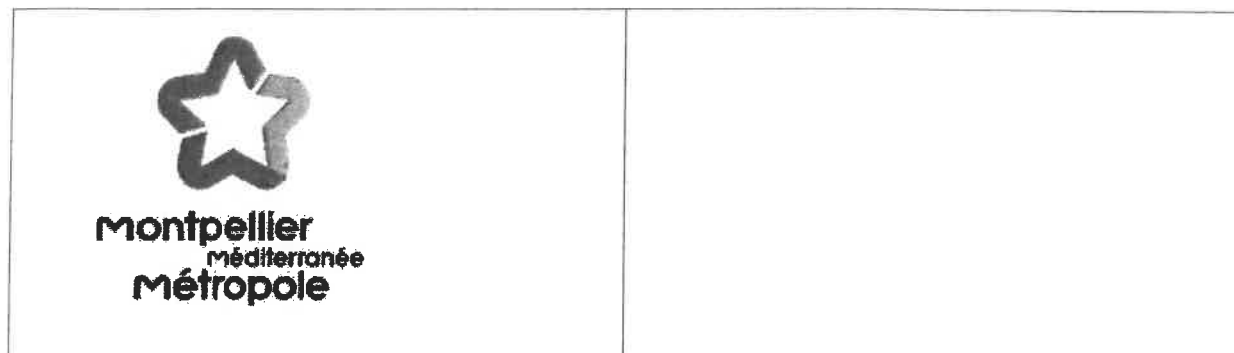
034-24340017-20190101-83477-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 MAI 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5162DS18
d'achat d'espaces publicitaires, d'actions
de communication, de billets et
d'abonnements pour le développement du
handball - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

Décision n° MD2019-407

- VU la décision n°MD2018-638 attribuant le marché n°5162DS18 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball à la SAS Montpellier Handball, marché à prix mixte qui court jusqu'à la fin de la saison sportive 2018-2019, soit le 30 juin 2019, pour lequel les prestations relatives à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 792 240,00 € HT, et les prestations relatives à l'achat d'hospitalités, de billets d'entrées ou de visibilité supplémentaires sont rémunérées par application des prix fixés au bordereau des prix unitaires, applicables pendant toute la durée du marché aux quantités réellement exécutées, sans minimum et avec un maximum de 30 000 € HT ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club du Montpellier Handball, dont la domination nationale et européenne (champion d'Europe en 2018, quatorze fois champion de France), dans un sport de plus en plus médiatique, contribue à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain,

- la nécessité, dans le cadre du dernier match de la saison se déroulant à la Sud de France Arena, le mercredi 22 mai 2019, qui oppose le Montpellier Handball au Handball Club de Nantes, d'associer Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation en tant que partenaire principal en termes de visibilité et de communication pour faire la promotion de son image et de son territoire auprès des spectateurs et des téléspectateurs (campagnes de communication sur les réseaux sociaux, le site web du club et dans la presse, affichages sur du mobilier urbain, visibilité jour de match sur le parvis intérieur et extérieur et dans les espaces VIP, stand d'animation, publicités vidéo sur l'écran géant avant et après le match, coup d'envoi fictif, prises de paroles dans les espaces VIP après match, etc.),

- que cette modification concernant une faible part du montant du marché initial, conformément à l'article 139 6° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5162DS18 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball avec la SAS Montpellier Handball, sise au Centre Jean-Paul Lacombe à Montpellier (34090), avenant d'un montant de 35 000,00 € HT, soit un écart de 4,42% par rapport au marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

CP

Décision n° MD2019-407

Montpellier, le 26 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 26 AVR. 2019

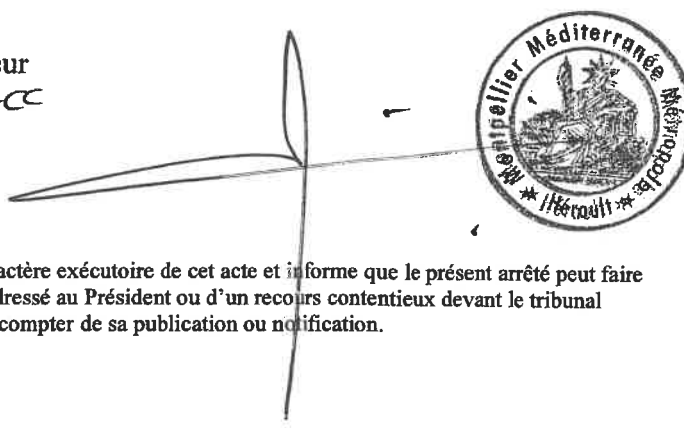
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

064-243400047-10190101-0573-CC

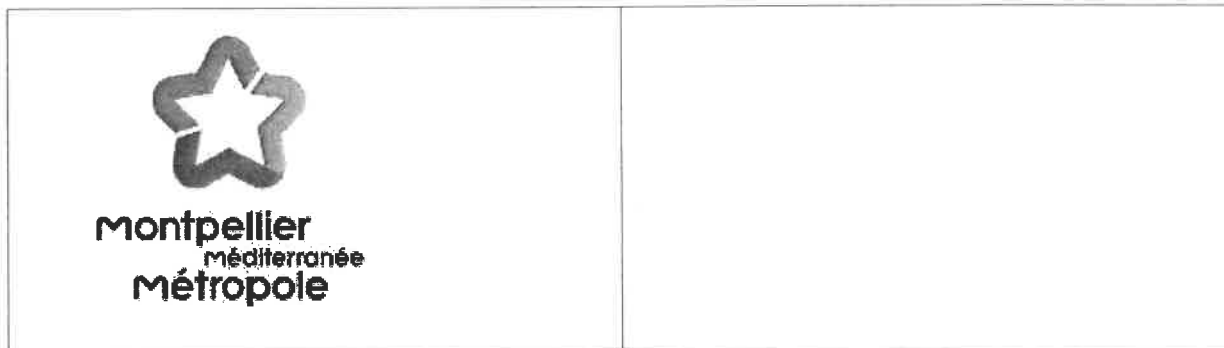
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

A handwritten signature in dark ink is written over a circular official stamp. The stamp features a central emblem of a building and is surrounded by the text "Montpellier Méditerranée Métropole" and "11660011" at the bottom.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
 Décisions de Montpellier
 Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice " Requêtes n°
 1901335-8 et n°1901315-4 TA -
 BARBOTTI Thierry"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU les requêtes n°1901335-8 et n°1901315-4 déposées par Monsieur Thierry BARBOTTI le 14 mars 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant respectivement à la désignation d'un expert et à obtenir réparation pour préjudices subis consécutivement à un accident de la circulation dont a été victime son épouse le 15 novembre 2017 sur la commune de Castries,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1901335-8 et n°1901315-4 déposées par Monsieur Thierry BARBOTTI le 14 mars 2019.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats Gil et Cros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

Cf

Décision n° MD2019-409

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 AVR. 2019**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

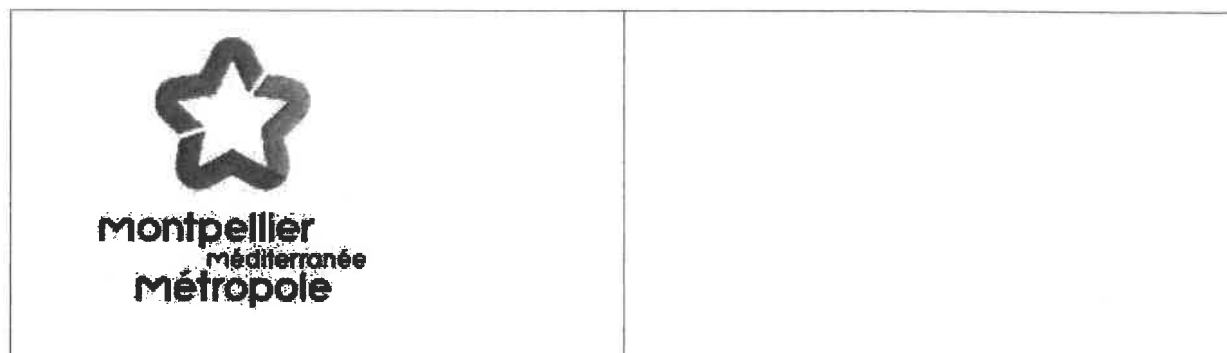
034-2434 00017-20190101-83595-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la mise à la réforme
d'une auto-laveuse vétuste

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a aucun intérêt à conserver des mobiliers vétustes à réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société IGUAL, sise 175 rue Gustave Courbet, 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, à recycler une auto-laveuse à réformer.

ARTICLE 2 : La liste des mobiliers concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 3 : La cession est effectuée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer les documents de la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-24340007-20190101-83607-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre à
marchés subséquents pour des marchés de
travaux - Réalisation d'un réseau d'aires
d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature du
Marché Subséquents n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,

- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de grand passage de Pérols,

- qu'un accord cadre à marchés subséquents sans minimum et maximum, d'une durée de 48 mois, a été signé le 15 mars 2019 comportant 8 lots.

- qu'il est nécessaire de passer un marché subséquent n°1 ayant pour objet l'exécution d'une aire d'accueil des gens du voyage de grand passage sur la commune de Pérols. Les travaux sont répartis en quatre lots :

- Lot 1 : terrassement, voirie, pluvial, clôture ;
- Lot 2 : réseaux humides sauf pluvial ;
- Lot 3 : réseaux secs ;
- Lot 4 : espaces verts.

Durée du marché subséquent n°1 : 5 mois.

- qu'après analyse des offres enregistrées, elles ont toutes été jugées recevables et ont respecté l'application des prix mentionnés au Bordereau de Prix de l'accord-cadre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°1 sur la base du CCTP et du Bordereau de Prix unitaires à :

- l'entreprise JOULIE TP – 82 rue JB CALVIGNAC – 34670 BAILLARGUES : pour le lot 1 Terrassement Voiries d'un montant de 1 275 704,50 € HT,
- l'entreprise MALET – 30 avenue de Larrieu – 31081 TOULOUSE cedex : pour le lot 2 Réseaux humides d'un montant de 355 013,17 € HT,
- l'entreprise REEL MEDITERRANEE – 165 rue de la Billière – 34660 COURNONSEC : pour le lot 3 Réseaux secs d'un montant de 385 512,19 € HT,
- l'entreprise CMEVE – Chemein des Canaux – 30230 BOUILLARGUES : pour le lot 4 Espaces verts d'un montant de 94 970 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE

Publiée le : **19 AVR. 2019**

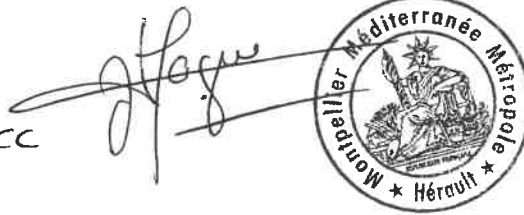
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-83632-CC

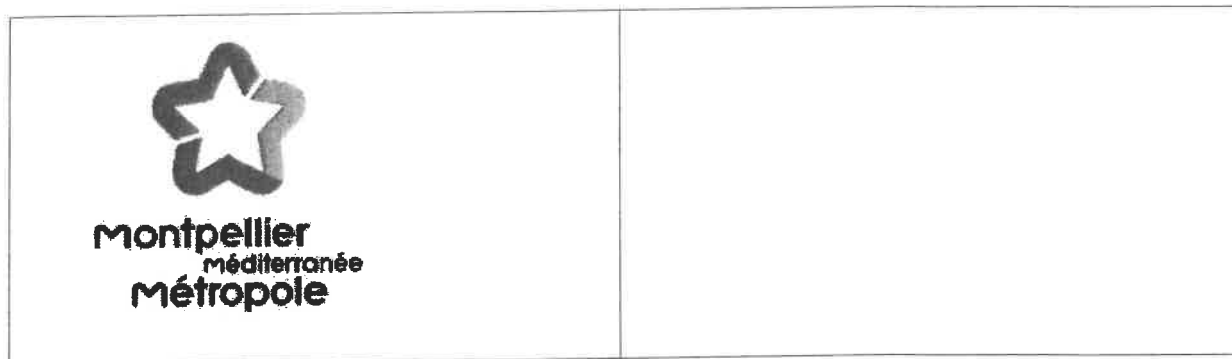
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G9B0015DS
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'établissement, le suivi et la mise en œuvre
de dossiers de candidature pour les sites
d'accueil des délégations sportives aux
Jeux Olympiques et Paralympiques Paris
2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

Décision n° MD2019-412

- VU la décision n°MD2019-122 en date du 1^{er} février 2019 relative à une convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses en vue de la passation d'un marché d'assistance pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 10 avril 2019,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à procédure adaptée avec une tranche ferme et deux tranches optionnelles, accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum fixé à 80 000,00 € H.T., passé en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée allant de sa notification au 8 septembre 2024, date de fin des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard des réponses apportées dans le mémoire technique et de la décomposition du prix global et forfaitaire pour la tranche ferme et la tranche optionnelle phase 1 (60%) ;
 - le prix des prestations, tel que défini dans l'acte d'engagement/cahier des clauses administratives particulières (40%),
- qu'après analyse, la société Ingénierie Sportive et Culturelle (ISC), sise au 4, rue de la Procession à Saint-Germain-en-Laye (78100), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G9B0015DS d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 à la société Ingénierie Sportive et Culturelle (ISC), pour un montant maximum de 80 000,00 € H.T., dont 50 550,00 € H.T. pour la tranche ferme, 6 300,00 € H.T. pour la tranche optionnelle phase 1, un montant estimatif de 9 000,00 € H.T. pour les prestations supplémentaires de la tranche ferme et de la tranche optionnelle phase 1, un montant estimatif de 13 800,00 € H.T. pour la tranche optionnelle phase 2, et pour une durée allant de sa notification au 8 septembre 2024.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 AVR. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 26 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-83637-CC

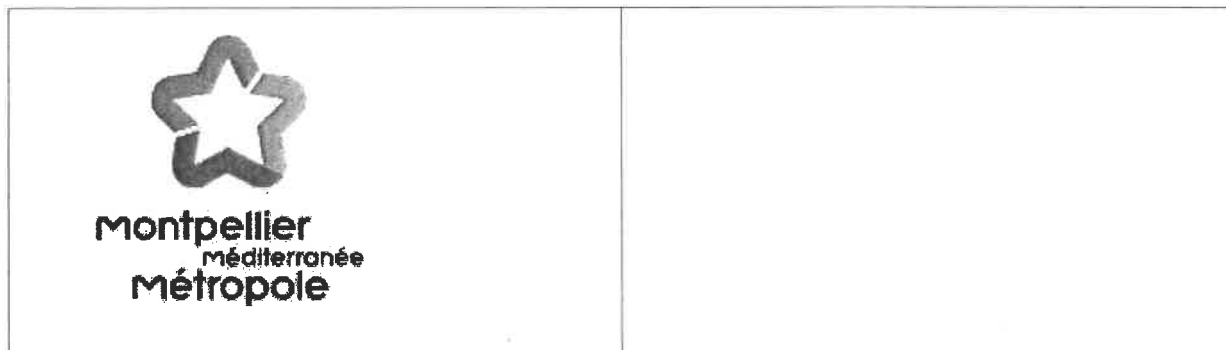
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
servitude et d'autorisation d'occupation
pour l'exécution des travaux parcelle
AY0032 à Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-I-806 en date du 10 août 2016 prorogeant la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de la basse vallée du Lez ;
- VU le projet d'acte par lequel la parcelle AY0032 doit faire l'objet d'une occupation temporaire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Décision n° MD2019-414

CONSIDERANT que la parcelle AY0032 est nécessaire à la réalisation des travaux de pose d'une canalisation de refoulement des eaux usées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à avoir un libre accès pour poser une canalisation de refoulement sur la parcelle AY0032 sur la commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 3 mois et à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Cette constitution de servitude est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 263400017- 20190101 - 84341-CC

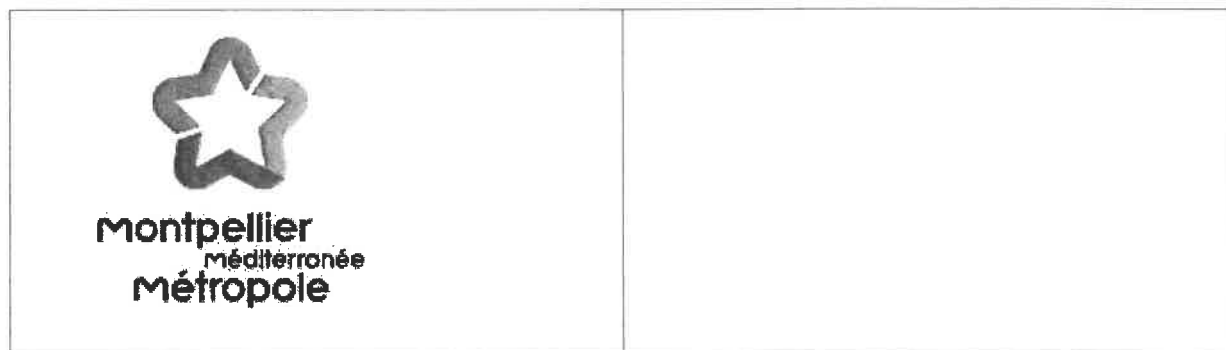
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

25 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 de substitution de titulaire à la
convention d'occupation temporaire du
domaine public - Dispositif d'antenne -
Stade de la Mosson

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,

- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a signé le 4 octobre 2017 une convention d'occupation temporaire du domaine public autorisant la Société Française du Radiotéléphone (SFR) à implanter,

Décision n° MD2019-416

mettre en service et exploiter un dispositif d'antenne sur la parcelle cadastrée LP 51 à Montpellier, dans un espace de 6 m2 environ situé dans les emprises du stade de la Mosson au niveau 2 sous les gradins,

- que SFR a donné un mandat exclusif en date du 30 novembre 2018 à la SAS Hivory, sise 124 avenue de Verdun 92 400 Courbevoie aux fins de gérer en son nom et pour son compte les infrastructures passives d'antennes du réseau mobile national propriété de SFR, y compris la gestion des titres immobiliers, baux et conventions d'occupation attachés aux sites sur lesquels ces infrastructures passives sont installées,

- que la SAS Hivory est notamment chargée de payer l'ensemble des loyers et charges dus au titre des baux et conventions d'occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Hivory signent un avenant n°1 de substitution à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 4 octobre 2017 concernant la gestion d'un dispositif d'antenne mis en place sur la parcelle cadastrée LP 51 à Montpellier, dans un espace de 6 m2 environ situé dans les emprises du stade de la Mosson au niveau 2 sous les gradins.

ARTICLE 2 : L'avenant n° 1 substitue la SAS Hivory à SFR. La SAS Hivory reprend l'ensemble des engagements pris par SFR avec la Métropole dans la convention d'occupation temporaire du 4 octobre 2018. Les conditions de calcul de la redevance restent inchangées.

ARTICLE 3 : L'avenant prendra effet à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036 - 248400017 - 20190101 - 83702 - CC

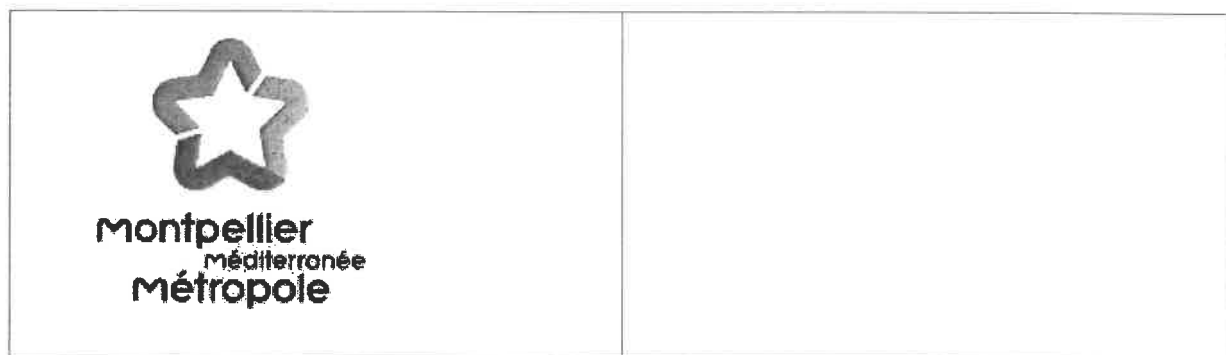
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit de CHRISTIE'S France S.N.C.
agissant pour le compte d'une collection
particulière souhaitant garder l'anonymat
d'une œuvre de Pierre Soulages - Peinture
186 x 143 cm, 23 décembre 1959**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que CHRISTIE'S France S.N.C., société en nom collectif dont le siège social est situé 9, avenue Matignon, 75008 Paris, au capital de 500 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 439 803 651, représentée par son gérant, François Curiel, agissant pour le compte d'une collection particulière souhaitant garder l'anonymat et faisant l'objet

Décision n° MD2019-419

d'une clause de confidentialité, autorise le dépôt provisoire et gratuit d'une œuvre de Pierre Soulages, *Peinture 186 x 143 cm, 23 décembre 1959* au bénéfice du musée Fabre ;

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec CHRISTIE'S France S.N.C, agissant pour le compte d'une collection particulière, un contrat de dépôt relatif au dépôt provisoire et gratuit d'une œuvre de Pierre Soulages, *Peinture 186 x 143 cm, 23 décembre 1959*, au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de son exposition dans les salles dédiées à Monsieur Pierre SOULAGES.

ARTICLE 2 : Ce dépôt prendra effet dès la prise en charge de l'Œuvre par le transporteur du Musée à Carouge en Suisse. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement sauf en cas de force majeure et en informant le déposant. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le contrat de dépôt est conclu pour une durée de 2 ans. Le contrat pourra être reconduit, 3 mois avant son terme, pour une durée supplémentaire déterminée par les Parties dans un avenant signé par elles. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de constatations d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'Œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : L'Œuvre ne pourra être prêtée à une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. A l'occasion du déplacement de l'Œuvre à l'extérieur du Musée, ou de ses réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et le conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Les reproductions de l'Œuvre, pour toutes publications à caractère éducatif scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication par le dépositaire, feront l'objet d'une demande préalable auprès du déposant. Le déposant s'engage à exonérer le Musée des droits de reproduction. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où serait reproduit l'Œuvre.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer le contrat visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

CP

Décision n° MD2019-419

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-338044-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0003MG "entretien, contrôle et
maintenance du parc automobile de
Montpellier Méditerranée Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché d'entretien, de contrôle et de maintenance pour son Parc automobile ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 90 000 euros HT, sans variante ni prestation supplémentaire autorisée et pour une durée de 1 an.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

CP

Décision n° MD2019-421

. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif, pondération 60%
. Valeur Technique, pondération 40%
-qu'après analyse, l'entreprise SUD VO Services, sise 470 Avenue des Etats du Languedoc, 34 000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9B0003MG « entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SUD VO Services, pour un montant estimatif de 29 626 euros HT sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 90 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 25 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-243400017-20190101-86810-cc

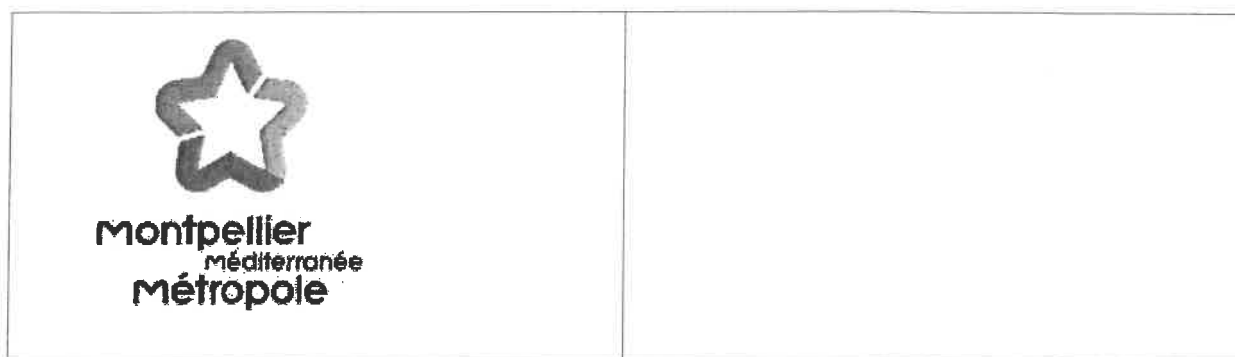
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

25 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire sur
une partie du domaine public du parking
du Prévost pour la saison 2019, commune
de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « voirie, espace public »,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-756 du 21 décembre 2018 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'Autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'assurer la continuité du service public pour l'année 2019, et donc pourvoir à l'attribution des sous-concessions, en accord avec les services de la Préfecture, en contractualisant leur attribution avec les concessionnaires sortants,
- **CONSIDERANT** la contiguïté de la parcelle BY 16, objet de la présente convention, avec le lot n°1 de la concession, il convient de lier l'autorisation d'occupation du domaine public avec l'exploitation du lot n° 1 de plage en la confiant à un même opérateur,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer une convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public pour la saison estivale 2019, parking du Prévost, commune de Villeneuve-lès-Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public pour la saison 2019, en vue de l'implantation d'une restauration saisonnière, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Loisis d'été.

ARTICLE 2 : L'occupant devra s'acquitter envers la Métropole d'une redevance de 50 000 euros.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° MAR2019-0097 du 5 février 2019 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

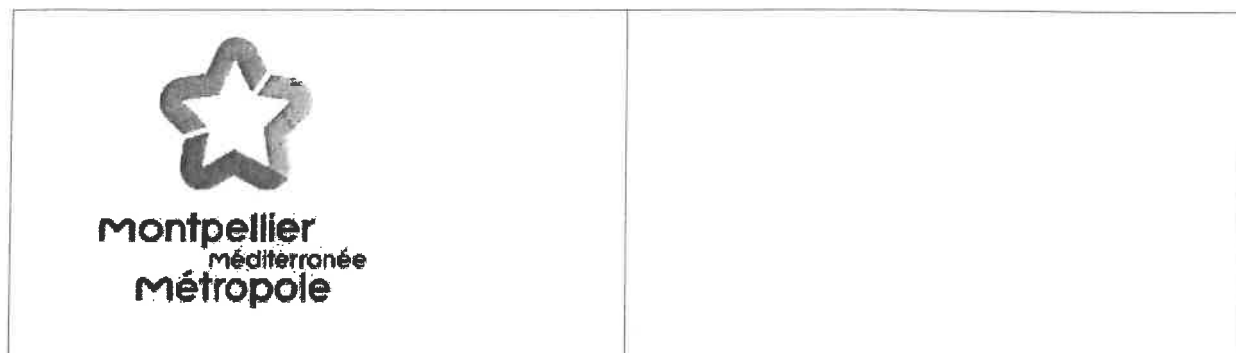
036-243000 17-2019 0101-83822-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retour de bien à la
commune de Baillargues ancien chemin
lieu-dit Las Lignères et Truc de Roue -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la demande de la commune de Baillargues qui souhaite récupérer l'emprise d'un ancien chemin communal inutilisé d'une superficie de 1052 m² située lieu-dit Las Lignères et Truc de Roue sur la commune de Baillargues,
- VU la décision n° MD 2019-305 du 19 Mars 2019 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 1052 m² à extraire du domaine public non cadastré, située Lieu-dit Las Lignères et Truc de Roue sur la commune de Baillargues.
- VU l'estimation de France Domaine n°2019-022V0405 en date du 4 avril 2019,

cf

Décision n° MD2019-424

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- **CONSIDERANT** que la fonction de voirie de cette emprise n'est plus assurée et que, par conséquent, la Métropole n'est plus compétente pour entretenir ce bien,
- **CONSIDERANT** que la commune de Baillargues est propriétaire des parcelles voisines et souhaite aménager le secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Baillargues, l'emprise de l'ancien chemin situé Lieudit Las Lignères et Truc de Roue à Baillargues (en cours de numérotation cadastrale), pour une superficie totale de 1052 m².

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu à titre gratuit conformément à l'estimation établie par France Domaine, et dans la mesure où il s'agit d'un retour de bien entre deux collectivités publiques.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **29 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

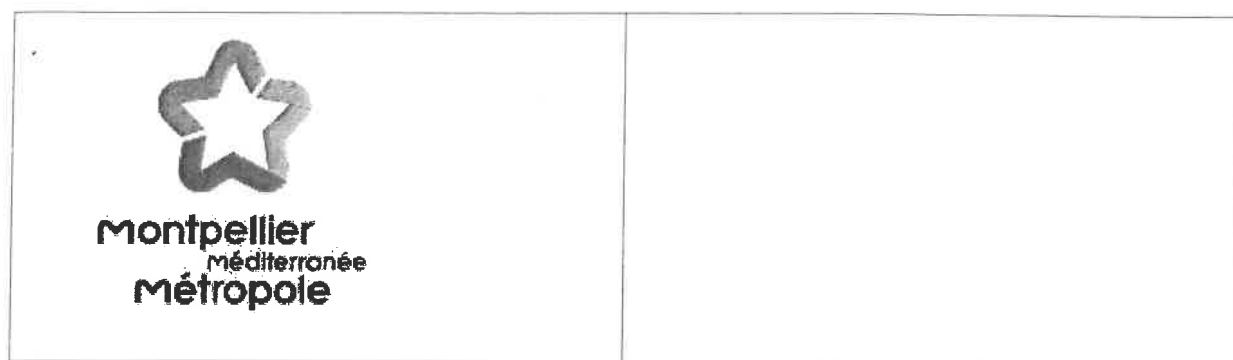
2019-2020 000 17-2019 0101-83831-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant au marché
N°4054UH15 ' Elaboration du PLU de la
Commune de Montaud '

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine de l'Urbanisme,
- VU la décision N°D2015-740 attribuant le marché N°4054UH15 du marché « Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montaud » au groupement L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES / ECOTONE, pour un montant de 54 145,00 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 3 années (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a demandé au groupement L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES / ECOTONE des prestations supplémentaires.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4054UH15 « Elaboration du Plan Local d'urbanisme de la Commune de Montaud », avec le groupement L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES / ECOTONE, dont le mandataire est L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES sise 14 rue Toiras – bâtiment B n°135 - 34000 MONTPELLIER, pour un montant de 5 209,50€ HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 1 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017-20190101-84067-CC-1-1

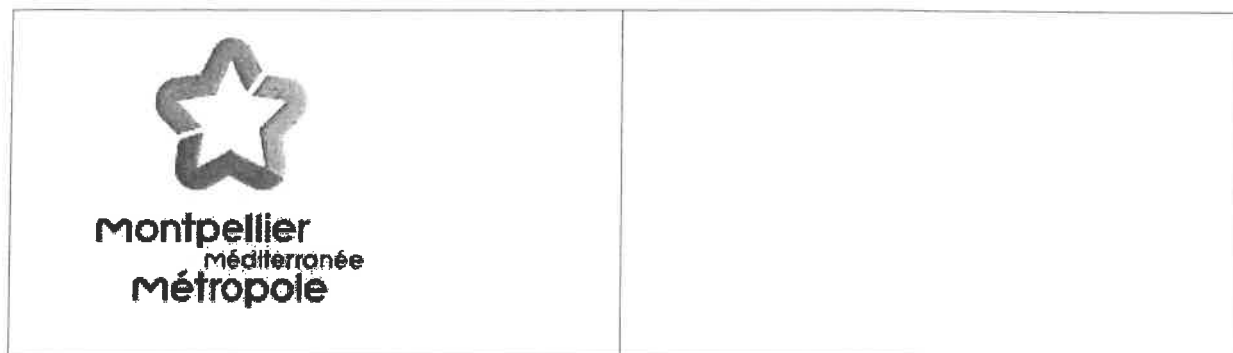
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire pour travaux -
Parcelle AE 80 - Le Rebayral - Commune
de Saint Georges d'Orques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU le projet d'acte par lequel la parcelle AE 80 doit faire l'objet d'une occupation temporaire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT que la parcelle AE 80 est nécessaire à la réalisation des travaux de renforcement du réseau des eaux usées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à occuper temporairement la parcelle AE 80 pour la réalisation des travaux de renforcement du réseau des eaux usées, sur la commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Cette autorisation d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 11 semaines à compter du jour d'occupation des terrains. La convention est consentie à titre gratuit par Mme COMMANDRE Francette Marie Veuve de M. CUOQ Jean Etienne Eugène demeurant au 4 rue du Château 34680 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23. AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

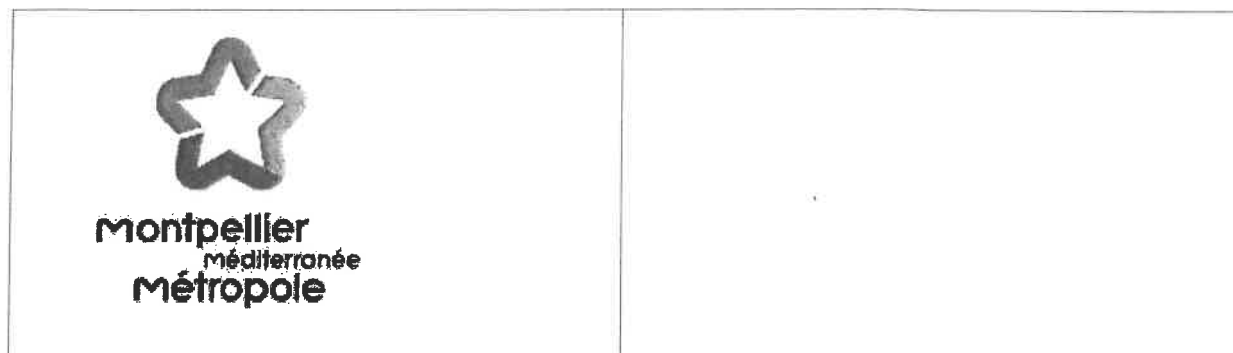
034-24340017 - 20190101 - 13855-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de voirie avenue Villeneuve
d'Angoulême - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du « plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs »,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,

Décision n° MD2019-427

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,

CONSIDERANT :

- la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement d'une emprise de voirie à extraire du domaine public avant de pouvoir la céder,
- qu'une emprise de 155 m² située 1653 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier, n'est affectée à aucun usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 155 m² située avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier, selon le relevé effectué par un géomètre-expert.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 155 m² située 1653 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Le service du Cadastre sera sollicité pour affecter un numéro cadastral à ce terrain, section EL.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AVR. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24348807 - 20190101 - 83869 - 00 -

Acte Certifié exécutoire

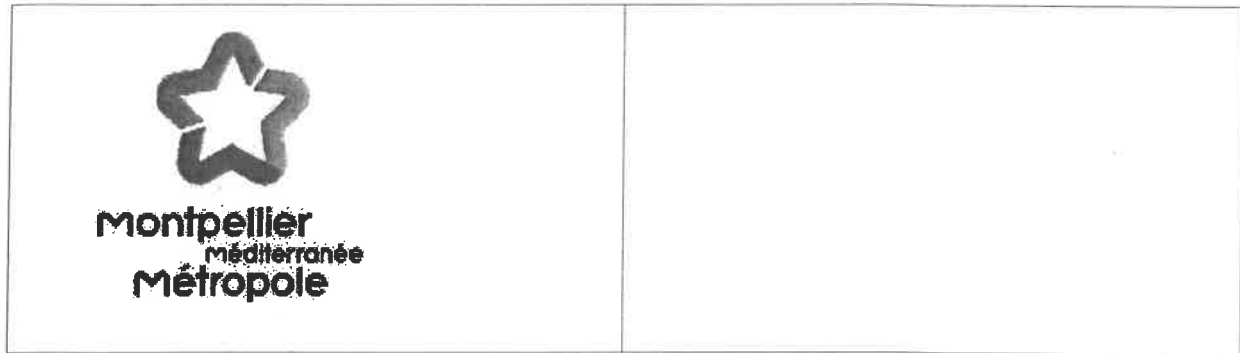
Envoi Préfecture :

23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n° MD2019-428



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'un permis de
construire - Extension du cimetière Saint-
Etienne à Grammont - Parcelles RK6, RL
10 et RI 29 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, de la proximité, les relations avec les usagers, au complexe funéraire, à la chasse et la pêche,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier n°V2019-026 du 6 février 2019 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur les parcelles cadastrées RK 6, RL 10 et RI 29, propriétés de la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'agrandissement du cimetière Saint-Etienne sur le domaine de Grammont à Montpellier,

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'agrandir le cimetière Saint-Etienne, compte tenu de l'évolution démographique du bassin de vie de la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer toute autorisation d'urbanisme sur les parcelles cadastrées RK 6, RL 10 et RI 29 dans le cadre de l'extension du cimetière Saint-Etienne à Grammont.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la demande de permis de construire et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

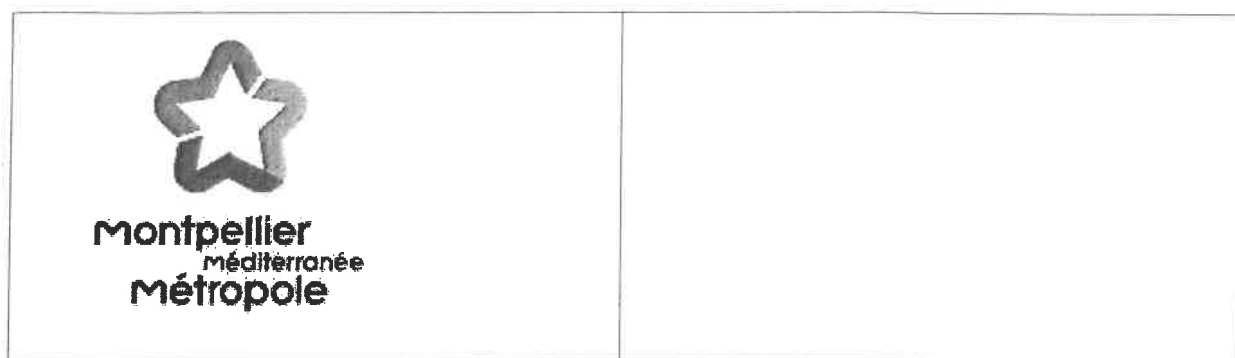
CSU - 246400019 - 20180101 - 8385-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de déclaration préalable de travaux
pour l'École Supérieure des Beaux Arts**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- le projet de rénovation des façades du bâtiment B de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts, dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire,
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une déclaration préalable de travaux.

D E C I D E

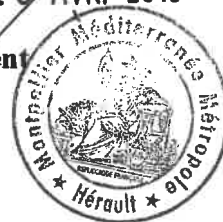
ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour l'opération de rénovation des façades du bâtiment B de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole, sise 130 Rue Yéhudî Ménuhin, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la déclaration préalable visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-13920-AU-

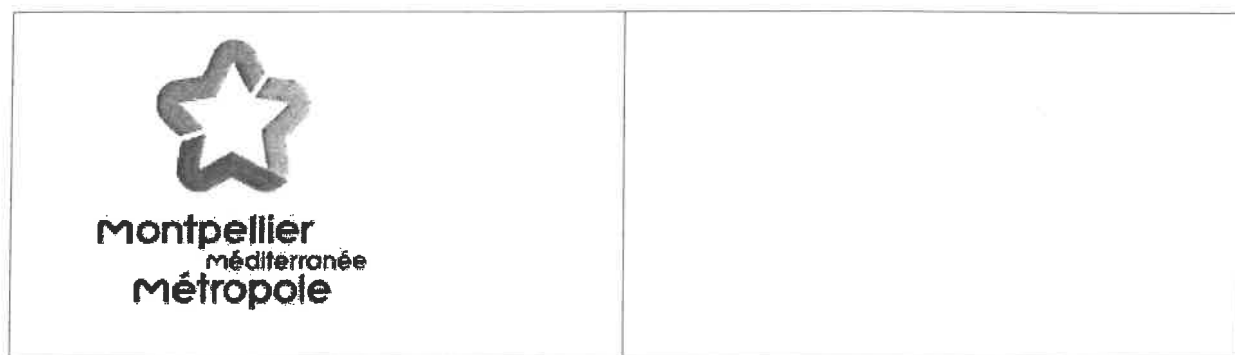
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

cf



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention de
servitude de canalisations d'eaux usées -
Parcelle AE 80 - Le Rebayral - Saint
Georges d' Orques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU le projet d'acte par lequel la parcelle AE 80 doit faire l'objet d'une servitude de passage de réseau public d'eaux usées ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT que la parcelle AE 80 est nécessaire à la réalisation de travaux de renforcement du réseau public d'eaux usées rue de Merlot, le long du ruisseau Le Rebayral.

ef

Décision n° MD2019-431

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé de bénéficier d'une servitude de passage de réseau public d'eaux usées sur la parcelle AE 80 sur la commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Cette constitution de servitude est consentie à titre gratuit par Mme COMMANDRE Francette Marie Veuve de M. CUOQ Jean Etienne Eugène demeurant au 4 rue du Château 34680 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101 - 84038-CC

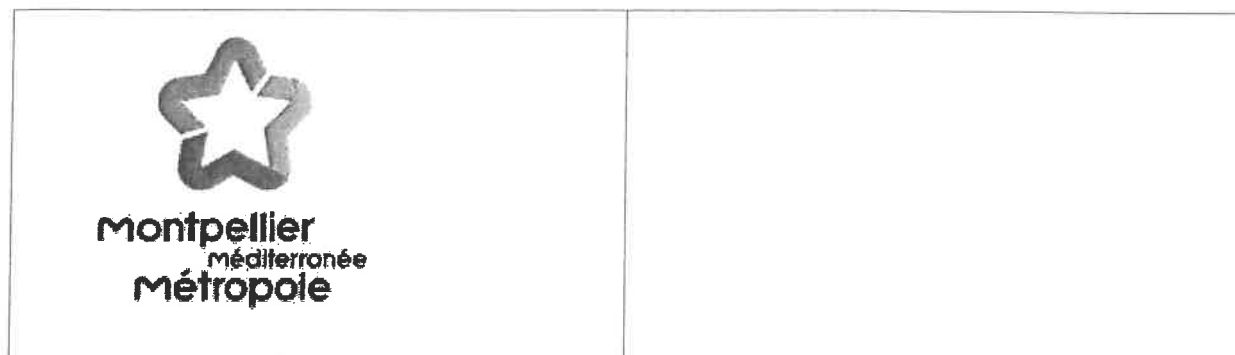
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Occupation
illicite - voirie rue Louise Guiraud
Montpellier - Procédure d'expulsion"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'occupation sans autorisation de la voirie et des trottoirs de la rue Louise Guiraud par un groupe d'individus,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe d'individus occupant sans autorisation la voirie et les trottoirs de la rue Louise Guiraud à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

Décision n° MD2019-438

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

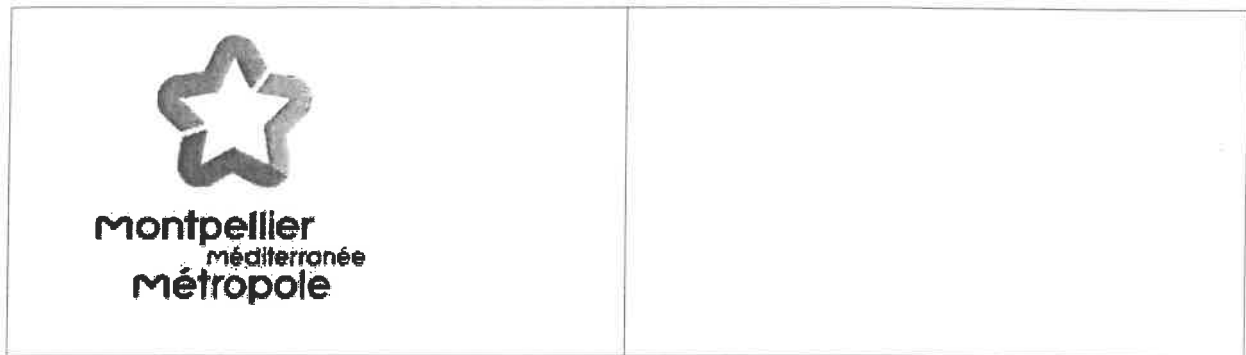
034-24340017-20190101-84156-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 AVR. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée EO 119 Madame
COUDERT et Monsieur RIVAUD - Rue
des Terres Noires - Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'accord de Madame COUDERT et Monsieur RIVAUD sur les termes de la négociation en date du 28 novembre 2018,

- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,

- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée EO 119 d'une superficie de 253 m², située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame COUDERT et Monsieur RIVAUD, la parcelle cadastrée EO 119 (253 m²), située rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 1012€ (*mille douze euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

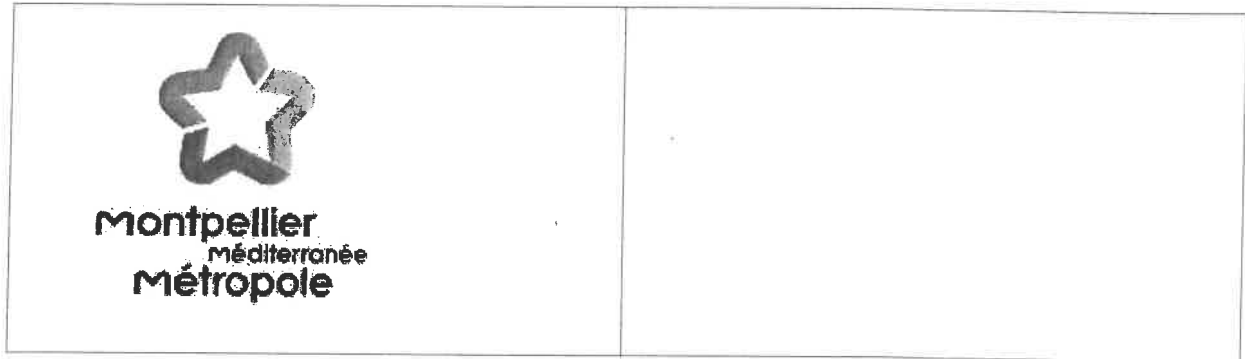
024-243600017-20190101-84301-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée EO 122 auprès de la SCI
l'Hacienda rue des Terres Noires -
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de la SCI l'Hacienda représentée par les époux ROY, sur les termes de la négociation en date du 24 octobre 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de requalification de la rue des Terres Noires, à cheval sur les communes de Lattes et Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte pour sécuriser les circulations douces, créer une voie de circulation suffisamment large pour améliorer la fluidité des flux automobiles, sécuriser les carrefours et enfin améliorer la gestion des eaux pluviales du secteur,
- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée EO 122 d'une superficie de 81 m², située sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de SCI l'Hacienda, représentée par les époux ROY, la parcelle cadastrée EO 122 (81 m²), située rue des Terres Noires sur la commune de Lattes, en vue de la réalisation du projet de requalification de ladite rue.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 4€/m², soit un montant total de 324€ (trois cent vingt-quatre euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



06 MAI 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24340017 - 20190101-84316 AU - 1 - 4

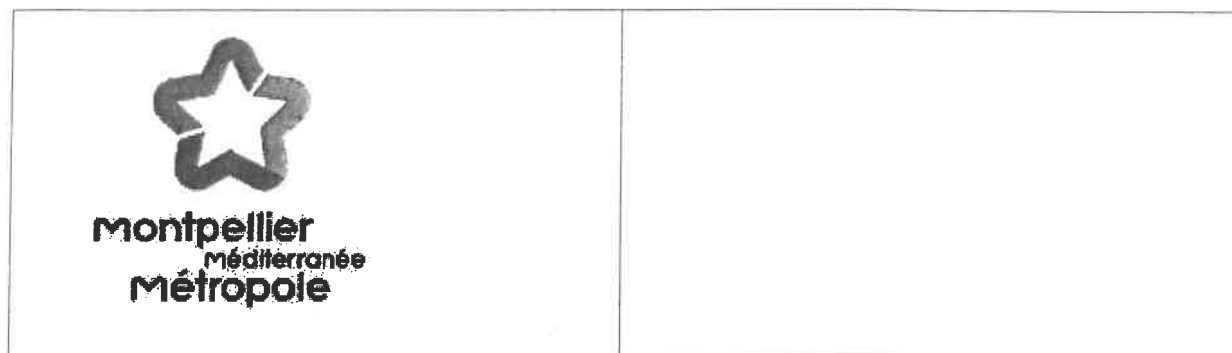
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9C0008RI
de fourniture d'une infrastructure réseau
avec accès internet pour la coupe du
monde féminine 2019 de la FIFA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acquérir la fourniture d'une infrastructure réseau et sécurité, avec un accès internet et prestations associés, sur le stade de la Mosson afin de répondre aux besoins informatiques exprimés par la FIFA pour la Coupe du Monde Féminine 2019 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et une partie des prestations à prix unitaires est passée en application de l'article 78 du décret

n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres, sous la forme d'un accord-cadre à émission de bons de commande avec un maximum de 25 000 euros HT et un opérateur économique,

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - ° Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif estimatif et du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise ORANGE SA, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9C0008RI de fourniture d'une infrastructure réseau avec accès internet pour la coupe du monde féminine 2019 de la FIFA à l'entreprise ORANGE SAS, 78 rue Olivier de Serres, 75015 PARIS pour un montant de 85 187,65 Euros HT répartis comme suit :

- pour la part du prix global et forfaitaire à 82 290,65 euros HT et
- pour la part des prix unitaires à un montant estimatif de 2 897,00 euros HT

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prendra fin le 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 23 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

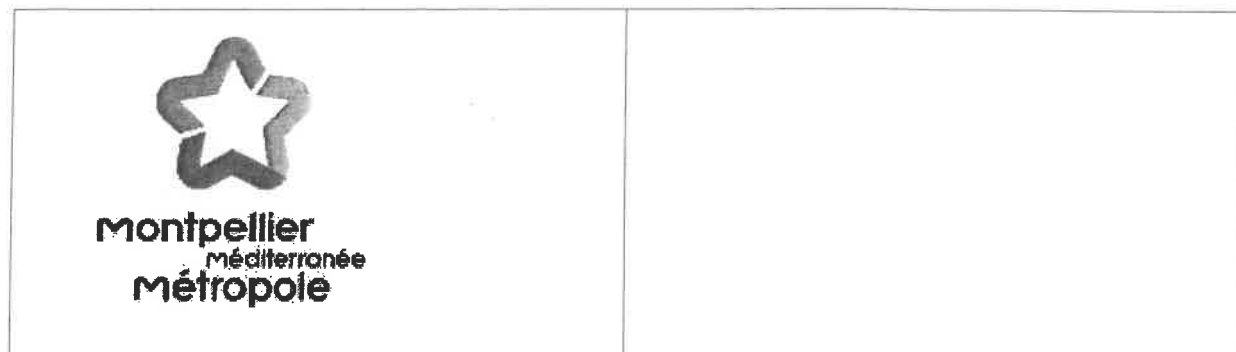
034-24340001-20190101-84345-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Assignment
 TGI Montpellier- Société Civile Odysseum
 France"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'assignation près le Tribunal De Grande Instance de Montpellier reçue à la Métropole le 28 février 2019 à la demande de la SCI Odysseum Place de France contre l'avis des sommes à payer n°34/14 d'un montant de 96 012,28 € émis le 11 décembre 2018 relatif à la redevance spéciale de la collecte et du traitement des déchets non ménagers pour l'année 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'assignation reçue le 28 février 2019 à la Métropole à la demande de la SCI Odysseum Place de France.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

Décision n° MD2019-448

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-84386-AU-1-1

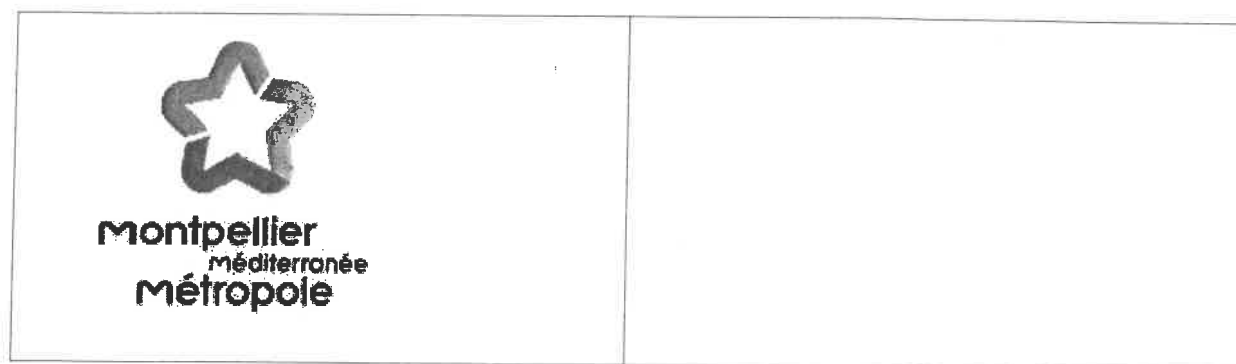
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'une canalisation de
gaz en tréfonds des parcelles SM n° 38 - 44
et SK n°27 - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine du Transports et de la Mobilité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuelle d'une canalisation de gaz en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 27 et SM n° 38 – 44, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire, au profit de de la Société GRDF, représentée par Monsieur Robert CHABROL, domiciliée 6 rue Condorcet à Paris (75009),
- **CONSIDERANT** que le dévoiement de la canalisation de gaz est nécessaire pour assurer la desserte du quartier situé de l'autre côté de l'autoroute,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage perpétuelle d'une canalisation de gaz en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 27 et SM n° 38 - 44, est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, au profit de la société GRDF.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire de cinquante euros (50€). Les frais d'acte notarié permettant la publication de la servitude seront à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

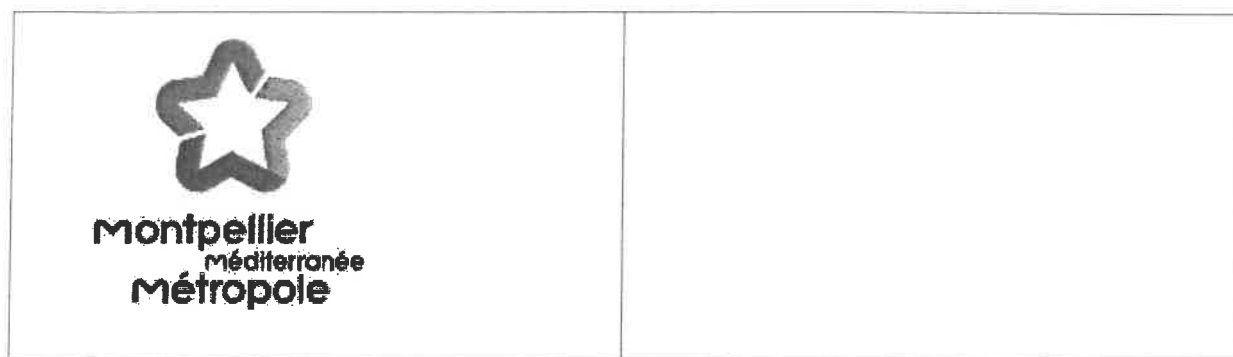
034-243400017-20190101-845044CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8C0020RI
pour la mise en œuvre de réseau sans fil et
prestations associées pour les équipements
sportifs communautaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme» ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de la mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs communautaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords cadre sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de un an à compter de sa notification et reconductible trois fois par période de un an ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - Prix des prestations 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise ORANGE SA, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M8C0020RI de mise en œuvre de réseau sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs communautaires à l'entreprise ORANGE SA, 78 rue Olivier de Serres, 75015 PARIS, pour un montant maximum de 50 000 € HT par an, soit 200 000 € HT pour la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois par période de un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

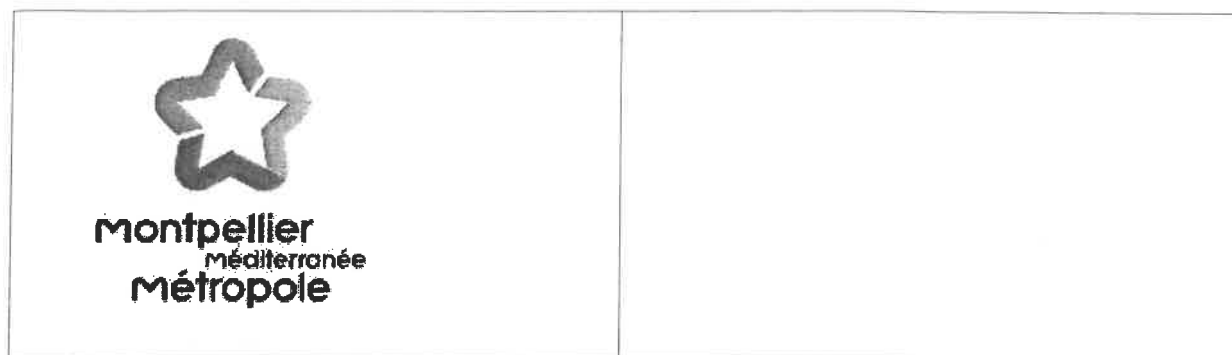
034-24340017-20190101-84595-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retour de bien à la
commune de Villeneuve-lès-Maguelone -
Parcelles cadastrées AM 593 et AM 595
situées derrière le cimetière - Commune de
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L112-8, L 141-3 et L 141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- VU la décision du Président n°MD2019-258 en date du 4 mars 2019 relative à la désaffectation et au déclassement des parcelles AM 593 et AM 595, partie du chemin situé derrière le cimetière sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU la délibération n°2019DAD031 de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 15 avril 2019 relative à l'acquisition des parcelles AM 593 et AM 595,
- VU l'avis de France Domaines n° 2019-337V0298 du 7 mars 2019,
- **CONSIDERANT** que les parcelles cadastrées AM 512 et AM 426 ont fait l'objet d'un transfert gratuit de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au profit de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exercice de la compétence en matière de voirie,

- **CONSIDERANT** que ces parcelles ont fait l'objet d'un découpage cadastral afin de différencier les usages,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole conserve la propriété des parcelles affectées à la circulation piétonne, à savoir les parcelles cadastrées AM 590, AM 592 et AM 594, sachant que le reliquat cadastré AM 593 et AM 595, en bordure du cimetière, fait l'objet de la présente rétrocession à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole à conserver ces parcelles, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation puisque la Métropole conserve la propriété des parcelles affectées à la circulation piétonne,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole rétrocède à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, les parcelles cadastrées AM 593 (427 m²) et AM 595 (795 m²), emprises non affectées et non aménagées, mitoyennes au cimetière, préalablement désaffectées et déclassées.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement, conformément à l'estimation établie par France Domaine, dans la mesure où'il s'agit d'un retour de bien entre deux collectivités publiques.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

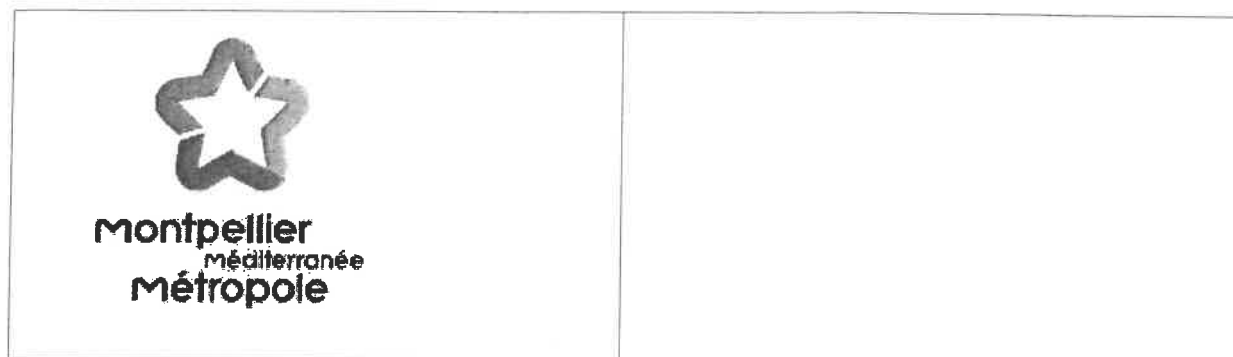
076-M-M 17-2019 0101-85313-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AP 453 auprès des époux
GOURNAY - Route de Lattes - Commune
de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des époux GOURNAY sur les termes de la négociation en date du 3 avril 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AP 453 à titre de régularisation foncière, car cette parcelle a déjà fait l'objet des aménagements de voirie conformément à l'emplacement réservé n°1 du PLU de Pérols,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux GOURNAY, la parcelle cadastrée AP 453 d'une superficie de 135 m², située route de Lattes à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le . 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

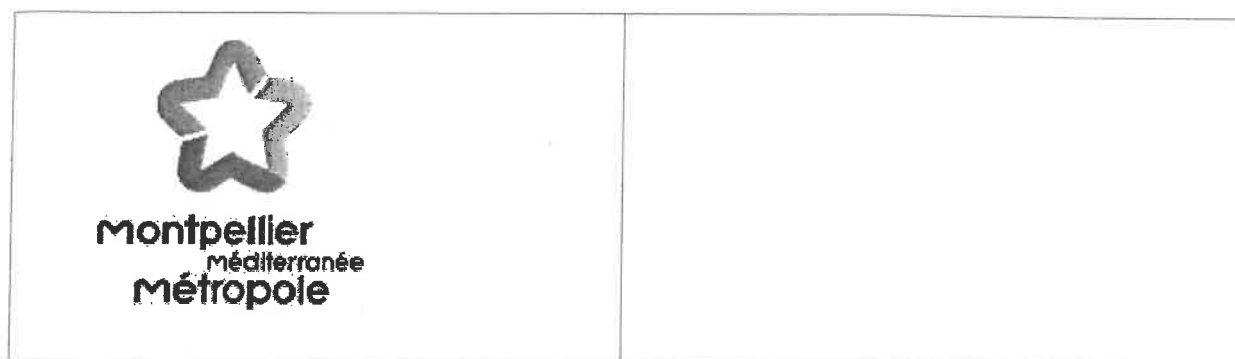
074-242400 17-2019 0101-85933-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en Urgence "Procédure
d'expulsion - Parcelle AA 103 Saint Jean de
Védas - TGI"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'occupation illicite de la parcelle cadastrée n°AA 0103 sise sur la commune de Saint Jean De Védas par un groupe d'individus et dont la gestion est assurée par la Métropole au titre d'une convention d'anticipation foncière signée avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPFLR).
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe

d'individus occupant illicitement la parcelle cadastrée n°AA 0103 sise à Saint Jean de Védas et tendant à la remise en état des lieux.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

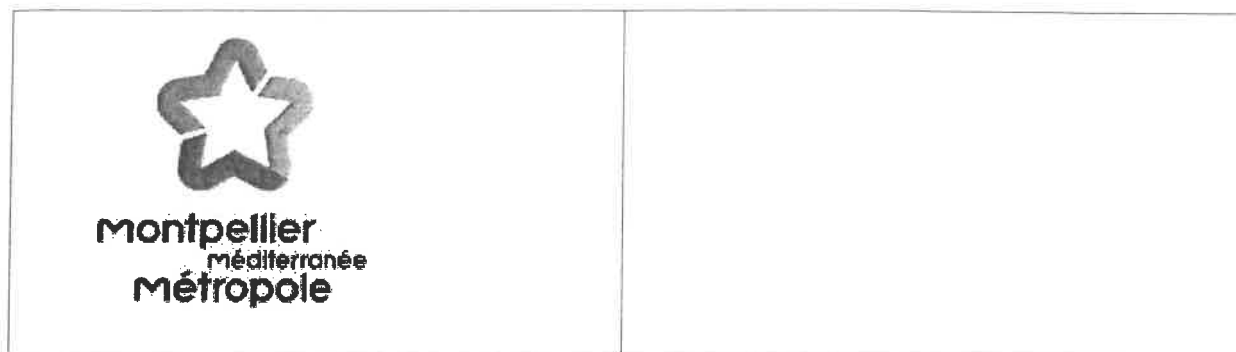
08u-2474 0017-20190101-85755-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le
domaine public du chemin rural des Aires
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 121-17 et L 161-1,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** que le chemin rural des Aires situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone est aménagé et affecté à l'usage public, et n'a plus les caractéristiques de chemin rural,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer le chemin rural des Aires au domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public routier du chemin rural ci-dessous :

Chemin rural	Début	Fin
Chemin des Aires n°41	Part du CD 116/LP entre C4 n°512-519 se dirige vers le Nord-Ouest	aboutit à C4 n°1506

ARTICLE 2 : Le chemin rural ainsi désigné perd ses caractéristiques de chemin rural, et devient une voie publique métropolitaine.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ce chemin.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 30 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

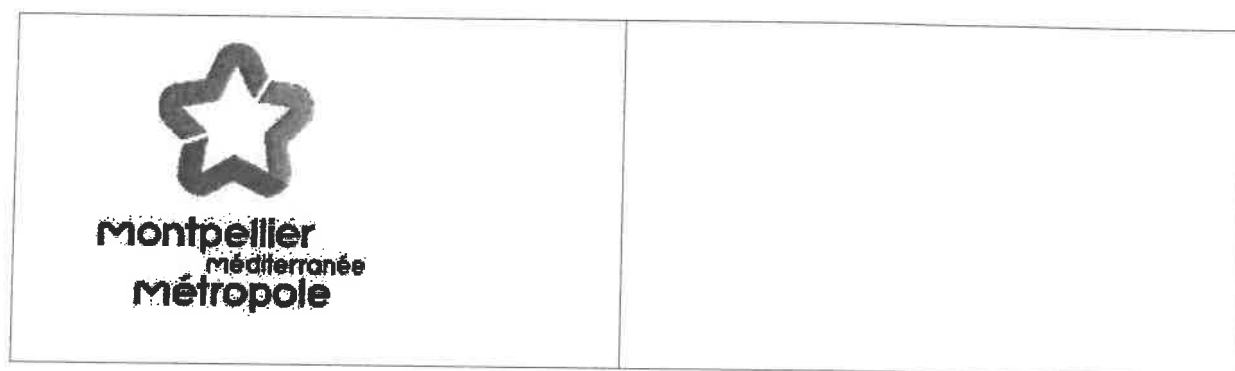
62-21450017-2019010186049-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de dépôt
de déclarations de travaux par
l'Etablissement Public de Coopération
Culturelle Montpellier Contemporain**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- VU le projet de manifestation culturelle *100 artistes dans la Ville*, porté par l'Etablissement Public de coopération Culturelle Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) ;

CONSIDERANT :

- Que l'EPCC MoCo souhaite procéder à l'installation temporaire d'œuvres d'art dans l'espace public, à l'occasion de la manifestation *100 artistes dans la Ville* ;
- Que l'installation de ces œuvres nécessite le dépôt de déclarations préalables auprès des services compétents de la Ville de Montpellier ;
- Que le dépôt de ces déclarations préalables doit être autorisé par Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire des espaces publics concernés

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'EPCC MoCo à déposer les déclarations préalables de travaux auprès des services compétents de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 2 : Ces déclarations préalables de travaux concernent l'installation temporaire d'œuvres d'art dans l'espace public, à l'occasion de la manifestation *100 artistes dans la Ville* ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 AVR. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **30 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

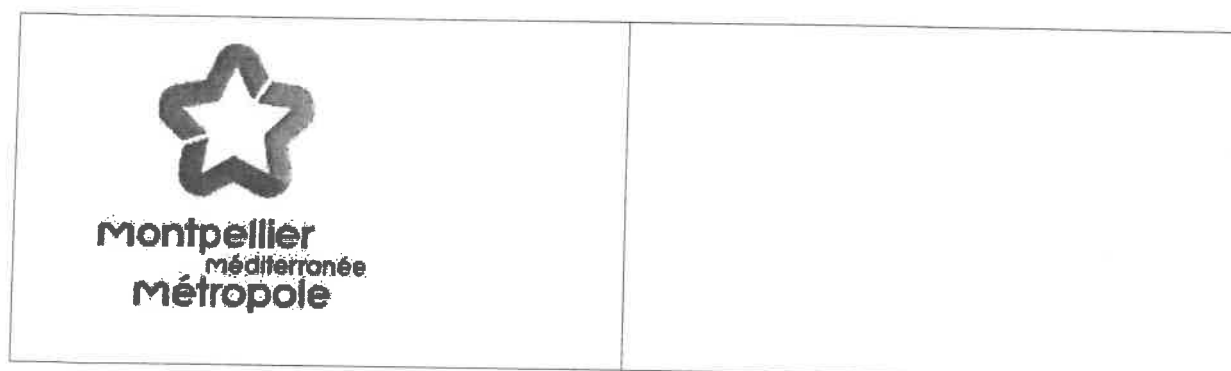
08u-24340017-20190101-85995-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AVR. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public conclue avec la société Hurricane
dans le cadre
du FISE World Montpellier 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération n°V2018-514 du 19 décembre 2018 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier relative à la tarification de l'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée par la société Hurricane, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du Festival International des Sports Extrêmes (FISE), pour organiser l'édition 2019 du FISE World du 29 mai au 2 juin 2019 à Montpellier,
- que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier s'engagent, en complément des installations mises en place par la société Hurricane, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence.

D É C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société Hurricane, dont le siège social est situé à Baillargues, 3 rue Christian André-Benoit, en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE World Montpellier 2019.

ARTICLE 2 : En complément de la mise à disposition des espaces publics nécessaires à l'installation du Festival International des Sports Extrêmes, Montpellier Méditerranée Métropole assurera la gestion et l'évacuation des déchets des sites occupés par le FISE pendant toute la durée de la manifestation, ainsi que la pose et la dépose des mobiliers urbains gérés par elle.

ARTICLE 3 : La convention jointe en annexe à la présente décision précise les conditions de cette occupation du domaine public.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention jointe en annexe, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MAI 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 MAI 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017 - 20190101- 86105-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 MAI 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3.

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE
1- ARRETES REGLEMENTAIRES MAI 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGE
MAR2019-0134	TAXIS : Désignation des membres de la commission métropolitaine	617
MAR2019-0149	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2019 à 2024	620
MAR2019-0159	MAINLEVÉE de l'arrêté de péril imminent n°MAR2018-0181 - Commune de MONTPELLIER - Immeuble sis 343 rue Pierre Cardenal - Résidence du Lac-parcelle LY 47	627
MAR2019-0160	Arrêté portant composition des commissions consultatives paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole	629
MAR2019-0167	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services - du 30 mai au 10 juin 2019 inclus	633
MAR2019-0168	Délégation de fonctions à Madame Stéphanie JANNIN - Suppléance de Monsieur le Président - Signature de la convention avec la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) définissant les axes de collaboration et de partenariat en faveur du développement des territoires dépendants de la Métropole le 24 mai de 10h45 à 12h	635



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**TAXIS : Désignation des membres de la
commission métropolitaine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-33 et L.5211-9-2 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n°2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté métropolitain portant création de la commission métropolitaine des taxis n°A2017-318 du 05 janvier 2018 ;

- **CONSIDERANT** le décret n°2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes autorise l'autorité administrative compétente pour délivrer des autorisations de stationnement, à mettre en place des instances de concertation avec les taxis, notamment pour traiter des questions disciplinaires ;

- **CONSIDERANT** que les maires des communes de Montpellier Méditerranée Métropole ont transféré leurs pouvoirs de police administrative en matière de délivrance d'autorisation de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis ;

- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité administrative compétente pour délivrer des autorisations de stationnement, de fixer la composition de la commission de taxis ;

- **CONSIDERANT** que les membres de la commission métropolitaine des taxis sont désignés par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Membres de la commission avec voix délibérative :

1.1 Membres de Montpellier Méditerranée Métropole

Titulaires :

- Présidence, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA conseillère métropolitaine
- M. Pascal KRZYZANSKI conseiller métropolitain
- M. Jean-Pierre RICO Vice-Président de la Métropole délégué aux transports et à la mobilité
- M. Thierry BREYSSE Vice-Président de la Métropole délégué à la participation citoyenne, à la performance et à l'évaluation des politiques publiques
- Mme Titina DASYLVA conseillère métropolitaine

Suppléants :

- M. Rabii YOUSSEUS conseiller métropolitain, suppléant de la Présidente
- M. Sauveur TORTORICI conseiller métropolitain
- M. Jean-Luc COUSQUER conseiller métropolitain
- Mme Lorraine ACQUIER conseillère métropolitaine
- M. Gilbert PASTOR Vice-Président de la Métropole délégué aux relations internationales, au tourisme, et aux parcs d'activité

Aucun suppléant n'est affecté à un titulaire

En cas d'empêchement de Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, présidente de la commission, M. Rabii YOUSSEUS sera exceptionnellement désigné afin de présider la commission.

1-2 Représentants des organisations professionnelles départementales

Titulaires :

- M. VIDAL Franck (FDT 34)
- M. NADAL Franck (FTI 34)
- M. DEJEAN Éric (FETH)
- M. WEISS Alain (UFC)

Suppléants :

- M. ABDELLAH Mounir (FDT 34)
- M. AMIRAT Mahmar (FTI 34)
- M. MELER Patrick (FETH)
- M. GOUVERNET Jean-Pierre (UFC)

ARTICLE 2 : Membres de la commission avec voix consultative

2-1 Représentants du maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens

- un représentant de la police nationale
- un représentant de la police municipale de Montpellier
- un représentant de la gendarmerie

2-2 Membres de l'administration métropolitaine

- Directeur du Département Services publics de l'Environnement et des Transports
- Directeur des mobilités ou son représentant
- Directeur de la DAGEP (Direction de l'Aménagement et Gestion de l'Espace Public) ou son représentant

ARTICLE 3 : La durée du mandat des membres de la commission est de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M le directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Montpellier, le 2 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 02/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-81647-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/05/19

Réception en Préfecture : 02/05/19

Notifié le : 03/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Établissement
GARAGE BESNARD AUTOMOBILE
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent
arrêté pour les années 2019 à 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;2
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** la demande de l'établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

A R R E T E

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE

- dont le siège social est situé ZA Sainte Julie 3070 Route de Mende à Montferrier sur Lez 34980,

- est représenté par Monsieur BESNARD Jean Louis Gérard, en qualité de Gérant,

L'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE

- est situé ZA Sainte Julie 3070 Route de Mende à Montferrier sur Lez 34980,

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BC 72, 73, 74, 75 et 77, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Garage de réparation, maintenance et vente de véhicules neuf et d'occasion, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Route de Mende à Montferrier sur Lez 34980.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de mécanique lourde,
- Pistes de lavage,
- Carrosserie, peinture, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 392 966 933 00013
- Code NAF ou APE : 4520 A

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement GARAGE BESNARD AUTOMOBILE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 9 mai 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 09/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-83689-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/05/19

Réception en Préfecture : 09/05/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent n°MAR2018-0181
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 343 rue Pierre Cardenal
Résidence du Lac- parcelle LY 47**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11,
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée,
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le rapport dressé par M. Christian Salvador, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 13 juillet 2018, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- VU l'avertissement envoyé au Cabinet ROUCAYROL Immobilier demeurant au 116 rue Zamenhof à Montpellier (34000), syndic de l'immeuble parcelle cadastrée LY 47 sis 343 rue Pierre Cardenal – résidence du Lac,
- VU le procès-verbal de réception des travaux dressé par le bureau d'étude FUNFROCK en la personne de M Benjamin FUNFROCK le 6 Mars 2019, attestant de la conformité des travaux réalisés,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur la base du procès-verbal de réception des travaux du Bureau d'étude FUNFROCK, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAR2018-0181 pris le 30/07/2018, pour l'immeuble sis 343 rue Pierre Cardenal- résidence du Lac (parcelle LY47) dont le syndic de copropriété est Cabinet ROUCAYROL demeurant sis 116 rue Zamenhof à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au syndic de copropriété.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 2 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 02/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-85820-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/05/19

Réception en Préfecture : 02/05/19

Notifié le : 02/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant composition des
commissions consultatives paritaires de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°M2018-199 du Conseil du 26 avril 2018 portant composition des commissions administratives paritaires et des commissions consultatives paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des élections professionnelles du 6 décembre 2018,
- VU les procès-verbaux des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel aux Commissions Consultatives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018, fixant la composition des collèges pour les catégories A, B et C,

- VU le tirage au sort organisé le 25 février 2019 pour pourvoir les sièges non pourvus par voie d'élection faute de candidats en Commission Consultative Paritaire de catégorie A et B,

CONSIDÉRANT :

- le procès-verbal du tirage au sort du 25 janvier 2019 portant désignation de Monsieur Guillaume HUMBERT comme membre titulaire pour les Commissions Consultatives Paritaires de catégorie A,

- le procès-verbal du tirage au sort du 25 janvier 2019 portant désignation de Monsieur Sam Djafari SANDIANI comme membre suppléant pour les Commissions Consultatives Paritaires de catégorie A,

- le procès-verbal du tirage au sort du 25 janvier 2019 portant désignation de Monsieur Aïkanouch AKOPIAN comme membre titulaire pour les Commissions Consultatives Paritaires de catégorie B,

- le procès-verbal du tirage au sort du 25 janvier 2019 portant désignation de Monsieur Fabrice ALBEROLA comme membre suppléant pour les Commissions Consultatives Paritaires de catégorie B.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les Commissions Consultatives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Consultative Paritaire – Catégorie A

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Consultative Paritaire
Mme Régine ILLAIRE
Mme Rosy BUONO

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL
M. Yvon PELLET
M. Abdi EL KANDOUSSI

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

M. Yann LE MARTRET (UNSA)
Mme Isaure QUENTIN (UNSA)
M. Guillaume HUMBERT

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

M. Laurent BIASETTI (UNSA)

Mme Astrid JOUSSET (UNSA)

M. Sam Djafari SANDIANI

Commission Consultative Paritaire – Catégorie B

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL

Président de la Commission Consultative Paritaire

Mme Régine ILLAIRE

Mme Rosy BUONO

Mme Eliane LLORET

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

M. Abdi EL KANDOUSSI

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES

Représentants du personnel

TITULAIRES

M. Yannick DELANOY (UNSA)

Mme Manon LACRAMPE (UNSA)

M. Patrice HERAL (UNSA)

M. Aïkanouch AKOPIAN

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

Mme Karine PELEAU (UNSA)

M. Roman RICHAUME (UNSA)

Mme Amélie JEANPERRIN (UNSA)

M. Fabrice ALBEROLA

Commission Consultative Paritaire – Catégorie C

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL

Président de la Commission Consultative Paritaire

Mme Régine ILLAIRE

Mme Rosy BUONO

Mme Eliane LLORET

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

M. Abdi EL KANDOUSSI

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES

Représentants du personnel

TITULAIRES

M. Florian DONNANTUONO (UNSA)

Mme Nathalie RAMIERE (UNSA)

M. Tony BURNENS (UNSA)

Mme Elodie LORENZO (UNSA)

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

M. Sidi OUARDI (UNSA)

M. Kevin BRUNOT-PHILIPPOT (UNSA)

M. Mohamed BELHADJ (UNSA)

Mme Estelle FONTENEAU (UNSA)

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-86058-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/05/19

Réception en Préfecture : 14/05/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 30 mai au 10 juin 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'approuvé par le Comité technique,
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 30 mai au 10 juin 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, Directeur Général des Services, du 30 mai au 10 juin 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à :

- M. Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint des Services, du 30 mai au 7 juin 2019 inclus ;
- M. Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint des Services, du 8 au 10 juin 2019 inclus ;

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89324-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/05/19

Réception en Préfecture : 27/05/19

Notifié le : 27/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonctions à Madame
Stéphanie JANNIN
Suppléance de Monsieur le Président
Signature de la convention avec la société
Réseau de Transport d'Electricité (RTE)
définissant les axes de collaboration et de
partenariat en faveur du développement
des territoires dépendants de la Métropole
le 24 mai de 10h45 à 12h**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Stéphanie JANNIN en qualité de 3ème Vice-Présidente,
- VU l'arrêté de délégation de fonctions consenti à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du développement durable, de l'environnement, de la biodiversité et de la culture scientifique et technique, du Plan Climat Air Energie Territorial et la Réhabilitation thermique des copropriétés ;
- Considérant que Monsieur le Président, Philippe SAUREL, est empêché et retenu au sein du bâtiment de l'Hôtel de Ville le 25 mai 2019 de 10h45 à 12h, date à laquelle doit être signée la convention de partenariat avec la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) définissant les axes de collaboration et de partenariat en faveur du développement des territoires dépendants de la Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Stéphanie JANNIN, 3ème Vice-présidente, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président le 25 mai 2019 de 10h45 à 12h pour la signature de la convention de partenariat avec la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE), définissant les axes de collaboration et de partenariat en faveur du développement des territoires dépendants de la Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-89512A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/05/19

Réception en Préfecture : 24/05/19

Notifié le : 24/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3 - SOMMAIRE
2 - ARRETES INDIVIDULES MAI 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGES
MAI2019-0054	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MONTPELLIER (ENSCM) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2019 à 2024	638
MAI2019-0057	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 20 rue de l'Université - Parcelle HP 28	646
MAI2019-0058	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement FRAMATEQ dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2019 à 2024	649
MAI2019-0060	ARRETE DE PERIL IMMINENT – Commune de Montpellier – Immeuble sis 4 rue Lunaret – Parcelle BZ110	656
MAI2019-0065	Arrêté de Péril imminent Commune de Montpellier – Immeuble 4 rue Lunaret – PARCELLE BZ110	658



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE
CHIMIE DE MONTPELLIER (ENSCM)
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent
arrêté pour les années 2019 à 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

- Vu la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MONTPELLIER (ENSCM),

- dont le siège social est situé 240 Avenue du Professeur Emile Jeanbrau à Montpellier 34090,

- représenté par Monsieur DUMY Pascal, en qualité de Directeur,
ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Enseignement Supérieur et Recherche, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau public suivant les modalités détaillées ci-dessous.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 193 401 122 00018

- Code NAF ou APE : 173 402 702 00018

L'Etablissement comprend 4 sites concernés par le présent arrêté :

Site 1 : 240 avenue du Professeur Emile Jeanbrau (Balard)

Ce site : - est situé au 240 avenue du Professeur Jeanbrau à Montpellier 34090

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AS 313, 314, 315 et 316

- est raccordé au réseau séparatif privé de l'UM 2 jouxtant l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau à Montpellier.

Site 2 : 104 rue de la Galéra

Ce site : - est situé au 104 rue de la Galéra à Montpellier 34296 cedex 5

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TE 47, 54 et 55

- est raccordé au réseau séparatif, via un branchement situé au 104 rue de la Galera à Montpellier.

Site 3 : 276 rue de la Galéra

Ce site : - est situé au 276 rue de la Galéra à Montpellier 34296 cedex 5

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TE 125 et 136

- est raccordé au réseau séparatif, via un branchement situé au 276 rue de la Galera à Montpellier.

Site 4 : 8 rue de l'école normale

Ce site : - est situé au 8 rue de l'école normale à Montpellier 34296 cedex 5
 - est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BT 59, 60, 61 et 62
 - est raccordé au réseau séparatif, via un branchement situé au 276 rue de la Galera à Montpellier.

L'ensemble de ces activités, tous sites confondus, comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires et Salles de Travaux Pratiques de l'Enseignement et de Recherche dans les domaines suivants :
 - . Chimie et physico-chimie des matériaux,
 - . Chimie séparative, matériaux et procédés : application au cycle combustible nucléaire (CSMP),
 - . Ingénierie biomoléculaire,
 - . Biologie-santé,
- Ateliers de maintenance et d'entretien
- Locaux techniques.

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement. La liste des rubriques qui suit concerne l'ensemble des sites :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1190	Emploi ou stockage dans un laboratoire de substances ou préparations très toxiques ou toxiques	Déclaration
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Déclaration
1433	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables	Déclaration
2910	Installations de combustion	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement ENSCM doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement ENSCM, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Les sites, de l'Etablissement ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MONTPELLIER (ENSCM), qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes :

Site 1 : Parcelle 240 avenue du professeur Emile Jeanbrau :
Bâtiment d'enseignement ENSCM
Bâtiment d'enseignement UM2
Bâtiment administratif et cafétéria

Site 2 : Parcelles 8 rue Ecole normale :
Bâtiment de recherche

Site 3 : Parcelles 104 rue de la Galéra :
Totalité des bâtiments

Site 4 : Parcelles 276 rue de la Galéra :
Totalité des bâtiments

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

L'Etablissement ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MONTPELLIER (ENSCM), dont les entités ont les déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir :

Parcelles 8 rue Ecole normale :

2 villas (bureaux)

Ancien bâtiment d'enseignement

est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement ENSCM désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement ENSCM devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement ENSCM et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement ENSCM s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement ENSCM, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement ENSCM de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ENSCM sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 24 mai 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 24/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-84208-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/05/19

Réception en Préfecture : 24/05/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de Montpellier
Immeuble sis 20 rue de l'Université
Parcelle HP 28

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le rapport dressé par Christian SALVADOR expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 5 avril 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU la lettre d'information adressée au Cabinet Pécoul Immobilier, sis 1732 avenue de Monsieur Teste (34000), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée HP 28, sis 20 rue de l'Université, lui signalant les désordres sur le bâtiment, susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ;

- VU la lettre d'information envoyée à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine ;
- **Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 20 rue de l'Université concernant la charpente sous toiture.

ARRETE

ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété, le Cabinet Pécoul Immobilier sis 1732 avenue de Monsieur Teste (34000), devra dans un délai de **4 mois** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants/la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- En premier lieu, l'étalement de la poutre cassée selon les prescriptions d'un bureau d'études techniques qui assurera le contrôle de sa mise en œuvre ;
- Deuxièmement, recherche de l'état parasite de la charpente et traitement si nécessaire (selon résultat de l'étude) ;
- Réparation des éléments de charpente détériorés et de la toiture fuyarde selon les préconisations d'un bureau d'études structure qui assurera la maîtrise d'œuvre du chantier et la réception des travaux.

ARTICLE 2

Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété le Cabinet Pécoul Immobilier, mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3

Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole, de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 4

En application de l'article L.511-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, seront redevables du paiement d'une astreinte administrative exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code. Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre du syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à l'application d'une astreinte administrative de 200 €, par jour et par lot, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des

conséquences de la non-exécution, majorée de 20 % chaque mois jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole, selon les articles R511-15 à R511-20 du code de la construction et de l'habitat. Le Syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 17 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-85981-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/19

Réception en Préfecture : 17/05/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
FRAMATEQ dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2019 à 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement FRAMATEQ,

- dont le siège social est situé au 16 avenue de Rome BP 32043 à Vitrolles 13845,
- représenté par LOUVION Hervé, en qualité de Président,

L'Etablissement FRAMATEQ,

- est situé au parc d'activités Aftalion rue Alfred Sauvy à Baillargues 34670,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AZ 98, 125, 162,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Vente et réparation d'engins de travaux publics, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au parc d'activités Aftalion rue Alfred Sauvy à Baillargues 34670.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier de mécanique,
- Piste de lavage.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 501 282 263 00034
- Code NAF ou APE : 4663 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement FRAMATEQ doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement FRAMATEQ, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement FRAMATEQ désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement FRAMATEQ devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement FRAMATEQ et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement FRAMATEQ s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement FRAMATEQ, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement FRAMATEQ de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement FRAMATEQ sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 29 mai 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 29/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-86356-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/05/19

Réception en Préfecture : 29/05/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeuble sis 4 rue Lunaret
Parcelle BZ 110

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.

-VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

-VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;

-VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;

-VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,

-VU le rapport dressé par Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 23 Avril 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;

-VU l'avertissement envoyé à M et Mme VENTALON demeurant à 13 rue Valentibus à Sussargues(34160), propriétaire, parcelle cadastrée BZ 110, sis 4 rue Lunaret à Montpellier (34000) ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 4 rue Lunaret concernant l'ensemble du bâtiment A (bâtiment sur rue comprenant la Pizzeria).

ARRETE

ARTICLE 1 : La propriétaire Mme VENTALON Renée demeurant sis 13 rue du Valentibus à Sussargues (34160) devra dans un délai de **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- 1) Réaliser des sondages et faire confirmer l'absence de cavité dans le sous-sol du bâtiment.
- 2) Sonder et repérer tous les réseaux enterrés en sous-sol du bâtiment

Puis dans un délai de **2 mois** :

- 1) Réaliser le confortement de la façade sur cour et du mur de refend couloir/ Pizzéria

ARTICLE 2 : Faute pour la propriétaire mentionnée à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais de la propriétaire, ou à ses ayants droit.

ARTICLE 3 : La propriétaire est tenue de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L521-3-2 du code de la construction et de l'habitation. Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L511-6 ainsi que par les articles L521-4 et L111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 : Si la propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole. La propriétaire ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 17 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-87713-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/19

Réception en Préfecture : 17/05/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté de Péril imminent Commune de
Montpellier
Immeuble 4 rue Lunaret
Parcelle BZ 110

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11,
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée,
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU le rapport dressé par Françoise RIEU, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 23 Avril 2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- VU l'avertissement envoyé à M et Mme VENTALON demeurant à 13 rue Valentibus à Sussargues (34160), propriétaire de la parcelle cadastrée BZ 110, sis 4 rue Lunaret à Montpellier (34000),

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 4 rue Lunaret concernant l'ensemble du bâtiment A (bâtiment sur rue comprenant la Pizzeria),

ARRETE

ARTICLE 1 : La propriétaire Mme VENTALON Renée demeurant sis 13 rue du Valentibus à Sussargues (34160) devra dans un délai de **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- 1) Réaliser des sondages et faire confirmer l'absence de cavité dans le sous-sol du bâtiment.
- 2) Sonder et repérer tous les réseaux enterrés en sous-sol du bâtiment

Puis dans un délai de **2 mois** :

1) Réaliser le confortement de la façade sur cour et du mur de refend couloir/ Pizzéria

ARTICLE 2 : Faute pour la propriétaire mentionnée à l'article 1, d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais de la propriétaire, ou à ses ayants droit.

ARTICLE 3 : La propriétaire est tenue de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L511-6 ainsi que par les articles L521-4 et L111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4

Si la propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

La propriétaire ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 23 mai 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 23/05/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-88932-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/05/19

Réception en Préfecture : 23/05/19

Notifié le : 23/05/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

